



HAL
open science

La vie quotidienne à La Paz, Bolivie, pendant les années 1980 : entre la fin de la dictature et l'hyperinflation (1979-1985)

Mario Murillo Aliaga

► To cite this version:

Mario Murillo Aliaga. La vie quotidienne à La Paz, Bolivie, pendant les années 1980 : entre la fin de la dictature et l'hyperinflation (1979-1985). Sociologie. Université Paris-Est, 2023. Français. NNT : 2023PESC2022 . tel-04889616

HAL Id: tel-04889616

<https://theses.hal.science/tel-04889616v1>

Submitted on 15 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Thèse de Doctorat

Département Sciences humaines et humanités
Spécialité du doctorat : Sciences sociales

Mario MURILLO ALIAGA

**La vie quotidienne à La Paz, Bolivie, pendant les années 1980 :
entre la fin de la dictature et l'hyperinflation (1979-1985)**

Thèse dirigée par Emmanuel VINCENOT

Soutenance le 15 décembre 2023

Composition du jury :

Carla FERNANDES, Université Bordeaux-Montaigne
Erich FISBACH, Université d'Angers
Anne-Claudine MOREL, Université Côte d'Azur

La vie quotidienne dans la ville de La Paz, Bolivie, pendant les années 1980 : entre la fin de la dictature et l'hyperinflation (1979-1985)

Résumé

Introduction

Cette thèse vise à comprendre comment la transition démocratique et l'hyperinflation, qui ont eu lieu entre 1979 et 1985, ont influencé la vie quotidienne des habitants de La Paz, en Bolivie. L'objet de cette recherche se concentre sur l'expérience quotidienne, en particulier sur les stratégies utilisées par les gens et les formes sociales qui ont émergé dans une période d'incertitude. Nous nous intéressons à la manière dont, dans l'horizon d'attente contraint par la dictature, l'irruption de la crise dans la vie quotidienne crée des réponses sociales : ouvertures (et fermetures subséquentes) de nouvelles formes et formations sociales.

Sur la base de cette approche, les routines abordées dans notre étude sont analysées sous l'angle de l'expérience urbaine. Dans ce cadre, les thèmes centraux de l'attention sont le pluralisme associatif, l'intégration et l'ordre social, la capacité de locomotion, l'expansion de la sphère publique et la recherche de nouvelles expériences à un moment complexe de l'histoire bolivienne et particulièrement difficile pour la ville de La Paz.

L'organisation de la thèse est basée sur la définition de l'approche théorique et des thèmes spécifiques de l'étude. La partie initiale développe les aspects contextuels, théoriques et méthodologiques dans trois chapitres. Le premier chapitre décrit et contextualise la ville de La Paz dans le temps et dans l'espace ; le deuxième définit l'objet de l'étude à partir d'un dialogue avec les outils théoriques et l'évaluation de l'état de la question ; le troisième chapitre expose la stratégie méthodologique et les techniques de recherche employées. La recherche est ensuite divisée en deux parties, qui décrivent et analysent respectivement les influences de l'hyperinflation et de la transition démocratique.

Dans la deuxième partie, pour comprendre l'impact de l'hyperinflation, l'analyse se concentre sur deux expériences centrales dans les routines de la vie quotidienne : l'alimentation et le transport. L'objectif est de comprendre comment la société bolivienne, en particulier les habitants de La Paz, a surmonté la crise grâce à différentes stratégies liées à l'intégration sociale, comment l'ordre et la capacité de mobilité urbaine ont été maintenus malgré la crise économique intense qu'a connue la ville.

Afin de comprendre l'influence de la transition démocratique, deux aspects sont abordés dans la troisième partie, l'un lié aux loisirs intermédiaires et l'autre aux activités récréatives : la presse et la vie nocturne. Autour de ces processus, nous nous intéressons aux thèmes de l'élargissement de la sphère publique et de la recherche de nouvelles expériences. Nous cherchons à comprendre comment, dans un environnement oscillant entre démocratie et dictature, les habitants de la ville ont développé leurs libertés individuelles et élargi leurs possibilités de les exercer dans un contexte incertain d'indétermination politique.

En somme la thèse démontre comment le pluralisme associatif, l'intégration et l'ordre social, la capacité de locomotion, l'expansion de la sphère publique et la recherche de nouvelles expériences se sont exprimés à un moment complexe de l'histoire bolivienne et à une période particulièrement difficile pour la ville de La Paz.

1. Questions contextuelles, théoriques et méthodologiques

1.1. La ville de La Paz dans les années 1980

Au milieu d'une géographie exceptionnelle, dans une vallée de l'altiplano andin, à 3600 mètres d'altitude, se dresse la ville de La Paz, siège du gouvernement bolivien. En 1979, La Paz comptait 730 000 habitants sur une surface bâtie d'environ 42 kilomètres carrés. À l'exception des quartiers résidentiels, c'était une ville pauvre - le revenu mensuel de 70 % de la population était d'environ 80 dollars américains en 1974 - et dotée de services de base précaires : 35 % des ménages n'avaient pas accès à l'eau courante et seuls 23 % de la population urbaine disposaient de services d'égouts et de collecte des déchets solides.

La Paz a connu une forte croissance démographique en raison de l'exode rural et de l'exode vers d'autres villes du pays. Entre 1976 et 1992 - années des recensements nationaux les plus proches de notre période - la population de la zone métropolitaine de La Paz a pratiquement doublé.

La plupart des quartiers de La Paz s'étendaient autour de quelques noyaux. Trois centres peuvent être identifiés dans la ville à cette époque : le centre criollo autour de la Plaza Murillo - la Plaza Mayor à l'époque coloniale - dans la partie la plus ancienne de la ville ; le centre cosmopolite, au sud de l'Avenida Arce - où de nouveaux bureaux, ministères et ambassades se sont installés à cette époque ; et le centre indien, à l'ouest du centre, à Chijini - le site du commerce de gros de produits alimentaires et manufacturés. Autour de ces points centraux, la ville s'est déplacée verticalement en une variété de quartiers distincts.

Schématiquement, et à partir de ce centre créole, la ville s'organisait de la manière suivante. Au nord-ouest, le centre indien, le quartier de Chijini ; derrière lui, en montant les collines, une bonne partie des quartiers pauvres, jusqu'à atteindre la plaine où El Alto, s'étendait bien à l'ouest, un ensemble de quartiers sur l'altiplano, pour la plupart précaires. Au sud-est se trouve le quartier de Sopocachi, l'un des plus riches à l'époque, et derrière lui, toujours en grim pant sur les collines, des quartiers marginaux comme Tembladerani. Au bout de l'avenue Arce, au sud de la ville, se trouvait le centre cosmopolite, qui s'étendait encore plus au sud, vers les quartiers résidentiels où les maisons des personnes les plus riches de la ville ont été construites ; cette zone d'expansion urbaine résidentielle est connue sous le nom de zone méridionale. À l'est, le quartier de Miraflores, toujours en grim pant sur les collines, au nord-ouest, différents bidonvilles de la ville. Au nord, plus à l'est, se trouvent les quartiers populaires, comme Achachicala, Pura et Villa Victoria.

Comme on peut le constater, la stratification sociale de la ville peut s'exprimer géographiquement en termes structurels. Au sud-ouest et au sud, le long de la longue artère qui traverse la ville, se trouvent les zones résidentielles aisées ; les zones moyennes se situent près du centre, dans les quartiers commerciaux populaires, et au nord, dans les quartiers d'usines ; sur les hauteurs des collines environnantes et de l'altiplano, se trouvent les quartiers les plus précaires. De ce point de vue, il est possible d'établir la stratification de la ville en trois zones : résidentielle, moyenne et pauvre. Cette définition suit les recherches de Paul van Lindert et Otto Verkoren.¹

Depuis le retour de la démocratie en 1979 jusqu'au milieu des années 80, la ville de La Paz a connu une instabilité constante. Cette période a été marquée par deux processus principaux : la transition complexe et pendulaire de la dictature à la démocratie et la crise économique qui s'est traduite par une hyperinflation qui a atteint des niveaux historiques non seulement en Bolivie mais aussi dans le monde entier.

La crise politique s'accumulait depuis des décennies. À la suite de plusieurs coups d'État, depuis que le leader de la révolution de 1952, Víctor Paz Estenssoro, a été destitué par son vice-président René Barrientos Ortuño en 1964, douze présidents, presque tous militaires, se sont succédé au pouvoir. Un autre coup d'État, perpétré cette fois par Hugo Banzer Suárez, met fin à son régime en 1971. Ce n'est qu'à partir de cette date qu'un régime politique se stabilise en

¹ Paul van Lindert y Otto Verkoren, "Segregación residencial y política urbana en La Paz, Bolivia", Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe, No. 33, *The struggle for space in Latin America* (Diciembre de 1982), p. 127.

Bolivie : la dictature de Banzer dure plus de sept ans, jusqu'en 1978.

Dès lors, entre 1979 et 1985, période de notre étude, La Paz a connu un chaos politique permanent. En termes schématiques, la situation politique peut être décrite en trois moments. Le bref mais intense printemps démocratique qui va des élections de juillet 1979 jusqu'au coup d'État de Luis García Meza en juillet 1980 ; la dictature la plus sanglante de l'histoire du pays, de juillet 1980 à août 1981 ; et le retour définitif à la démocratie, avec le gouvernement de l'Unidad Democrática Popular (UDP), présidé par Hernán Siles Zuazo, du 10 octobre au 6 août 1985. Cette oscillation entre dictature et démocratie a été un facteur décisif dans les changements de la vie quotidienne des habitants de la ville de La Paz.

Si l'oscillation variable entre démocratie et dictature a été un facteur décisif dans les changements de la vie quotidienne des habitants de La Paz, il ne fait aucun doute que l'hyperinflation a également été un facteur majeur. La crise financière galopante a relativisé les principes centraux de l'argent et, par conséquent, a bouleversé la vie quotidienne des gens.

Sur le plan structurel, la Bolivie a connu durant cette période une situation économique critique, marquée par une inflation galopante. En cinq ans, de 1980 à 1985, le PIB a baissé en moyenne de -4,5% par an, le taux d'inflation annuel a été de 569,1% et la dette publique et privée a atteint 136,8 millions d'euros. La course inflationniste ne s'est pas arrêtée, atteignant son chiffre le plus élevé en 1985 avec un taux de 11 746,87%.

1.2. État des lieux de la question et outils théoriques

Lorsque cette période a été étudiée, une grande partie des recherches s'est concentrée sur l'hyperinflation pendant le gouvernement de l'UDP, comme si cette expérience traumatisante était l'axe qui articulait les réactions de la société civile. Un autre groupe l'a étudiée comme un moment politique central, comme la transition du long cycle néolibéral vers la "démocratie de pacte" ou le tournant néolibéral "privatisant et anti-étatiste" du Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) sous la nouvelle direction de Víctor Paz Estenssoro. Ces deux approches ont donné de bons résultats, mais elles ont en même temps détourné l'attention et l'étude des transformations que nous estimons plus profondes, celles déterminées dans la vie sociale et les transformations de la vie quotidienne, qui sont le sujet et le problème de cette thèse.

L'approche théorique se centre sur le déroulement de la vie quotidienne à partir des formulations de la deuxième période de l'école de Chicago (dans les années 1920), en particulier

le travail d'Ezra Park .

Les travaux de Juan José Sebreli, *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación*, et de Norbert Lechner, *Los patios interiores de la democracia : subjetividad y política*, sont également une source d'inspiration directe. Concrètement, l'objet se définit dans les routines de temps libre, les activités de loisirs intermédiaires et les activités récréatives dans la vie quotidienne des habitants des quartiers résidentiels de la ville de La Paz au cours de la période convulsive choisie.

La recherche se concentre essentiellement sur les formes sociales liées à l'utilisation du temps libre. A la suite de Norbert Elias et Erick Dunning dans *Deporte y ocio en el proceso de civilización*, mais aussi d'Henri Lefebvre dans *La vida cotidiana en el mundo moderno*, nous nous sommes intéressés d'emblée à l'ensemble des pratiques qui dépassent les motivations ludiques et récréatives. En ce sens, l'objet d'étude porte sur les routines de loisirs –exprimées par les thèmes de l'alimentation et du transport–, les activités intermédiaires de loisirs –les médias– et les activités récréatives –la vie nocturne– des habitants de La Paz au cours de la période convulsive décrite plus haut.

Ville la plus peuplée de Bolivie en 1979, La Paz était, et est toujours, une ville ethniquement hétérogène, définie par une forte présence de migrants provenant d'autres villes du pays et, surtout, de paysans des communautés rurales des hauts plateaux de La Paz. Dans le cas de la Bolivie et de La Paz, l'accent mis sur la différenciation sociale tend à se concentrer sur la relation entre les « indigènes » et les « occidentaux », en se fondant sur différents aspects de l'ethnicité et de la classe. Une relation qui est presque toujours analysée et représentée de manière dichotomique. La Paz est souvent présentée comme une réalité essentiellement, et souvent fatalement, divisée entre deux « réalités », « mondes », « espaces » sociaux. Les deux Bolivies. Les deux villes : La Paz et Chukiyawu –dans sa dénomination aymara.

Contrairement à ces interprétations, nous entendons la ville de La Paz comme une mosaïque urbaine. La ville est un espace où les gens font l'expérience de divers espaces sociaux et mondes moraux. Un lieu où la différenciation sociale dépend dans une large mesure des distances sociales, comme une expression de la stratification qui se maintient malgré la proximité géographique

C'est ainsi que nous nous intéressons à la manière dont les habitants de La Paz ont vécu ces processus structurels à partir de cette perspective urbaine. Il s'agit d'analyser la manière dont les habitants de cette ville ont affronté l'hyperinflation et exercé leurs libertés individuelles à un moment critique en Bolivie, après presque une décennie de stabilité et de "croissance",

lorsque des déterminants centraux liés à la politique (la transition entre la démocratie et la dictature la plus brutale de l'histoire bolivienne) et à l'économie (l'hyperinflation la plus intense de notre histoire nationale) sont "suspendus", compliqués et relativisés.

1.3. Stratégie méthodologique

Pour atteindre son objectif, l'étude s'est appuyée, d'un point de vue méthodologique qualitatif, sur un certain nombre de sources particulières. Il s'agit notamment de journaux, d'hebdomadaires et de magazines, d'œuvres de fiction et de non-fiction, de produits audiovisuels et d'archives d'organismes gouvernementaux de cette période. La principale source a été un peu plus de cinquante entretiens avec des voisins de tous les quartiers de la ville.

Deux types d'archives ont été identifiés : d'une part, les organes du gouvernement central - l'État plurinational - et, d'autre part, le gouvernement local - le gouvernement municipal autonome de la ville de La Paz. Dans les deux cas, la recherche s'est basée sur tout type d'information en rapport avec nos réflexions : ordonnances, registres fiscaux et toutes sortes de statistiques officielles.

Ce travail minutieux a permis d'obtenir des données intéressantes mais maigres et, surtout, de démontrer la précarité des conditions d'archivage des institutions publiques - les détails sont fournis dans l'appendice méthodologique, en annexes de la thèse.

La technique centrale de notre travail a été l'entretien. Nous avons défini un "échantillon" qualitatif de cinquante personnes - concrètement, nous avons interrogé 52 personnes exactement - âgées de 50 à 75 ans. 21 informateurs correspondent aux quartiers résidentiels de la ville, 18 aux quartiers à revenus moyens et 13 aux quartiers pauvres. 30 sont des hommes et 22 des femmes.

Les entretiens ont été réalisés de mars 2019 à janvier 2022 - même si l'essentiel des témoignages a été obtenu jusqu'au début de l'année 2020. Dans un premier temps, pour des raisons d'accessibilité, nous nous sommes concentrés sur des personnes issues de quartiers résidentiels et de professions diverses : intellectuels, artistes, journalistes, fonctionnaires, femmes au foyer, employés de maison, architectes, commerçants. Parallèlement, nous avons réalisé les premiers entretiens avec des informateurs d'autres quartiers de la ville.

Le coup d'État en Bolivie et la pandémie mondiale ont interrompu la progression prévue. Au cours des premiers mois de l'année 2020, il a été impossible de progresser, mais peu à peu, le contact avec les personnes les plus dignes de confiance a repris et des entretiens virtuels

réalisés par le biais de *zoom* ou de *meet*, tous les informateurs, dans ce cas, provenaient des zones résidentielles de la ville.

Après un long confinement, le travail de terrain n'a pu être achevé qu'en début 2022. L'échantillon étant principalement marqué par des informateurs issus de quartiers résidentiels, nous avons tenté d'équilibrer par une étape supplémentaire de travail de terrain qui s'est prolongée jusqu'à la fin de cette année.

Malgré cet effort supplémentaire, et le fait que l'éventail des témoignages ait été élargi à tous les quartiers de la ville, il n'a pas été possible d'atteindre la saturation des données prévue, car il a été difficile de rétablir les contacts et d'organiser des entretiens après la pandémie. Cependant, nous pensons disposer d'informations suffisamment stables pour établir des analyses structurelles.

Compte tenu de l'aridité des archives officielles, en plus des entretiens, nous avons étendu le travail d'archives aux journaux publiés à La Paz. Nous avons également examiné des œuvres de fiction (romans et nouvelles) et de non-fiction (chroniques) de et sur la période, ainsi que des produits audiovisuels : films, documentaires et courts métrages.

Nous pensons que la combinaison des témoignages, des journaux et des œuvres de fiction a permis de recréer les expériences sociales des habitants des quartiers résidentiels de la ville de La Paz. Cependant, même dans ce cas, il existe encore des zones d'ombre que cette étude n'a pas réussi à surmonter. La principale d'entre elles, déjà détaillé dans l'introduction, est lié aux processus illégaux qui ont eu lieu au cours de cette période - la corruption et la spéculation, parmi les plus importantes de l'époque. Il s'agit d'une étude qui se concentre, faute d'un meilleur terme, sur les utilisateurs. En ce sens, les commerçants, les chauffeurs, les paysans et les politiciens ont été exclus de l'analyse.

Enfin, comme la recherche est concentrée à La Paz et en raison de la nécessité de limiter la portée du travail sur le terrain, il a été impossible d'envisager des entretiens approfondis et soutenus avec les paysans.

2. Routines de la vie quotidienne : pluralisme associatif et ordre social

2.1. L'alimentation

Depuis la fin des années 70, de nombreux habitants de La Paz étaient confrontés à une situation alimentaire critique. L'inflation ne cessait de croître et les prix augmentaient régulièrement. Parallèlement, entre les derniers mois de 1982 et les premiers mois de 1983, le

pays a souffert d'une sécheresse dévastatrice sur les hauts plateaux et d'inondations généralisées à l'est. En conséquence, les habitants de La Paz ont connu une réalité changeante et compliquée en termes d'accès à la nourriture.

Dans ce contexte difficile, les Pacéniens ont développé des stratégies, consolidé des réseaux et adopté des pratiques particulières pour faire face à la situation défavorable qu'ils vivaient. Ce chapitre se concentre sur la manière dont les gens ont vécu ce moment particulier où des déterminants centraux tels que l'offre et la demande, le prix et son information, et la disponibilité normale des produits ont été perturbés.

Les catastrophes naturelles se sont rajoutées aux difficultés économiques. Entre 1982 et 1983, il y a eu une sécheresse dévastatrice sur les hauts plateaux et des inondations à l'est.

La famine a touché La Paz dans son ensemble, mais de manière différente selon les quartiers de la ville. On observe partout une routine quotidienne différente en ce qui concerne l'alimentation. Pour les habitants des quartiers résidentiels, ce fut une période difficile, mais pas si différente de la situation habituelle ; certains produits étaient difficiles à obtenir et d'autres se vendaient beaucoup plus cher qu'auparavant. En revanche, pour les habitants des collines et des quartiers périphériques de la ville, la situation a été dramatique et ils ont été confrontés à une situation sans précédent où même les produits alimentaires de base ont disparu de la vie quotidienne. Bien entendu, l'accès à l'argent a été l'un des principaux marqueurs pour faire face à cette situation. Cela montre que c'est le prix, et non la disponibilité, qui est à l'origine du problème. Le pain était disponible, mais à des prix prohibitifs. Dans les classes privilégiées, l'argent, dont elles voulaient aussi se débarrasser rapidement par la dévaluation, leur permettait d'accéder à cette denrée sans trop de difficultés.

Mais la situation n'était pas seulement définie par la capacité de dépense. Les moyens de surmonter la crise ont également été définis par les stratégies et les réseaux sociaux dont disposaient les habitants de la ville. À La Paz, la crise a été affrontée collectivement sur la base de pratiques concrètes qui ont permis de faire face au contexte défavorable.

L'une des principales stratégies des habitants de la ville a été de s'appuyer sur leurs réseaux sociaux. En fait, il y a eu un processus d'intensification à cet égard. A La Paz, les deux principaux étaient les réseaux familiaux et les réseaux de voisinage, et, dans une moindre mesure, certains réseaux d'amitié et des réseaux de travail liés principalement aux épiceries de certaines entreprises. La prééminence et l'efficacité de ces réseaux varient selon les quartiers de la ville.

Le thème de l'alimentation révèle plusieurs aspects importants des formes d'organisation

sociale dans la ville de La Paz. Tout d'abord, l'importance du pluralisme associatif en Bolivie. Tant en ce qui concerne l'accès, la distribution que l'ordre, sa force se manifeste de différentes manières. Bien qu'il ait été très difficile de se procurer de la nourriture, la force des réseaux sociaux, principalement les réseaux familiaux, amicaux et de voisinage, a constitué une ressource centrale pour faire face à la crise. Tout le monde a eu recours à des réseaux particuliers, de nature et de capacités différentes, mais tous essentiels. Dans certains cas, il s'agissait de la famille, dans d'autres du conseil de quartier, mais dans tous les cas, on se souvient de la crise comme d'un défi collectif.

Mais en même temps que l'importance des réseaux sociaux les plus proches s'intensifiait, la distance sociale augmentait. Ce processus s'exprime dans la distinction entre les "voisins" et les "autres" et dans le paternalisme distant à l'égard des paysans.

L'image d'une situation polarisée entre solidarité et spéculation apparaît de manière récurrente. C'est l'une des idées directrices de l'évocation de cette période. Les citations suivantes, tirées de témoignages, résument cette tension. D'un côté, la solidarité, de l'autre côté, la spéculation : "La survie fait de vous un spéculateur. La solidarité était minimale. Et les gens ont dû faire face à une série de questions morales ; il fallait survivre par tous les moyens, pour obtenir ce que l'on pouvait. C'est comme si la crise à laquelle ils étaient confrontés enfermait les gens dans leurs réseaux sociaux, ressources centrales pour faire face à la situation difficile, et les éloignait encore plus des autres groupes sociaux. »

La nourriture nous aide à comprendre les formes d'ordre social dans la société de La Paz. Bien que la situation soit devenue de plus en plus difficile, voire extrême, en termes d'accès à la nourriture, aucun pillage n'a été signalé dans toute la ville. Contrairement à d'autres pays d'Amérique latine où, dans des situations inflationnistes similaires, ces actions se sont multipliées, en Bolivie, l'ordre social a été maintenu même dans les moments les plus critiques. Par conséquent, nous postulons la notion d'ordre par le bas comme une expression de la manière dont l'ordre a été maintenu grâce à l'action des voisins et de leurs organisations à un moment de fragilité de l'État.

Il convient de rappeler que, malgré ces aspects généraux qui traversent les routines de tous les habitants de la ville, la vie quotidienne a été différente par rapport à la crise, en fonction des caractéristiques sociales et économiques des résidents des différents quartiers de La Paz. Alors que dans la mémoire des pauvres, il s'agit de la période la plus difficile à laquelle ils ont dû faire face, lorsque des éléments essentiels - comme le pain - ont été difficiles à obtenir, dans la mémoire des privilégiés, il s'agit d'une situation difficile qui ne finit pas par perturber la vie

quotidienne, une période où certaines consommations somptuaires ont été interrompues, mais où les aliments essentiels ont toujours été disponibles grâce à leurs ressources et à leurs contacts.

2.2. Les transports

La géographie accidentée de La Paz complique les transports publics. Au milieu de multiples ravins, le canyon où est construite la ville descend de l'altiplano vers les vallées du sud. Au début des années 1980, le transport était une corvée quotidienne pour de nombreux habitants de La Paz. Les véhicules étaient rares, les prix variaient arbitrairement et les itinéraires préétablis n'étaient pas respectés.

Le service était contrôlé par différents syndicats de transport. Ceux-ci avaient été les alliés privilégiés des dictatures. Avec l'avènement de la démocratie, ils ont perdu la centralité politique dont ils jouissaient et, avec l'hyperinflation galopante, ont dû faire face à une situation économique difficile. En conséquence, leur service s'est encore détérioré et ils ont organisé d'innombrables grèves et tout au long de la période. Malgré les efforts du gouvernement pour briser le monopole des syndicats en libéralisant les transports et en créant un service d'autobus public - appelé ENTA (Empresa Nacional de Transporte) - la situation s'est détériorée.

Les opérateurs de transport, qui avaient bénéficié d'une situation favorable au cours de la décennie précédente en raison de leur relation privilégiée avec les dictatures au pouvoir et de la relative stabilité économique, ont dû faire face à un contexte marqué par deux éléments au début de la nouvelle décennie : la fin de la relation clientéliste avec les gouvernements militaires dictatoriaux et la crise économique de l'hyperinflation.

La situation est devenue si tendue qu'elle a entraîné la libéralisation des transports publics. Après une grève particulièrement longue des travailleurs des transports, en novembre 1982, le gouvernement a éliminé le monopole des transports par le décret 19261, qui a ouvert la possibilité à d'autres organisations de fournir le service par le biais de la concession d'itinéraires et de permis par le ministère des transports.

La mesure n'a pas modifié de manière substantielle la situation du service. La mise en œuvre du décret qui a "libéralisé" le transport n'a pas été planifiée et n'a pas été accompagnée de réglementations adéquates permettant la création d'alternatives. Dans le même temps, en raison de la situation économique critique, et surtout de l'incertitude vécue au quotidien, les initiatives collectives visant à fournir des services de transport n'ont pas vu le jour.

En raison de l'accumulation de tous ces processus, le service de transport s'est détérioré

comme jamais auparavant. Les principaux problèmes étaient les pénuries de transport, la tarification arbitraire et les abus quotidiens des opérateurs de transport.

La crise a touché les quartiers de la ville avec une intensité variable, et les habitants de La Paz ont fait face à la situation de diverses manières, tandis que les syndicats et le gouvernement s'affrontaient dans une relation de plus en plus tendue. Parallèlement, l'image des chauffeurs est devenue encore plus négative et le service de l'État ne fait plus partie de leur quotidien.

Malgré la complexité de la situation des transports dans la ville, due à la perte de centralité politique et aux difficultés économiques des chauffeurs, la mobilité urbaine ne s'est jamais arrêtée. Même lorsque le service est devenu de plus en plus épisodique et instable, les habitants de la ville, en fonction de leurs possibilités et de leur localisation, ont continué à se déplacer dans la ville avec des stratégies et des ressources différentes. Ce constat implique plusieurs aspects structurels.

Bien que le déclin du système de transport soit général et que les jours passent avec des pénuries chroniques et des arrêts de plus en plus réguliers, l'intensité de la crise s'exprime avec plus ou moins d'intensité dans toute la ville. Si pour les habitants de certains quartiers, il s'agissait d'une mésaventure salvatrice, pour d'autres, elle constituait un martyre permanent.

La différence avec laquelle la crise a été vécue dépendait de manière décisive de la localisation des maisons. Notamment en fonction de la proximité ou de l'éloignement des trois centres de la ville : le centre créole, le centre indien et le centre cosmopolite. Les voisins des quartiers centraux - résidentiels, commerciaux et industriels - n'ont pas vécu la crise aussi intensément. Bien qu'elle apparaisse dans leurs témoignages comme un problème quotidien, elle n'est jamais très grave. Alors que dans les souvenirs des habitants des zones marginales, la crise apparaît souvent comme l'un des inconvénients les plus importants de la vie quotidienne, pour les habitants des zones résidentielles, la situation est difficile, mais pas dans la même mesure.

Tout d'abord, La Paz est une ville où la plupart des habitants peuvent se rendre à pied aux endroits stratégiques. À l'exception d'El Alto - où se trouvent la plupart des personnes les plus pauvres - et de la zone sud - où se trouvent au contraire les résidents les plus riches -, le reste des zones et des quartiers permet d'accéder aux trois centres de la ville, où se concentrent les activités quotidiennes les plus importantes en matière de travail, d'éducation et de commerce. L'importance de la localisation devient donc centrale dans l'expérience urbaine. Ainsi, pour de nombreux habitants, la ville est accessible et proche d'eux, même lorsque le

service de transport n'est pas très bon. En même temps, il existe un souvenir partagé d'une ville sûre, où l'on peut se promener presque partout - à l'exception de zones restreintes clairement identifiées comme "zones dangereuses" - et à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit. Ce sentiment est partagé par les hommes et les femmes. La ville de nuit est un espace de liberté et de plaisir, et non de danger et de peur - ce qui était un attribut de la dictature et de ses agents privilégiés : les paramilitaires.

D'autre part, elle montre, une fois de plus, l'importance du pluralisme associatif et des formes de coopération. Dans plusieurs quartiers de la zone sud, les habitants se sont organisés - parfois à travers des conseils de quartier, le plus souvent à travers des relations de voisinage avec les habitants proches - pour louer des bus collectifs afin de se rendre sur leur lieu de travail. Dans le même temps, l'importance de la mobilisation collective en voiture particulière s'est intensifiée au niveau structurel. La pratique de l'auto-stop est devenue un moyen central de se déplacer dans la ville ; les voitures privées n'étaient jamais vides, elles transportaient toujours autant de personnes qu'elles le pouvaient en cours de route. Les habitants de ces quartiers sortaient pour se promener dans la ville en toute confiance ; s'ils n'avaient pas de chance en "faisant du stop", ils marchaient, même pendant plusieurs heures, généralement en groupes de plusieurs personnes qui se parlaient tout au long du chemin.

Troisièmement, les transports montrent les séparations marquées au sein du pluralisme associatif. A cet égard, il y a deux divisions concrètes. L'une des distinctions centrales qui apparaît dans les témoignages est celle du voisin, comme une manière de souligner la séparation entre les proches et les "autres". Dans le cas de la zone sud, cette distinction tend surtout à séparer les propriétaires de maisons des travailleurs domestiques et d'autres travailleurs - tels que les jardiniers ou les concierges. Cette perception a des implications pratiques en matière de transport : seuls les voisins participent à des initiatives collectives telles que l'"auto-stop" ou l'"expresso". Les autres devaient attendre, souvent pendant des heures, les quelques bus qui atteignaient les quartiers résidentiels ou devaient se rendre à pied sur leur lieu de travail.

Dans le cas des quartiers populaires et marginalisés, la catégorie de voisin sépare les "connaissances" des "étrangers" qui errent dans le quartier. Les "voisins" sont les visages habituels qu'ils ont l'habitude de croiser dans leurs activités quotidiennes ; les autres, ceux qui traversent le quartier dans le cadre d'activités particulières.

La capacité de mobilisation des voisins varie selon les zones de la ville. Alors que pour les quartiers pauvres éloignés, la seule possibilité était de supporter le service précaire des chauffeurs, dans les quartiers privilégiés, la proximité des centres et les stratégies permises par

les réseaux sociaux permettaient d'éviter ce service. Pour certains, il s'agissait d'une ville dans laquelle il était difficile de mener des activités quotidiennes et d'établir des contacts avec les amis et la famille ; pour d'autres, il s'agissait d'une ville qui, malgré la détérioration du système de transport et la crise quotidienne des arrêts et des grèves, leur permettait encore de mener à bien leurs activités quotidiennes et de maintenir leurs relations avec une normalité relative.

3. Activités intermédiaires et récréatives de la vie quotidienne : sphère publique et recherche de nouvelles expériences

3.1. Presse écrite et télévision

Outre les conditions économiques défavorables, les habitants de La Paz étaient partagés entre l'euphorie et la consternation face à la situation politique, définie par l'oscillation entre des gouvernements démocratiques éphémères et des dictatures violentes. Dans ce contexte, et surtout avec le retour des dirigeants civils, la sphère publique s'est enrichie de nouveaux produits médiatiques au cours des cinq premières années des années 1980. D'une part, des publications sont apparues, offrant des possibilités inédites aux habitants de la ville ; les lecteurs ont eu la possibilité d'accéder à des écrits qui étaient auparavant impossibles à trouver dans la presse écrite de la ville. D'autre part, la télévision a connu un essor à partir de 1984, lorsque plusieurs chaînes ont été mises à l'antenne pour la première fois, augmentant ainsi l'offre télévisuelle qui, jusqu'alors, n'avait été développée que par l'État.

En ce qui concerne la presse écrite, ce processus peut être résumé par deux cas paradigmatiques. Le supplément culturel *Semana* du journal *Última Hora*, qui paraissait tous les vendredis et combinait gestion culturelle et femmes nues en première page. Parallèlement, le bihebdomadaire politique *Aquí*, journal radical qui dénonçait sans relâche les crimes et les affaires de la dictature précédente et des militaires encore au pouvoir, tout en adoptant une position de gauche catégorique sur la politique internationale, en particulier aux États-Unis. Ces deux produits montrent les ouvertures vécues à cet égard et les tentatives de censure auxquelles ils ont été confrontés au cours d'un mouvement oscillant entre liberté et censure.

Dans le cas de la télévision, la programmation, réduite exclusivement à une chaîne gouvernementale nationale et à quelques chaînes universitaires locales, s'est élargie de manière décisive avec l'apparition de plus d'une douzaine de chaînes privées. L'offre proposée aux habitants de La Paz s'est accrue, de même que l'influence de la publicité.

Malgré les oscillations entre démocratie et dictature, les cinq premières années des

années 1980 ont été marquées par un processus sans précédent d'expansion de la sphère publique. Cette extension a eu différents niveaux et caractéristiques : elle s'est exprimée par de nouveaux contenus moraux et politiques qui n'étaient pas présents dans la presse écrite, et par l'augmentation de la programmation avec l'apparition de plusieurs chaînes de télévision privées.

De ce point de vue, les habitants de la ville ont fait l'expérience d'une opinion publique à la fois large et changeante, qu'ils ont ressentie comme l'expression de la situation qu'ils vivaient. Dans ces ouvertures et ces censures, ils projetaient la liberté qui revenait avec la démocratie et la répression et la censure plus brutales qui apparaissaient un an plus tard.

L'expansion de la sphère publique était l'expression de la difficile consolidation des libertés individuelles. Ainsi, dans la mémoire des gens, les médias sont directement liés aux périodes de dictature et de démocratie. Voir des femmes nues en première page, pouvoir lire les révolutions dans la presse, disposer d'un éventail de programmes échappant à la censure sont autant d'expressions concrètes des moments de liberté et de répression qu'ils ont vécus.

3.2. Vie nocturne et consommation de drogues

À la fin des années 1970, la sociabilité a trouvé sa place dans un nouveau cadre de tranquillité et de liberté. Avec la fin de la dictature, le divertissement a quitté les foyers : la rue est redevenue le centre de rencontre et de divertissement des habitants de La Paz, et de nouveaux lieux, inédits jusqu'alors, sont apparus. Il en a été de même pour la consommation de drogues. Sans législation répressive - la Bolivie n'avait pas encore été contrainte de participer à la "guerre contre la drogue" -, sans conception sociale stigmatisant et sans que cela ne constitue encore un problème pour les médias et le discours scientifique, la consommation de substances illicites s'est poursuivie sans persécution ni inquiétude.

Ce processus a été brusquement interrompu par la dictature, mais s'est poursuivi après la consolidation définitive de la démocratie. En 1979, l'intense sentiment de liberté qui envahit la ville est brutalement stoppé par le coup d'État de 1980. Cependant, au-delà de cette interruption violente, le sentiment que la nuit s'ouvrait comme un éventail de possibilités multiples est l'une des caractéristiques centrales de la période. Même au milieu de changements politiques drastiques et de graves difficultés économiques, la ville a retrouvé sa place de scène centrale pour les divertissements collectifs.

Dans ce contexte, il est particulièrement intéressant de comprendre comment les formes de divertissement nocturne et la consommation de drogues ont influencé les possibilités de

recherche et d'expérience de pratiques inédites dans un contexte aussi complexe que celui de notre période.

La nuit s'ouvre comme un espace inédit qui offre de multiples possibilités récréatives. Le divertissement quitte son lieu privilégié, le foyer, et investit la rue sous différentes formes et pratiques. Après une longue période de dictatures, et surtout après avoir connu un couvre-feu sans précédent par son intensité et sa répression, la rue a repris ses droits et est devenue le centre des loisirs nocturnes. Les habitants de la ville y trouvaient leurs lieux de rencontre, leurs points de rendez-vous et leurs itinéraires récréatifs. Espace central de sociabilité, les activités récréatives nocturnes ont pris des formes diverses, avec toujours la rue comme lieu central de rencontre.

Parallèlement, une série de nouvelles activités récréatives ont vu le jour dans différents types de salons et de locaux. Aux traditionnels bars, cantines et bars pour hommes, ainsi qu'aux chicherías typiques, s'ajoutent les discothèques, les chojchos et les nouveaux bars "à l'européenne". Avec toutes ces nouvelles possibilités, la nuit devient un moment de multiples possibilités. La rue retrouve son importance centrale en tant que source de divertissement et de locomotion.

Malgré l'interruption brutale de la dictature de García Meza, avec le couvre-feu le plus sévère de l'histoire de la Bolivie et les paramilitaires patrouillant dans les rues, lorsque la nuit est devenue une période de peur et d'incertitude et que les gens ont dû rentrer chez eux en s'amusant, ce processus d'euphorie pour expérimenter de nouvelles situations ne s'est pas arrêté et est revenu intensément, même au milieu des difficultés économiques et du chaos politique.

Ce processus s'est accompagné d'une libéralisation de la consommation de drogues. A une époque où la "guerre contre la drogue" n'était pas encore d'actualité et où les préoccupations de l'Etat, qu'il soit démocratique ou dictatorial, à différents niveaux et à différentes échelles, étaient centrées sur le trafic international, la consommation de drogue n'était pas considérée comme un problème social. En conséquence, les consommateurs de drogue n'étaient traités que comme des "clochards" et passaient quelques jours dans les cellules de la police. En outre, la consommation de drogue n'était pas considérée comme une maladie ou une dépendance, comme on me l'a dit plusieurs fois, de différentes manières : "il n'y avait pas de toxicomanes", et les médias et les scientifiques ne s'intéressaient pas non plus à cette question. Par conséquent, la consommation de drogue se déroulait dans une atmosphère de liberté qui permettait de la consommer en toute tranquillité.

À la suite de tous ces processus, les gens ont vécu un moment fertile où la nuit est

apparue comme un moment central pour vivre de nouvelles aventures au milieu d'une ville qui offrait une multiplicité d'activités et de pratiques, sur fond de différents mondes moraux que l'on pouvait parcourir dans toute la ville. Une ville qui se sentait à nouveau libre, ouverte, immense.

Conclusions

À la fin des années 1970, après quinze ans de gouvernements dictatoriaux, la Bolivie a été confrontée à un processus complexe de transition démocratique. Les cinq premières années de la décennie 1980 ont été marquées par le basculement entre démocratie et dictature dans un contexte de crise économique qui s'est traduite par une inflation atteignant des niveaux historiques. Dans cette thèse, nous avons étudié comment ce contexte a influencé la vie quotidienne des habitants de la ville dans deux domaines : les routines du temps libre pendant l'hyperinflation, en particulier dans l'expérience quotidienne et les stratégies pour faire face à la crise dans deux domaines spécifiques : l'alimentation et le transport ; et les activités récréatives et intermédiaires du temps libre dans un nouveau contexte démocratique d'exercice des libertés individuelles, en particulier l'ouverture de l'opinion publique et la recherche de nouvelles expériences dans deux domaines particuliers : les journaux et la vie nocturne.

Les travaux menés dans le cadre de cette étude ont permis d'aboutir à des conclusions structurelles basées sur l'accent mis sur la vie quotidienne. Dans le cas de l'alimentation, dans un contexte de pénurie et d'instabilité des prix, l'accent est mis sur les stratégies et l'importance du "pluralisme associatif". Dans le cas des transports, toujours dans un contexte de crise dû à l'appauvrissement du service, l'importance de la capacité de locomotion et de localisation dans une ville qui ne s'est pas arrêtée même dans les conditions les plus difficiles. En ce qui concerne les médias, à travers les cas de l'hebdomadaire *Aquí*, du supplément *Semana* du journal *Última Hora* et de l'essor de la télévision avec l'apparition de plusieurs chaînes privées, on constate une expansion de la sphère publique, tant sur le plan politique que moral, et une possibilité de consommation culturelle sans précédent qui illustre l'avènement d'un contexte de liberté. Un processus similaire peut être observé dans les activités récréatives autour de la vie nocturne de La Paz après sa fermeture pendant la dictature. La recherche de nouvelles expériences a augmenté et une série de nouvelles pratiques et offres culturelles ont émergé, déplaçant la sociabilité de la maison vers de nouveaux centres de divertissement nocturne, la rue a retrouvé sa centralité en tant qu'espace de récréation nocturne et la consommation de drogues s'est

déroulée dans une atmosphère relativement détendue, des années avant la guerre contre la drogue.

En somme, la thèse démontre comment le pluralisme associatif, l'intégration et l'ordre social, la capacité de locomotion, l'expansion de la sphère publique et la recherche de nouvelles expériences se sont exprimés dans un moment complexe de l'histoire bolivienne et particulièrement difficile pour la ville de La Paz. Ces résultats sont détaillés ci-dessous.

L'expérience urbaine au-delà des "deux Bolivies"

Ce qui est au cœur de notre recherche, c'est la façon dont l'expérience urbaine dans un environnement extrêmement diversifié - que ce soit en termes de classe ou de "race/ethnicité", selon le courant à travers lequel la ville est perçue - est une expérience qui transcende ces différences et construit une vie quotidienne collective marquée par des conditions et des situations beaucoup plus concrètes qu'on ne le pense habituellement. La ville de La Paz, en tant qu'espace où convergent différentes origines, différentes "ethnies", différentes "classes", construit l'expérience réelle, ainsi que ses formes structurelles ou, si l'on veut aller plus loin, ses mécanismes d'intégration basés sur des changements structurels concrets, dans notre cas, d'une ampleur transcendante tels que le retour à la démocratie et l'hyperinflation. Ce sont les formes, les réseaux, les liens et les stratégies qui émergent de ces conditions qui constituent la vie sociale.

Ainsi, ce que cette recherche montre peut-être en toile de fond, c'est que, malgré les inévitables hiérarchies et divisions, la ville est une expérience partagée qui implique à la fois une liberté et une fermeture. L'expérience quotidienne se déroule au milieu d'une diversité de situations et de conditions sociales - tout au long de la journée - mais cette diversité est en même temps abritée dans des réseaux étroits, dans les espaces les plus proches de l'abri social. Et peut-être que ces deux aspects s'expriment avec plus d'intensité, presque comme un type idéal, dans des moments extrêmes comme ceux qu'ont connus la Bolivie et La Paz au milieu des années quatre-vingt.

Après tout, c'était l'objectif de cette étude : montrer la situation et l'état de la ville de La Paz à un moment définitif et extrême de son histoire récente, et démontrer comment ce moment a défini dans une large mesure la vie quotidienne de cette ville. Une ville où l'expérience urbaine continue de faire face à des défis tels que le coup d'État de 2019 ou la pandémie qui n'a pas encore pris fin.

Quelques pistes de recherche

Bien que cette étude se soit concentrée sur l'influence de la transition démocratique et de l'hyperinflation, les données recueillies ont permis d'identifier certains processus de la vie quotidienne qui n'ont pas été modifiés par la crise mais par des processus internes particuliers que l'on pourrait rapidement et provisoirement qualifier de modernisation. A cet égard, plusieurs pistes de réflexion se dégagent sur lesquelles il convient de s'arrêter un instant.

Dans le cas de la télévision, en 1984, en pleine crise politique et économique, face à l'impuissance de l'État, des entrepreneurs privés ont mis en place, "de facto", plusieurs nouvelles chaînes. Cela a radicalement changé l'offre et augmenté l'importance et la consommation de la télévision. Les liens avec la consommation, les propriétés structurelles de la réception sociale face à la croissance des chaînes et les causes et possibilités d'un investissement aussi important en période de crise économique générale dans le pays sont autant de questions qui méritent d'être étudiées à l'avenir. En même temps, les études qui montrent la face interne d'un monde externalisé : le divertissement dans les foyers, à travers une analyse de la télévision, du football à la politique. Enfin, accompagnant ce processus, l'émergence de la vidéo comme forme d'art mais aussi comme forme de consommation - la prolifération du Betamax et du VHS - semble être une veine particulièrement importante.

Dans le cas des drogues, la liberté qui accompagnait la consommation, résultat d'une législation souple, de l'absence d'une conception sociale négative et de l'absence d'une vision médiatique et scientifique de la toxicomanie, a radicalement changé avec la mise en œuvre de la guerre contre la drogue quelques années plus tard. Depuis 1985, les campagnes de sensibilisation et de traitement thérapeutique de la toxicomanie ont abouti à la loi 1008 de 1988, une réglementation très répressive qui assimile pratiquement l'usage et le trafic de drogue en termes de sanctions attribuées aux deux pratiques. À cet égard, toute une série d'études s'ouvrent pour comprendre les implications et les principes de cette transformation structurelle à partir de différents processus impliquant l'opinion publique, les organisations internationales de financement - en particulier l'USAID - et les formes juridiques et répressives de l'État bolivien - du domaine judiciaire à la surpopulation carcérale.

Dans cette thèse, nous avons essayé de montrer comment les habitants de la ville de La Paz ont vécu une période difficile, marquée par l'incertitude politique et économique. Nous avons tenté d'expliciter la manière dont ils ont surmonté la crise, maintenu l'ordre, circulé

dans la ville et appris à connaître de nouvelles expériences. Cette étude a été une tentative de montrer les formes sociales essentielles de cette ville, les principes qui la constituent en quelque sorte, même dans les moments les plus difficiles.

Mots-clés :

Bolivie - La Paz - vie quotidienne - expérience urbaine - transition démocratique - hyperinflation.

Everyday life in the city of La Paz, Bolivia, during the 1980s: between the end of the dictatorship and hyperinflation (1979-1985)

Abstract

This research seeks to understand how the democratic transition and hyperinflation, which occurred in the period 1979-1985, influenced the daily life of the inhabitants of the city of La Paz, Bolivia. The focus of the research is on everyday experience, particularly on the strategies people used and the social forms that emerged in an uncertain moment. We are interested in seeing how, in the horizon of expectation established by the dictatorship, the irruption of the crisis in everyday life creates social responses: openings (and subsequent closures) of new social forms and formations.

The research concentrates on social forms linked to the use of free time. Following Norbert Elias and Erick Dunning, as well as Henri Lefebvre, we were interested from the outset in looking at the whole spectrum in this respect, including practices that go beyond play and recreational motivations. In that sense, the object of study are the leisure time routines – expressed in the themes of food and transportation–, the intermediate leisure time activities – the media– and the recreational activities –nightlife– of the paceños in the convulsive period described above.

In order to accomplish its task, the study relied, from a qualitative methodological perspective, on several particular sources. These have included newspapers, weeklies and magazines; fiction and non-fiction works; audiovisual products and archives of governmental entities from and about the period. The main source was a little more than forty interviews with neighbors from all areas of the city.

The theoretical approach has been centered on the current of everyday life from the formulations of the second period of the Chicago School (in the twenties of the last century), particularly the work of Ezra Park. In turn, there is a direct inspiration in the work of Juan José Sebrelli: *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación* and Norbert Lechner: *Los patios interiores de la democracia: subjetividad y política*.

As the most populated city in Bolivia in 1979, La Paz was, and is, an ethnically heterogeneous city, defined by a large presence of migrants from other cities in the country and, above all, peasants from the rural communities of the La Paz altiplano. In the case of Bolivia and La Paz, the focus on social differentiation tends to concentrate on the relationship between the "indigenous" and the "western", based on different emphases on ethnicity and class. A relationship that is almost always analyzed and represented dichotomously. From essays to social research, La Paz is usually presented as a reality essentially, and often fatally, divided between two "realities", "worlds", social "spaces". The two Bolivias. The two cities: La Paz and Chukiyawu -in its Aymara denomination-.

Contrary to these interpretations, in this research, we understand the city of La Paz as an urban mosaic. The city as a space where people experience diverse social spaces and moral worlds. A place where social differentiation depends largely on social distances, as an expression of the stratification that is maintained despite geographic proximity.

Based on this approach, the routines addressed in our study are analyzed from the focus of urban experience. Within this framework, the central themes of attention are associative pluralism, social integration and order, the capacity for locomotion, the expansion of the public sphere and the search for new experiences in a complex moment of Bolivian history and particularly difficult for the city of La Paz.

The organization of the paper is based on the definition of the theoretical approach and the specific themes of the study. The first chapter describes and contextualizes the city of La Paz in time and space; the second defines the focus of the study based on the dialogue with theoretical tools and the balance of the state of the question; the third presents the methodological strategy and the research techniques employed. From there, the paper is divided into two parts, each of which describes and analyzes the influences of hyperinflation and the democratic transition respectively.

In the second part, as a way of understanding the incidence of hyperinflation, the analysis focuses on two central experiences in the routines of daily life: food and transportation. It seeks to understand how Bolivian society, specifically the inhabitants of La Paz, weathered the crisis through different strategies linked to social integration, how order and the capacity for urban mobility were maintained despite the intense economic crisis the city

experienced.

In order to understand the influence of the democratic transition, two aspects are also addressed in the third part, one linked to intermediate leisure activities and the other to recreational activities: the press and nightlife. Around these processes we are interested in the themes of the expansion of the public sphere and the search for new experiences. We seek to understand how, in an environment oscillating between democracy and dictatorship, the city's inhabitants developed their individual liberties and expanded their possibilities of exercising them in an uncertain context of political indeterminacy.

In sum, the thesis demonstrates how associative pluralism, social integration and order, the capacity for locomotion, the expansion of the public sphere and the search for new experiences were expressed in a complex moment of Bolivian history and particularly difficult for the city of La Paz.

Key words:

Bolivia - La Paz - daily life - urban experience - democratic transition - hyperinflation.

Vida cotidiana en la ciudad de La Paz, Bolivia, durante los años ochenta: entre el fin de la dictadura y la hiperinflación (1979-1985)

Resumen

Esta investigación busca comprender cómo la transición democrática y la hiperinflación, suscitadas en el periodo 1979-1985, influyeron en la vida cotidiana de los habitantes de la de La Paz, Bolivia. El foco de la investigación está situado en la experiencia cotidiana, particularmente en las estrategias que utilizaron las personas y las formas sociales que surgieron en un momento incierto. Nos interesa ver cómo, en el horizonte de expectativa instaurado por la dictadura, la irrupción de la crisis en la vida cotidiana crea respuestas sociales: aperturas (y posteriores cierres) de formas y formaciones sociales nuevas.

La investigación se concentra en formas sociales vinculadas al uso del tiempo *libre*. Siguiendo a Norbert Elias y Erick Dunning, y también a Henri Lefebvre, nos interesó desde el principio ver *todo* el espectro al respecto, incluyendo las prácticas que van más allá de motivaciones lúdicas y recreativas. En ese sentido, el objeto de estudio son las rutinas del tiempo libre –expresadas en los temas de la comida y el transporte–, las actividades intermedias de tiempo libre –los medios de comunicación– y las actividades recreativas –la diversión nocturna– de los paceños en el convulso periodo arriba descrito.

Para cumplir con su cometido, el estudio se apoyó, desde una perspectiva metodológica cualitativa, en diversas fuentes particulares. Estas han incluido diarios, semanarios y revistas; obras de ficción y no ficción; productos audiovisuales y archivos de entidades gubernamentales del y acerca del periodo. La principal fuente fueron un poco más de cuarenta entrevistas a vecinos de todas las zonas de la ciudad.

El enfoque teórico ha estado centrado en la corriente de la vida cotidiana a partir de las formulaciones del segundo periodo de la Escuela de Chicago (en la década de los años veinte del siglo pasado), particularmente la obra de Ezra Park. A su vez, hay una inspiración directa en la obra de Juan José Sebreli: *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación* y la de Norbert Lechner: *Los patios interiores de la democracia: subjetividad y política*.

En tanto la urbe más poblada de Bolivia para 1979, La Paz era, y es, una ciudad étnicamente heterogénea, definida por una gran presencia de migrantes, de otras ciudades del

país y, sobre todo de campesinos de las comunidades rurales del altiplano paceño. Para el caso boliviano, y paceño, el foco sobre la diferenciación social suele concentrarse en la relación entre lo “indígena” y lo “occidental”, en base a distintos énfasis en la etnicidad y la clase. Una relación que casi siempre es analizada y representada dicotómicamente. Desde los ensayos hasta las investigaciones sociales, se suele presentar a La Paz como una realidad dividida esencial, y muchas veces fatalmente, entre dos “realidades”, “mundos”, “espacios” sociales. Las dos Bolivias. Las dos ciudades: La Paz y Chukiyawu –en su denominación aymara–.

A contracorriente de estas interpretaciones, en esta investigación, entendemos a la ciudad de La Paz como un mosaico urbano. La ciudad como un espacio donde las personas experimentan diversos espacios sociales y mundos morales. Un lugar donde la diferenciación social depende en gran medida de las distancias sociales, como expresión de la estratificación que se mantienen a pesar de la proximidad geográfica.

A partir de este enfoque, las rutinas que se abordan en nuestro estudio se analizan desde el foco de la experiencia urbana. En ese marco los temas centrales de atención son el pluralismo asociativo, la integración social y el orden, la capacidad de locomoción, la ampliación de la esfera pública y la búsqueda de nuevas experiencias en un momento complejo de la historia boliviana y particularmente difícil para la ciudad de La Paz.

La organización del documento se basa en la definición del enfoque teórico y los temas concretos del estudio. El primer capítulo describe y contextualiza la ciudad de La Paz en el tiempo y el espacio; el segundo define el foco del estudio a partir del dialogo con las herramientas teóricas y el balance del estado de la cuestión; el tercero plantea la estrategia metodológica y las técnicas de investigación empleadas. A partir de allí, el documento se divide en dos partes, en cada una de ellas se describen y analizan las influencias de la hiperinflación y la transición democrática respectivamente.

En la segunda parte, como una forma de entender la incidencia de la hiperinflación, el análisis se concentra en dos experiencias centrales en las rutinas de la vida cotidiana: la comida y el transporte. Se busca comprender cómo la sociedad boliviana, concretamente los habitantes de La Paz, capearon la crisis a partir de distintas estrategias, vinculadas a la integración social, cómo se mantuvo el orden y la capacidad de movilidad urbana a pesar de la crisis económica tan intensa que vivió la ciudad.

Para entender la influencia de la transición democrática, se abordan también dos aspectos en la tercera parte, uno vinculado a las actividades intermedias del tiempo libre y otro a las actividades recreativas: la prensa y la diversión nocturna. Alrededor de estos procesos nos interesan los temas de la ampliación de la esfera pública y la búsqueda de nuevas experiencias. Se busca comprender cómo, en un ambiente oscilante entre la democracia y la dictadura, los habitantes de la ciudad desarrollaron sus libertades individuales y ampliaron sus posibilidades de ejercerla en un contexto incierto de indeterminación política.

En suma, la tesis demuestra cómo se expresaron el pluralismo asociativo, la integración social y el orden, la capacidad de locomoción, la ampliación de la esfera pública y la búsqueda de nuevas experiencias en un momento complejo de historia boliviana y particularmente difícil para la ciudad de La Paz.

Palabras clave:

Bolivia – La Paz – vida cotidiana – experiencia urbana – transición democrática – hiperinflación.

Cette thèse a été préparée dans le cadre du laboratoire LISAA EA4120, au sein de l'Équipe EMHIS (Écritures du Monde HISpanique) de l'Université Gustave Eiffel (UGE), ex Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM).

Université Paris-Est Marne-La-Vallée
5 bd Descartes, Cité Descartes, Champs-sur-Marne
77454 Marne la Vallée cedex 2.
<https://lisaa.u-pem.fr/presentation/equipe-emhis-ecritures-du-monde-hispanique/>

A la memoria siempre viva de Sandra Aliaga Bruch.
La más triste muerte en medio de tantas recientes tristes muertes.

Índice

Agradecimientos.....	35
Índice de mapas.....	37
Índice de cuadros.....	37
Índice de imágenes.....	37
Lista de siglas.....	38
Introducción.....	40
PRIMERA PARTE:	
ASPECTOS CONTEXTUALES, TEÓRICOS Y METODOLÓGICOS.....	47
Capítulo I: La ciudad de La Paz en la década de 1980.....	48
1. La Paz.....	49
2. Zonas y barrios.....	60
2.1. Las zonas pobres: albañiles, vendedores ambulantes, cargadores y empleadas del hogar.....	61
2.2. Las zonas medias: comerciantes y fabriles.....	64
2.3. Las zonas residenciales.....	68
3. El difícil tránsito a la democracia y la inestabilidad financiera.....	72
3.1. El largo régimen anterior a la transición democrática (1971-1978).....	73
3.2. La breve primavera democrática (1979-1980).....	78
3.3. La más brutal de las dictaduras (1980-1982).....	80
3.4. El retorno de la democracia y la hiperinflación (1982-1985).....	83
3.5. Los cambios en las formas de gobierno local.....	87
4. La difícil situación económica y la hiperinflación.....	90
4.1. El inicio de la crisis.....	90
4.2. La crisis se profundiza.....	91
4.3. Hiperinflación.....	92
Capítulo II. Herramientas teóricas.....	94
1. El balance del estado de la cuestión: Las formas de ver la “transición”.....	95
1.1. Los acercamientos hegemónicos sobre el periodo: la política y la economía.....	95
1.2. Las miradas sobre la ciudad de La Paz.....	98
2. Marco teórico.....	101
2.1. Vida cotidiana.....	103
2.2. El tiempo <i>libre</i>	110
2.3. La ciudad como experiencia urbana.....	111
2.4. Pluralismo asociativo: Integración y orden.....	114

2.5. La búsqueda de nuevas experiencias y la diversidad de mundos morales	115
2.6. Las implicaciones para La Paz	116
Apéndice: El dinero que ya no es dinero.....	119
Capítulo III. Estrategia metodológica	123
1. Las fuentes oficiales	123
2. Las entrevistas	125
3. Otras fuentes documentales.....	128
4. Limitaciones y puntos ciegos	128
 SEGUNDA PARTE:	
RUTINAS DE LA VIDA COTIDIANA: PLURALISMO ASOCIATIVO Y ORDEN SOCIAL	
.....	131
Capítulo I. Comida	132
1. Sequía, escasez y precios desbocados	133
2. La crisis en las zonas de la ciudad.....	136
2.1. El pan.....	139
3. Estrategias sociales: redes, sustitución de productos e intercambio	144
3.1. Redes sociales	145
3.2. Sustitución de los bienes de consumo	148
3.3. El auge del intercambio: el trueque.....	150
4. Percepción y relación con los otros.....	151
4.1. Los comerciantes.....	151
4.2. Distancia social entre la ciudad y las áreas rurales	154
5. El orden desde abajo	156
Capítulo II. Transporte	161
1. La crisis del sistema de transporte.....	162
1.1. Características generales	162
1.2. Los choferes: pérdida de centralidad política y penurias económicas	167
1.3. La depauperación general del servicio	171
1.4. La rutina diaria en las distintas zonas de la ciudad	172
2. La capacidad de locomoción en La Paz	175
2.1. La importancia de la localización: una ciudad que se puede caminar	175
2.2. Estrategias y redes.....	179
2.3. Los buses de la Empresa Nacional de Transporte (ENTA).....	182
3. Percepción y relación con los otros.....	184
3.1. Espacios y puntos de encuentro	184

3.2. Distancia social: vecinos y trabajadores.....	185
3.3. La imagen de los choferes	186

TERCERA PARTE:

ACTIVIDADES INTERMEDIAS Y RECREATIVAS DE LA VIDA COTIDIANA: ESFERA PÚBLICA Y BÚSQUEDA DE NUEVAS EXPERIENCIAS

Capítulo I. La ampliación de la esfera pública: medios impresos y televisión

1. Medios escritos: <i>Aquí</i> y <i>Semana</i> , publicaciones inéditas.....	192
1.1. <i>Semana</i>	193
1. 2. <i>Aquí</i>	195
2. El paréntesis de la censura	199
2.1. Asesinatos, exilio y censura	199
2.2. Tolerancia con <i>Semana</i>	202
2.3. Publicaciones clandestinas y artesanales.....	202
3. Tiempo de crisis y desencanto.....	203
3.1. La transformación de <i>Semana</i>	204
3.2. El cambio de <i>Aquí</i>	207
4. El <i>boom</i> de la televisión	209
4.1. La modesta televisión de los años setenta.....	210
4.2. Dictadura y el paradójico nacimiento de la televisión universitaria	211
4.3. La proliferación de los canales privados	212

Capítulo II. Diversión nocturna y consumo de drogas.....

1. La diversión se aleja del hogar.....	216
1.1. La calle retomada	217
1.2. Nuevos locales y actividades.....	219
1.3. Nuevas formas de comercio sexual: el surgimiento de los <i>nightclubs</i>	228
2. El fin de la noche y el retorno de la diversión a los hogares.....	230
2.1. La ciudad muerta y la noche clausurada	231
2.2. El cierre de los boliches y el retorno de la diversión a los hogares.....	233
2.3. La Universidad clausurada	234
2.4. La música de día.....	235
3. La noche en tiempos de hiperinflación y caos político	236
3.1. La calle como un lugar barato sin represión	237
3.2. La noche dividida por los dólares	239
3.3. Universidad: desencanto y pérdida de centralidad política.....	241
4. Usuarios y consumo de drogas antes de la guerra contra las drogas.....	242

4.1. “Antes no habían drogadictos”: El consumo no es una enfermedad.....	243
4.2. “Vagos”: El consumo no está criminalizado	246
4.3. La inexistencia de preocupaciones mediáticas y científicas	247
4.4. Libertad en el consumo	250
Conclusiones	253
1. Rutinas del tiempo libre e hiperinflación: la comida y el transporte	254
2. Transición democrática, medios y diversión	260
3. La experiencia urbana más allá de las “dos Bolivias”	262
4. Algunas vetas de investigación	264
5. Cuestiones faltantes y aspectos que salen de nuestro objeto.....	265
Bibliografía.....	268
Libros	268
Artículos y documentos de trabajo.....	279
Documentos gubernamentales.....	282
Tesis.....	282
Periódicos y semanarios	283
Revistas	287
Películas y videos	287
Anexos.....	289
Apéndice metodológico. El trabajo en archivo y las fuentes oficiales: un estudio de caso sobre las limitaciones de la información estatal en Bolivia	290
Cronología.....	297
Mapas	311

Agradecimientos

Este trabajo hubiera sido imposible sin la colaboración de muchas personas. A quienes compartieron conmigo sus recuerdos y vivencias durante los años ochenta agradezco profundamente las conversaciones, materia prima del estudio.

Christine Delfour fue la impulsora fundamental de esta tesis. Sin ella, recorrer este camino hubiera sido imposible, me acompañó además con su ayuda constante y enorme amistad.

El encuentro con Emmanuel Vincenot, tutor de esta tesis, ha sido un regalo maravilloso. Su colaboración, consejos y paciencia han sido esenciales para finalizar este trabajo. Agradezco además por su amistad y la pasión compartida por los videojuegos, incentivos para seguir transitando el campo intelectual con emoción y entereza.

Mario Piñeiro leyó el documento, sugirió reflexiones urbanísticas y compuso los mapas de la ciudad de La Paz presentes en estas páginas.

Una larga conversación con Godofredo Sandoval, al principio de la investigación, fue decisiva para corregir mis equívocos iniciales y reconducir los objetivos, el objeto y el enfoque del estudio.

Eduardo Paz Gonzales fue un cobijo en tiempos de confusión. Las reflexiones compartidas y su capacidad para la imaginación sociológica han sido esenciales para este trabajo.

Diego Rodríguez leyó varios avances y compartió conmigo reflexiones, desde la teoría económica, que me ayudaron a precisar mi objeto.

Alba María Paz Soldán, Hernán Pruden y Mauricio Souza, leyeron el primer borrador de la tesis, aportaron observaciones críticas y sugestivas que ayudaron decisivamente en la redacción de la versión final.

Alison Spedding y Silvia Rivera leyeron avances del documento y contribuyeron con comentarios esenciales para precisar la mirada analítica.

Alfredo Grieco y Bavio, con la erudición y el cariño de siempre, sugirió enfoques y lecturas, inspiraciones definitivas para este trabajo.

Kurmi Soto y Sofía Carriquirriborde fueron una fuente constante de consejos para enfrentar un sistema institucional cuyos principios me eran ignorados.

A los estudiantes y colegas de la Carrera de Sociología de la Universidad Mayor de San Andrés, el refugio que me permite seguir investigando.

Agradezco profundamente a mi familia, siempre juntos, enfrentando las desdichas y disfrutando las alegrías que nos han llegado estos años.

A Samuel Plicque, por la paciencia y la amistad.

A Ximena, por el amor y la hermosa compañía cotidiana.

Índices

Índice de mapas

Los mapas se presentan dos veces: en medio del texto y al final de los Anexos

En el texto:

Mapa 1. La Paz hoy, en perspectiva	50
Mapa 2. Comparación de la marcha urbana: 1986 – el presente (2023).....	52
Mapa 3. La ciudad de La Paz en 1986	56
Mapa 4. Los tres <i>centros</i> de la ciudad de La Paz en 1986	59
Mapa 4. Los tres <i>centros</i> de la ciudad de La Paz en 1986	176
Mapa 5. Cobertura del servicio de transporte	167

En Anexos:

Mapa 1. La Paz hoy, en perspectiva	311
Mapa 2. Comparación de la marcha urbana: 1986 – el presente (2023).....	312
Mapa 3. La ciudad de La Paz en 1986	313
Mapa 4. Los tres <i>centros de</i> la ciudad de La Paz en 1986	314
Mapa 5. Cobertura del servicio de transporte	315

Índice de cuadros

Cuadro 1. Bolivia: Número de conflictos por año (1970 – 2007).....	85
Cuadro 2. Bolivia: Promedio de conflictos según régimen presidencial (1970 – 2008).....	86
Cuadro 3. Informantes del estudio	126
Cuadro 4. Unidades de transporte en La Paz (1975-1976)	164

Índice de imágenes

Imagen 1. Secuencia de portadas del suplemento <i>Semana</i> (diciembre 1982).....	205
--	-----

Lista de siglas

ADN: Acción Democrática Nacionalista

ANAPOL: Academia Nacional de Policías

ASOFAMD: Asociación de Familiares de Detenidos, Desaparecidos y Mártires por la Liberación Nacional

CBF: Confederación Boliviana de Fomento

CEPAL: Comisión Económica para América Latina y el Caribe

CESE: Campaña Educativa sobre Estupefacientes

CNE: Corte Nacional Electoral

COB: Central Obrera Boliviana

COMIBOL: Corporación Minera de Bolivia

COSSMIL: Corporación del Seguro Social Militar

CSUTCB: Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia

DNCSP: Dirección Nacional de Control de Sustancias Peligrosas

ENTA: Empresa Nacional de Transportes

FELCC: Fuerza de Lucha contra el crimen

FELCN: Fuerza Especial de Lucha Contra el Narcotráfico

FSB: Falange Socialista Boliviana

FSMTB: Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia

GAMLP: Gobierno Autónomo Municipal de La Paz

IDIS: Instituto de Investigaciones Sociológicas

INE: Instituto Nacional de Estadística

INIF: Instituto Nacional de Investigación en Farmacodependencia

IPAL: Instituto para América Latina

MIR: Movimiento de Izquierda Revolucionario

MNR: Movimiento Nacionalista Revolucionario

MNRI: Movimiento Nacionalista Revolucionario de Izquierda

PCB: Partido Comunista Boliviano

PS1: Partido Socialista Boliviano

TVB: Televisión Boliviana

TVU: Televisión Universitaria

UCB: Universidad Católica Boliviana (UCB)

UDP: Unidad Democrática Popular

UMSA: Universidad Mayor de San Andrés

YPFB: Yacimientos Petrolíferos de Bolivia

Introducción

Llegaron al motel, formaron en el último puesto de la cola, encendieron la radio, prendieron unos cigarrillos y a charlar...

- ¡Qué macana que hayan tan pocos sitios como este en una ciudad tan grande como La Paz!
¿No te parece, Alfredo?

- Claro que sí; es que La Paz recién va tomando las características de una ciudad, hasta hace pocos años era una aldea grande.

Paulovich, *Conversaciones en el motel* (1976)

El 23 de octubre de 1861, el comandante general de armas de La Paz, coronel Plácido Yáñez, en alta noche mandó asesinar con la fuerza pública a un medio centenar de ciudadanos, que arbitrariamente había hecho encarcelar días antes a título de belcistas conspiradores. Un mes cabal después de este suceso, el populacho de La Paz, cansado de ver impune y siempre revestido de autoridad al perpetrador de esta carnicería, tomó por asalto el palacio donde estaba encastillado con su gente, y ajustició al criminal con dos de sus cómplices. Se retiraron las turbas en seguida a sus casas.

Gabriel René-Moreno, *Anales de la prensa boliviana. Matanza de Yáñez, 1861-1862* (1866).

El 1 de julio de 1979, después de quince años de gobiernos dictatoriales, en Bolivia se celebraban elecciones presidenciales. A partir de 1964, con inusuales y efímeras excepciones, los designios de la nación habían sido comandados por los militares. Desde que Víctor Paz Estenssoro fuera derrocado por su vicepresidente René Barrientos Ortuño, justamente en 1964, habían gobernado doce presidentes (casi todos militares), algunos por varios años, la mayoría protagonizando una aventura que no duraba más que unos meses. En 1971 el golpe de Estado de Hugo Banzer Suarez inauguró el único régimen estable en el poder hasta 1978. Después de muchas presiones internas y externas, Banzer renunció y a partir de ese momento los pedidos por la restitución de la democracia se intensificaron hasta llegar a ese domingo de julio donde se votó a lo largo del país con esperanza y entusiasmo.

La nueva e intensa primavera democrática sería, sin embargo, breve. La interrumpió el golpe de estado que encabezó Luis García Meza un año después, el 17 de julio de 1980, un gobierno efímero pero extremadamente violento que dirigió el país por un poco más de un año

hasta agosto de 1981. Después de meses de presiones e incertidumbre, la democracia volvió definitivamente con el gobierno de la Unidad Democrática y Popular (UDP), liderizado por Hernán Siles Zuazo desde el 10 de octubre de 1982 hasta el 6 de agosto de 1985, cuando renunció a su mandato ante la situación insostenible que le tocó enfrentar.

A la vez que se desarrollaba ese difícil proceso político, que suele etiquetarse como “transición democrática”,² el país vivía una crisis económica dramática. Era una economía prácticamente en bancarrota atenazada por una inflación galopante que, como se suele repetir, alcanzó cifras históricas (un promedio anual de 2177% anual para 1984 y un pico de 11746% en el peor momento de 1985).³

Cuando se ha estudiado este período, una buena parte ha colocado justamente el foco sobre la hiperinflación en tiempos del gobierno de la UDP, como si esta experiencia traumática fuera el eje articulador de las reacciones de la sociedad civil. Desde otro grupo se lo ha estudiado como momento central de la política, en tanto paso del largo ciclo neoliberal a la 'democracia pactada' o al giro neoliberal 'privatizador y anti-estatista' del Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) bajo el nuevo liderazgo de Víctor Paz Estenssoro. Ambos enfoques han dado buenos resultados en la investigación pero a la vez han ensombrecido la atención y el estudio de transformaciones que creemos más profundas: las determinadas en la vida social, en el caso de este estudio las de la vida cotidiana, que son el tema y problema de esta tesis.

Esta investigación busca comprender cómo la transición democrática y la hiperinflación, suscitadas en el periodo 1979-1985, influyeron en la vida cotidiana de los habitantes de la ciudad de La Paz, Bolivia. El foco de la investigación está situado en la experiencia cotidiana, particularmente en las estrategias que utilizaron las personas y las formas sociales que surgieron en un momento incierto. Nos interesa ver cómo, en el horizonte de expectativa instaurado por la dictadura, la irrupción de la crisis en la vida cotidiana crea respuestas sociales: aperturas (y

² Jorge Lazarte, *Movimiento Obrero y procesos políticos en Bolivia (Historia de la Central Obrera Boliviana, 1952-1987)*, La Paz, ILDIS, 1988. René Antonio Mayorga, *¿De la anomia política al orden democrático? Democracia, Estado y movimiento sindical*, La Paz, Cebem, 1991.

³ Cfr. Juan Antonio Morales, “Crisis y política económica en Bolivia de 1982 a 1985”, Documento de Trabajo, La Paz, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas - Universidad Católica Boliviana, 1986. Cfr. Juan Antonio Morales y Jeffrey Sachs, “La crisis económica en Bolivia”, Documento de trabajo, La Paz, Instituto de investigaciones Socio-Económicas – Universidad Católica Boliviana, 1987. Cfr. Jorge Luis Mita Luna, *Historia del comercio minorista en la ciudad de La Paz*, La Paz, Instituto de Investigaciones Históricas – Carrera de Historia UMSA, 2020.

posteriores cierres) de formas y formaciones sociales nuevas.

La investigación se concentra en formas sociales vinculadas al uso del tiempo *libre*. Siguiendo a Norbert Elias y Erick Dunning,⁴ y también a Henri Lefebvre,⁵ nos interesó desde el principio ver *todo* el espectro al respecto, incluyendo las prácticas que van más allá de motivaciones lúdicas y recreativas. En ese sentido, el objeto de estudio son las rutinas del tiempo libre –expresadas en los temas de la comida y el transporte–, las actividades intermedias de tiempo libre –los medios de comunicación– y las actividades recreativas –la diversión nocturna– de los paceños en el convulso periodo arriba descrito.

Para cumplir con su cometido, el estudio se apoyó, desde una perspectiva metodológica cualitativa, en diversas fuentes particulares. Estas han incluido diarios, semanarios y revistas; obras de ficción y no ficción; productos audiovisuales y archivos de entidades gubernamentales del y acerca del periodo. La principal fuente fueron un poco más de cincuenta entrevistas a vecinos de todas las zonas de la ciudad.

El enfoque teórico ha estado centrado en la corriente de la vida cotidiana a partir de las formulaciones del segundo periodo de la Escuela de Chicago (en la década de los años veinte del siglo pasado), particularmente la obra de Ezra Park.⁶ A su vez, hay una inspiración directa en la obra de Juan José Sebrelli: *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación*⁷ y la de Norbert Lechner: *Los patios interiores de la democracia: subjetividad y política*.⁸

En tanto la urbe más poblada de Bolivia para 1979, La Paz era, y es, una ciudad étnicamente heterogénea, definida por una gran presencia de migrantes de otras ciudades del país y, sobre todo, de campesinos de las comunidades rurales del altiplano paceño. Para el caso boliviano, y paceño, el foco sobre la diferenciación social suele concentrarse en la relación entre lo “indígena” y lo “occidental”, en base a distintos énfasis en la etnicidad y la clase. Una relación que casi siempre es analizada y representada dicotómicamente. Desde los ensayos hasta las investigaciones sociales, se suele presentar a La Paz como una realidad dividida

⁴ Asumimos en este estudio la conceptualización propuesta en el artículo “El Espectro del tiempo libre” de Elias, Norbert y Dunning, Eric en *Deporte y ocio en el proceso de civilización*. México, Fondo de Cultura Económica, 1995 (1986).

⁵ Cfr. Henri Lefebvre, *La vida cotidiana en el mundo moderno*, Madrid, Alianza editorial, 1972 (1968).

⁶ Robert Ezra Park, *La ciudad y otros ensayos de ecología urbana*, Ediciones del Serbal, Barcelona, 1999.

⁷ Juan José Sebrelli, *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación*, Buenos Aires, Sudamericana, 1964 (2003).

⁸ Norbert Lechner, *Los patios interiores de la democracia: subjetividad y política*, México, Fondo de Cultura Económica, 1990.

esencial, y muchas veces fatalmente, entre dos “realidades”, “mundos”, “espacios” sociales. Las dos Bolivias. Las dos ciudades: La Paz y Chukiyawu –en su denominación en idioma aymara–.

A contracorriente de estas interpretaciones, en esta investigación, entendemos a la ciudad de La Paz como un mosaico urbano. La ciudad como un espacio donde las personas experimentan diversos espacios sociales y mundos morales. Un lugar donde la diferenciación social depende en gran medida de las distancias sociales, como expresión de la estratificación que se mantienen a pesar de la proximidad geográfica.

A partir de este enfoque, las rutinas que se abordan en nuestro estudio se analizan desde el foco de la experiencia urbana. En ese marco los temas centrales de atención son el pluralismo asociativo, la integración social y el orden, la capacidad de locomoción, la ampliación de la esfera pública y la búsqueda de nuevas experiencias en un momento complejo de la historia boliviana y particularmente difícil para la ciudad de La Paz.

La organización del documento se basa en la definición del enfoque teórico y los temas concretos del estudio. El primer capítulo describe y contextualiza la ciudad de La Paz en el tiempo y el espacio; el segundo define el foco del estudio a partir del dialogo con las herramientas teóricas y el balance del estado de la cuestión; el tercero plantea la estrategia metodológica y las técnicas de investigación empleadas. A partir de allí, el documento se divide en dos partes, en cada una de ellas se describen y analizan las influencias de la hiperinflación y la transición democrática respectivamente.

En la segunda parte, como una forma de entender la incidencia de la hiperinflación, el análisis se concentra en dos experiencias centrales en las rutinas de la vida cotidiana: la comida y el transporte. Se busca comprender cómo la sociedad boliviana, concretamente los habitantes de La Paz, capearon la crisis a partir de distintas estrategias, vinculadas a la integración social, cómo se mantuvo el orden y la capacidad de movilidad urbana a pesar de la crisis económica tan intensa que vivió la ciudad.

Para entender la influencia de la transición democrática, se abordan también dos aspectos en la tercera parte, uno vinculado a las actividades intermedias del tiempo libre y otro a las actividades recreativas: la prensa y la diversión nocturna. Alrededor de estos procesos nos interesan los temas de la ampliación de la esfera pública y la búsqueda de nuevas experiencias.

Se busca comprender cómo, en un ambiente oscilante entre la democracia y la dictadura, los habitantes de la ciudad desarrollaron sus libertades individuales y ampliaron sus posibilidades de ejercerla en un contexto incierto de indeterminación política.

Esta investigación enfrenta algunas limitaciones. En primer lugar, se concentra en las estrategias y el ejercicio de las libertades en un contexto particular pero no puede dar cuenta de los procesos de especulación y enriquecimiento, por un lado, y de devaluación y empobrecimiento, por el otro. Sobre todo por la hiperinflación, la situación de muchas personas cambió rápidamente: algunos perdieron todos sus ahorros, otros solventaron deudas con pocos dólares. Como resumen Morales y Sachs: “La hiperinflación tuvo efectos desastrosos para la economía y la sociedad bolivianas como un todo, pero algunos individuos con buenos contactos, que buscaban rentas fáciles, lograron enriquecerse muy considerablemente durante la hiperinflación”.⁹ Políticos, banqueros, comerciantes, con información privilegiada y contactos, podían acceder a condiciones privilegiadas que les garantizaban una situación de ganancia voraz. Pero la ganancia de unos es la pérdida de otros: muchas personas sin esas condiciones privilegiadas lo perdieron todo o casi todo.

Una anécdota expresa bien la importancia de la información y los contactos durante la época. *Amargo Mar* (1984) es una película histórica que Antonio Eguino filmó sobre la Guerra del Pacífico desde 1982. En una entrevista con Fernando Martínez, el director recuerda con precisión los avatares del financiamiento de la película. Eguino recuerda reunirse con el presidente Siles y contarle el proyecto; al presidente le gustó mucho la propuesta, le ofreció su apoyo y le pidió que busque al ministro de finanzas. Ante la negativa del Ministro, Eguino fue a visitar al presidente del Banco Central de Bolivia para pedirle apoyo económico. “Me contestó que era imposible por varias razones y entre ellas que no había dinero. Nos despedimos, entonces se dio la vuelta y me dijo: ‘te voy a dar un consejo, préstate plata del banco en bolivianos’. Francamente yo no entendí qué me estaba diciendo. Volví a la oficina y les dije a los compañeros que lo único que me aconsejó era hacerme un préstamo en bolivianos. Tampoco nadie entendía. Lo que sucedió es que poco tiempo después comenzó la hiperinflación y luego vino el decreto de la desdolarización de la economía. Las deudas no se pagaban a la par del dólar, por lo tanto la gente que se prestó en bolivianos prácticamente terminó pagando casi

⁹ Morales y Sachs, “La crisis...”, *op. cit.*, p. 23.

nada.”¹⁰

Por el carácter de las fuentes, ha sido imposible abordar este telón de fondo en el que se desenvolvía la vida cotidiana de las personas. La especulación, el contrabando, los préstamos interesados, la información privilegiada, el acceso a divisas son temas que moldean nuestro objeto pero al que no hemos podido acceder.

En segundo lugar, este es un estudio que se concentra, por no encontrar un mejor término, en los usuarios. En ese sentido han quedado fuera del análisis los comerciantes, los choferes, los campesinos y los empleados públicos. Esta decisión obedece a una razón metodológica: la entrevista ha sido la técnica central de recopilación de datos y no hemos podido alcanzar una densidad de datos suficientes con estos actores. Esto sucedió por varias razones. En primer lugar, como el estudio se concentra en un periodo tan particular en términos políticos y, sobre todo, económicos, los actores que tomaban decisiones, brindaban servicios y vendían productos son reacios a compartir sus experiencias durante el momento. Varias veces entrevisté a funcionarios públicos de la UDP, a choferes, a vendedoras de mercado y de tiendas de barrio y me encontré frente a un “discurso oficial” que omitía sistemáticamente temas complejos y polémicos. De allí que haya sido imposible recrear sus experiencias cotidianas durante el periodo de estudio. En segundo lugar, al estar la investigación concentrada en La Paz y debido a la necesidad de limitar los alcances del trabajo de campo, ha sido imposible emprender entrevistas amplias y sostenidas con campesinos. Desde que se decidió el diseño metodológico en el que se apoya la aplicación de entrevistas, se decidió concentrar el trabajo en la ciudad de La Paz, tomando en cuenta que extenderlo a áreas rurales hubiera sido una tarea titánica. De allí que no aparezca en este estudio la voz de los campesinos –ausencia particularmente importante en el capítulo II, dedicado a la comida–. Hemos accedido a su punto de vista de manera tangencial, a partir de algunas conversaciones informales con residentes paceños –campesinos durante la década de 1980–, de información periodística y de novelas de ficción. Sabemos la relevancia de esta omisión, tomando en cuenta además que es una desatención que continua la falta de importancia que se le da a este sector sin tomar en cuenta su importancia esencial para que los alimentos lleguen a la ciudad; sin embargo, hemos limitado el análisis al punto de vista de los vecinos de La Paz por las razones metodológicas arriba

¹⁰ Fernando Martínez (ed.), *El cine según Eguino*, La Paz, Bolivia Lab, 2013, pp. 168-169.

expuestas.

Queda un aspecto por resaltar. Por las características estructurales del periodo, tanto en las historias generales como en la mayor parte de los estudios arriba mencionados, este ciclo es descrito como tiempo de crisis, de ingobernabilidad política y descalabro económico. Este ambiente sombrío se resume en la manera en que el periódico *Página 7* retrató el periodo en su libro conmemorativo a 30 años del retorno de la democracia: “En ese clima fue parida la democracia: grandes expectativas para un escenario más bien poco auspicioso. Y si la economía hizo aguas, arrastrando en su debacle a la sociedad, los actores políticos también fueron abatidos por el sismo: partidos de izquierda, sindicatos y organizaciones sociales que acunaron la llegada de la democracia se convirtieron en los principales detractores de su primer gobierno, el de la emblemática UDP”.¹¹

Seguramente la más demoledora interpretación es la que Guillermo Bedregal deslizó en *Dialéctica de la hiperinflación en Bolivia* (1987). Alto dirigente del MNR, su libro, después de la dedicatoria en primera página a las personas que llevaron adelante el 21060 –el decreto de shock que tuvo como objetivo eliminar la hiperinflación–, define: “La espiral inflacionaria desatada durante el periodo que nos ocupa fue la séptima más grande hiperinflación de la historia Universal conocida y el primer fenómeno de esta naturaleza, ornamentado con todas las perversidades sociales, económicas, políticas y morales de América Latina”.¹²

De alguna manera este estudio se inspira en estas palabras. Esta investigación concentra de alguna manera su mirada en esas “perversidades morales” a las que se refiere Bedregal: ese mundo fecundo e interesante de las prácticas que las personas llevaron adelante en ese momento tan extremo. Prácticas que formaron redes, que desarrollaron estrategias. Además, un momento cuando no existe solo esa tristeza y desesperanza caótica que nos describen casi siempre; un mundo también de alegría y de fiesta, de creatividad, de humor y resistencia. Porque, incluso en los momentos más difíciles, la gente no deja de vivir la vida como un claroscuro de luces y sombras.

¹¹ Página Siete (varios autores), *30 años de democracia en Bolivia: Repaso multidisciplinario a un proceso apasionante*, La Paz, Página Siete, 2012.

¹² Guillermo Bedregal, *Dialéctica de la hiperinflación*, La Paz, Juventud, 1987, p.18.

PRIMERA PARTE:
ASPECTOS CONTEXTUALES, TEÓRICOS Y METODOLÓGICOS

Capítulo I: La ciudad de La Paz en la década de 1980

Pocos autos, tranquilidad. Se fue caminando hacia la Pérez Velasco. Se detuvo a la altura del Obelisco. Un poco más arriba estaban las oficinas del periódico donde se realizaba la huelga de hambre. Gentes entraban y salían bajo la mirada de los policías. Borrachos subían y bajaban por la avenida. Un temblor de todo su cuerpo y un doloroso retorciójn en el estómago lo empujó a volver hacia su cuarto a descansar. De abajo venía un ruido de motores. ¿Tanques? Un sudor frío, otro retorciójn. ¿Carros caimanes? Se arrinconó, se tomó la cabeza, apoyó la sien en el frío de la pared. Era sólo un camioncito cargado de campesinos y verduras de Río Abajo. Y otro, y otro, se pusieron a bocinar alegres...

Manuel Vargas, *Nocturno paceño* (2006).

Arrostrando el mal tiempo, con cierta indolencia, tal vez con cierta arrogancia, con lento andar avanzaba Felipe Delgado, lloviendo a torrentes –llegando a la esquina, en la calle Lanza, torciendo a la izquierda, en la calle Evaristo Valle, encaminando sus pasos cuesta arriba y subiendo, en dirección a Churubamba, descansando en la avenida América y prosiguiendo la marcha, ya acelerando ya retardando, con rumbo al convento de la Recoleta.

Jaime Saenz, *Felipe Delgado* (1979)

Como mencionamos en la introducción, en el marco de la vida cotidiana, con énfasis en el espectro del tiempo libre, este estudio se concentra en la vida cotidiana de los habitantes de la ciudad de La Paz, en medio de una situación oscilante en términos políticos y dramática en términos económicos, durante el periodo de transición democrática en Bolivia (1979-1985). A partir de dos procesos, este capítulo delimita espacial y temporalmente este objeto de estudio. Se emprende un territorialización estratificada de La Paz para describir estructuralmente las características sociales de la ciudad. A su vez, se desarrolla una contextualización histórica para definir los principios orientadores de la situación política y económica que vivió la ciudad en el primer lustro de la década de 1980.

1. La Paz

En medio de una geografía excepcional, en un valle del altiplano andino, a 3600 metros de altura sobre el nivel del mar, se erige la ciudad de La Paz, sede de gobierno de Bolivia. En su *Guía de la ciudad de La Paz* Siles Salinas evoca a Alcides D'Orbigny para dar cuenta del paisaje asombroso en el que se asienta la urbe: "Cuenta el gran naturalista que al llegar al punto que según sus informaciones debía estar la ciudad, en vano se esforzaba en buscarla, pues su vista solo descubría en torno un 'desierto horizontal y de gran uniformidad. De pronto, el viajero cae en cuenta que hacia el fondo de la quebrada abruptamente abierta al borde de la meseta se percibe el sorprendente espectáculo de unas torres, de unas líneas arquitectónicas, de unas calles y agrupaciones de casas, que corresponden a una fantástica ciudad crecida en las graderías de un gigantesco anfiteatro montañoso".¹³

Enclavada en medio de las montañas, La Paz presenta grandes desniveles geográficos. La populosa zona de El Alto, la más elevada, se localiza a 4100 metros sobre el nivel del mar y el barrio residencial de Calacoto, el más bajo para la época, a los 3200. Solo El Alto está asentado en una planicie, el resto de la ciudad se despliega sobre un cañón cruzado por una arteria central rodeada de viviendas en laderas inestables encima de los cerros. Las calles se recorren verticalmente: *subiendo o bajando*. El cañón donde se emplaza la ciudad tiene 185 ríos que descienden desde el Altiplano hasta el sur. El más importante, el Choqueyapu, cruza toda la ciudad.¹⁴

En el primer tomo de *Chukiyawu: la cara aymara de La Paz* se precisan las propiedades y límites de la ciudad para la época: "Dos terceras partes quedan dentro de la hoyada y laderas, y una tercera parte está ya en la parte plana de El Alto. La distancia más larga desde un extremo de El Alto construido hasta el otro del Valle de Calacoto es de unos 17,5 km. en línea recta, pero de más de 35 km. por la ruta principal troncal; el ancho llega hasta un máximo de 12,5 km. en línea recta, pero no existe ninguna clara ruta transversal en este sentido. Los desniveles van desde 4150 metros en Alto Lima hasta 3180 en Aranjuez, siendo muchas las zonas de la ciudad en que el desnivel puede llegar a ser de unos 400 y 500 metros para distancias de unos 2 km., con gradientes agudizadas a medida que la ciudad se extiende".¹⁵ Estas palabras describen la

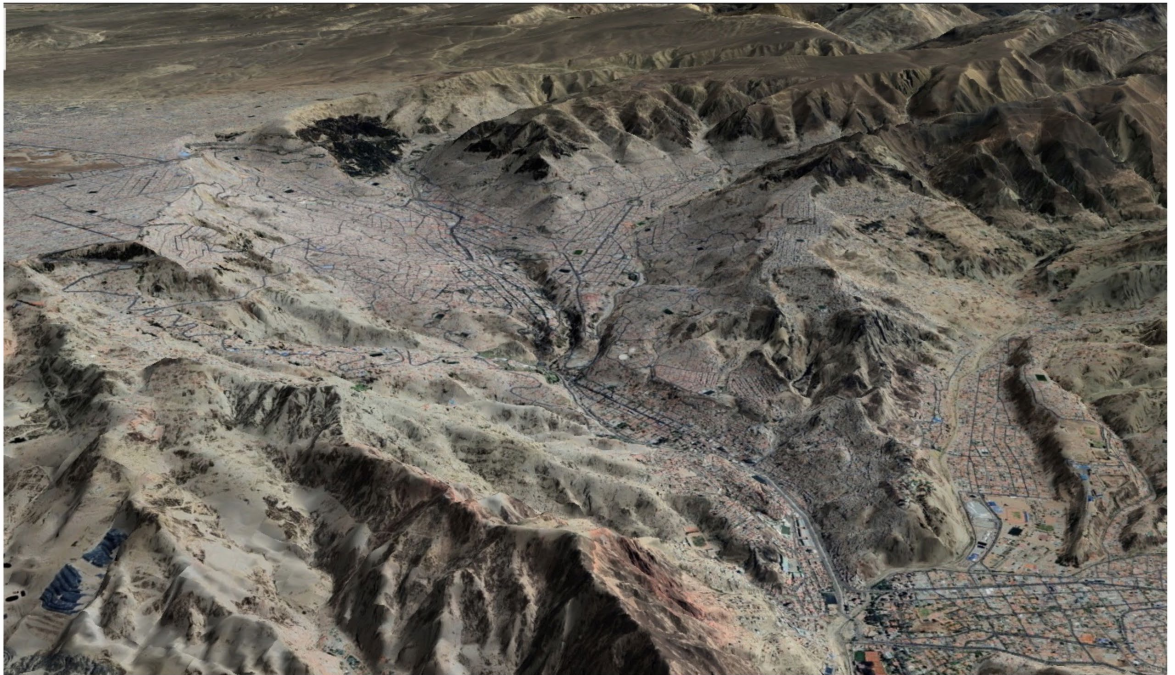
¹³ Jorge Siles Salinas, *Guía de La Paz*, La Paz, Plural, 2015 (1975), p. 7-8.

¹⁴ Xavier Albó, Tomás Greaves y Godofredo Sanoval, *Chukiyawu: La cara aymara de La Paz. Tomo 1: El paso a la ciudad*, La Paz, CIPCA, 1981, p. 19. Julio Iturri Salmón, *Los barrios paceños*, La Paz, Artística, 1987, p. 21.

¹⁵ Xavier Albó, Tomás Greaves y Godofredo Sanoval, *Chukiyawu...*, *op. cit.*, p. 85.

geografía particular en la que se despliega La Paz: una ciudad erigida en los cerros a más de 3500 metros de altura.

Mapa 1. La Paz hoy, en perspectiva



(Diseño y realización de Mario Piñeiro)

Para 1979 La Paz tenía una población de 730.000 habitantes en una superficie edificada de unos 42 kilómetros cuadrados.¹⁶ Con excepción de los barrios residenciales, era una ciudad pobre –los ingresos mensuales del 70% de la población oscilaban alrededor de 80 dólares en 1974–¹⁷ y con servicios básicos precarios: 35% de los hogares no accedía a conexiones domiciliarias de agua y solo el 23% de la población urbana tenían servicio de alcantarillado y recolección de desechos sólidos.¹⁸

¹⁶ Bolivia, Instituto Nacional de Estadística (INE), *Resultados del censo nacional de población y vivienda 1976*, La Paz: INE, 1978. Xavier Albó, Tomás Greaves y Godofredo Sanoval, *Chukiyawu...*, *op. cit.*, p. 19.

¹⁷ CODEX (Consultora boliviana), *Marginalidad y salud: La situación de los barrios marginales de La Paz*, La Paz, 1975, pp. 160 y 161. Citado por Fernando Calderón, *La política...*, *op. cit.*, p. 248.

¹⁸ Fernando Calderón, *La política...*, *op. cit.*, pp. 249-250.

A finales de la década de 1970 tenía definida la estructura económica que la caracteriza hasta el presente: una ciudad de servicios y comercio. En *La política en las calles* Calderón establece que la mayoría de las actividades laborales para principios de los ochenta se vinculan al sector terciario, principalmente la administración pública (29%), servicios (29%), negocios y comercio (29%), negocios callejeros (9%) y empleadas domésticas (15%).¹⁹

Fruto de las migraciones desde el altiplano rural y de otras ciudades del país, La Paz vivió un incremento poblacional intenso. Entre 1976 y 1992 –años de los censos nacionales más cercanos a nuestro periodo– en la zona metropolitana de La Paz la población prácticamente se duplicó.²⁰ Desde mediados de siglo, la urbanización resultante surgió por dos vías: por un lado, migrantes, principalmente rurales, que se instalaron en las laderas y El Alto; por otro lado, las clases acomodadas se trasladaron a los valles del sur, donde, alejándose del centro y los barrios tradicionales; serán estas dos zonas, principalmente la primera, las que crecerán con mayor densidad desde mediados de la década de 1970 hasta nuestros días. En el marco de estos procesos de migración y urbanización, en términos generales, Álvaro Cuadros define a La Paz como una ciudad que es, simultánea y casi contradictoriamente, “un espacio centralizado (puesto que ha mantenido y desarrollado un gran centro de usos mixtos de gestión y comercial), un espacio extendido (al haber ocupado prácticamente todos los espacios en la Cuenca y sin obstáculos naturales en El Alto), un espacio desintegrado (debido a sus difíciles condiciones físicas que han creado unidades distritales segregadas) y un espacio heterogéneo (con muy diversas tipologías edilicias)”.²¹

Para la época la ciudad ya presentaba la condensación como uno de sus rasgos urbanos más importantes. Van Linden y Verkoren, en un informe de 1982, plantean que “acaso la forma más visible es este proceso de construcción de edificios altos, de 20 a 30 pisos, que se desarrolló pronunciadamente en la década del 70 (durante el régimen del general Banzer). Este tipo de construcción no solo tuvo lugar en las cercanías del antiguo centro, pero también al o largo del eje central que atraviesa la Cuenca en dirección sudeste. El resultado es la presencia, en la

¹⁹ *Ibid.*, pp. 242-243.

²⁰ Bolivia, Instituto Nacional de Estadística (INE), *Resultados...*, *op. cit.*

²¹ Álvaro Cuadros Bustos, *La Paz*, La Paz, Facultad de Artes, Diseño y Urbanismo – Universidad Mayor de San Andrés, 2002, p. 218.

cuenca, de una franja de más de 2.5 km, de largo de torres residenciales y de oficinas”.²²

La condensación no se expresaba solamente en los edificios que se construyeron en las zonas más importantes, también cobraba importancia en los barrios periféricos, particularmente a partir de la autoconstrucción; en esos barrios “gradualmente se alcanzan densidades de población más altas por medio de construcción adicional en viviendas existentes, construcción en terrenos baldíos, etc.”.²³

Mapa 2. Comparación de la marcha urbana: 1986 – el presente (2023)



(Diseño y realización de Mario Piñeiro)

²² Paul van Lindert y Otto Verkoren, “Segregación residencial y política urbana en La Paz, Bolivia”, Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe, No. 33, *The struggle for space in Latin America* (Diciembre de 1982), p. 127.

²³ Paul van Lindert y Otto Verkoren, “Segregación residencial y política urbana en La Paz, Bolivia”, Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe, No. 33, *The struggle for space in Latin America* (Diciembre de 1982), pp. 127-128.

En términos históricos, la ciudad de La Paz vivió un particular proceso de urbanización que la define hasta el presente. Jorge Luis Mita Luna, define un primer momento en la transformación de la ciudad a finales del siglo XIX, cuando “se producen mejoras en los servicios públicos: agua potable, alcantarillado, luz, alumbrado público, recojo de basura e higiene. (...) Además que se produjo una renovada actividad en cuanto a la construcción de edificios públicos, remodelándose sobre todo el antiguo centro de la ciudad en torno a la Plaza Murillo. La modernización urbana –según Virgilio Rodríguez– alcanzó las regiones de Sopocachi, Valle de Potopoto (Miraflores) y Villa Alianza (Obrajes) que se urbanizaron como las residencias de las élites”.²⁴

Pocos años después, a principios del siglo XX, uno de los procesos constitutivos que definió la organización territorial fue el embovedado del río Choqueyapu, que permitió la construcción de la principal avenida de la ciudad, conocida como El Prado. “En La Paz, el río fracturaba la ciudad en dos haciéndose incompatible con los retos de la modernidad, así pues en 1912 y 1913, se decide pensar en un nuevo trazado, con una mirada a largo plazo, una gran avenida, se hacía imprescindible”.²⁵ Acompañaban esta gran reforma otras obras como la: “construcción de mercados, entre ellos el Lanza, la obra de la gran Avenida que incluía el asfaltado de 100.000 metros cuadrados, cambio y ampliación de la red del tranvía eléctrico, instalaciones de agua y alcantarillado, embovedado del río”.²⁶ Otro de los procesos centrales a principios del siglo XX fue la electrificación de la ciudad. A partir de acuerdos con la Empresa Bolivian Rubber and General Enterprise Limited se instalaron nuevas usinas y el alumbrado público se extendió a lo largo de la ciudad: si para el 1 de enero de 1912 en la ciudad habían 500 instalaciones eléctricas para el 11 de diciembre del mismo año el número se incrementó a 10.000.²⁷

Otra época definitiva para la organización urbana de la ciudad es la que cubre el periodo 1935 – 1948, enmarcado en la posguerra del Chaco y el IV centenario de la fundación de la ciudad. Además de la construcción de fábricas en la zona de Achachicala, “se inauguró importantes edificios como el Teatro Monje Campero, el cine Tesla, el edificio de salubridad

²⁴ Jorge Luis Mita Luna, *Historia del comercio minorista en la ciudad de La Paz*, La Paz, Instituto de Investigaciones Históricas – Carrera de Historia Universidad Mayor de San Andrés (UMSA), 2020, p. 98.

²⁵ Juan Francisco Bedregal Villanueva, *Arqueología de los imaginarios urbanos de la modernidad en la ciudad de La Paz*, La Paz, EDOBOL, 2009, P. 104.

²⁶ *Ibid.*, p. 107.

²⁷ *Ibid.*, p. 55.

(actual Ministerio), la biblioteca Municipal y el Hospital General.”.²⁸

Durante el mismo periodo, también como obras que celebraban el IV centenario de la fundación de La Paz, se desarrollaron una serie de vías carreteras que cambiaron la articulación entre las distintas zonas de la ciudad. Las más importantes fueron la Avenida del Ejército y la construcción del camino que unía las iniciales franjas de urbanización al sur, particularmente el vínculo entre Obrajes y Calacoto. Como resultado de estos procesos, “en 1948 se observa un avance significativo en la urbanización de la ciudad. Se embovedaron algunos ríos como el Choqueyapu, Viscachani, Panteón, Apumalla, Carahuichinca y San Pedro”.²⁹

El siguiente momento de urbanización acelerada se vivirá décadas después, durante el gobierno de Banzer en los años setenta. “Miles de albañiles y maestros levantaron edificios, hoteles, lujosas mansiones que fueron el destino de los créditos obtenidos para el ‘desarrollo rural’ por el gobierno. El producto de su trabajo quedó en manos de especuladores y empresarios, y los trabajadores permanecieron mirando su obra desde los centros marginales”.³⁰

El régimen de Banzer cambió severamente la infraestructura de la ciudad en varios aspectos. Por un lado, “una parte significativa de la inversión pública estuvo constituida por las construcciones (carreteras, autopistas, edificios, calles, avenidas, plazas, campos deportivos, y otras obras de infraestructura)”.³¹ En el caso de la ciudad esto se expresó en obras amplias y ambiciosas: la construcción de la autopista que une La Paz con El Alto –el proyecto duró de 1974 a 1977 y la vía cruza el macrodistrito de Maximiliano Paredes, el Bosquecillo de Pura en La Paz y el distrito Ballivián en El Alto–, la remodelación del Estadio Hernando Siles –cuya capacidad aumentó de 25000 a 4500 espectadores– y la construcción de otras obras deportivas –la Piscina Olímpica en Alto Obrajes, varios coliseos y polideportivos, principalmente, en el marco de la organización de los Juegos Bolivarianos de 1977–.³² En términos privados, se inició una etapa de construcción de edificios. “Mientras Santa Cruz creció horizontalmente, La Paz se expandió tanto horizontal como verticalmente con la progresiva aparición de feos pero

²⁸ *Ibid.*, pp. 99- 100.

²⁹ *Ibid.*, p. 113.

³⁰ Taller de Historia Oral (THOA), *Los constructores de la ciudad: Tradiciones de lucha y de trabajo del Sindicato Central de Constructores y Albañiles 1908-1980*, La Paz, Piedra Rota, 2022 (1986), p. 93.

³¹ Pablo Ramos Sánchez Pablo Ramos Sanchez, *Siete años de economía boliviana*, La Paz, Puerta del Sol, 1982, p. 173.

³² Jose Gamarra Zorrilla, *Bolivia olímpica: el fascinante mundo del deporte*, La Paz, Comité Olímpico Boliviano, 1989.

prestigiosos bloques de edificios habitados por jóvenes de clase media”.³³ La masa edificada de la ciudad creció de 2430 metros, en 1956, a 3814 metros en 1975.³⁴

Años después, la alcaldía de La Paz finalizará, con mucho esfuerzo, muchas de las obras que se habían iniciado durante el gobierno de Banzer: “la Avenida del Poeta entre el Centro y el Sur en 1982 (con parques y pequeñas áreas deportivas), la Avenida de Los Leones entre Miraflores y el Sur en 1982, la Avenida Kantutani entre Sopocachi y el Sur en 1987, la Avenida Periférica (entre la fábrica Soligno y el río Minasa) en la zona Norte, también en 1987”.³⁵

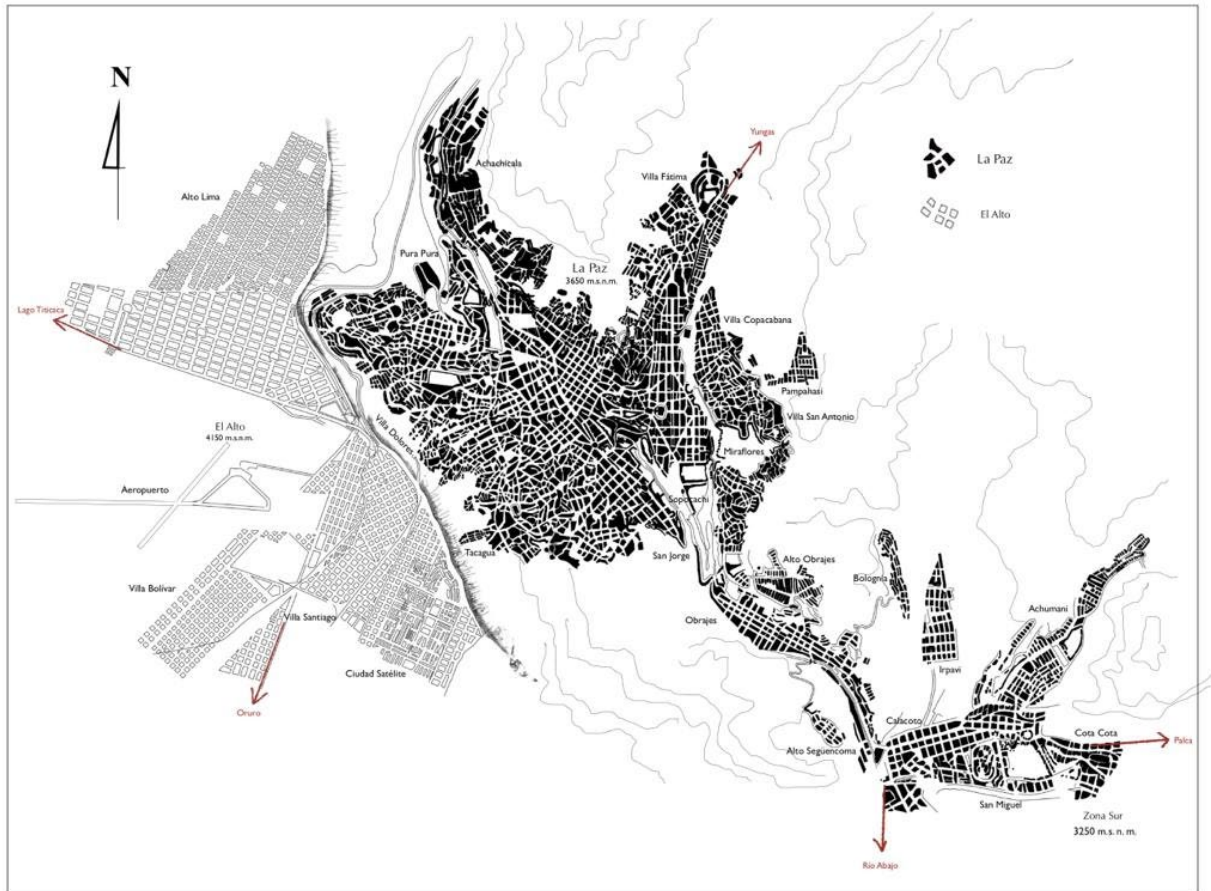
Como resultado de estos procesos, la ciudad de La Paz, para la segunda mitad del siglo XX, era una gran urbe que articulaba una multiplicidad de barrios en medio de su geografía excepcional. A pesar de su unidimensionalidad, el siguiente mapa permite vislumbrar las zonas y los barrios más importantes de la ciudad, –aunque son imposibles de identificar los asentamientos que se conformaban durante la época y que son barrios consolidados en la actualidad–.

³³ James Dunkerley, *Rebelión en...*, *op. cit.*, p. 280

³⁴ Carlos Blanco Cazas y Godofredo Sandoval, *La alcaldía de La Paz: Entre populistas, modernistas y culturalistas 1985-1993*, La Paz, ILDIS-IDIS, 1993, p. 54.

³⁵ Álvaro Cuadros Bustos, *La Paz, op. cit.*, p. 222.

Mapa 3. La ciudad de La Paz en 1986



(Diseño y realización de Mario Piñeiro)

La mayor parte de los barrios paceños estaban desplegados alrededor de algunos puntos nucleares. Para la época en la ciudad pueden identificarse tres *centros*: el *centro criollo* en torno a la Plaza Murillo –la Plaza Mayor en tiempos de la Colonia–, en la parte más antigua de la ciudad; el *centro cosmopolita*, al sur de la Avenida Arce –donde para la época surgieron nuevas oficinas, ministerios y embajadas–; y el *centro indio*, hacía el oeste del centro, en Chijini –lugar del comercio mayorista de alimentos y objetos manufacturados–.³⁶ Alrededor de estos puntos centrales la ciudad se desplazaba, verticalmente, en una diversidad de barrios distintos.

³⁶ Fernando Calderón, *La política...*, op. Cit., p. 1979.

En términos detallados, el *centro criollo* de la ciudad estaba delimitado por la plaza principal –donde se encuentran el Palacio de Gobierno, popularmente conocido como Palacio Quemado, el Palacio Legislativo y la Catedral de la ciudad– y la explanada, distante a poco más de un kilómetro, en la que se erige el templo más importante de la ciudad: la Iglesia de San Francisco, construida el año siguiente a la fundación de la ciudad en 1549. La explanada se conoce como “la Pérez Velasco”, un espacio siempre atiborrado de gente, comprando, vendiendo, esperando, conversando o buscando medios de transporte. Es, sin duda, uno de los espacios neurálgicos de la ciudad: “Quién no ha pasado por la plaza Pérez Velasco, especialmente al comienzo o al final de una jornada de trabajo, quien no ha caminado haciendo lance a los motorizados sin apuro y a la gente apurada y a los perros y a los niños vagabundos (...) digo, quién no ha pasado por esa experiencia de mil tonos de voces y cuerpos y objetos y ruidos, no sabe lo que es La Paz”.³⁷

En el *centro criollo* se encontraban la mayor parte de las oficinas públicas y privadas, y las tiendas más tradicionales. También allí, paralela a la avenida principal, está la avenida Camacho, el principal espacio financiero en la ciudad: las oficinas centrales de los bancos se ubican en este lugar, pero también esa calle era el espacio de acción de los “librecambistas” que compraban y vendían dólares en el mercado negro. Para nuestra época, caracterizada por una intensa inestabilidad financiera este espacio era un lugar importante en la ciudad. Vale la pena transcribir la descripción que brinda Julio Iturri Salmón, pocos años después de la hiperinflación: “[En la Avenida Camacho] funciona nuestra típica ‘Wall street’ en la que para la compra y venta de dólares y otras monedas extranjeras no se requiere ninguna oficina. Emula el bullicio que mantiene la newyorquina, y a veces se requiere de la fuerza pública para mantener el orden en el desorden. Es ella que regula nuestra economía en estos años de profunda crisis que nos está tocando vivir y que hemos podido frenarla con paz social y trabajo. Original mercado paralelo nacido y mantenido al calor de desacertadas elucubraciones de nuestros políticos-economistas”.³⁸

Desde la Pérez Velasco, la avenida principal de la ciudad, que tiene varias denominaciones durante su trayecto, continúa su descenso con el nombre de Mariscal Santa Cruz hasta la Plaza Venezuela, desde allí cambia a 16 de julio (popularmente conocida como El

³⁷ Manuel Vargas, *Estación terminal*, La Paz, 3600, 2018, p. 60.

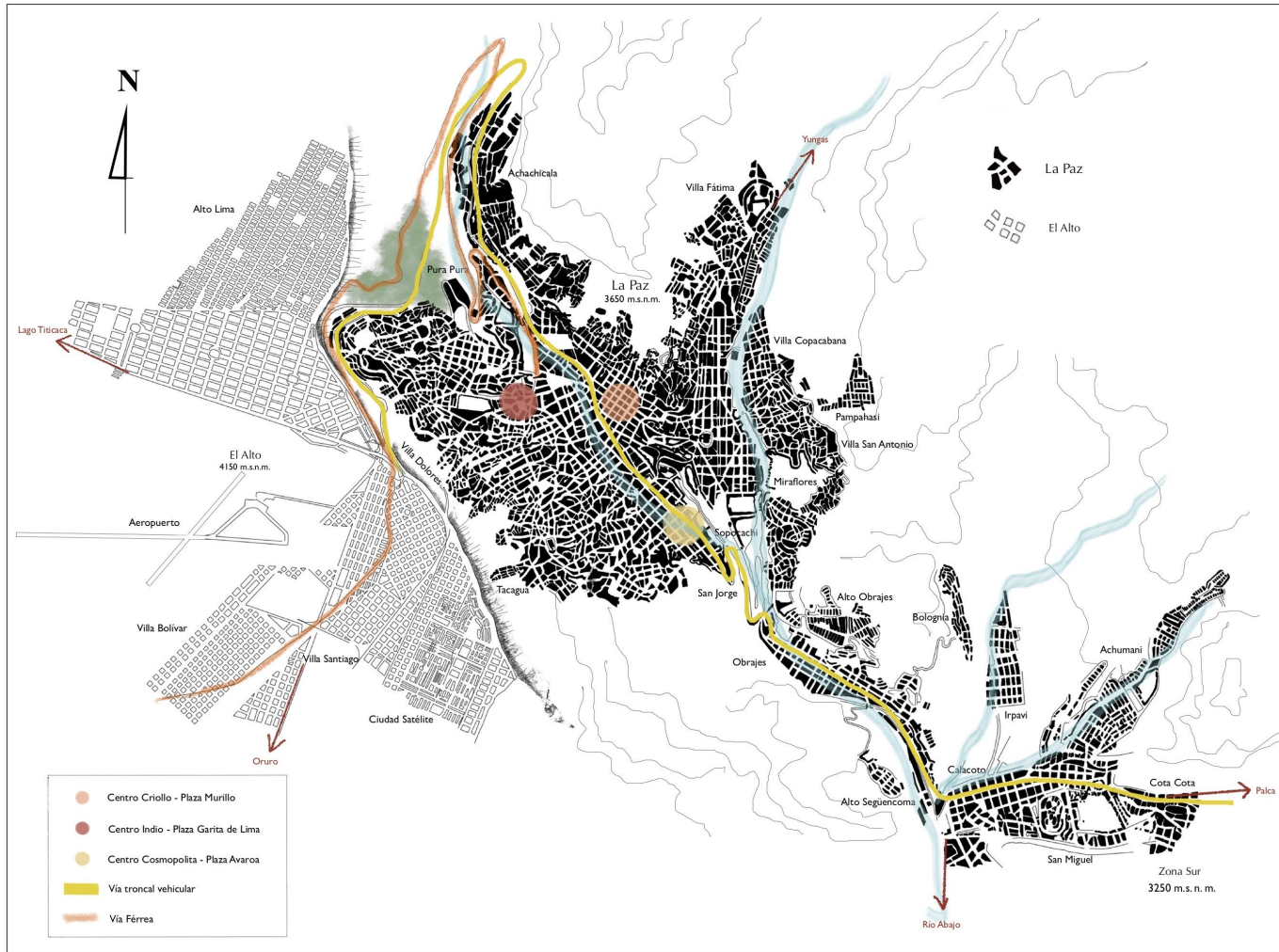
³⁸ Julio Iturri Salmón, *Los barrios...*, *op. cit.*, p. 90.

Prado). En esta parte de la avenida se ubican varios de los edificios más importantes de la ciudad, hoteles y cines. El Prado termina en la Plaza del Estudiante y se convierte en la avenida Villazón donde se erige la sede central de la Universidad Mayor de San Andrés (UMSA), el Monoblock, edificio emblemático de La Paz.

Esquemáticamente, y a partir de una a partir de este *centro criollo* la ciudad estaba ordenaba de la siguiente manera. Al noroeste, se ubicaba *el centro indio*, el barrio de Chijini, una de las principales zonas comerciales de la ciudad; detrás, subiendo los cerros, estaban buena parte de los barrios pobres, hasta alcanzar la planicie donde se extendía El Alto bien al oeste, un conjunto de barrios sobre el altiplano, la mayor parte precarios.³⁹ Al sureste, se ubicaba el barrio de Sopocachi, uno de los más acaudalados para la época, y detrás de él, de nuevo subiendo los cerros, barrios marginales como Tembladerani. Al final de la Avenida Arce, al sur de la ciudad, se encontraba el *centro cosmopolita*, que se extendía más aún al sur, a los barrios residenciales donde se construían durante la época las casas de las personas más acaudaladas de la ciudad; este espacio de expansión urbana residencial es conocida como zona sur. Al este se ubicaba el barrio de Miraflores y detrás de él, otra vez subiendo los cerros, al noroeste, distintas villas marginales de la ciudad. Al norte, más hacia el este, estaban los barrios obreros, como Achachicala, Pura Pura y Villa Victoria.

³⁹ Como se detalla más adelante, esta zona se convertirá en una ciudad autónoma en 1986.

Mapa 4. Los tres *centros* de la ciudad de La Paz en 1986



(Diseño y realización de Mario Piñeiro)

Albo y Sandoval sintetizan el ordenamiento territorial en estos términos: “se puede decir que los barrios ‘altos’ están en las zonas bajas, y que las zonas altas albergan a los barrios ‘bajos’. Cuánto más bajo y confortable es el clima, más residencial y rica será la zona. En cambio, en el otro extremo estará la residencia de los sectores más empobrecidos”.⁴⁰ En este marco estructural, la ciudad estaba dividida en casi un centenar de barrios y villas que se formaban constante y desordenadamente”.⁴¹ Calderón enfatiza las características de la

⁴⁰ Xavier Albó, Tomás Greaves y Godofredo Sanoval, *Chukiyawu...*, *op. cit.*, p. 85.

⁴¹ Julio Iturri Salmón, *Los barrios...*, *op. cit.*, p. 21.

distribución del espacio con una frase contundente: “La Paz es una de las ciudades latinoamericanas donde las clases y las culturas se miran en el espacio y el tiempo”.⁴²

2. Zonas y barrios

Como se puede observar, en términos estructurales, la estratificación social en la ciudad puede expresarse geográficamente. Al suroeste y al sur, adyacentes a la larga arteria que cruza la ciudad se erigen las zonas residenciales acomodadas; las zonas medias se ubicaban cerca del centro, en los barrios comerciales populares, y al norte, en barrios fabriles; en las alturas de los cerros circundantes y el altiplano, estaban los barrios más precarios.

Desde este punto de vista es posible establecer la estratificación de la ciudad en tres zonas: residencial, media y pobre. Esta definición sigue la investigación de Paul van Lindert y Otto Verkoren que, en 1982, a partir de una territorialización de la ciudad en base a grupos de ingreso, definen un patrón urbano marcado por tres grupos.⁴³ En términos concretos describen el proceso en términos cronológicos: desde principios del siglo XX, los grupos de ingresos altos abandonaron el casco central y se establecieron en Sopocachi y Miraflores. Poco a poco, años después, fueron trasladándose al sur, primero a Obrajes y después, principalmente desde los años cincuenta, a los valles y cuencas más lejanos de la zona. Los grupos de ingresos medios fueron ocupando las zonas que esta había abandonado. También se establecieron grupos relativamente grandes de ingresos medios en algunas zonas urbanas planificadas, como la Ciudad Satélite en El Alto. Los grupos de ingresos bajos no tuvieron otra opción que establecerse en las periferias septentrionales, orientales y occidentales de la ciudad, pero

⁴² Fernando Calderón, *La política...*, op. cit., p. 245.

⁴³ Paul van Lindert y Otto Verkoren, “Segregación residencial y política urbana en La Paz, Bolivia”, Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe, No. 33, *The struggle for space in Latin America* (Diciembre de 1982). El único aspecto distinto de nuestro estudio al de Lindert y Verkoren se vincula con los barrios comerciales populares y fabriles. Ellos los incluyen en lugares pobres. A partir de las investigaciones de Nico Tassi (por ejemplo, la citada en este estudio: Nico Tassi, *Cuando el baile mueve montañas: Religión y economía cholo-mestizas en La Paz, Bolivia*, La Paz, Praia, 2010), las de Eduardo Paz Gonzales (por ejemplo, Eduardo Paz Gonzales, “Hacia un modelo de estructura de clases en Bolivia”, La Paz, Instituto de Investigaciones Sociológicas (IDIS) – Universidad Mayor de San Andrés (UMSA), 2022, inédito) y la de Eduardo Paz Gonzales y Sergio Ramirez: *Los nietos del proletariado urbano*, La Paz, Centro de Investigaciones Sociales (CIS), 2020, es posible definir estos barrios como clases medias en movimiento ascendente o descendente durante la época.

preferentemente en El Alto.⁴⁴

Otros estudios de la época, particularmente los ya citados *Chukiyawu: la cara aymara de La Paz* de Albo, Graves y Sandoval, y *La política de las calles* de Calderón–, también dividen la ciudad en varias zonas en términos de clase pero de una manera demasiado detallada para los fines de este estudio.⁴⁵

2.1. Las zonas pobres: albañiles, vendedores ambulantes, cargadores y empleadas del hogar

En las periferias de la ciudad, en las partes más altas del cañón, en los cerros que comunican con el altiplano por el oeste y con los valles de Los Yungas por el noreste, y en la explanada en el altiplano donde estaba El Alto, se ubicaban los barrios más pobres de la ciudad.

En la ladera oeste de la ciudad, La Portada, El Tejar, Munaypata, Chamoco Chico, Llojeta, Tembladerani eran los barrios más importantes. “Se trata de una de las zonas peor dotadas de servicios, sobre todo en sus laderas más empinadas, donde apenas existe la posibilidad de trazar calles con tráfico rodado y donde no hay otro servicio de desagüe que las propias quebradas y barrancos”.⁴⁶ Sus habitantes trabajaban en actividades inestables y mal remuneradas como vendedores ambulantes o albañiles, cargadores y empleadas del hogar.⁴⁷ Buena parte de los vecinos de estas zonas eran migrantes rurales. Para 1980, se estima que la mayor parte de los recién llegados del campo se instalaban en este lugar de la ciudad.⁴⁸

Para nuestra época, la Avenida Buenos Aires era aún el límite establecido de la zona y recién se empezaban a construir las viviendas que terminarían por copar el cerro hasta conectar la urbanización con El Alto. Jaime Saenz describe estas nuevas edificaciones, que recién empezaban a extender la mancha urbana en las partes más empinadas de los cerros. “He aquí

⁴⁴ *Ibid.* p. 129.

⁴⁵ En *Chukiyawu: la cara aymara de La Paz* se clasifica a la ciudad, en términos de estratificación y etnicidad, en seis zonas distintas. En *La política en las calles*, en siete. Como nos interesa comparar las distintas experiencias urbanas de los vecinos en función de su lugar de residencia, pero no es el objetivo buscar el detalle al respecto, hemos elegido seguir la clasificación de Paul van Lindert y Otto Verkoren, “*Segregación...*”, *op. cit.*

⁴⁶ Xavier Albó, Tomás Greaves y Godofredo Sanoval, *Chukiyawu...*, *op. cit.*, p. 88.

⁴⁷ Aunque ellas vivían prácticamente en las casas de sus patrones en Sopocachi, Miraflores y la zona sur, sus familias habitaban estos barrios.

⁴⁸ André Franqueville y Gloria Aguilar, *El Alto de La Paz: migraciones y estrategias alimentarias en Bolivia*, INAN-ORSTOM, La Paz, 1988, p. 23.

ahora la imponente avenida Buenos Aires que actualmente está sufriendo –al igual que muchas de las más antiguas calles de La Paz– las incansables y bien calculadas agresiones del malhadado progreso. Es evidente que, por su propia ubicación en la zona periférica de la ciudad, así como por ser una arteria en la que confluye el intenso tráfico de un dilatado y populoso sector”.⁴⁹

Los barrios pobres se extendían también en la ladera este y noreste, en los cerros adyacentes a Miraflores, donde se ubicaban los barrios de Villa San Antonio, Villa Copacabana y Pampahasi. Cerca, en la ruta de salida hacia los valles de Los Yungas, dos barrios importantes: Villa Fátima y Chuquiaguillo, donde justamente se establecieron muchos campesinos yungueños y también de las zonas de colonización.⁵⁰ Muy cerca se encontraba el barrio de Caiconi, lugar donde se emplazaban la mayor parte de los burdeles de la ciudad.⁵¹ Durante las noches, y principalmente los fines de semana, este barrio era uno de los centros de la vida nocturna.

El Alto

Bien al oeste del centro de La Paz, “sobre una meseta altiplánica de amplísimo horizonte”,⁵² a 4000 metros sobre el nivel del mar, estaba El Alto. A diferencia de la accidentada geografía del resto de la ciudad, se extendía en una planicie alta y fría, cruzada por fuertes y helados vientos, con una temperatura bastante más baja que el resto de la ciudad. Para la época todavía formaba parte de La Paz. Pocos años después, en 1985 sería declarada por el gobierno central como municipio independiente y en 1988 como ciudad autónoma.

El Alto era un espacio demográficamente importante de la ciudad –para 1988 tenía 356.514 habitantes–⁵³ y estaba dividido en tres zonas: la central, la norte y la sur. En la zona

⁴⁹ Jaime Saenz, *Imágenes paceñas: Lugares y personas de la ciudad*, La Paz, Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP) - Plural, 2012 (1979), p. 49.

⁵⁰ Xavier Albó, Tomás Greaves y Godofredo Sanoval, *Chukiyawu...*, *op. cit.*, p. 92.

⁵¹ Antonio Paredes Candia, *De rameras, burdeles y proxenetas*, La Paz, Isla, 1998.

⁵² Godofredo Sandoval y Fernanda Sostres, *La ciudad prometida: pobladores y organizaciones sociales en El Alto*, La Paz, ILDIS, 1989, p. 18.

⁵³ Como constan Sandoval y Sostres es difícil establecer con claridad la cantidad de personas que habitaban en El Alto durante los 80s porque el Censo no establecía una diferenciación con La Paz. El dato más fiable es el del estudio de SURPO (1988), citado por Godofredo Sandoval y Fernanda Sostres, *La ciudad...*, *op. cit.*, p. 23. Más allá de esta dificultad lo importante es recalcar el hecho que para nuestra época era ya una zona extensa y

central, compuesta por varios barrios alrededor del aeropuerto y la Ceja –la zona comercial–, vivían sobre todo personas llegadas de la hoyada y de otros departamentos del país, principalmente Potosí y Oruro. En la zona sur, bordeando la carretera interdepartamental a Oruro, mayormente migrantes mineros del altiplano. En la zona norte, bordeando la carretera interprovincial a Copacabana, se asentaron campesinos aymaras del departamento de La Paz.⁵⁴ “La morfología de El Alto ha sido definida por el trazado de cuatro vías regionales (hacia Copacabana, Laja, Viacha y Oruro) que tienen su origen en la Ceja para conectarse con La Paz por medio de la autopista y la avenida Naciones Unidas; también es fundamental en la definición de la forma y las funciones de El Alto la localización central del aeropuerto, gran equipamiento que divide a aquella ciudad en dos partes. Por otra parte, la concentración vial y su cercanía con La Paz ha hecho que en el sector de la Ceja se desarrolle el centro comercial y de servicios más importantes de El Alto, aunque también se han desarrollado centros secundarios comerciales con alta densidad en Villa Adela en el Alto Sur y en Villa 16 de Julio en el Alto Norte. La actividad industrial, cuyo principal mercado de consumo se encuentra en La Paz, está concentrada principalmente sobre las vías hacia Oruro, Viacha y Copacabana”.⁵⁵

En el marco de esta heterogeneidad se puede designar a El Alto como una zona de clases medias y bajas. Clases medias compuestas por funcionarios públicos y privados, ubicados principalmente en la zona central, y clases bajas compuestas por trabajadores precarios y de los niveles inferiores de la administración pública, comercio e industria, ubicados principalmente en el sur. Esta diversidad es resumida por Calderón en estas palabras: “Allí confluyen en gran medida, los recientes migrantes y los grupos medios más pobres”.⁵⁶

La separación administrativa entre La Paz y El Alto no se expresa en la dinámica urbana cotidiana. Como dice Cuadros: “A partir de lo socioeconómico y lo impositivo, no carece de ambigüedad el considerarlas dos ciudades. Pero desde la convivencia cotidiana de sus ciudadanos, es definitivamente una sola ciudad, por supuesto heterogénea, abigarrada, como

poblada que tenía más de 200.000 habitantes y, como se verá a continuación, no pararía de crecer hasta conseguir su autonomía.

⁵⁴ Godofredo Sandoval y Fernanda Sostres, *La ciudad...*, op. Cit., p. 33. Los autores puntualizan: “Ciertamente esta identificación debe ser relativizada debido a que muchas urbanizaciones, principalmente de la zona sur, acogen una población que, por la condición económica, podría ser ubicada en el estrato medio”.

⁵⁵ Álvaro Cuadros Bustos, *La Paz...*, op. cit., p. 219. “Finalmente, la vivienda alteña se caracteriza por su construcción dispersa, la baja densidad edilicia, el uso de nuevos materiales de construcción (principalmente el ladrillo y el cemento que reemplazan paulatinamente al adobe) y la carencia de infraestructura básica”.

⁵⁶ Fernando Calderón, *La política...*, op. cit., p. 245.

gustan denominarla algunos autores y como lo son la mayoría de las ciudades de esa magnitud”.⁵⁷

En el estudio de Patricia Cottle y Carmen Beatriz Ruiz, “La violenta vida cotidiana”, escrito en 1993, se comparte una descripción de una jornada cotidiana en esta parte de la ciudad durante la época. Por su capacidad ilustrativa conviene compartirla en detalle: “Las calles de los barrios más representativos de El Alto, como por ejemplo la Zona 16 de Julio, cambian su fisonomía según sean las horas del día o de la noche. Por la mañana temprano puede verse a numerosos hombres jóvenes y adultos caminar por las polvorientas calles. Los jóvenes van a sus colegios y los adultos salen del barrio a su lugar habitual o yendo a ‘pescar’ algún trabajo temporal en la propia ciudad o en La Hoyada. Las escasas mujeres que salen a esa hora a las calles lo hacen para ir a su puesto de venta en el comercio callejero, generalmente en otros barrios que no son los de la vivienda habitual. En el transcurso del día las mujeres suelen estar dentro de sus casas, cumpliendo con sus diversas tareas domésticas o, si tienen un empleo estable o un puesto de venta, dejan a la hija mayor a cargo de los hermanos menores y, por ende, de las tareas del hogar. En esas horas del día, sobre todo en los horarios de entrada y salida de los establecimientos educativos se ve a los niños jugar en las calles”.⁵⁸

2.2. Las zonas medias: comerciantes y fabriles

Los barrios donde habitaban las capas medias en la ciudad, emergentes como descendentes, pueden situarse en dos espacios: la zona comercial al oeste cerca del centro y los barrios fabriles, al noroeste. La primera se concentraba en y alrededor del barrio de Chijini y la segunda en Achachicala, la tradicional zona de fábricas, y el barrio de Villa Victoria donde vivían la mayor parte de los obreros de la ciudad.⁵⁹

⁵⁷ Carlos Urquiza, *La Paz ¿Saco de aparapita o metrópoli andina?*, La Paz, FES-ILDIS, 2006, p. 38.

⁵⁸ Patricia Cottle y Carmen Beatriz Ruiz, “La violenta vida cotidiana”. En Xavier Albó y Raúl Barrios (Coord.), *Violencias encubiertas en Bolivia 2*, La Paz, CIPCA-ARUWIRI, 1993, p. 115-116.

⁵⁹ Inicialmente puede parecer extraño ubicar a obreros en las clases medias de la ciudad. Sin embargo, como se mencionó más arriba, las investigaciones emprendidas sobre este grupo muestran que tenían ingresos mayores que los de otras zonas de la ciudad y, principalmente, contaban con estabilidad laboral y seguridad social, aspectos que les eran ajenos a la mayor parte de la población.

Chijini

En las faldas de los cerros detrás de la iglesia de San Francisco, “al final de la calle Sagarnaga, comienza el barrio de Chijini, cuyo nombre aymara significa ‘con verde pasto’, como anuncio de prosperidad”.⁶⁰ El barrio de Chijini es el corazón del *centro indio*, un espacio central de comercio y con fuerte vínculo con el área rural, reducido en extensión, pero de primera importancia: el acopio y la venta de productos alimenticios del área rural y la de venta de productos manufacturados de importación.⁶¹

Principalmente sobre la calle Max Paredes se ubican los tambos donde se almacena y venden alimentos producidos en el área rural. Sobre las calles Sebastián Seguro y la Antonio Gallardo, los puestos mayoristas de abarrotes y otros productos de primera necesidad. En varias calles adyacentes, el espacio de venta de artículos importados: para la época en la calle Eloy Salmón se vendían televisores; en la León de la Barra, artefactos del hogar; en la Pedro de la Gasca, bicicletas; y en la Vicente Ochoa, muebles.⁶²

Para finales de la década de 1970, Iturri Salmón describe la zona en estas palabras: “una original zona comercial y financiera. En ella se realizan toda clase de transacciones de compra-venta, circulan a profusión billetes de todo corte, junto con el codiciado dólar americano, ahí están asentados el famoso mercado ‘Tanta Khatu’. Que traducido al castellano dice: ‘mercado de cosas viejas y usadas’, también conocido como ‘mercado negro’, por el color que tiene el contrabando y la venta de muchas cosas sustraídas; y el ‘Miamicito’ que ha tomado su nombre de Miami, gran ciudad de los Estados Unidos de Norte América. Allí acuden gentes de todos los niveles sociales, para comprar mercaderías traídas de contrabando y la obtenida al por mayor de las fábricas locales, de vestimenta, comestibles, champaña, vinos y licores, de artefactos electrodomésticos, cocinas, refrigeradores, calefones, máquinas de coser y escribir y hasta automóviles. Es el dominio de la nueva oligarquía criolla.”⁶³

Nico Tassi periodiza el auge del comercio en esta zona a partir de los primeros emprendimientos comerciales que surgieron a mediados de los años cincuenta por migrantes del pueblo altiplánico de Taraqo que contrabandeaban máquinas de coser del vecino país del

⁶⁰ Julio Iturri Salmón, *Los barrios...*, op. cit., p. 99.

⁶¹ Xavier Albó, Tomás Greaves y Godofredo Sandoval, *Chukiyawu...*, op. cit.

⁶² Nico Tassi, *Cuando el baile mueve montañas: Religión y economía cholo-mestizas en La Paz, Bolivia*, La Paz, Praia, 2010.

⁶³ Julio Iturri Samón, *Los barrios...*, op. cit., p. 99.

Perú. Estos comerciantes fueron creciendo relativamente rápido por la alta demanda y los altos márgenes de ganancia sobre los productos de contrabando.⁶⁴ Se estima que para 1980 había 65.000 comerciantes en Chijini. “Algo más de la mitad (54%) de estos comerciantes operan desde 9478 puestos de venta de los que 3000 están en el Mercado Rodríguez y el resto en otros 9 mercados zonales”.⁶⁵ El resto vendía sus productos directamente en la calle. La gran mayoría de ellos, el 85%, comercializaba “lo que se llaman “bienes salariales”, es decir artículos esenciales de la canasta familiar”.⁶⁶

El centro de la zona comercial popular es la Garita de Lima, una plazoleta que constituye el punto de encuentro de una variedad de personas que viven y pasan por el barrio. “La populosa al par que desolada plaza pacaña, en la que suelen reunirse los desocupados, vagos y malhechores de los barrios altos; en la que fenecen las calles Max Paredes y Tumusla, y en la que esta última cambia de nombre y se convierte en la avenida Baptista, que sigue su curso hasta el Cementerio General para fenecer a su vez en las puertas de Villa Victoria”.⁶⁷ La importancia de esta plaza era histórica ya que desde los principios de la ciudad hasta bien entrado el siglo XIX, “los dos únicos caminos carreteros estaban al lado oeste de la ciudad; el primero bajaba hacia la Plaza Garita de Lima y el otro hacia la proyectada Estación central de ferrocarriles”.⁶⁸

Uno de los lugares más importantes del barrio es la Iglesia del Señor del Gran Poder, desde donde parte la entrada folclórica más importante de la ciudad. Desde la década de 1970 la fiesta del Gran Poder creció exponencialmente y rebalsó los límites de Chijini para llegar hasta el centro de la ciudad.

La arteria central de la zona es la calle Max Paredes. Saenz describe sus características haciendo énfasis en su carácter comercial: “Columna vertebral de una vasta zona que se extiende a lo largo de varios kilómetros, desde la Garita de Lima hasta las vecindades de San Pedro, la calle Max Paredes tiene un carácter definitivamente comercial, singularizándose al mismo tiempo por ofrecer la más fantástica variedad de productos que se expenden en puestos callejeros a lo largo de las aceras: desde pelotas de goma y televisores hasta telas de seda y

⁶⁴ Nico Tassi, *Cuando el baile*, op. cit.

⁶⁵ Xavier Albo y Matias Preiswerk, *Los señores del Gran Poder*, La Paz, Centro de Teología Popular, 1986, p. 134.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 134.

⁶⁷ Jaime Saenz, *Imágenes pacañas...*, op. cit., p. 29

⁶⁸ Jorge Luis Mita Luna, *Historia del comercio...*, op. cit., p. 108.

faroles de hojalata; desde herrajes y zapatos y cigarrillos hasta verdura, carnes y especerías; desde vajillas de porcelana y fierro enlozado hasta máquinas de coser, fuegos artificiales, repuestos para automóviles y materiales de construcción. ¿Qué no hay en la calle Max Paredes?”.⁶⁹

En *Historia del comercio minorista en la ciudad de La Paz*, de Jorge Luis Mita Luna se encuentra la descripción más detallada del devenir histórico de esta área de la ciudad: “Con los contrabandistas surgen los primeros mercados de productos importados y nacionales: el ‘Mercado Abasto’, de comercio variado a principios de la década de los cincuenta. La expansión del mercado interno condujo a la expansión del comercio, a la toma sistemática de las calles. Una de las primeras calles comerciales fue la Graneros, fruto del crecimiento del mercado Abasto; luego la calle Ortega, de comercio de tipo más artesanal, con mezcla de productos de contrabando traídos del Perú; siendo los mismos comerciantes del mercado Abasto y de la Graneros que se expandieron hacia el Súper Mercado La Paz. Casi paralelamente, a fines de los cincuenta, se forma el pasaje en el pasaje Tablada. En años posteriores, casi finalizando la década de los setenta, se conformó el comercio en la calle Tumusla. En los años siguientes el ritmo de crecimiento del comercio no cesó, se tomó de forma progresiva la calle Garcilaso de la Vega. Por último, en la década de los ochenta, en plena crisis inflacionaria, el comercio que antaño era ferial en el Súper Mercado La Paz o ‘Miamicito’ se trasladó a la calle Uyustus; a consecuencia del alza diaria de los precios y la necesidad de más días de venta, dinamizando el comercio en ese sector. Es de ese modo que las principales calles comerciales se conforman en la actual zona comercial”.⁷⁰

Pura Pura, Achachicala y Villa Victoria

En la cabecera del río Choqueyapu se ubicaban las fábricas tradicionales de la ciudad,

⁶⁹ Jaime Saenz, *Imágenes paceñas...*, op. cit., p. 39

⁷⁰ Jorge Luis Mita Luna, *Historia del comercio...*, op. cit., p. 118. El itinerario histórico de esta zona ha sido el siguiente: “Las calles Illampu, la Av. Mariscal Santa Cruz, Graneros, Isaac Tamayo, Ortega, Tablada, Buenos Aires y Maximiliano Paredes, solo eran un gran terreno que abarcaba desde el lado oeste la Garita de Lima y al este la Illampu, el lado sud la 6 de agosto (actual Mariscal Santa Cruz) y la Maximiliano Paredes, y su lado norte, la calle Tumusla. Para ese tiempo no existían los grandes mercados, solo algunas paradas de carreteras. Los mercados más conocidos eran tambos que se ubicaban en diferentes puntos de la ciudad, por ejemplo, por la calle Illampu, por la 6 de agosto, por la Rodríguez y por la Max Paredes. El único mercado que aparece en el plano de 1911 es el actual mercado Camacho, que a la vez se aprovechaba como ayuntamiento” (p 108).

instaladas durante la década de 1920 hasta 1935. En ese periodo un auge de inversiones se expresó en la fundación de varias industrias textiles (Forno, Soligno, Said), de ropa (Calzados García, Calzados Zamora) y embotelladoras de refrescos.⁷¹ La mayoría de las fábricas se instalaron a ambas riberas del río en el barrio Pura Pura.

En los barrios adyacentes, principalmente Achachicala, Vino Tinto y Villa Victoria, vivían los obreros, y sus familias, que trabajaban en las fábricas. Para la época de nuestro estudio, estas industrias estaban en decadencia, cerrarían años después y las nuevas fábricas se instalarán en El Alto. Sin embargo, el perfil social de estos barrios todavía era fabril, aunque iba adquiriendo un carácter comercial.

Del 10% de la población laboral de la ciudad que trabajaba en la industria, la mayoría vivía en esta zona.⁷² Eran obreros que tenían los beneficios sociales de un trabajo formal con los que la mayoría de la población no contaba. En este estrato socioeconómico también se ubicaban algunos barrios obreros emplazados en la zona El Alto, el espacio de expansión de las fábricas durante la época.

A pesar del declive de las fábricas, en el imaginario popular seguía manteniendo el carácter obrero. En esta descripción de *Imágenes paceñas* se expresa una definición que también compartieron los entrevistados sobre esta parte de la ciudad: “Barrio de obreros, de gente que lucha y gente que sufre; en todo alzamiento popular, en toda refriega, en todo combate, a lo largo de la historia sangrienta que ha dado a La Paz la fama que tiene, Villa Victoria ha estado siempre a la vanguardia: en el primer puesto de choque. Villa Victoria, en la encrucijada de Pura Pura, Munaypata y Callampaya, zonas todas estas en las cuales gran parte de los trabajadores viven...”.⁷³

2.3. Las zonas residenciales

Los habitantes de las capas acomodadas se ubicaban en dos barrios cerca del centro de

⁷¹ Guillermo Lora, *Historia del movimiento obrero boliviano 5*, La Paz, Masas, 1979. Albo, Graves, Sandoval 92. Mita comparte una descripción distinta afirmando que en la década de 1940: “Se instalaron industrias livianas, especialmente en los ramos textiles y de productos alimenticios”. Jorge Luis Mita Luna, *Historia del comercio...*, op. cit, p. 100.

⁷² Fernando Calderón, *La política...*, op. cit., p. 244.

⁷³ Jaime Saenz, *Imágenes paceñas...*, op. cit., p. 35.

la ciudad, Miraflores y Sopocachi, y principalmente en el nuevo espacio acaudalado de urbanización, denominado “zona sur”, justamente por su ubicación geográfica.

Miraflores

Separado del centro de la ciudad por una quebrada, que años después cruzará el puente de las Américas, Miraflores es un barrio tradicional paceño. En la primera mitad del siglo XX era uno de los espacios más exclusivos de la ciudad pero para la época de este estudio tenía un perfil más bien de clases altas en decadencia, ya que las más pudientes vivían en Sopocachi o se iban trasladando al sur de la ciudad.⁷⁴

A diferencia de la transformación urbana que vivió durante las primeras décadas del nuevo milenio –principalmente con la construcción de una gran cantidad de edificios–, Miraflores era un barrio residencial caracterizado por casas amplias y de pocos pisos. A su vez, se emplazaban allí el principal Estadio de la ciudad, la mayor parte de los hospitales y la Facultad de Medicina de la UMSA.

Sopocachi

Al oeste del centro se encuentra Sopocachi, el barrio más acaudalado para la época, donde estaban las casas más grandes y elegantes de La Paz. Es uno de los espacios con más áreas verdes—allí se ubica el Montículo, “sin duda el parque más romántico y atractivo con que cuenta la ciudad”,⁷⁵ varios parques y plazas—. Estaba conformado por casas familiares –aún no habían edificios en la zona: “Sopocachi era bonito. Me gustaba ir a pasear por ahí, bajar hasta la Arce. Casi todas las casas tenían sus jardines adelante y era abierto, podías observar sus plantas de cada casa, ahora eso ha cambiado, muchas casas todavía se ven las huellas de que han tenido rejas, eso lo han tapado con ladrillo y lo han elevado más arriba, y ya no se puede ver las plantas.”⁷⁶

De nuevo, la descripción de Jaime Saenz nos ayuda a imaginar Sopocachi durante el

⁷⁴ Van Linden y Verkoren, *Segregación...*, op. Cit.

⁷⁵ Julio Iturri Salmón, *Los barrios...*, op. cit., p. 122.

⁷⁶ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

periodo de este estudio: “Esta zona residencial de La Paz tiene un extraordinario encanto, con extensas y bien cuidadas avenidas, con árboles ornamentales y con amplios y acogedores parques, en cuya intimidad, en espacios umbríos, se puede respirar aire puro”.⁷⁷

Zona Sur

Al igual que en otras ciudades latinoamericanas, los barrios de las capas sociales más acaudaladas vivieron un proceso de relocalización desde el centro hacía zonas más alejadas: en La Paz “este proceso se manifestó desde los años 30 de este siglo como un movimiento ‘hacia abajo’, hacia valles con temperaturas más agradables, más protección, más tranquilidad”.⁷⁸ En términos concretos, este tránsito se dirigió hacia el sur, donde se emplazaban los barrios nuevos y modernos, el área “de moda de la ciudad”.⁷⁹ El barrio principal, y más cercano al centro, era Obrajes además de otros asentamientos como Calacoto, Achumani, Cota Cota e Irpavi que empezaban a crecer sostenidamente durante la época.

En este espacio, desde mediados de los sesenta, se habían ido construyendo algunos equipamientos urbanos importantes como el campus de la Universidad Católica Boliviana y el Cementerio Jardín en Obrajes; el Complejo Deportivo del club The Strongest en Achumani y el Zoológico en el Parque de Mallasa.⁸⁰ Dunkerley define en estos términos las nuevas casas que se erigieron en estos barrios: “Aquellos que dirigieron y fundaron esta actividad [se refiere al rubro de las grandes empresas constructoras] construyeron para sí en opulentos suburbios, tales como Calacoto y Cota Cota en La Paz, los cuales daban muestras de un notable y competitivo consumo en una escala tal que provocaría la envidia de muchos ejecutivos europeos”.⁸¹

La instalación de infraestructura básica desde la segunda mitad de los setenta cambió el perfil de las personas que empezaron a instalarse en la zona: alrededor de los lechos de los ríos Koani, Irpavi y Achumani se fueron asentando familias de clase media de un perfil distinto,

⁷⁷ Jaime Saenz, *Imágenes paceñas...*, op. cit., p. 71.

⁷⁸ Paul van Lindert y Otto Verkoren, *Segregación...*, op. cit., p. 128.

⁷⁹ Fernando Calderón, *La política...*, op. cit., p. 245.

⁸⁰ Álvaro Cuadros Bustos, *La Paz...*, op. cit.

⁸¹ James Dunkerley, *Rebellion en las venas: La lucha política en Bolivia 1952-1982*, La Paz, Plural, 2003 (1987), p. 280.

más modesto, a la de los primeros barrios acaudalados.⁸² Además, hay que sumarle las “iniciativas de viviendas unifamiliares y multifamiliares como San Miguel, Bologna, Los Pinos en el sur” que se empezaron a construir durante la época.⁸³ A pesar de estos matices, se puede afirmar que el perfil mayoritario en el barrio corresponde a grupos de ingreso que los ubican en las capas más altas de la sociedad.

En Sopocachi, Miraflores y los barrios del sur vivían las familias más acomodadas de la ciudad.⁸⁴ La mayoría de los jefes de hogar se dedicaban a actividades de servicios y comercio, y también a la política. Según datos de Calderón, en estos barrios se concentraba el 28% de la fuerza de trabajo de la ciudad. Ese porcentaje incluye el 15% que corresponde a trabajadoras del hogar que se encargaban del “servicio doméstico” – mujeres que se ocupaban de todos los quehaceres de la casa y que solo salían los domingos, su día libre—. ⁸⁵

Cottle y Ruiz describen este ‘servicio doméstico’, para 1993,⁸⁶ como “una práctica de uso cotidiano que se establece a partir de relaciones de trabajo poco reglamentadas legalmente entre los empleadores ‘patrones’ y las empleadas domésticas ‘sirvientas’. Estas son siempre de origen aymara migrante y, en la mayoría de los casos, jóvenes y solteras. Las empleadas domésticas tienen a su cargo la realización de las tareas del hogar, desde la cocina, el lavado y planchado, hasta la limpieza y el cuidado de los niños. Las tareas se desempeñan generalmente ‘cama adentro’, es decir, con alojamiento en la casa de los patrones. La práctica favorece abusos y excesos contra las empleadas domésticas, como una jornada de trabajo que oscila entre las 12 y 14 horas diarias de trabajo continuo, la ausencia de descanso semanal y vacaciones anuales, escasa o ninguna remuneración y la ausencia de seguro social.”⁸⁷

Los testimonios recabados para este trabajo concuerdan con esta realidad desde

⁸² Álvaro Cuadros Bustos, *La Paz...*, *op. cit.*, p. 217.

⁸³ *Ibid.*, p. 172. Hugo José Suarez, *La Paz en el torbellino del Progreso: Transformaciones urbanas en la era del cambio en Bolivia*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 2018, P. 29.

⁸⁴ Aunque, por supuesto, existen muchos matices dentro de esta extensa zona de la ciudad. Un ejemplo: En 1979 el Alcalde Raúl Salmón visitó el barrio 8 de diciembre, “arriba en Sopocachi, paralelo a la avenida Jaimes Freyre” y la descripción del evento muestra las amplias carencias de este barrio en relación a los servicios básicos, una situación muy distinta a la de Sopocachi. Honorable Alcaldía Municipal, *Diálogos con el vecindario paceño*, La Paz: Casa de la Cultura, 1980, p. 84

⁸⁵ Fernando Calderón, *La política...*, *op. cit.*, p. 245.

⁸⁶ Esta forma de trabajo existió estructuralmente hasta los primeros años del siglo XXI. A partir de 2005, con su legislación, sumada a otros procesos, prácticamente ha desaparecido en los términos con los que se había desarrollado históricamente (como una relación de explotación).

⁸⁷ Patricia Cottle y Carmen Beatriz Ruiz, *Op. cit.*, p. 161.

diferentes miradas, siempre haciendo énfasis en la frase “no era como ahora”. Desde los vecinos de los barrios residenciales, se recuerda este servicio, con cierta nostalgia, como un privilegio que se ha perdido; desde los barrios pobres, como un recuerdo de tiempos difíciles, menos promisorios.⁸⁸

Esta segmentación de la ciudad ha sido útil para contrastar la experiencia urbana y las rutinas cotidianas de los habitantes de La Paz en relación a los temas centrales del estudio: la comida, el transporte, los medios de comunicación y la diversión nocturna.

3. El difícil tránsito a la democracia y la inestabilidad financiera

Desde el retorno de la democracia en 1979 hasta mediados de la década de 1980, la ciudad de La Paz vivirá una situación constante de inestabilidad. Dos son los principales procesos durante el periodo: la compleja y pendular transición de la dictadura a la democracia y la crisis económica que se expresó en una hiperinflación que alcanzó índices históricos a nivel mundial.

La crisis política se había acumulado hace décadas. Como resultado de diferentes golpes de Estado, desde que el líder de la Revolución de 1952 Víctor Paz Estenssoro fue depuesto por su vicepresidente René Barrientos Ortuño en 1964, habían gobernado 12 presidentes, casi todos militares. Barrientos gobernó Bolivia hasta el 27 de abril de 1969, cuando encontró la muerte en el helicóptero presidencial que se precipitó a tierra en una zona rural del departamento de Cochabamba. Lo sucedió su vicepresidente Luis Siles Salinas, apenas duró cinco meses, Alfredo Ovando Candía le arrebató el cargo con un golpe de estado el 26 de septiembre de 1969. El nuevo presidente fue derrocado meses después por Juan José Torres, el 7 de octubre de 1970. El gobierno de Torres también fue efímero, otro golpe de estado, protagonizado esta vez por Hugo Banzer Suárez terminó con su gobierno en 1971. Recién a partir de allí se estabilizó un régimen político en Bolivia: la dictadura de Banzer duró más de 7 años hasta 1978.

⁸⁸ A lo largo de este trabajo, veremos cómo esta presencia en las zonas residenciales será central para el acceso a alimentos y también como marcador de distinción entre “vecinos” y “trabajadores” en los barrios más privilegiados del sur.

3.1. El largo régimen anterior a la transición democrática (1971-1978)

El 21 de agosto de 1971, el coronel Hugo Banzer Suárez juraba como presidente después de un golpe de Estado. La dictadura militar que iniciaba ese día resultó ser el gobierno más largo del siglo XX en Bolivia. Banzer había llegado al poder apoyado por el MNR y la Falange Socialista Boliviana (FSB), “los dos partidos tradicionales más poderosos e históricamente antagónicos”,⁸⁹ en un momento de desorganización de la izquierda nacional y los movimientos sociales, y en un contexto latinoamericano marcado por gobiernos militares de derecha –con excepción del régimen militar izquierdista-populista del Perú–.⁹⁰

Existen valoraciones muy divergentes sobre el periodo de gobierno de Banzer Suárez. Para algunos es una: “etapa estatal caracterizada por el dominio del capital financiero en la economía boliviana a través de tres grandes sectores oligárquicos, la minería mediana, la banca privada y el comercio importador”.⁹¹ Un momento donde el “crecimiento evidentemente no fue consustancialmente acompañado por un auténtico desarrollo. Empero, sí proporcionó una apariencia de modernización”.⁹² Desde este punto de vista, la valoración más crítica es la de Pablo Ramos, que define el régimen como una situación de bonanza desperdiciada y orientada exclusivamente al privilegio de la burguesía. “El régimen dispuso de una suma colosal de recursos en moneda extranjera como en ninguna época de la historia de Bolivia”.⁹³

Para otros, es un momento de bonanza financiera y estabilidad macroeconómica con resultados limitados: “El ‘banzerato’ se distinguió, entonces, por la relativa prosperidad económica dentro del contexto de una dictadura militar. Durante el gobierno militar, por un lado, se llevó adelante muchas obras, pero por otro, no se reformó de manera estructural la sociedad boliviana”.⁹⁴ Para el foco de este estudio, el régimen puede caracterizarse por una doble propiedad: en términos económicos: estabilidad y crecimiento; en términos políticos: violencia estatal de intensidad decreciente en el tiempo.

Apoyado decisivamente por Estados Unidos, con créditos internacionales del país del

⁸⁹ James Dunkerley, *Rebelión...*, op. cit., p. 253.

⁹⁰ Erick D. Langer, “Una visión histórica de Bolivia en el Siglo XX”, En VVAA, *Bolivia en el Siglo XX: La Formación de la Bolivia Contemporánea*, La Paz, Harvard Club de Bolivia, Offset Boliviana Ltda., 1999.

⁹¹ Carlos Blanco Cazas y Godofredo Sandoval, *La alcaldía...*, op. cit., p. 40.

⁹² James Dunkerley, *Rebelión...*, op. cit., p. 280.

⁹³ Pablo Ramos Sanchez, *Siete años...*, op. cit., p. 148.

⁹⁴ Erick D. Langer, *Una visión...*, op. cit., p. 82.

norte y Brasil, impulsado por el aumento de los precios de los hidrocarburos y el incremento de la agricultura, el régimen de Banzer se estabilizó a partir de la reactivación de la economía urbana y la ampliación, a la vez, del mercado de la agricultura nacional.⁹⁵ Los préstamos de Estados Unidos y Brasil, principalmente en los primeros años, fueron esenciales al respecto. Si entre 1942 y 1979 Bolivia había recibido 6.7 millones de dólares para “administración y gobierno” de parte del gobierno de Washington, en los primeros 16 meses de la dictadura de Banzer, entre agosto de 1971 y diciembre de 1972, obtuvo un total de 32 millones de dólares. Apenas un mes después del golpe, el gobierno de Brasil otorgó un crédito de 10 millones de dólares en créditos en maquinaria para la línea férrea entre Santa Cruz y Corumbá. Los siguientes años la situación incrementaría: los créditos anuales que Brasil entregó a Bolivia llegaron a la cifra de 46 millones de dólares.⁹⁶ Este proceso no cesaría de crecer.

A pesar de estas contribuciones, los primeros años del gobierno de Banzer enfrentaron profundos problemas económicos. En 1972 el régimen devaluó el peso boliviano en un 67%, aspecto que implicó una significativa pérdida del poder adquisitivo en un 19%.⁹⁷ Los años siguientes no fueron mejores: en 1974, el costo de los artículos de primera necesidad aumentó en un promedio del 219%. Aunque el gobierno intentó mitigar el impacto de la inflación con un sistema de bonos, principalmente para los fabriles, el mismo no compensó el aumento de los precios.⁹⁸

Sin embargo, después de los difíciles años iniciales, el régimen fue favorecido por el aumento exponencial de los créditos internacionales y el incremento de los precios de materias primas estratégicas para Bolivia. Efectivamente, con la inyección de los “petrodólares” a la banca internacional, “Bolivia accedió, como no lo había hecho desde la gran depresión de 1929, a los préstamos de los bancos comerciales internacionales”, a su vez los créditos de entidades supranacionales, como el BID, aumentaron ostensiblemente.⁹⁹ Este proceso dio como resultado un exorbitante aumento de la deuda. Si para 1971, el monto neto adeudado era de 591.2 millones

⁹⁵ Tulio Halperín Donghi, *Historia contemporánea de América Latina*, Madrid, Alianza, 1972 [1969], p. 707. Dunkerley, *Rebelión...*, op. cit., p. 251.

⁹⁶ James Dunkerley, *Rebelión...*, op. cit., p. 255.

⁹⁷ Pablo Ramos Pablo Ramos Sanchez, *Siete años de economía boliviana*, La Paz, Puerta del Sol, 1982, citado por Dunkerley, *Rebelión...*, op. cit. p. 260.

⁹⁸ James Dunkerley, *Rebelión*, op. cit, 261.

⁹⁹ Juan Antonio Morales y Napoleon Pacheco, “El Retorno de los Liberales”. VVAA, *Bolivia en el Siglo XX: La Formación de la Bolivia Contemporánea*, La Paz, Harvard Club de Bolivia, 1999, p. 178.

de dólares, para 1978 era de 1.761.5 millones.¹⁰⁰

Además del aumento de ingreso de capitales hacia Bolivia, el régimen de Banzer vivió un momento de auge de materias primas importantes para la economía nacional. Como resume Langer: “Los precios de los minerales que producía Bolivia llegaron a su punto máximo en los años setenta. Por otro lado, se produjo un boom en la producción del petróleo y especialmente del gas, que se exportaban al exterior en un contexto internacional de un alza sin precedentes en los precios de los combustibles”.¹⁰¹

Otra de las facetas del gobierno de Banzer fue la violencia política estatal. Aunque la represión no alcanzó la intensidad de otros países ni la del régimen posterior de Luis García Meza, alrededor de 200 personas murieron y 14750 fueron encarceladas, muchas de ellas en campos de concentración en diversos lugares como Viacha y Chonchocoro en el altiplano, Madidi en la selva al noroeste de La Paz e incluso en la isla de Coati en el Lago Titicaca. La mayor parte de estas personas fueron encarceladas por “ofensas al régimen”, un eufemismo que muestra el carácter de la persecución. A su vez, 19140 personas tuvieron que salir al exilio.¹⁰² Dunkerley puntualiza que “estas cifras podrían parecer moderadas pero Bolivia era un país de 6 millones de habitantes y la mayoría vivía en el campo. En los centros urbanos, el impacto fue considerable”.¹⁰³

Aunque suele repetirse que la violencia política tuvo la misma intensidad a lo largo del periodo de gobiernos dictatoriales, en realidad hubo varios matices y diferencias. El gobierno de Banzer empezó de una manera violenta y represiva. “Cuando subió al poder, el régimen reprimió violentamente toda oposición y cerró las universidades para ‘reorganizarlas’ completamente y en 1974, el dictador prohibió toda actividad política (incluida la de sus aliados del MNR y FSB) suprimiendo los partidos políticos y los sindicatos”.¹⁰⁴ Sin embargo, fue morigerando esos rasgos en el tiempo, particularmente durante los últimos años de gobierno, al final de la década de 1970. A su vez, no tuvo los niveles de violencia –principalmente

¹⁰⁰ Pablo Ramos, *Siete años...*, *op. cit.*, p. 117.

¹⁰¹ Erick D. Langer, *Una visión*, *op. cit.*, p. 81.

¹⁰² Cfr. Asociación Pro-Derechos Humanos: Bolivia, *El gobierno de Banzer y la violación de los derechos humanos*, Madrid, s/e., 1977. Cfr. Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Mártires por la Liberación Nacional (ASOFAMD), *Informe sobre las desapariciones forzadas en Bolivia*, La Paz, Capítulo Boliviano de Derechos Humanos, 2007.

¹⁰³ James Dunkerley, *Rebelión...*, *op. cit.*, p. 259.

¹⁰⁴ Erick D. Langer, *Una visión...*, *op. cit.*, p. 81.

paramilitar– como en el caso de la dictadura de García Meza.

Otro rasgo del gobierno de Banzer fue la expansión del comercio ilegal internacional de cocaína: “Existe un consenso sobre el auge del narcotráfico en la década de 1970. Aunque existen antecedentes de su importancia desde los años 50 y 60, cobró su mayor impulso en los años 70. Fue aparentemente entonces que se convirtió en una verdadera industria, y se hizo cada vez más notorio el poder de penetración de los productores y traficantes de drogas en esferas de influencia política y económica”.¹⁰⁵ Varios analistas identifican conexiones estructurales, particularmente a partir de las grandes cantidades de dinero que ingresaron a Bolivia durante la dictadura de la década de 1970, cantidades que no encontraron posibilidades en el pequeño mercado formal local y fueron desviadas hacia actividades ilegales, muchas veces en complicidad con funcionarios gubernamentales.¹⁰⁶

La prosperidad del régimen de Banzer se interrumpió a partir de 1977. “La economía boliviana dejó de crecer y surgieron problemas con el pago de la deuda externa. Además, la política del nuevo presidente de los Estados Unidos, Jimmy Carter, que hizo girar sus relaciones con América Latina en torno a los derechos humanos, ejerció mucha presión sobre la administración Banzer”.¹⁰⁷ Las presiones externas e internas sobre Banzer se intensificaron y para finales de ese año anunció la organización de elecciones para el siguiente, declaró a su ministro del Interior, Juan Pereda Asbún, como candidato oficial y promulgó “una amnistía tan limitada que ponía en seria duda el regreso de cualquier opositor genuino, ni qué decir de su participación en las elecciones”.¹⁰⁸ La medida prohibía expresamente, incluso, que personajes centrales de la política boliviana en el exilio como Marcelo Quiroga Santa Cruz –principal dirigente del Partido Socialista Boliviano (PS1) de sostenido crecimiento– o los históricos líderes de la Revolución de 1952, Juan Lechín Oquendo y Hernán Siles Zuazo, no pudieran volver al país.

Como respuesta a esta maniobra surgió la huelga de hambre de mujeres mineras el 28 de diciembre en las oficinas del arzobispo de La Paz. La huelga fue sumando piquetes y después de más de 20 días de protestas, intentos de intervención represiva y largas negociaciones,

¹⁰⁵ Laserna, Roberto Laserna, *El fracaso del prohibicionismo: Estudios socioeconómicos para una historia de las políticas antidrogas en Bolivia*, La Paz, Fundación Vicente Pazos Kanki, 2011, p.60.

¹⁰⁶ *Ibidem*. René Bascope Aspiazú, *La veta blanca: coca y cocaína en Bolivia*, La Paz, Ediciones Aquí, 1982.

¹⁰⁷ Juan Antonio Morales y Napoleón Pacheco, *El retorno...*, *op. cit.*, p. 83.

¹⁰⁸ James Dunkerley, *Rebelión...*, *op. cit.*, p. 293.

Banzer accedió a los pedidos de las huelguistas, vinculados a demandas gremiales mineras y al retorno de la democracia, y declaró una amnistía general.¹⁰⁹

Durante las elecciones del 9 de julio de 1978, la agrupación de los militares, con Pereda como candidato, ejecutó “un fraude tan grande como evidente (en departamentos como Chuquisaca y Santa Cruz, la concurrencia a la votación fue del 104 por ciento y 100.9 por ciento, respectivamente)”.¹¹⁰ Las protestas se multiplicaron y Banzer rompió con Pereda el 19 de julio. La respuesta de Pereda fue declararse en rebelión y, apoyado por la Fuerza Aérea y los Rangers, derrocó a Banzer con un golpe de estado.

Atenazado por el movimiento popular, el gobierno de Pereda naufragó desde sus primeros días. El 24 de noviembre la UDP convocó a una movilización en demanda de elecciones para la primera mitad de 1979. Ese mismo día jóvenes militares de alto rango encabezaron un golpe de estado contra Pereda, que culminó con la designación del general David Padilla Arancibia, comandante del Ejército, como presidente. El primer anuncio de Padilla fue el la realización de elecciones el 1 de julio de 1979. El régimen cumplió su promesa y la contienda electoral, como veremos a continuación, se llevó en tiempo y forma.

A partir de allí, entre 1979 y 1985, periodo de nuestro estudio, La Paz vivirá un constante caos político. En términos esquemáticos, se puede enmarcar la situación política en tres momentos. La breve pero intensa primavera democrática que se vivió desde las elecciones de julio de 1979 hasta el golpe de estado protagonizado por Luis García Meza en julio de 1980; como resultado de este golpe, la más sangrienta dictadura en la historia el país, desde julio de 1980 hasta agosto de 1981; y el retorno definitivo de la democracia, con el gobierno de la Unidad Democrática Popular (UDP), a la cabeza de Hernán Siles Zuazo, desde el 10 de octubre hasta el 6 de agosto de 1985. Esta oscilación entre dictadura y democracia fue un factor decisivo para los cambios en la vida cotidiana de los habitantes de la ciudad de La Paz.

¹⁰⁹ Moema Viezzer, *Si me permiten hablar: Testimonio de Domitila, una mujer de las minas de Bolivia*, La Paz, Biblioteca del Bicentenario, 2019 (1977). Cfr. Jean-Pierre Lavaud, *La dictadura minada: La huelga de hambre de las mujeres mineras en Bolivia, 1977-1978*, La Paz, Plural-IFEA-CESU, 2003.

¹¹⁰ James Dunkerley, *Rebelión...*, *op. cit.*, p. 300.

3.2. La breve primavera democrática (1979-1980)

El 1 de julio de 1979 se celebraron elecciones en Bolivia después de quince años de gobiernos de facto. Ese domingo la gente votó, después de mucho tiempo, con confianza. En la larga noche de la dictadura se habían llevado adelante dos elecciones, las dos habían sido altamente irregulares. Además del flagrante fraude de 1978, en 1966 Barrientos organizó unos comicios amañados, proscritos de participar Paz Estensoro y Siles Zuazo, para “constitucionalizar” su dictadura.

En los comicios de 1979 se registró una alta participación ciudadana, votaron el 90,5% de los inscritos, y los resultados fueron reñidísimos: prácticamente un empate técnico entre los dos líderes de la revolución de 1952: Siles Zuazo como candidato por la UPP y Paz Estensoro por el MNR: ambos obtuvieron casi un 36% de los votos (para ser exactos: los primeros, 35,99% y 35,89%, los segundos). Detrás quedaba ADN, con Banzer como candidato, con 14,88% de los votos y PS1, con Marcelo Quiroga Santa Cruz, con el 4,82%.¹¹¹

Como ninguno había logrado mayoría absoluta, el Congreso Nacional debía elegir al nuevo presidente. Durante largas sesiones discutieron los “padres de la patria” y no lograron arribar a ningún acuerdo. Al final, como única solución, Walter Guevara Arze, Presidente del Senado, fue nombrado Presidente para organizar nuevas elecciones nacionales que desempaten el entuerto.

Algunas fracciones de las Fuerzas Armadas, aprovechando esta situación, decidieron retomar el poder y el coronel Alberto Natusch Busch –con la complicidad de dirigentes del MNR–,¹¹² encabezó el 1 de noviembre de 1979 un golpe de estado con funestas consecuencias: una muchedumbre se levantó para rechazar el golpe y el Ejército asesinó, con tanques disparando contra manifestantes indefensos, a más de 100 personas en la llamada “masacre de Todos Santos”.

La resistencia popular fue enorme frente al golpe. Manuel Monrroy Chazarreta recuerda las jornadas sangrientas en la ciudad de La Paz: “Aquel 1 de noviembre de 1979 La Paz estaba en llamas, los tanques disparaban en la Garita, jóvenes caían sangrantes en la Plaza del

¹¹¹ Bolivia, Corte Nacional Electoral (CNE), *Atlas electoral de Bolivia: elecciones generales 1979 - 2009, asamblea constituyente 2006*, La Paz, CNE, 2010.

¹¹² José Mesa, Teresa Gisbert y Carlos Mesa, *Historia de Bolivia*, La Paz, Gisbert, 2007, p. 722.

Estudiante, los milicos en traje de guerra y con caras de brea se ensañaban contra el pueblo. Se había recuperado levemente la libertad luego de casi una década de banzerato, pero la democracia estaba debilucha”.¹¹³

Ante la acción colectiva que rechazaba el retorno de la dictadura, quince días más tarde, el golpista Natusch se vio obligado a renunciar y se retomó el orden constitucional devolviendo el poder al Congreso. Allí se nombró a Lidia Gueiler Tejada, hasta el momento Presidenta de la Cámara de Diputados, como Presidenta de la República, con el principal mandato de convocar a elecciones generales.

A pesar del apoyo popular que recibió Gueiler, pronto se empezó a percibir el descontento de las Fuerzas Armadas y el poder casi absoluto del que todavía disponían. El 22 de marzo de 1980, luego de sufrir largas torturas, fue asesinado el sacerdote y periodista Luis Espinal, una de las figuras más importantes del campo cultural boliviano: crítico de cine, profesor universitario y director del semanario *Aquí*. En este ambiente tenso y violento se planificaron las elecciones del 29 de junio de 1980. Una semana antes de los comicios, un atentado terrorista hizo estallar el avión en el que viajaban varios miembros de la UDP, incluido el candidato a vicepresidente, Jaime Paz Zamora, único sobreviviente del atentado.

A pesar de las dificultades del contexto, las elecciones se emprendieron con relativa normalidad. La UDP ganó la elección (con el 38.74% de votos), seguida por el MNR (con 20.15%), ADN (16.73%) y PS1 (8.71%).¹¹⁴ Como otra vez nadie había alcanzado la mayoría, el Congreso debía definir al ganador. Pero antes de que esto sucediera, el coronel Luis García Meza tomó el poder por la fuerza, con un golpe de Estado que terminó con la breve e inicial “primavera democrática”.

Breve y marcado por las dificultades económicas y políticas, este periodo fue un momento intenso donde las limitaciones y preocupaciones en torno a bienes y servicios esenciales, como la comida y el transporte, coexistían con la euforia y la apertura que se vivían en la sociabilidad cotidiana. Debido a las características económicas y políticas, muchas prácticas centrales de la vida cotidiana se volvieron inciertas y difíciles. El caos político y financiero influyó en un cambio decisivo en torno a formas sociales vinculadas al acceso a la

¹¹³ Manuel Monroy Chazarreta, *Ch'enko total: Las crónicas del Papirri Vol. 3*, La Paz, 3600, 2018, p. 39.

¹¹⁴ Bolivia, Corte Nacional Electoral (CNE), *Atlas electoral...*, op. cit.

comida y el transporte, por ejemplo. Pero, al mismo tiempo, ese caos permitió que este inicial retorno a la democracia fuera también un momento de apertura y de efervescencia en la vida cotidiana. La opinión pública, los movimientos culturales, la sociabilidad nocturna, son ejemplos al respecto.

3.3. La más brutal de las dictaduras (1980-1982)

El 17 de julio de 1980, el coronel Luis García Meza tomó el poder a través de un nuevo golpe de estado, el último y el más sangriento del siglo XX en Bolivia. La violencia política se radicalizó y la represión militar y paramilitar se extendió a lo largo del país, con particular intensidad en la ciudad de La Paz.

El golpe empezó con el levantamiento de la división militar de Trinidad, al oriente boliviano, y con la toma del Palacio de Gobierno y la sede de la Central Obrera Boliviana (COB), en La Paz, donde los militares asesinaron a Marcelo Quiroga Santa Cruz, Carlos Flores y Justo Vega, y detuvieron a los más importantes dirigentes sindicales. Meses después, el 15 de enero de 1981, continuarían los asesinatos de líderes políticos cuando ocho integrantes y altos dirigentes del Movimiento de Izquierda Revolucionario (MIR) fueron asesinados en una reunión política en la denominada “masacre de la calle Harrington”.

La represión se intensificó en relación a las dictaduras anteriores, se estima que durante este proceso de facto murieron alrededor de 500 personas y fueron exiliadas más de 4000.¹¹⁵ La represión amplió sus márgenes de acción, ya no se circunscribió a los espacios y personas vinculadas a la política sino que se extendió a lo largo de la vida cotidiana y llegó a ámbitos que habían sido “respetados” en el pasado, como las artes y el espectáculo.

La expresión más patente de la represión en la vida cotidiana fue el establecimiento del “toque de queda”, que prohibía cualquier tipo de reunión y locomoción por la ciudad desde las 9 de la noche. Esta medida, controlada intensamente por militares y paramilitares, trastocó buena parte de las rutinas cotidianas de los paceños.

Uno de los rasgos centrales de la represión durante el gobierno de García Meza fue que

¹¹⁵ Asociación de Familiares de Detenidos Desaparecidos y Mártires por la Liberación Nacional (ASOFAMD), *Para que no se olvide la dictadura de García Meza*, La Paz, ASOFAMD, Bolivia, 1997.

estuvo protagonizada en gran medida por grupos paramilitares. La configuración de estos grupos era diversa. Estaban extranjeros que llegaron a La Paz después de haber practicado la represión en otras latitudes –por ejemplo, Klaus Barbie, criminal de guerra nazi, que se afincó en Bolivia con el alias de Klaus Altmann y que prestó servicios de inteligencia en diversas dictaduras bolivianas; también los denominados “novios de la muerte”, un grupo de mercenarios de distintos orígenes extranjeros, particularmente europeos, que actuaban bajo las órdenes directas del ministro del interior Luis Arce Gómez–.¹¹⁶ También existían grupos paramilitares nacionales que se habían ido formando desde la década anterior, algunos de los cuales tenían vínculos con pandillas de la ciudad. René Bascopé Aspiazu, en su novela *Los rostros de la oscuridad*, enmarcada en un conventillo de algún barrio pobre de la ciudad, trata la rivalidad entre dos jóvenes: Renato Tablada, recién llegado a La Paz desde Montero –desde el oriente del país, donde toda su familia ha muerto por la peste bubónica–, que se establece en la casa de su tía, doña Eduviges, con la cual establece una relación incestuosa, y Antonio Cabrera, el matón del conventillo, líder de una importante pandilla de la ciudad. Ambos, por diferentes caminos y en diferentes momentos, terminan trabajando para la policía como paramilitares. Ambos comparten las mismas condiciones sociales: pobreza, baja escolaridad, falta de oportunidades. Ambos espían y torturan con la misma frialdad. “Nadie volvió a saber más de Los Ganzúa ni de Los Santos. Dicen que Renato Tablada es agente del Departamento de Control de Actividades Políticas, y los que logran salir de los interrogatorios que él hace, aseguran que es el más perverso de los torturadores, no tiene compasión”.¹¹⁷

En sus memorias, el general Lucio Añez Ribera, desarrolla una descripción de los paramilitares en la que vale detenerse por sus rasgos expresivos: “Estos elementos civiles armados, de antecedentes que caían en el campo delincuenciales, recibieron una vivienda para instalar su propio cuartel, dentro de las mismas instalaciones del Colegio Militar. Usualmente una veintena de paramilitares se turnaban diariamente para custodiar a Arce Gómez. Jamás hasta entonces ningún otro Comandante del Colegio Militar se había permitido realizar semejante insulto a los futuros oficiales del Ejército, superponiendo en su propio centro de

¹¹⁶ Cfr. Peter McFarren y Fadrique Iglesias, *Klaus Barbie: un novio de la muerte*, La Paz, Plural, 2014. Cfr. Gustavo Sánchez Salazar, *Criminal hasta el final, Klaus Barbie en Bolivia*, Barcelona, Ediciones B, 1987. Cfr. Carlos Soria Galvarro, *Barbie Altmann: de la GESTAPO a la CIA*, La Paz, Roalva, 1986.

¹¹⁷ René Bascopé Aspiazu, *Los rostros de la oscuridad*, (Segundo premio en novela del XII concurso de literatura “Franz Tamayo”, 1978), La Paz, Honorable Alcaldía de La Paz, 1988, p. 97. Otra descripción de alguna manera coincidente se encuentra en la película *La nación clandestina* (1989) de Jorge Sanjinés, donde el protagonista, después de emigrar de su comunidad rural, forma parte de grupos paramilitares.

formación otra fuerza superior y nada menos que por civiles de dudosa catadura moral, pese a haber sido mostrados como ‘nacionalistas’. Más pronto que tarde, estos empezaron a extralimitarse en sus atribuciones”.¹¹⁸

Como resultado, los habitantes de La Paz vivieron jornadas constantes de miedo e incertidumbre. Pero no solo la ciudad vivió la violencia política exacerbada, “el golpe de García Meza fue brutal también en el campo. Muchos dirigentes fueron perseguidos y algunos torturados y asesinados. Las iglesias e instituciones del rector rural sufrieron también la dureza de este régimen delincuencial. (...). Como consecuencia de la represión generalizada de los sectores populares, el cargo máximo de la COB dentro de Bolivia quedó en manos de un dirigente campesino –Jenaro Flores– pues otros estaban presos o exiliados. Era la primera vez que lo detentaba un campesino. Poco después el mismo era detenido, baleado hasta quedar parálítico y –gracias a la presión internacional– lograba salvarse en el exilio”.¹¹⁹

Los vínculos del Estado boliviano con el narcotráfico se afianzaron al punto de que el régimen fue caracterizado como un “narcoestado”.¹²⁰ La relación entre los traficantes de drogas con las más altas esferas políticas se acercó como nunca antes. Desde 1970 se había ido asentando la economía de la droga y sucedió un crecimiento exponencial a comienzos de la década de 1980. “Algunos autores como Bascope y Aguiló han deducido que el desarrollo de la economía de la droga fue deliberadamente promovido desde el Gobierno. Bascope llegó a sostener la tesis de que el impulso a la cocaína fue planificado desde esferas gubernamentales y se emplearon recursos públicos en su desarrollo. Estos autores distinguen un apoyo pasivo, de negligencia, indiferencia o impotencia frente al delito, y un apoyo activo, de participación y complicidad, pero reconocen en ambos una gran responsabilidad por la expansión de la industria de la cocaína”.¹²¹

Asediado por el gobierno de Estados Unidos, facciones internas de las Fuerzas Armadas y movimientos de izquierda, el dictador se vio obligado a renunciar el 4 de agosto de 1981. Otro

¹¹⁸ Gerardo Irusta Medrano, *Memorias de un hombre de armas: Revelaciones del Gral. Lucio Añez Ribera*, La Paz, Edición del autor, 1990, p. 155.

¹¹⁹ Xavier Albo y Josep Barnadas, *La cara india y campesina de nuestra historia* (1984), La Paz, UNITAS-CIPCA, 1990, p. 269.

¹²⁰ Cfr. René Bascope Auspiaz, *La veta blanca: coca y cocaína en Bolivia*, La Paz, Ediciones Aquí, 1982. Cfr. Roberto Laserna, *El fracaso del prohibicionismo: Estudios socioeconómicos para una historia de las políticas antidrogas en Bolivia*, La Paz, Fundación Vicente Pazos Kanki, 2011.

¹²¹ Roberto Laserna, *El fracaso*, op. cit., pp. 60-61.

militar, el general Celso Torrelío Villa fue nombrado presidente de la república. Gobernó unos cuantos meses, desde el 4 de septiembre de 1981 hasta el 19 de julio de 1982. Durante su gobierno empezó a cobrar fuerza la necesidad de retornar al orden constitucional. El 17 de septiembre de 1982 las Fuerzas Armadas deciden convocar al Congreso de 1980. Al día siguiente, Siles Zuazo, que había sido ganador de las elecciones de 1980, acepta asumir la presidencia de la república.

El violento régimen de García Meza incidió fuertemente en la vida cotidiana de los paceños. La incertidumbre y la precariedad se mantuvieron pero ahora sumadas a la represión y las clausuras de la dictadura. La opinión pública volverá a ser censurada, la noche será prohibida y cualquier manifestación cultural será vista como presumiblemente sediciosa.

3.4. El retorno de la democracia y la hiperinflación (1982-1985)

El 8 de octubre de 1982 Siles Zuazo arribó a Bolivia desde su exilio peruano para asumir el gobierno de la república. Una multitud se reunió en la plaza de San Francisco para escuchar sus palabras. Allí prometió que en los próximos 100 días se solucionaría la situación económica, además de anunciar la restitución absoluta de la democracia y las libertades civiles y proponer un reencuentro con las fuerzas armadas. Dos días después juró como presidente de Bolivia. A la cabeza de la Unidad Democrática Popular (UDP) –en alianza con el Movimiento de Izquierda Revolucionario (MIR) y el Partido Comunista Boliviano (PCB)–, Siles arribó a la presidencia con un, en principio, extendido apoyo popular.

Sin embargo, rápidamente las cosas cambiaron y el presidente Siles Zuazo enfrentó, a lo largo de todo su mandato, presiones internas, de los miembros de la coalición, principalmente del MIR, y presiones externas, de los movimientos de trabajadores –agrupados principalmente en torno a la Central Obrera Boliviana (COB) y la Federación Sindical de Trabajadores Mineros de Bolivia (FSTMB)– y de los Partidos políticos de la oposición, la Acción Democrática Nacionalista (ADN) y el Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR), con mayoría parlamentaria –se había decidido respetar la representación parlamentaria de las elecciones de 1980, en las que la UDP no tenía mayoría–. Fragmentada la coalición gobernante, asediado por las exigencias de cogobierno obrero y salario mínimo de escala móvil, con un Congreso adverso, el gobierno desarrolló su accionar en medio de la inestabilidad.

Los primeros días de noviembre de 1982 el nuevo gobierno lanzó un paquete de medidas económicas con el objetivo superar la crisis financiera. Una de las principales fue volver al tipo de cambio oficial y, además, “dispuso un incremento sustancial de los precios de los bienes y servicios provistos públicamente, ‘desdolarizó’ los contratos entre residentes que se habían concertado con cláusula dólar, y aumentó significativamente el salario mínimo”.¹²² La medida tuvo resultados adversos, la distancia entre el dólar oficial y el del mercado negro creció todavía más, aumentó la incertidumbre y continuó la elevación de precios. El gobierno emprendió varios planes intentando estabilizar la economía: en noviembre de 1983 se devaluó el peso en un 60%; en abril de 1984, en un 75%.¹²³ Ambos planes fracasaron y a partir de abril de 1984 Bolivia ingresó en la hiperinflación. A lo largo del gobierno de Siles, la situación económica fue cada vez más crítica.

La situación política no era mejora. Apenas a tres meses de iniciada su gestión, el sábado 8 de enero de 1983, el MIR rompió con la UDP y sus seis ministros renunciaron del gabinete. Con esta acción su principal aliado se alejó del gobierno y pasó a ser uno de sus más enfáticos adversarios. Los problemas internos se mantuvieron a lo largo de toda la gestión de Siles: en poco más de dos años el presidente cambió siete veces su gabinete de ministros.

A su vez, la presión de los trabajadores fue asfixiante. Aunque los pedidos se centraban, principalmente, en dos puntos, la cogestión —es decir, la participación directa en el gobierno— y la fijación de un salario mínimo de escala móvil, las huelgas y bloqueos de una infinidad de sectores (obreros, choferes, amas de casa, juntas vecinales, empleados públicos) sucedían sin parar con demandas diversas. “La llegada de la democracia después de tantos años de dictaduras fue como si de golpe se destapara una olla de presión. Todo el mundo quería conseguirlo todo en cuestión de horas”.¹²⁴

En *38 Años de conflictos sociales en Bolivia: Descripción general y por periodos gubernamentales*, Roberto Laserna y Miguel Villarroel desarrollan un panorama de los conflictos políticos en Bolivia desde 1972, a partir de un seguimiento diario. Concluyen que “entre 1982 y 1985 el número de eventos por año alcanza sus cifras más altas y corresponde a la etapa del retorno a la democracia y a una de las mayores crisis económicas, sociales y

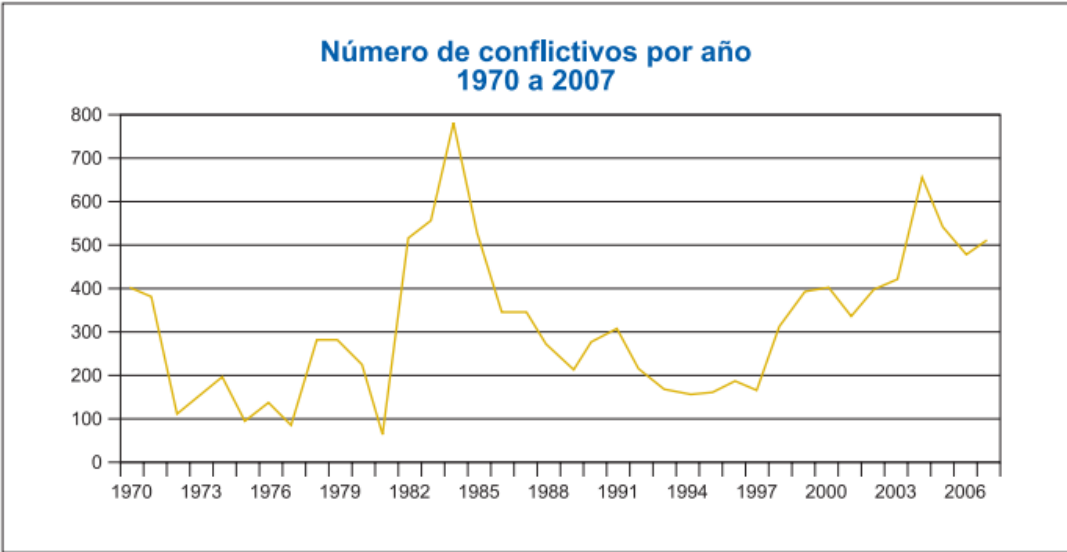
¹²² Juan Antonio Morales, *Crisis y política...*, op. cit., pp. 7-8.

¹²³ *Ibid.*, p 8.

¹²⁴ Xavier Albo y Josep Barnadas, *La cara aymara...*, op. cit., pp. 270.

políticas vividas por el país dentro de todo el periodo de estudio”.¹²⁵ Durante el gobierno de Siles se registraron 54 conflictos nuevos por mes y de ellos casi siete de cada diez eventos se registraron en los principales centros urbanos del país. Los siguientes cuadros de Laserna y Villarroel grafican la crisis al respecto durante el periodo.

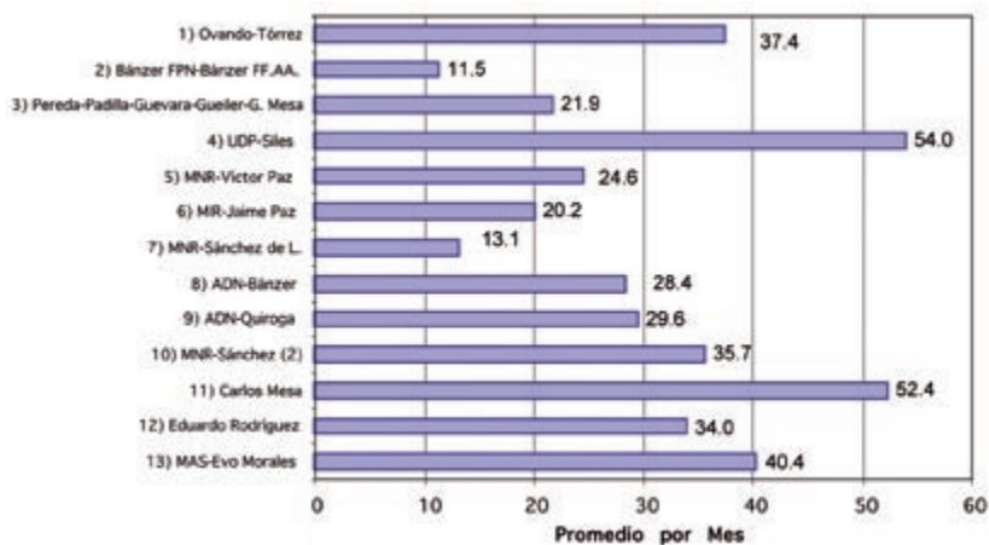
Cuadro 1. Bolivia: Número de conflictos por año (1970 – 2007)



Fuente: Roberto Laserna y Miguel Villarroel, *38 Años de conflictos sociales en Bolivia: Descripción general y por periodos gubernamentales*, Bolivia, CERES/COSUDE/IPD, 2008.

¹²⁵ Roberto Laserna y Miguel Villarroel, *38 Años de conflictos sociales en Bolivia: Descripción general y por periodos gubernamentales*, Bolivia, CERES/COSUDE/IPD, 2008, p 14.

Cuadro 2. Bolivia: Promedio de conflictos nuevos por mes según régimen presidencial (1970 – 2008)



Fuente: Roberto Laserna y Miguel Villarroel, *38 Años de conflictos sociales en Bolivia: Descripción general y por periodos gubernamentales*, Bolivia, CERES/COSUDE/IPD, 2008.

La situación se volvió más incierta cuando el 30 de junio de 1984, en un intento de golpe de estado, el presidente Siles fue secuestrado por un grupo mercenario compuesto por policías y civiles. Después de arduas negociaciones fue liberado y se superó la extrema situación.¹²⁶

Además de estas arremetidas golpistas, la situación, por presión de los trabajadores, siguió siendo insostenible. En un contexto tremendamente difícil, el 25 de octubre de 1984, el presidente Siles Zuazo se declaró en huelga de hambre, como protesta frente al asedio y para “restituir un clima de paz y reflexión”, como declaró a los medios de prensa. Después de cuatro días cumpliendo la medida suspendió su ayuno a partir de la propuesta de la Conferencia Episcopal de convocar un dialogo nacional para superar la crisis. En medio de las sesiones de discusión, el lunes 19 de noviembre el presidente Siles aceptó adelantar las elecciones para el año siguiente.

Los resultados oficiales de las elecciones, realizadas el 14 de julio de 1985, otorgaron el triunfo a la ADN, representada por Hugo Bánzer Suárez con 493.735 votos seguido del MNR, de Víctor Paz Estenssoro, con 456.704 votos; detrás, con cantidades mucho menores, quedaron

¹²⁶ Gary Prado y Edgar Claire, *“Han secuestrado al presidente”*, Santa Cruz, Punto y coma, 1999.

el MIR, 153.143 votos, y el Movimiento Nacionalista Revolucionario de Izquierda (MNRI), 82.418 votos.¹²⁷ El 4 de agosto el Congreso Nacional eligió presidente a Víctor Paz Estenssoro, acompañado de Julio Garret Ayllón como vicepresidente, en base a una alianza del MNR con el MIR. Hugo Banzer Suárez, a pesar de haber obtenido la votación más alta, tuvo que resignarse ante el acuerdo parlamentario.

Después del régimen de García Meza, la democracia volvió en un ambiente marcado por la euforia y la esperanza combinadas con las exigencias desmedidas de distintos movimientos sociales en medio de una situación económica desesperada. Fue un momento donde la esperanza política se combinó con las penurias económicas, un momento de inestabilidad extrema que marcó la vida cotidiana de las personas en distintos sentidos: desde la emoción, pasando por la incertidumbre hasta llegar, en muchos casos, al desaliento y la desazón.

3.5. Los cambios en las formas de gobierno local

En medio de este contexto nacional marcado por la inestabilidad política y la crisis económica, la ciudad de La Paz vivió además otra transformación estructural: el cambio en las formas de la gobernanza política municipal durante los años ochenta.

Hasta 1985, la Alcaldía de La Paz era una instancia dependiente directamente del Gobierno Central: el alcalde era designado por el Presidente y el gobierno municipal tenía competencias muy limitadas. A su vez, era un órgano centralizado que cubría toda la ciudad y que recién en décadas pasadas había emprendido algunos intentos de descentralización —en 1965 se creó la sub alcaldía de la zona sud y en 1970 la subalcaldía de El Alto—.¹²⁸ En ese marco, Banzer designó al coronel Armando Escobar Uría como alcalde de La Paz el 23 de agosto de 1971. Uría había sido alcalde entre 1964 y 1968 con una gestión caracterizada por una administración burocrática y clientelar, enmarcada en los principios del Estado central.

Sin embargo, a partir de 1975, con la designación de Mario Mercado como alcalde la ciudad, la gestión dio un giro en su orientación. Blanco y Sandoval definen su periodo de

¹²⁷ Bolivia, Corte Nacional Electoral (CNE), *Atlas electoral*, op. cit.

¹²⁸ Carlos Blanco Cazas y Godofredo Sandoval, *La alcaldía...*, op. cit., p., p. 37.

gobierno, de 1975 a 1978, como el del “modernismo municipal”. Se refieren con esta definición a una gestión “guiada por un gran auge económico e inversiones en estudios y proyectos de gran magnitud que expresan el espíritu de ‘planeación’ de la misma y un notable fortalecimiento de las finanzas municipales a través de dos ejes: endeudamiento interno y reforma del sistema tributario”.¹²⁹ El indicador más contundente del aumento de recursos fue el presupuesto para inversión directa. Si durante el periodo 1972-1974 ascendía a 8.251.800 dólares, durante la siguiente gestión alcanzó la cifra de 44.134.880 millones; es decir, creció en un 434.8%.¹³⁰

A su vez, el enfoque modernista de planificación se puede observar en el más importante estudio que encargó Mercado y que cristalizó en el Plan de Desarrollo Urbano de La Paz. En 1976, dos consultoras francesas –*Bureau de Recherches Geologiques et Miniers* y *Bureau Central d’Etudes pour les Equipements d’Outremer*– formularon este plan, cuyos objetivos eran “instalar sobre el altiplano una estructura económica moderna que contrarrestara la concentración excesiva en la ciudad actual. Organizar el desarrollo del altiplano como una unidad relativamente independiente de la cuenca, con sus propios puestos de trabajo, infraestructura y centros. Multiplicar los accesos desde el altiplano hasta el centro y asegurar la conexión directa altiplano-valles bajos, evitando atravesar el centro.”¹³¹ Este Plan, aplicado fragmentariamente y con ajustes, funcionó hasta principios de los 2000.

Existen varias valoraciones sobre este Plan. Algunos autores desarrollan una evaluación negativa en base a que fue una planificación “ajena”, influenciada por el urbanismo francés, aplicado mecánicamente a una realidad distinta como La Paz.¹³² Urquizo afirma que el Plan, en los hechos, reforzó la segregación urbana a través de la extensión de las fronteras étnicas en la ciudad de El Alto.

Con el retorno de la democracia, el efímero presidente Walter Guevara designó a Raúl Salmón de la Barra, escritor, periodista, propietario y director de Radio Nueva América, una popular emisora en La Paz, como alcalde. Salmón era un personaje conocido en la ciudad y trató de incorporar un sello de cercanía con los vecinos de los barrios a partir de audiencias

¹²⁹ *Ibid.*, p. 39. La reforma tributaria consistió en la devolución al municipio los impuestos de bienes inmuebles y de vehículos, que estaba desde abril el 52 en manos del gobierno central. A su vez, se elevaron las tasas para los contribuyentes.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 39.

¹³¹ Carlos Urquizo, *La Paz...*, p. cit., p. 37.

¹³² Carlos Blanco Cazas y Godofredo Sandoval, *La alcaldía...*, op. cit., pp. 40-41.

semanales por radio y visitas dominicales a los barrios de la ciudad donde desarrollaba su carisma. Es notable que haya mantenido continuidad durante los regímenes democráticos de Guevara Arce y Gueiler y, también, durante la dictadura de García Meza. Su popularidad extendida y su capacidad camaleónica en la política significaron el único momento de estabilidad en la administración política local.

Después de que Salmón terminara su mandato en 1982 se inició un largo periodo de inestabilidad hasta 1985. Durante estos tres años, hubo cuatro alcaldes que gobernaron por breves momentos. La alcaldía enfrentaba un terrible déficit financiero y no contaba con recursos para emprender obras. A pesar de ello, curiosamente, es el periodo cuando la planilla de empleados creció desmesuradamente y cuyos salarios significaban casi la totalidad del presupuesto anual del municipio. “En 1985, la municipalidad contaba con más de 5.000 trabajadores cuyas funciones no guardaban relación con las necesidades y capacidades de la institución. En este panorama las obras municipales se redujeron a escasas mejoras superficiales de áreas de recreación y otras de servicios básicos. No hubo ni una obra de importancia a largo plazo, por lo tanto tampoco inversiones significativas”¹³³.

En este marco de gobierno local se desarrolló la ciudad durante el periodo de nuestro estudio. A partir de 1985, la autonomía de las alcaldías irá intensificando hasta que en 1993, con la Ley de Participación Popular, alcanzarán una cualidad gubernativa independiente y los alcaldes serán elegidos por voto popular.

¹³³ *Ibid.*, p. 44.

4. La difícil situación económica y la hiperinflación

Me acuerdo los pisos de los baños, puro billetes en el suelo, como alfombra, que no servían para nada.

Testimonio de un albañil, La Paz, 10 de julio de 2019.

Yo cobraba mi sueldo en dos maletas. Era un montón de billetes, se llenaban las maletas. Pero no servía para nada. Todito lo gastaba en comprar cosas lo más rápido posible. Lo que sea. Siempre quería dólares pero eso era imposible de encontrar. Ya no habían por ninguna parte.

Testimonio de un profesor universitario, La Paz, 8 de abril de 2019.

Si el variable devaneo entre la democracia y la dictadura fue un factor decisivo para cambios en la vida cotidiana de los habitantes de la ciudad de La Paz, no hay duda de que la hiperinflación también lo fue en gran medida. La galopante crisis financiera, en una ciudad acostumbrada ya desde décadas atrás a situaciones inflacionarias pero que al mismo tiempo había vivido una estabilidad de varios años, relativizó principios centrales del dinero y, como consecuencia, trastocó la vida cotidiana de las personas.

En términos estructurales, durante el periodo Bolivia sufrió una situación económica crítica atenazada por una inflación galopante. En el lustro de 1980 a 1985, el PIB decreció en un - 4.5% de promedio por año, la tasa de inflación anual fue de 569.1% y alcanzó una deuda, pública y privada, de 136.8 millones.¹³⁴ Mita Luna detalla: “la carrera inflacionaria no pararía, llegando a su cifra más alta en el año 1985 a una tasa de 11.746,87%”.¹³⁵ Esta crisis siguió un proceso progresivo. Creció su intensidad durante el gobierno de Gueiler en 1979 y fue empeorando cada año hasta el de Siles Zuazo, en 1985, cuando la situación se tornará insostenible.

4.1. El inicio de la crisis

Cuando Gueiler asumió la presidencia, después del empantamiento político resultante del empate técnico en las elecciones de 1979, las reservas internacionales eran apenas de 3

¹³⁴ Juan Antonio Morales y Jeffrey Sachs, *La crisis...*, op. cit., p. 2

¹³⁵ Mita Luna, *Historia del comercio*, op. cit., p. 77.

millones de dólares (pocos años antes, en 1977 habían alcanzado la cifra de 241 millones).¹³⁶

El gobierno enfrentó una situación desesperada, principalmente por el endeudamiento externo heredado del régimen de Banzer, y en 1979 se vio obligado a devaluar el peso boliviano en un 25% en relación al dólar. Desde hacía muchos años que esta paridad no se había ajustado y fue un golpe tremendo para la economía de las personas. Esta decisión se enmarcó en un paquete económico que incluyó, además de la devaluación, la subida del precio de los carburantes y el transporte público, la congelación de los precios de artículos de primera necesidad y los alquileres, acompañados del incremento escalonado de los salarios –que, sin embargo, no mejoró el poder adquisitivo de los trabajadores–.¹³⁷ Este fue el primer evento que anunciaba la incierta situación financiera que les tocaría vivir a los paceños a lo largo de los años siguientes.

4.2. La crisis se profundiza

Con la dictadura de García Meza la situación económica no mejoró. Para 1980 las reservas eran negativas (menos 99 millones de dólares) y “durante su brutal administración, Bolivia quedó aislada internacionalmente y esto agravó aún más los efectos causados por la excesiva deuda externa que había contraído”.¹³⁸

Durante su gobierno la fuga de capitales alcanzó cifras históricas “con la cuenta de ‘errores y omisiones’ en balanza de pagos en 1980 y 1981, que alcanzaba los 590 millones de dólares, o 10 por ciento del PIB de 1980”.¹³⁹ El régimen, aislado internacionalmente, dejó de recibir préstamos, con excepción de la dictadura argentina.¹⁴⁰

Unas semanas antes de salir de la Presidencia, el dictador suspendió la venta al público de los dólares que el país obtenía de las empresas estatales exportadoras (COMIBOL y YPFB), estableciendo una línea de “control de divisas” que continuaría y se profundizaría hasta 1985. “Esta medida generó un mercado paralelo que comenzó a transar el dólar a precios mayores

¹³⁶ Fernando Molina, *Democracia e izquierda: el encuentro de dos tradiciones: 30+7 años de historia de la Friedrich Ebert Stiftung en Bolivia*, La Paz, FES, 2015, pp. 75.

¹³⁷ Juan Antonio Morales y Napoleón Pacheco, *El retorno...*, op. cit., p.180.

¹³⁸ *Ibidem*.

¹³⁹ Juan Antonio Morales y Jeffrey Sachs, *La crisis...*, op. cit., pp. 15-16.

¹⁴⁰ *Ibidem*.

que los oficiales. A mediados de 1982, el mercado oficial cotizaba un dólar en 145,5 pesos bolivianos, mientras que en el paralelo éste costaba 250 pesos, un 71% más. En 1985, el dólar negro llegó a valer 1.700% más que el oficial”.¹⁴¹

4.3. Hiperinflación

Hernán Siles Zuazo, sabiendo lo adverso del contexto, apenas asumió la presidencia en 1982, pidió una tregua de 100 días para superar la difícil situación de la economía. “En octubre de 1982, cuando Siles Zuazo tomó el poder, la economía ya estaba en un tobogán muy resbaladizo. El Producto Nacional Bruto (PNB) real había declinado en 1.1% en 1981 y 6.8% en 1982. El nivel de precios se había incrementado en 170.0% en los doce meses que precedieron al gobierno de Siles Zuazo”¹⁴² A su vez, como resultado de la política de créditos de la década pasada, la deuda externa alcanzó “magnitudes insostenibles, llegando en 1981 a ser mayor que el (PNB) y casi cuatro veces las exportaciones de bienes y servicios”.¹⁴³

Los primeros días de noviembre el nuevo gobierno lanzó un paquete de medidas económicas que tenía como objetivo superar la crisis financiera. Una de las principales fue volver al tipo de cambio oficial. “Junto con el retorno al tipo de cambio fijo y, en principio único, el recientemente instalado gobierno democrático dispuso un incremento sustancial de los precios de los bienes y servicios provistos públicamente, ‘desdolarizó’ los contratos entre residentes que se habían concertado con cláusula dólar, y aumentó significativamente el salario mínimo”.¹⁴⁴ Estas medidas no lograron los resultados esperados, la diferencia entre el dólar oficial y el del mercado negro se incrementó progresivamente y la inflación siguió creciendo.

El gobierno de la UDP emprendió varios planes de estabilización además del inicial, de noviembre de 1982. Justo un año después, en noviembre de 1983 se devaluó el peso en un 60%; en abril de 1984, en un 75%. Ambos planes fracasaron y a partir de abril de 1984 Bolivia ingresó en la hiperinflación.¹⁴⁵ Se ensayaría por lo menos tres veces más estabilizar la economía sin

¹⁴¹ Fernando Molina, *Democracia e izquierda...*, op. cit., pp. 76.

¹⁴² Juan Antonio Morales y Jeffrey Sachs, *La crisis...*, p. cit., p. 16.

¹⁴³ Juan Antonio Morales y Napoleón Pacheco, *El retorno...*, op. cit., p. 180.

¹⁴⁴ Juan Antonio Morales, *Crisis y política...*, op. cit., p. 7-8.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 8.

éxito alguno.¹⁴⁶ A partir de allí la situación fue cada vez más dramática. El tránsito se expresa bien en esta cita de Morales y Sachs: “La inflación bajo Siles pasó de tasas anuales de varios cientos en 1982-1983 a tasas de varios miles entre 1984 y 1985”.¹⁴⁷

La inflación se detuvo abruptamente durante el gobierno de Paz Estenssoro en 1985. El 29 de agosto, cuando el dólar se cotizaba en casi un millón 750 mil pesos bolivianos por unidad, se dictaron los decretos de la llamada ‘Nueva Política Económica’, un paquete de medidas de shock entre las que destacaban la definición de un tipo único de cambio ‘real y flexible’, la implementación de la libre exportación e importación de bienes, el congelamiento de salarios, la suspensión de las subvenciones a los alimentos y el establecimiento de la libertad de precios de bienes y servicios. El gobierno también descentralizó empresas estratégicas públicas, como la Corporación Minera de Bolivia (COMIBOL) y Yacimientos Petrolíferos de Bolivia (YPFB), disolvió entidades de gasto estatal como la Confederación Boliviana de Fomento (CBF) y transfirió servicios estatales a los municipios, como en el caso de la Empresa Nacional de Transportes (ENTA).¹⁴⁸

A través de un énfasis en procesos políticos y económicos, este capítulo buscó brindar una mirada panorámica de la situación y las condiciones de la ciudad de La Paz durante el convulso periodo del primer lustro de la década de 1980. En este contexto se desarrolló la experiencia urbana de los habitantes de La Paz que analizaremos en detalle en la segunda parte de este trabajo.

¹⁴⁶ *Ibidem*.

¹⁴⁷ Juan Antonio Morales y Jeffrey Sachs, *La crisis...*, *op. cit.*, p. 24

¹⁴⁸ Existe una amplia literatura que evalúa desde diferentes posiciones estas medidas. Sin embargo, las mismas salen de los márgenes de nuestro estudio.

Capítulo II. Herramientas teóricas

Ni el hambre ni el amor, ni el trabajo y la religiosidad, ni la técnica ni las funciones y obras de la inteligencia constituyen todavía socialización cuando se dan inmediatamente y en su pureza. La socialización sólo se presenta cuando la coexistencia aislada de los individuos adopta formas determinadas de cooperación y colaboración que caen bajo el concepto general de acción recíproca.

Georg Simmel, *Sociología: Estudios sobre las formas de socialización* (1908).

En este capítulo se desarrollan dos procesos. En primer lugar, en tanto balance del estado de la cuestión, se describen las principales vetas de estudio sobre nuestro periodo, particularmente, a partir del énfasis desde la política y la economía. En segundo lugar, en tanto el foco desde el cual se ha delimitado y analizado nuestro periodo, se plantean las herramientas teóricas centrales que han definido la manera de comprender y de interpretar los sucesos del primer lustro de la década de 1980.

Antes de empezar con el enfoque, conviene enumerar las razones para la elección del periodo histórico al que se aboca este estudio: 1979-1985. En primer lugar, por la falta de revisiones después de un entusiasmo inmediatamente posterior desde la política y la economía, prácticamente se ha convertido en un “hoyo negro” de la reflexión histórica y sociológica. En segundo lugar, siguiendo la idea de crisis de Zavaleta –en el sentido de momentos donde se puede comprender la sociedad de manera privilegiada–,¹⁴⁹ partimos de la idea de que estudiar este momento de incertidumbre política y financiera es un prisma privilegiado para ver algunas formas constitutivas de la sociedad boliviana. En esta línea de análisis, y en tercer lugar, postulamos que este momento tan particular permite entender propiedades esenciales de la vida cotidiana que se expresan en escenarios excepcionales como el que enfrentaron las personas durante los años en los que se concentra este estudio.

¹⁴⁹ René Zavaleta Mercado, *Las masas en noviembre*, La Paz, Juventud, 1983.

1. El balance del estado de la cuestión: Las formas de ver la “transición”

Este acápite se concentra en las investigaciones sobre nuestro periodo de estudio, con particular énfasis en la transición de la dictadura a la democracia y en la hiperinflación. Hemos emprendido un relevamiento lo más exhaustivo posible sobre los estudios al respecto para, a partir de allí, plantear las ausencias que buscamos solventar con esta investigación. Esta revisión ha mostrado algunos aspectos estructurales: el énfasis en la política y la economía, la ausencia de la vida cotidiana en los estudios urbanos y la obsesión con una representación dicotómica de la ciudad de La Paz.

1.1. Los acercamientos hegemónicos sobre el periodo: la política y la economía

Los estudios sobre la transición democrática en Bolivia han tenido dos acercamientos privilegiados. Una buena parte ha colocado el foco sobre la hiperinflación en tiempos del gobierno de la UDP, como si esta experiencia traumática fuera el eje articulador de las reacciones de la sociedad civil. Desde otro grupo se lo ha estudiado como momento central de la política, en tanto paso del largo ciclo neoliberal a la 'democracia pactada' o al giro neoliberal 'privatizador y anti-estatista' del MNR bajo el nuevo liderazgo de Víctor Paz Estenssoro.

Desde el foco en la política existen una diversidad de estudios que pueden clasificarse en tres tipos: el primero, y más nutrido, es el dedicado a las características político institucionales de la transición entre dictadura y democracia. Entre varios, se pueden mencionar el libro de Jorge Lazarte *Movimiento Obrero y procesos políticos en Bolivia: Historia de la Central Obrera Boliviana, 1952-1987*¹⁵⁰ y los de René Mayorga *Democracia a la deriva: Dilemas de la participación y concertación social en Bolivia*¹⁵¹ o *¿De la anomia política al orden democrático?*,¹⁵² aunque hay una larga lista de investigaciones y ensayos desde este enfoque.¹⁵³ Estas investigaciones se concentran, principalmente, en los cambios en el sistema

¹⁵⁰ Jorge Lazarte, *Movimiento Obrero y procesos políticos en Bolivia: Historia de la Central Obrera Boliviana, 1952-1987*, La Paz, ILDIS, 1988.

¹⁵¹ René Mayorga (comp.), *Democracia a la deriva: Dilemas de la participación y concertación social en Bolivia*, La Paz, CLACSO-CERES, 1987.

¹⁵² René Mayorga, *¿De la anomia política al orden democrático?: Democracia, Estado y movimiento sindical*, La Paz, CEBEM, 1991.

¹⁵³ Entre otros: Jorge Lazarte, “Partidos, democracia, problemas de representación e informalización de la política (el caso de Bolivia)”. En *Revista de Estudios Políticos*, núm. 74, octubre-diciembre, España, 1991. René Mayorga, “Empate histórico y debilidad constructiva: la crisis del proceso de democratización en Bolivia”. En:

político, en los mecanismos de representación y en las formas de la democracia representativa, entre los más importantes. También surgieron reflexiones sobre la participación indígena en la política formal, particularmente a partir del análisis de los movimientos kataristas. Al respecto el trabajo de Silvia Rivera Cusicanqui, *Luchas campesinas contemporáneas en Bolivia: el movimiento katarista, 1970-1980* es pionero al respecto.¹⁵⁴

Un segundo grupo de estudios desde la política puede sintetizarse como abocado a comprender las relaciones políticas entre la sociedad civil y el Estado en este momento de transición entre la dictadura y la democracia. Aunque hay varios ejemplos al respecto, el libro más importante es *Las masas en noviembre*, de René Zavaleta Mercado, cuyo tema y problema son “las dificultades de la representación de la democracia representativa en una sociedad abigarrada (...), una sociedad donde no hay igualdad real”.¹⁵⁵ Además de este libro, un clásico sobre las formas de la democracia en la sociedad boliviana, existen una variedad de ensayos y estudios que se concentran en la relación mencionada.¹⁵⁶

Un tercer grupo de estudios desarrolla análisis sobre el gobierno mismo de la UDP, haciendo énfasis en las medidas políticas y económicas que llevó adelante en medio de un contexto adverso. Podría, en este ámbito, plantearse una subdivisión: los estudios escritos por personas ajenas al proceso y los escritos por ex funcionarios del gobierno –casi como explicación y expiación de sus acciones concretas–. Para el primer caso se pueden pensar en concreto en el libro de Yuri Torrez, *La izquierda en el poder: o cuando los gobiernos progresistas lidian con lo popular en Bolivia*, entre otros.¹⁵⁷ Para el segundo caso, libros como el de Ernesto Aranibar: *Del péndulo al cubo: la configuración de un mercado nacional en un marco transnacional*¹⁵⁸ y el de Flavio Machicado: *Lecciones en democracia*,¹⁵⁹ ambos ministros de Economía durante

Julio Labastida Marín del Campo (Coord.), *Hegemonías y alternativas políticas en América Latina*, México, Siglo Veintiuno, 1998, pp. 395-424. Carlos Toranzo, *Nueva derecha y desproletarización en Bolivia*, La Paz, Offset Boliviana, 1989.

¹⁵⁴ Silvia Rivera Cusicanqui, “Luchas campesinas contemporáneas en Bolivia: el movimiento katarista, 1970-1980”, en R. Zavaleta (Comp.), *Bolivia, hoy*, México, Siglo Veintiuno, 1983, pp. 129-168.

¹⁵⁵ René Zavaleta Mercado, *Las masas en noviembre*, 1983. En *Obras completas Tomo II: Ensayos 1975 – 1984*, La Paz, Plural, 2013, p. 101.

¹⁵⁶ Entre otros, se pueden mencionar los siguientes como los más importantes: el libro colectivo editado por Carlos Toranzo (ed.), *El difícil camino hacia la democracia*, La Paz, ILDIS, 1990 y el de Roberto Laserna, *Crisis, democracia y conflicto social*, Cochabamba, CERES, 1985.

¹⁵⁷ Yuri Torrez et al., *La izquierda en el poder: O cuando los gobiernos progresistas lidian con lo popular en Bolivia (1943-2011)*, Cochabamba, Cuarto Intermedio/Kipus, 2013.

¹⁵⁸ Ernesto Aranibar, *Del péndulo al cubo: la configuración de un mercado nacional en un marco transnacional*, La Paz, 3600. 2016.

¹⁵⁹ Flavio Machicado: *Lecciones en democracia*, La Paz, COBOCE, 2014.

el gobierno de la UDP, son ilustrativos al respecto.

Desde la economía se desarrollaron una amplia gama de estudios y ensayos sobre el periodo. La principal preocupación estuvo concentrada en las causas y resultados de la crisis financiera, principalmente de la hiperinflación. Destaca la obra de José Antonio Morales y Jeffrey Sachs¹⁶⁰ y también la de Juan Careaga,¹⁶¹ entre tantos otros. La atención que se le ha dado al periodo salta a la vista con una diversidad de estudios.¹⁶²

Además de estos trabajos desde la política y la economía, para nuestra investigación los estudios más valiosos son dos, emprendidos desde la sociología en el momento mismo del periodo y citados profusamente en este trabajo: *Chukiyawu: la cara aymara de La Paz* –una investigación de largo alcance, expresada en cuatro tomos, de 1981 a 1987– y *La política en las calles*, publicada en 1983. Estos estudios dan cuenta de la dinámica sociocultural de la ciudad de La Paz durante nuestra época desde focos particulares: el primero se concentra en “el mundo de los ex-campesinos aymaras residentes provenientes del Altiplano y establecidos en la ciudad de La Paz”¹⁶³ a partir de la búsqueda de trabajo y la creación de una cultura propia –“cabalgando entre dos mundos”–; el segundo, busca “comprender el trabajo, el espacio y los dramas que se viven en nuestras ciudades y sobre todo en este anfiteatro natural que es Chuquiago”.¹⁶⁴ Nuestra investigación dialoga con ambos libros enfocando en aspectos que no tocan: justamente los vinculados a la vida cotidiana, al tiempo que las personas utilizan más allá del trabajo.

Después de la inicial atención que recibió el periodo durante los años posteriores hasta la década de 1990, es como que la transición democrática y la hiperinflación, sobre todo el gobierno de la UDP, no existieran en la historia y la sociedad bolivianas.

¹⁶⁰ Juan Antonio Morales, *Crisis y democracia...*, op. cit. Juan Antonio Morales y Jeffrey Sachs, “La crisis...”, op. cit.

¹⁶¹ Juan Careaga, *Estabilización y desarrollo*, La Paz-México, Los amigos del Libro/FCE, 1997.

¹⁶² Entre otros: Gonzalo Chavez, “Alta inflación, hiperinflación y variabilidad de los precios relativos: El caso boliviano”, Documento de Trabajo, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas (IISEC)/Universidad Católica Boliviana, La Paz, 1989. Juan Antonio Morales y Gilka La Torre (comp), *Inflación, estabilización y crecimiento: La experiencia boliviana de 1982 a 1993*, La Paz, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas (IISEC)/Universidad Católica Boliviana, 1995.

¹⁶³ Xavier Albó, Tomas Greaves y Godofredo Sandoval, *Chukiyawu...*, op. cit., p.1.

¹⁶⁴ Calderón, *La política...*, op. cit., p. XII.

1.2. Las miradas sobre la ciudad de La Paz

A pesar de su importancia en la sociedad boliviana, la ciudad no ha sido uno de los objetos de atención más importantes para las ciencias sociales en Bolivia, ni para nuestra época ni para el presente. El monumental trabajo de Godofredo Sandoval y Virginia Ayllón: *La memoria de las ciudades (Bibliografía urbana de Bolivia 1952-1991)*,¹⁶⁵ una exhaustiva revisión sobre los estudios al respecto durante un periodo de casi cuarenta años –que incluye el nuestro–, comprueba esta constatación y permite un balance de las investigaciones desde esa perspectiva.

Los autores definen un primer periodo marcado por el gobierno de Hugo Banzer Suarez en la década de 1970. En este momento se pueden ubicar dos grandes vetas de investigación en relación a las ciudades en Bolivia. En primer lugar, los estudios encargados desde el gobierno central y los gobiernos Municipales que “abordaron la problemática urbana bajo parámetros de planificación tecnocrática. En la vasta producción investigativa destacó el ‘Plan de Desarrollo Urbano de la ciudad de La Paz’, la reformulación del ‘Plan Regulador para el desarrollo de la ciudad de Santa Cruz’, el ‘Estudio del Plan Regulador’ y el ‘Plan Director Urbano’ para Cochabamba. En esos trabajos se abarcaron aspectos del crecimiento espacial, equipamiento social y propuestas sectoriales”.¹⁶⁶ Una segunda veta de investigaciones fueron las que surgieron a partir de los resultados del Censo Nacional de Población y Vivienda emprendido en 1976, después de 25 años del anterior; a partir de esta información oficial “se inició una amplia gama de estudios de demografía, migración y distribución territorial de la población, acceso a servicios, inserción ocupacional, consumo urbano y otros temas derivados del censo”.¹⁶⁷ Además de estos temas centrales, también aparecieron nuevos acercamientos, centrados en procesos como la inserción socio-cultural de los migrantes rurales, la constitución de movimientos sociales en términos de poder local y la experiencia de las mujeres en la ciudad, como los más importantes.¹⁶⁸

Sandoval y Ayllón establecen un segundo periodo, denominado “Crisis económica, democracia y crisis urbana”, que cubre prácticamente el periodo de nuestro estudio: 1981-1985.

¹⁶⁵ Godofredo Sandoval y Virginia Ayllón, *La memoria de las ciudades (Bibliografía urbana de Bolivia 1952-1991)*, La Paz, ILDIS, 1992.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 24.

¹⁶⁷ *Ibidem.*

¹⁶⁸ *Ibidem.*

“En ese contexto, la producción sobre temas urbanos en ensayos, investigaciones y publicación ingresó en una nueva etapa, principalmente con el aporte de los centros de investigación y promoción no gubernamental CERES y CEDLA entre otros; proceso que fue concomitante al desarrollo global de las Ciencias Sociales a partir de la vigencia de la democracia”.¹⁶⁹

Durante este periodo, además de las constantes preocupaciones concentradas en temas económicos, como la distribución del ingreso, el empleo o el consumo colectivo, se comienzan a trabajar temáticas emergentes vinculadas a la crisis urbana. En ese marco, se emprendieron varios estudios sobre la pobreza urbana y las estrategias de sobrevivencia en un contexto marcado por la crisis económica financiera expresada en la hiperinflación.¹⁷⁰

A su vez, aparecerá una nueva preocupación, que ganará influencia y se extenderá hasta el siguiente siglo: el sector informal. A partir de las transformaciones en los patrones de ocupación en la ciudad, con el aumento del desempleo y el subempleo, y el incremento de las actividades comerciales cuenta propia, la pequeña y micro empresa familiar, el pequeño comercio y la amplia gama de servicios, “estas actividades denominadas informales, motivaron la realización de una serie de trabajos exploratorios y analíticos con el fin de comprender la importancia del sector en la economía regional y nacional y de identificar políticas de intervención para su potenciamiento y desarrollo”.¹⁷¹

Dos temas ganaron a su vez notoriedad durante este periodo: en primer lugar, la participación de la mujer en la ciudad, particularmente desde el foco de la discriminación estructural con particular énfasis en las ocupaciones urbanas y sus formas de organización; en segundo lugar, la organización territorial, centrada principalmente en su expresión a partir de las identidades y las prácticas culturales de los habitantes de la ciudad.¹⁷²

Por último, en esos años surgió una veta investigativa inédita, la concentrada en los denominados “referentes culturales urbanos”. “Las aceleradas y manifiestas mutaciones de los patrones culturales urbanos, en parte resultado de las crecientes migraciones de excampesinos a las ciudades durante los años setenta y la necesidad de comprender las actitudes y comportamientos culturales de los actores urbanos dieron origen a estudios aproximativos sobre

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 27.

¹⁷⁰ *Ibidem.*

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 28.

¹⁷² *Ibidem.*

aspectos de la cultura urbana, la personalidad e identidad de la población y sus referentes culturales de comportamiento, por parte de instituciones de promoción y desarrollo”.¹⁷³ Son investigaciones concentradas en la religiosidad popular y las fiestas y el folclore urbanos.

En síntesis, durante nuestro periodo los principales enfoques sobre la ciudad estuvieron marcados por las preocupaciones por la pobreza urbana –y las maneras para enfrentarla–, las formas de organización de las mujeres, los distintos patrones culturales urbanos y la organización territorial de la ciudad.

Patricia Urquieta Crespo, en “Avances y desafíos de la investigación y la formación en temas urbanos en Bolivia”, continúa de alguna manera el balance emprendido por Sandoval y Ayllón.¹⁷⁴ Recapitulando, afirma: “Las tendencias de la investigación urbana en el ámbito de las ciencias sociales estaban marcadas por la acelerada urbanización que se había vivido en los años 1980 y sus consecuentes procesos de poblamiento desproporcionado en ciertas regiones, reforzando un modelo ya existente”.¹⁷⁵ A su vez, suma algunas publicaciones importantes para el estudio de la cuestión urbana en Bolivia: la encuesta que Ormachea y Escóbar elaboraron en 1981 para La Paz y Santa Cruz; los estudios del Centro de Estudios para el Desarrollo Laboral y Agrario (CEDLA); y algunas tesis de maestría de CIDES-UMSA que abordaron la temática en la década de 1980.

El punto de fondo que queremos mostrar a partir de las recopilaciones descritas es la ausencia de la vida cotidiana en los estudios urbanos en Bolivia en general y en La Paz en particular. Tanto para nuestra época –y también para la historia boliviana en general– en relación a los estudios urbanos la vida cotidiana no ha sido una preocupación ni siquiera secundaria. Las investigaciones desde este enfoque son escasas. Como dijimos más arriba, los estudios suelen concentrarse en aspectos estructurales vinculados a análisis políticos y económicos “desde arriba” o en temas urbanos concentrados en las preocupaciones de la época. Sin embargo, hay algunos ejemplos concretos que conviene explicitar por su importancia representativa y la utilidad que han tenido para este estudio.

¹⁷³ *Ibidem*.

¹⁷⁴ Patricia Urquieta Crespo, “Avances y desafíos de la investigación y la formación en temas urbanos en Bolivia”. En Pascale Metzger *et.al.*, *La cuestión urbana en la región andina: Miradas sobre la investigación y la formación*, Quito, Pontificia Universidad Católica del Ecuador, 2016.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 30.

Hay una excepción importante. Justamente es una investigación que se concentra en la vida cotidiana durante nuestro periodo. Nos referimos a la “La violenta vida cotidiana” de Patricia Cottle y Carmen Beatriz Ruiz,¹⁷⁶ donde las autoras abordan como “la violencia estructural adquiere dimensión real en la vida cotidiana”.¹⁷⁷ A partir de un estudio de caso concentrado en El Alto, complementado con datos de Santa Cruz, busca comprender el proceso de adaptación de los migrantes rurales a la ciudad. En el marco de una mirada enfocada en una realidad colonial y de explotación, el texto desarrolla la experiencia de discriminación y opresión que enfrentan los recién llegados. El resultado de esta experiencia se expresa en una identidad oscilante entre la búsqueda de progreso y la desconfianza, en el marco de un proceso de socialización caracterizado por choques culturales. A partir de entrevistas a informantes clave, testimonios, historias de vida y dramatizaciones, las autoras logran dar cuenta de la experiencia urbana, violenta pero también llena de esperanzas, que experimentan los migrantes de El Alto. Este esfuerzo es una muestra inédita del tipo de investigaciones que se emprenden en Bolivia. De hecho, las mismas autoras explicitan al ausencia de estudios de este tipo que no permiten “intentar un trabajo de síntesis” sobre la vida cotidiana en las ciudades bolivianas.¹⁷⁸

Como se puede observar, a pesar de la diversidad de temas y procesos que se han abordado desde la sociología urbana en Bolivia, prácticamente no existen estudios sobre la experiencia urbana, desde la vida cotidiana, de los habitantes de la ciudad de La Paz. Este estudio intenta solventar esta ausencia.

2. Marco teórico

Todos aquellos grandes sistemas y organizaciones supraindividuales en los que se suele pensar en relación con el concepto de sociedad, no son otra cosa que las consolidaciones -en marcos duraderos y configuraciones independientes- de interacciones inmediatas que se producen hora tras hora y a lo largo de la vida entre los individuos.

Georg Simmel, *Cuestiones fundamentales de sociología* (1917).

¹⁷⁶ Patricia Cottle y Carmen Beatriz Ruiz, “La violenta vida cotidiana”. En Xavier Albó y Raúl Barrios (Coord.), *Violencias encubiertas en Bolivia 2*, La Paz, CIPCA-ARUWIRI, 1993.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 81.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 82.

El trabajo de construcción del marco teórico de este estudio ha seguido un camino largo y oscilante. En ese sentido, las herramientas teóricas de esta investigación se presentan de manera que expresen ese tránsito reflexivo en relación con la delimitación empírica del objeto de estudio y los datos empíricos desde el lente teórico con el que se enfocan estos procesos.

Como en este trabajo abordamos este periodo histórico desde la vida cotidiana, el centro del análisis se sitúa en comprender cómo los habitantes de La Paz vivieron en el día a día un momento extremo como fue la transición democrática y los vaivenes de la hiperinflación; cómo los grandes sucesos que se vivían a nivel político y económico redefinieron las rutinas de la vida cotidiana. A partir de esta definición temática inicial, en términos generales y sintéticos, se puede resumir este recorrido de la siguiente manera.

El proceso de precisión conceptual partió de Georg Simmel, principalmente en términos de situar nuestra reflexión en el marco de la gran corriente sociológica de la “condición moderna” –en base a la tipología que emprende Martuccelli–.¹⁷⁹ Después de ubicar nuestro estudio en esta corriente, continuamos con la revisión exhaustiva de las distintas propuestas teóricas sobre el eje articulador de nuestro trabajo: el concepto de la vida cotidiana, exploración que tomó varios rumbos hasta apoyarse decisivamente en la Escuela de Chicago. Después de esta reflexión, se sumó un grado más de concreción a partir de la identificación de dos conceptos que permitían hacer más aprehensible a la vida cotidiana: la experiencia urbana y el tiempo libre. El primero fue resultado del énfasis en la Escuela de Chicago y el segundo, de la necesidad de definir una serie de actividades particulares sobre las cuales recopilar datos empíricos y desarrollar el análisis.

Detallamos este proceso de reflexión y consolidación de las herramientas teóricas a lo largo de este capítulo, privilegiando el proceso de precisión del foco desde el cuál se analiza nuestro objeto de estudio. Más que una larga disquisición teórica y conceptual, el texto describe las herramientas que guían la mirada sobre la ciudad de La Paz, las rutinas de sus vecinos y el material recopilado al respecto.

¹⁷⁹ Danilo Martuccelli, *Sociologías de la modernidad: Itinerario del siglo XX*, Santiago de Chile, LOM, 2013 (1999).

2.1. Vida cotidiana

Como plantean Salvador Giner, Emilio Lamo de Espinoza y Cristóbal Torres: “los modos de entender el concepto de vida cotidiana son tan diversos como distintas han sido las corrientes sociológicas que se han ocupado en el análisis de lo cotidiano”.¹⁸⁰ Así, el concepto de vida cotidiana implica una variedad de significados e implicaciones en función de distintas corrientes y autores. No es el objetivo de este acápite emprender una minuciosa reconstrucción del concepto y sus aristas sino explicitar cómo definimos esta herramienta teórica concretamente para nuestro estudio.

Desde el principio, situamos nuestra reflexión sobre la vida cotidiana en “la tradición de la sociología de las formas”, en palabras de Giner y compañía,¹⁸¹ o en la “sociología de la condición moderna”, en palabras de Martuccelli,¹⁸² ese enfoque sociológico inspirado en la obra de Simmel, particularmente en el objeto de sus reflexiones sobre las formas y los contenidos, las formas y los tipos; en suma, una sociología de las interacciones recíprocas, de la socialización”. Desde esa corriente emprendimos la revisión de la profusa bibliografía que existe sobre el concepto de vida cotidiana.

El tema de la vida cotidiana se inició a partir de las ideas de Henri Lefebvre en relación a que este proceso engloba todas las prácticas que emprenden las personas.¹⁸³ Esta formulación nos permitió enfocar inicialmente nuestra propuesta en una premisa que, sintéticamente, se podría formular como concentrarse en lo que hacen las personas las “24 horas del día”. Esta enunciación, en principio demasiado metafórica e imprecisa, fue el punto de partida para la revisión del concepto.

Existen varias introducciones¹⁸⁴ e intentos de clasificación en relación al concepto, también trabajos desde la historia, sin embargo, nosotros decidimos emprender una (re)lectura de los autores *clásicos* dentro de la temática. El énfasis estuvo concentrado en principio en

¹⁸⁰ Salvador Giner, Emilio Lamo de Espinoza y Cristóbal Torres (eds.), *Diccionario de Sociología*, Madrid, Alianza, 1998, p. 820.

¹⁸¹ *Ibidem*.

¹⁸² Martuccelli, *Sociologías...*, *op. Cit.*

¹⁸³ Henri Lefebvre, *Crítica de la vida cotidiana*, México, Siglo XX, 1972 (1961).

¹⁸⁴ Como ejemplos de distinto orden: Claude Javeau, *Sociologie de la vie quotidienne*, París, Que sais-je ?, 2020 y Mauro Wolf, *Sociologías de la vida cotidiana*, Madrid, Cátedra, 1982.

pensadores como Agnes Heller,¹⁸⁵ Henry Lefebvre¹⁸⁶ y Michel De Certeau.¹⁸⁷ Aunque no encontramos en esas formulaciones la aplicabilidad práctica para nuestro objeto de estudio sí fue esencial para precisar el foco analítico, el énfasis en el individuo, en sus prácticas y vivencias subjetivas, para dar cuenta de las condiciones estructurales de una sociedad.

Ante la dificultad para aplicar estos conceptos a la realidad empírica que habíamos definido en nuestro objeto de estudio, continuamos con nuestra indagación teórica y fuimos explorando distintos acercamientos. En este amplio proceso, algunos autores fueron claves para aprehender este proceso en un vínculo orgánico con nuestro caso particular de estudio.

Varios autores fueron importantes para ir precisando la noción de vida cotidiana: Ernest Gouldner, Franco Ferrarotti, Mauro Wolf y Norbert Lechner. La clásica, y profusamente citada, exhortación de Alvin Gouldner nos ayudó a definir las implicaciones del concepto para nuestro estudio: “la función distintiva de la sociología es liberar a la vida cotidiana de la negligencia que es el destino del lugar común. Es decir, su tarea es enfocar lo visto-pero-noregistrado. La tarea sociológica es transformar la perspectiva común de lo común y, como en caso especial, realzar la accesibilidad estable a lo común; hacerlo visible”.¹⁸⁸ Este aspecto, que al ser percibido como dado, escapa a la mirada sociológica, es un rasgo central en este estudio. Nos interesan las experiencias y prácticas de las personas que no han sido abordadas en el estudio de la realidad boliviana, como dijimos, por la preeminencia de miradas concentradas en la política y la economía desde aspectos estructurales.

A su vez, las ideas de Lechner han sido esenciales para ubicar el punto de atención de nuestra indagación: “no se trata de ignorar las rupturas revolucionarias; pero aprendimos con las convulsiones de las últimas décadas que los cambios estructurales solamente son tales, i.e., relativamente ‘irreversibles’, si se encuentran acompañados de cambios en la vida cotidiana”.¹⁸⁹ Para nuestro caso, justamente el interés surge de comprender cómo las transformaciones

¹⁸⁵ Agnes Heller, *La revolución de la vida cotidiana*, Barcelona, Península, 1977(1970) y Agnes Heller, *Sociología de la vida cotidiana*, Barcelona, Península, 1994 (1982).

¹⁸⁶ Henri Lefebvre, *Critica...*, op.cit., Henri Lefebvre, *La vida cotidiana en el mundo moderno*, Madrid, Alianza Editorial, 1972 (1968) y Henri Lefebvre, *La Revolución Urbana*, Madrid, Alianza Editorial 1972 (1970).

¹⁸⁷ Michel De Certeau, *La invención de lo cotidiano*, México, Universidad Iberoamericana/ITESO/Centro Francés de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, 1999 (1980).

¹⁸⁸ Alvin Gouldner, “The Sociology and Everyday Life”. En Lewis Coser (ed.), *The Idea of Social Structure: Papers in Honor of R.K. Merton*, New York, Routhledge, 1975, pp. 417–432.

¹⁸⁹ Norbert Lechner, *Los patios interiores de la democracia: subjetividad y política*, México, Fondo de Cultura Económica, 1990, p. 150.

estructurales que vivió la sociedad boliviana en el primer lustro de la década de 1980 influyeron, incluso transformaron, las prácticas de la vida cotidiana en la ciudad de La Paz.

Pero, ¿en qué aspectos concretos afinamos el enfoque sobre esas prácticas y experiencias vistas pero no registradas? De nuevo, Lechner nos permite precisar sus rasgos centrales “la sedimentación de un conjunto de actividades y actitudes como rutinas y hábitos que se mantienen constantes por un periodo prolongado”.¹⁹⁰ Así, la vida cotidiana está situada en el cruce de dos relaciones: la relación entre procesos macro y micro sociales, donde se presenta “como una cristalización de las contradicciones sociales que nos permiten explorar en la ‘textura celular’ de la sociedad algunos elementos constitutivos de los procesos macrosociales” y la relación entre las prácticas concretas “y su objetivación en determinadas condiciones de vida”.¹⁹¹ Otra forma de enunciar este énfasis es a través de la formulación de Franco Ferrarotti en el sentido de que la mirada sociológica debe concentrarse en “la pulpa de lo social”: “por así decir, lo vivido cotidiano, de las estructuras sociales, formales e informales”.¹⁹²

Uno de los estudios pioneros acerca de la temática, *Sociologías de la vida cotidiana* de Mauro Wolf,¹⁹³ fue también central en la construcción de las herramientas teóricas. La vida cotidiana es definida en este trabajo precisa como “el tejido obvio y normal de la comprensión del mundo y de los otros, en el cual tales prácticas se realizan sin esfuerzo y sin atención”.¹⁹⁴ Esta definición se emparenta con el recorrido que fuimos trabajando en el marco teórico a partir de dos líneas de análisis. Por un lado, el acercamiento a “aquello que es ya ‘conocido’, que ‘todos saben’, que forma parte del bagaje normal de sentido común de todo individuo socialmente adiestrado. Estudiando e investigando los procesos de producción y comprensión del mundo social, se reproducen los mecanismos del conocimiento común que se da por supuesto y que es normalmente compartido entre los actores sociales, y por lo tanto entre el sociólogo y el individuo común que éste estudia”.¹⁹⁵ Por otro lado, las iniciativas desde la vida cotidiana “constituyen una de las pocas instancias teóricas en sociología, donde el lenguaje no

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 146,

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 159.

¹⁹² Franco Ferrarotti, “Las historias de vida como método”. En *Revista Convergencia*, Universidad Autónoma del Estado de México (UAEM), México, núm. 44, mayo-agosto 2007, pp. 15-40, p. 37.

¹⁹³ Mauro Wolf, *Sociologías de la vida cotidiana*, Madrid, Cátedra, 1982.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 14.

¹⁹⁵ *Ibidem.*

es considerado como un elemento social marginal, no-pertinente o ya del todo claro conceptualmente, sino más bien como factor cimentador de la forma social”.¹⁹⁶

Estas ideas fueron centrales para ir definiendo el enfoque de nuestro objeto de estudio. Nos interesaron las rutinas cotidianas, no vistas ni registradas por los estudios de la época, pero consolidadas establemente, en el momento de crisis que hemos mencionado varias veces. Hemos intentado combinar un punto de vista enfocado en lo micro, en el detalle, en los materiales “menores” y “anecdóticos” –una mirada que se aleja de los “momentos constitutivos”–,¹⁹⁷ con un intento de dar cuenta de lo general. En este marco, nos interesa, además, ver los puntos de quiebre y los puntos de encuentro. De alguna manera seguimos la idea de que: “dentro de la tradición sociológica más reciente, la sociología de la vida cotidiana se ha mostrado capaz de erigirse en una perspectiva metodológica útil para el análisis de algunos procesos sociales específicos oscilantes entre la rutinización inherente de lo cotidiano y la ruptura del acontecimiento”.¹⁹⁸

Sin embargo, la formulación aún era un poco dispersa y se fue precisando a partir de un autor que fue esencial para modelar nuestro marco teórico: Juan José Sebreli, particularmente a partir de su investigación pionera *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación*.¹⁹⁹ Por la influencia que ha tenido en nuestro estudio, es necesario precisar el camino heterodoxo que transitó Sebreli para construir las herramientas teóricas. Ese camino ha sido una inspiración para este estudio.

Publicado tempranamente en 1964 –y reeditado 40 años después con un nuevo ensayo adicional, *Buenos Aires, ciudad en crisis*–, el libro es uno de los primeros intentos por acercarse a las ciudades latinoamericanas desde el foco analítico de la vida cotidiana. En el prólogo para la nueva edición de 2003, el autor reconstruye el trabajo intelectual que emprendió durante la época, tanto en términos de las herramientas teóricas en las que se apoyó como en las fuentes a las que accedió. Ambos procesos han sido pistas centrales para nuestra reflexión conceptual.²⁰⁰

En la Argentina, en medio de un ambiente académico donde la sociología –recién

¹⁹⁶ Mauro Wolf, *Sociologías...*, op. cit., p 14.

¹⁹⁷ Zavaleta, *Lo nacional popular en Bolivia*, México, Siglo XXI, 1986.

¹⁹⁸ Salvador Giner, Emilio Lamo de Espinoza y Cristóbal Torres (eds.), *Diccionario...*, op. cit., p. 820.

¹⁹⁹ Juan José Sebreli, *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación*, Buenos Aires, Sudamericana 2003 (1964).

²⁰⁰ En este acápite del documento nos concentramos en las contribuciones teóricas; en el apartado *Aspectos metodológicos* volveremos al tema de las fuentes utilizadas en este libro.

formalizada como Carrera años antes, en 1958– oscilaba entre una mirada bipolar y conflictiva entre la ortodoxia marxista y la naciente sociología profesional, concentrada en datos cuantitativos, las preocupaciones por la vida cotidiana no tenían ningún asidero. Es probablemente esta posición marginal en relación a las posiciones convencionales de la época la que le brinda un carácter tan alumbrador al libro en cuestión. Sebreli se vio obligado a construir un marco teórico reflexivo y heterodoxo que le permitió comprender procesos – vinculados a la vida cotidiana y la urbanización– de una manera novedosa y fecunda. Este enfoque teórico fue influenciado por varias fuentes que conviene detallar, aunque sea brevemente.²⁰¹ Sebreli transitó un trabajo heterodoxo para construir su mirada teórica. Para emprender un análisis basado en las clases sociales, la influencia de un marxismo más iconoclasta como el de Charles Wright Mills –particularmente sus obras *Las clases medias norteamericanas* (1951) y *La élite del poder* (1956)– se combinó con las formulaciones, ya clásicas para la época, de Thorstein Veblen en *Teorías de la clase ociosa* (1899). De hecho, la planificación metodológica de nuestro estudio busca una segmentación parecida, intentando aprehender la vida cotidiana de los habitantes de la ciudad de La Paz, con énfasis en las rutinas del tiempo libre, de las distintas clases sociales de la ciudad.

Para nuestro caso, la principal influencia fue vincular la vida cotidiana al proceso de la experiencia urbana. A partir de la lectura de Sebreli nos quedó claro que la mejor manera para hacer aprehensible nuestras primeras preocupaciones por la vida cotidiana en el momento de crisis que vivían los habitantes de La Paz en el primer lustro de la década de 1980 era vincularlas a la experiencia urbana que vivieron los vecinos durante esta época de crisis.

Esta constatación nos llevó a otra. El enfoque definitivo sobre la vida cotidiana resultó ser la Escuela de Chicago. En términos concretos, nuestro estudio se enmarca en la segunda generación de la Escuela, con particular énfasis en las ideas de Robert Ezra Park.²⁰² Si partimos de la clasificación cronológica de la Escuela en tres periodos distintos –el primero, desde finales del siglo XIX hasta después de la Primera Guerra Mundial, con el protagonismo de Albion

²⁰¹ El primer problema fue enfrentar la distinción, durante la época, entre sociología e historia. Aun cuando algunos historiadores se habían acercado a la sociología –Henry Berr, March Bloch o Lucian Fevre–, la “sociología histórica” todavía no había alcanzado un estatuto confiable en la región, particularmente por la influencia crítica del marxismo al respecto.

²⁰² Conviene aclarar que nuestro acercamiento se concentra en las concepciones de Park en relación a la experiencia urbana, que implica procesos como la integración y desintegración, la locomoción y la aventura, etc, y no en sus formulaciones vinculadas a la ecología humana como competición, invasión, dominio.

Small, CH. R. Henderson y William I. Thomas, cuando se institucionalizó la disciplina y la principal preocupación fue la inmigración, con particular énfasis en sus efectos en la organización de los grupos y el cambio de *valores y actitudes*; el segundo, durante la década de los años veinte, con Robert Park y Ernest Burgess como sus principales exponentes, el desarrollo urbano y el control social fueron los temas centrales; el tercero, durante la década de los años treinta, el periodo de decadencia, cuando pierde la hegemonía en la sociología norteamericana—,²⁰³ nuestras herramientas se concentran en el devenir de esta corriente de pensamiento durante el periodo en el cual, con el liderazgo de Park y Burgess, se concentra esencialmente en la experiencia urbana en la metrópoli de Chicago.

Esta concentración puede resumirse en dos ideas centrales: por un lado, una influencia general de la Escuela de Chicago a partir su tesis central. En este marco, una idea central dirige el enfoque de este estudio: “El razonamiento, que se convertirá en un verdadero pilar de la gramática sociológica es, en el fondo, siempre el mismo: el estado subjetivo de los individuos está directamente vinculado con los cambios sociales producidos en la vida cotidiana”.²⁰⁴ Por otro lado, como desarrollaremos en el siguiente acápite, las ideas de Park en relación a la experiencia urbana y, particularmente para nuestro estudio, algunos conceptos particulares: organización y desorganización, locomoción y búsqueda de aventuras, constelación de mundos morales, entre los más importantes.

A su vez, también se han utilizado estudios y autores de la generación posterior. Al respecto, ha sido útil la ya clásica reflexión de William Foote White en *La sociedad de las esquinas*, particularmente en la estrategia metodológica y en el apéndice de este trabajo —que reconstruye los pasos y limitaciones que se han enfrentado a lo largo del diseño y aplicación del trabajo de archivo—.²⁰⁵

Estos insumos se han aplicado siempre en relación subsidiaria con el núcleo teórico —la obra de Park—, sin tratar de afectar lo central de sus enunciaciones. De ahí que no hemos sumado aportes más amplios, que suman nuevos enfoques estructurales que hubieran ampliado demasiado nuestro enfoque teórico. El ejemplo más expresivo al respecto son las ideas de

²⁰³ Josep Picó e Inmaculada Serra, *La Escuela de Chicago de Sociología*, España, Siglo XXI, España, 2010, p. XV.

²⁰⁴ Martuccelli, *Sociologías...*, *op. cit.*, p. 352.

²⁰⁵ William Foote White, *La sociedad de las esquinas*, México, Diana, 1971 (1943).

Erving Goffman vinculadas al interaccionismo social y la dramaturgia social.²⁰⁶

A la vez que nos sumergimos en las formulaciones directas de la Escuela de Chicago, nos apoyamos en dos relecturas sugerentes de esta escuela sociológica. En primer lugar, la obra de Norberto Cambiasso y Alfredo Grieco y Bavio: *Días felices: los usos del orden: de la escuela de Chicago al funcionalismo*.²⁰⁷ Su libro es una de las revisiones más minuciosas de las principales investigaciones emprendidas por la Escuela durante las primeras décadas del siglo XX. Han sido particularmente alumbradoras las reflexiones sobre los procesos de integración y desintegración a partir de estudios empíricos como *The Hobo* o *The Gang: A Study of 1313 Gans in Chicago*. En segundo lugar, el análisis que desarrolla Danilo Martuccelli en *Sociologies de la modernité*.²⁰⁸ Su énfasis en la ciudad como el centro de las preocupaciones de Park, y la manera en que la urbanización influye en las actitudes y las prácticas de las personas, han sido guías vectores para la interpretación de los datos recopilados en este estudio.

A partir de todo este recorrido, definimos finalmente el enfoque general de nuestro estudio. La vida cotidiana, “la pulpa de lo social”, compuesta por prácticas y experiencias vistas pero no registradas, sedimentadas en actividades estables, que desde su modesta particularidad pueden ayudarnos a comprender cambios estructurales. La vida cotidiana como un enfoque en los procesos desde abajo, en la “textura celular” de la sociedad, para comprender configuraciones generales de una sociedad. En ese marco, nos interesan las prácticas estructuradas en la rutina cotidiana, resultantes de un contexto social determinado y enfocadas desde la perspectiva de los individuos.

Este enfoque general de la vida cotidiana se concentró entonces en la experiencia urbana. Sin embargo, todavía debíamos precisar aún más nuestro objeto y, continuando con el proceso de operativización de los conceptos, aún necesitábamos definir qué prácticas, qué rutinas serían las preocupaciones concretas del estudio. Decidimos concentrarnos en el tiempo *libre* desde una perspectiva teórica que abordamos a continuación.

²⁰⁶ Cf. Erving Goffman, *La presentación de la persona en la vida cotidiana*, Buenos Aires, Amorrortu, 1981 (1959).

²⁰⁷ Cambiasso, Norberto y Grieco y Bavio, Alfredo, *Días felices: los usos del orden: de la escuela de Chicago al funcionalismo*, Buenos Aires, EUDEBA, 1999.

²⁰⁸ Danilo Martuccelli, *Sociologías...*, *op. cit.*

2.2. El tiempo libre

Para precisar las rutinas de la vida cotidiana en la experiencia urbana de los vecinos de La Paz, hemos decidido concentrarnos en las prácticas a lo largo del día cuando las personas no están dentro del trabajo.²⁰⁹ La inspiración para esta decisión surgió del estudio de Rodolfo Porrini Beracochea, *Montevideo, ciudad obrera. El tiempo libre desde las izquierdas (1920-1950)*.²¹⁰ El estudio “combina el estudio de la emergencia de la izquierda desde los años veinte en la capital del Uruguay y sus estrechos vínculos con los trabajadores, sus formas de vida, y dentro de su espacio vital que incluye el trabajo y el tiempo del no-trabajo, su *tiempo libre*. Específicamente se analizan las múltiples manifestaciones y prácticas que se gestaron en los momentos de no trabajo, en los cuales también se originan o desarrollan formas culturales de los trabajadores”.²¹¹

Inicialmente nos apoyamos en sus reflexiones en torno al *tiempo libre*. “Del amplio tiempo de los trabajadores se optó por intentar conocer el *tiempo libre*. El tiempo libre se diferencia y está más allá del tiempo de trabajo, el que transcurre entre el fin de este y el sueño, y en el que ocurren variadas prácticas cotidianas. Sin embargo, este tiempo no está desligado de aquel y de las condiciones materiales, subjetivas e ideológicas en que se desenvuelve”.²¹² A partir de esta conceptualización inicial nos interesó desde el principio ver *todo* el espectro del tiempo libre, incluyendo toda la serie de rutinas que van más allá de las motivaciones lúdicas y recreativas. En otras palabras, ir más allá de la concepción de *ocio*.

En ese sentido las obras de Norbert Elias y Erick Dunning y de Henri Lefebvre fueron esenciales para precisar ese espacio no laboral como un tiempo que va más allá de la recreación. En ese sentido, tanto Elias y Dunning como Lefebvre desarrollan tipologías que buscan definir el espectro del tiempo libre desde esa mirada más amplia. En *Deporte y ocio en el proceso de civilización*, los primeros desarrollan tres categorías: las rutinas del tiempo libre; las actividades intermedias; y las actividades recreativas.²¹³ En *La vida cotidiana en el mundo moderno*,

²⁰⁹ Esta es una decisión que obedece al énfasis que, como repetimos varias veces, existe en torno al mundo del trabajo en los trabajos en y sobre la época.

²¹⁰ Rodolfo Porrini Beracochea, *Montevideo, ciudad obrera. El tiempo libre desde las izquierdas (1920-1950)*, Montevideo, Universidad de la República de Uruguay, 2017.

²¹¹ *Ibid.*, p. 18.

²¹² *Ibid.*, p. 24-25.

²¹³ Norbert Elias y Erick Dunning, “El Espectro del tiempo libre”. En Norbert Elias y Erick Dunning, *Deporte y ocio en el proceso de civilización*, México, Fondo de Cultura Económica, 1986 (1995).

Lefebvre define una tipología general del que, además del tiempo obligado –el del trabajo profesional–, plantea dos formas: el tiempo libre –el del ocio– y el tiempo forzado –el de las exigencias diversas fuera del trabajo–.²¹⁴ En ese sentido, más allá de las diferencias en torno a las conceptualizaciones concretas, lo que le interesa a esta investigación es dar cuenta de los temas centrales de la vida cotidiana que cruzan el espectro del tiempo que las personas experimentan fuera del trabajo.

A pesar de que ambos acercamientos dan cuenta de la complejidad y diversidad del tiempo libre, en términos operativos, a partir de la recopilación empírica, decidimos apoyarnos en la tipología de Elias y Duning.²¹⁵ En ese sentido, la inicial noción de ocio con la que partimos se fue operativizando en tres aspectos centrales de la tipología desarrollada por esos autores: las rutinas del tiempo libre, las actividades intermedias del tiempo libre y las actividades recreativas. Como se mencionó en la introducción la elección de los temas y la organización del documento se apoyaron fundamentalmente en la tipología de Elias y Dunning en diálogo con los datos empíricos recopilados.²¹⁶

2.3. La ciudad como experiencia urbana

Quisiera que esto dure para siempre
Casi tanto como una eternidad
Es verdad que soy una rata de ciudad
No tengo religión, tengo ansiedad.

Los Ratones Paranoicos, *Para siempre* (2000)

Este énfasis en la vida cotidiana viene acompañado de una conceptualización de la ciudad en tanto una experiencia urbana. Nuestro estudio enfoca la ciudad de La Paz como el tránsito entre mundos diversos, marcados por distancias y cercanías, concentrando su atención

²¹⁴ Henry Lefebvre, *La vida cotidiana en el mundo moderno*, Madrid, Alianza editorial, 1972, p.71.

²¹⁵ Norbert Elias y Erick Dunning, *El espectro...*, *op. cit.*

²¹⁶ Un ejemplo concreto al respecto: Aunque el tema de los medios de comunicación no estaba contemplado inicialmente en los alcances de este trabajo, a partir de los testimonios recabados y las fuentes consultadas surgió su importancia en dos sentidos: por un lado, a partir de la relevancia que tienen en la memoria de las personas y, por otro lado, como una manera de comprender las “actividades intermedias de tiempo libre” en palabras de Elias y Dunning.

en las experiencias del tiempo libre que viven las personas durante un momento particular de la historia boliviana. Las experiencias que viven las personas día tras día, más allá del trabajo: comer, transportarse, leer los diarios, divertirse.

Desde este punto de vista, el foco central de nuestro estudio se inspira en la ciudad como un espacio donde convergen una diversidad de tipos sociales se integran y desarrollan el orden en medio de múltiples interacciones en un marco estructural de actitudes organizadas.²¹⁷ Una ciudad que se expresa en los hábitos de las personas, inscritos en rutinas concretas a lo largo del día.

Nos interesa la experiencia urbana en relación a sus formas de integración, de orden social, de posibilidades de locomoción, de búsqueda de nuevas experiencias. Nos interesan las preguntas clásicas de la sociología desde la formulación de la Escuela de Chicago: el cambio en las formas de regulación, de integración, las formas de mantención del orden, la capacidad de locomoción y la búsqueda de nuevas experiencias.²¹⁸

Enfocar la ciudad desde Park tiene implicaciones decisivas. La ciudad es, desde este punto de vista, un espacio donde las personas encuentran una diversidad de oportunidades, de intereses y ocupaciones. Es el escenario de la oscilación del orden y el desorden, de la transformación de la solidaridad social.²¹⁹

En este espacio la capacidad de locomoción es esencial. Pero la movilidad no se vincula solamente con la cuestión geográfica, cuya importancia resalta en relación a la búsqueda de nuevas aventuras. También la movilidad refiere a la cercanía y la distancia social.²²⁰ “Una persona no es sino un individuo que tiene una posición social en una sociedad cualquiera; pero,

²¹⁷ Robert Ezra Park, “La ciudad. Sugerencias para la investigación del comportamiento humano en el medio urbano”. En Robert Ezra Park, *La ciudad y otros ensayos de ecología urbana*, Ediciones del Serbal, Barcelona, 1999.

²¹⁸ Aunque la formulación de la Escuela de Chicago sea más extremista: “En ella los individuos no encuentran ya la regulación de sus propias relaciones en un código interiorizado, producto de las tradiciones, de la identificación ético-religiosa o de la percepción del bien colectivo, porque la dimensión masiva de la sociedad, la secularización, el individualismo y el anonimato confían el control a fuerzas externas al individuo, a la opinión pública o a la moda”. Josep Picó e Inmaculada Serra, *La Escuela de Chicago de Sociología*, España, Siglo XXI, 2010, p. 91

²¹⁹ *Ibid.*, p. 58.

²²⁰ *Ibid.*, p. 55.

en último término, el *status* resulta una cuestión de distancia –de distancia social”.²²¹

Pero a pesar de que la ciudad es una realidad diversa donde las personas atraviesan distintos marcos de acción, es también un espacio caracterizado por la segregación. “Nuestras grandes ciudades resultan al examen un mosaico de pueblos segregados –diferentes en raza, cultura o sencillamente en el culto– cada uno de los cuales trata de preservar sus peculiares formas culturales así como mantener sus individuales y características concepciones de la vida.”²²²

La ciudad, desde este punto de vista, es un lugar definido por las coacciones de la vida cotidiana. En nuestro caso, la diferencia entre las vinculadas directamente con el ejercicio de las libertades individuales por la transición entre democracia y dictadura: “Las causas que originan eso que hemos designado como «regiones morales» se deben en parte a las coacciones impuestas por la vida urbana, y en parte también a la licencia que proporcionan estas condiciones”.²²³

Nuestra conceptualización de la experiencia urbana, por las características del periodo en el que se concentra el estudio, se vincula con el concepto de “crisis”. Más que un evento extraordinario y episódico, la crisis es una forma que acompaña la ciudad, una alteración de las costumbres cotidianas que desafía a las personas a encontrar nuevas formas para enfrentarlas satisfactoriamente. Para nuestro caso, además, siguiendo a Zavaleta, son formas de conocimiento que permiten mirar la sociedad boliviana más allá de su abigarramiento.²²⁴ En ese marco, la formulación de la cotidianidad extraordinaria de Sheila Fitzpatrick se acerca al enfoque de nuestro estudio: “Este libro comparte con numerosos trabajos recientes de la vida cotidiana el foco en la práctica, es decir, en las formas de comportamiento y las estrategias de supervivencia y progreso desarrolladas para afrontar determinadas situaciones sociales y políticas. Sin embargo, el libro no se escribió para demostrar ninguna teoría general de la vida cotidiana. Su tema central es la cotidianidad extraordinaria”.²²⁵

²²¹ Robert Ezra Park, “La comunidad urbana como modelo espacial y orden social”. En Robert Ezra Park, *La ciudad y otros ensayos de ecología urbana*, Ediciones del Serbal, Barcelona, 1999, p. 98.

²²² Robert Ezra Park, “La organización de la comunidad y el temperamento romántico”. En Robert Ezra Park, *La ciudad y otros ensayos de ecología urbana*, Ediciones del Serbal, Barcelona, 1999, p. 104-105.

²²³ Robert Ezra Park, *La ciudad...*, *op. cit.*, p. 82.

²²⁴ Rene Zavaleta Mercado, *Las masas...*, *op. cit.*

²²⁵ Sheila Fitzpatrick, *La vida cotidiana durante el estalinismo: Cómo vivía y sobrevivía la gente común en la Rusia soviética*, Siglo XXI, Buenos Aires, Buenos Aires, 2019 (1999).

Como resumen de todo lo expuesto arriba: nos interesa ver cómo vivieron los vecinos de La Paz estos procesos estructurales desde esta perspectiva urbana. El punto de fondo es analizar la manera en que los habitantes de esta ciudad enfrentaron la hiperinflación y ejercieron sus libertades individuales en un momento crítico en Bolivia, después de casi una década de estabilidad y “crecimiento”, cuando determinaciones centrales vinculadas a la política (la transición entre la democracia y la dictadura más brutal de la historia boliviana) y la economía (la hiperinflación también más intensa de nuestra historia nacional) se “suspenden”, se complican, se relativizan. De allí que este trabajo, como se verá a lo largo de las próximas páginas, se concentre en determinadas prácticas y redes como principios de análisis y de argumentación.

Para esta investigación ha sido de mucha ayuda enfocar cómo se mantiene el orden y cómo se desarrollan los procesos de cohesión social en un mosaico tan diverso como es la ciudad desde Park. Sin embargo, a partir de las diferencias de una ciudad como La Paz de los años ochenta en relación a la de Chicago en los años veinte, ha sido necesario tratar reflexivamente las nociones centrales de Park. En ese sentido, hemos vinculado las ideas de Park con algunos conceptos clásicos de la sociología como una manera de otorgarles un vínculo más fluido con el contexto puntual de nuestro estudio –en este proceso, la relectura de las ideas de la Escuela de Chicago por Danilo Martuccelli, que desarrollamos a continuación, ha sido fundamental–.

2.4. Pluralismo asociativo: Integración y orden

Al final de cuentas, nos interesa esa tradicional pregunta de la sociología vinculada a cómo se mantienen juntos los miembros de la sociedad. A eso que Durkheim le llamó cohesión social y que nosotros enfocamos, en términos de la escuela de Chicago, desde el punto de vista de la integración social. Y esta integración se vincula directamente con los procesos de diferenciación social, para nuestro caso, su expresión en el estatus social y la distancia social.

Para nuestro estudio, las nociones de organización y desorganización social han sido una las herramientas teóricas centrales para la interpretación de los datos. Para la Escuela de Chicago, el concepto de desorganización social “designa una reducción de la influencia de las reglas sociales sobre la conducta individual y especialmente de la ‘disminución de la influencia

de las reglas sociales existentes del comportamiento sobre los miembros individuales del grupo”^{.226}

Entendemos este como un proceso cambiante donde “la estabilidad del grupo no es más que el resultado de un equilibrio dinámico entre procesos de desorganización y de reorganización sociales. Sin embargo, en ciertos momentos, y durante un cierto lapso de tiempo, las fuerzas de la desorganización se imponen, cuando estas no logran ser contrarrestadas por las tendencias que refuerzan las reglas existentes. Se abre entonces una fase que llevará a una reorganización social a través de la elaboración de nuevas reglas de comportamiento. Sobre todo, luego del cambio, los individuos se enfrentan a un mundo más fluido y más variado; una conciencia técnica y más reflexiva viene a reemplazar a una semiconciencia rutinaria”^{.227}

Particularmente en la segunda parte de nuestro estudio, concentrada en las rutinas del tiempo libre dedicadas a la comida y al transporte, las formas de organización son el centro del análisis. Nos interesa comprender cómo los vecinos de la ciudad de La Paz enfrentaron la crisis a partir de estrategias y redes que se enmarcan en este marco mayor de interpretación. Nuestro trabajo busca entender cómo se construyeron y mantuvieron el orden social y la cohesión social en La Paz, en medio de la incertidumbre política y económica.

2.5. La búsqueda de nuevas experiencias y la diversidad de mundos morales

Si la ciudad es una realidad diversa compuesta por múltiples mundos morales, la búsqueda de nuevas experiencias es uno de los deseos centrales en las prácticas de las personas: “lo que puede incluso impactar hoy en día es el lugar que ellos conceden muy a menudo a la búsqueda de las nuevas experiencias en el seno de estas trayectorias. La paternidad de la idea corresponde a Thomas, que distingue cuatro deseos fundamentales: nuevas experiencias, seguridad, respuesta, reconocimiento. De todos estos deseos, el de las nuevas experiencias merece una atención en particular, por cuanto la sociología ha tendido a su relativo descuido desde entonces”^{.228} Como vimos más arriba, la capacidad de locomoción es esencial para el acceso a experiencias particulares que brindan a las personas una perspectiva individual.

²²⁶ Danilo Martuccelli, *Sociologías...*, *op.cit.*, p. 349.

²²⁷ *Ibid.* P. 351.

²²⁸ *Ibid.*, p. 359.

Nuestro estudio, particularmente en la tercera parte, se concentra en la aparición y el tránsito por una diversidad de mundos morales. Describe la ampliación de este abanico a partir de la opinión pública y concentra el análisis de las actividades recreativas en la búsqueda de nuevas experiencias. Nos interesa comprender cómo los vecinos de la ciudad de La Paz experimentaron la oscilación entre la apertura y la cerrazón en el marco equivalente de la transición entre democracia y dictadura.

2.6. Las implicaciones para La Paz

Continuó descendiendo nuestro personaje hasta la intersección de las populosas avenidas Buenos Aires y Tumusla y de pronto cesó la lluvia y volvieron a invadir dichas vías públicas las abigarradas multitudes tal si fueran escarabajos. Le faltó vigor para seguir esquivando a las gentes y cansado de aspirar el hálito fétido que desprendían los desagües, detuvo un taxi dispuesto a sacrificar el dinero destinado para gastar en el cafetín.

Juan Recacochea, *La mala sombra* (1980).

“La Paz es una urbe cosmopolita en la que ya no se escucha cantar a los chutas borrachos esas coplillas pintorescas que decía, ‘Cochabamba es un dedal, Oruro frío arenal, y La Paz es Jollivud con su Avenida Santa Cruz’.

Paulovich, *Conversaciones en el motel* (1976)

En tanto la urbe más poblada de Bolivia, un país marcado por una amplia población indígena, La Paz es una ciudad étnicamente heterogénea, definida por una gran presencia de migrantes, de otras ciudades del país y, sobre todo de campesinos de las comunidades rurales del altiplano. Una de las representaciones mayoritarias sobre la ciudad es la de una que es en realidad dos. Una ciudad dividida profundamente por la diferenciación étnica –aunque todavía existan ensayos que se concentran en lo “racial”–: la parte “blanca-criolla-mestiza” y la parte “india”. Esta formulación se asienta en la reconstrucción histórica que formula esa división desde tiempos coloniales. Sin embargo, en muchas de estas formulaciones es como si nada hubiera cambiado y, aún hoy, esa huella colonial, ese mito de la conquista, todavía seguiría ordenando estructuralmente a la ciudad.

Por eso, más acá de las reconstrucciones históricas es notable que esta manera de representar la ciudad se haya extendido hasta nuestro periodo de estudio y hasta nuestros días. Esta mirada sobre la ciudad vincula la diferenciación social de manera privilegiada con la identidad cultural, particularmente la relación entre lo “indígena” y lo “occidental”. Una relación que casi siempre es analizada y representada dicotómicamente.

Desde los ensayos –seguramente la rama más fecunda del pensamiento boliviano– hasta las investigaciones sociales, se suele presentar a La Paz como una realidad dividida esencial, y muchas veces fatalmente, entre dos “realidades”, “mundos”, “espacios” sociales.

Incluso en la representación más icónica de La Paz desde la literatura, aparece esta representación. En la novela *Felipe Delgado*, del escritor paceño Jaime Saenz: “En realidad, Churubamba representa un verdadero punto crítico, el choque de dos modos de vida radicalmente diferentes: uno, dado al progreso y a todo lo nuevo, nutriéndose con la destrucción de lo viejo y construyendo febrilmente altos edificios y grandes avenidas, modernos moteles y todo lo demás, y el otro, obstinadamente apegado a las viejas costumbres, oponiéndose al avance de lo nuevo y lo extraño, atesorando la fuerza siempre invencible de un pueblo que encuentra la razón de su existencia en las calles, en los patios y en las casas que le vieron nacer”.²²⁹

Se puede clasificar dos tipos de representación de esa dicotomía. La mayor de las veces se construye como una separación absoluta entre *los qaras* y *los indios* que enfatiza la etnicidad como el factor definitivo.²³⁰ En menos casos, la dicotomía se basa en una conjunción compleja entre clase y etnicidad, y vislumbra espacios de intercambio y relación entre esos dos mundos.²³¹ Pero incluso en este tipo de estudios, la dicotomía es siempre definitiva. La Paz es siempre dos ciudades: “Ya desde su fundación en 1548, la ciudad de La Paz se ha caracterizado

²²⁹ Jaime Saenz, *Imágenes paceñas...*, op. cit., p. 25.

²³⁰ Esta es una forma vinculada a la tradicional representación en las ciencias sociales de las “dos bolivias”, formulación propugnada por Fausto Reinaga en su clásico libro *La revolución india*, La Paz, Fundación Amaútica Fausto Reynaga, 2001(1970). Otros ejemplos representativos que continúan la misma línea interpretativa: Félix Patzi Paco, *Sistema Comunal. Una Propuesta Alternativa al Sistema Liberal. Una discusión teórica para salir de la colonialidad y del liberalismo*, La Paz, CEA, 2004. Carlos Macusaya, *Batallas por la identidad: indianismo, katarismo y descolonización en la Bolivia contemporánea*, Lima, Hwan Yunpa, 2019. Thomas A. Abercombrie, *Caminos de la memoria y del poder: etnografía e historia en una comunidad andina*, La Paz, IFEA/IEB/ASDI, La Paz, 2006.

²³¹ Los ejemplos más notables para nuestra época son los profusamente citados *Chukiyawu* y *La política de las calles*.

por una dualidad étnico-social. (...) Actualmente [1976] puede seguirse hablando en cierta forma de dos ciudades superpuestas, tanto desde el punto de vista social y económico como desde el punto de vista étnico-cultural. La capital de Bolivia es 'La Paz' para unos y sigue siendo llamada 'Chukiyawu' o 'Chukiyawu Marka' por los otros. Cada madrugada la ciudad solo escucha programas de radio en aymara; durante el día cinco radios siguen recordando constantemente la coexistencia de Chukiyawu y La Paz. Las dos ciudades no tienen vidas paralelas, sino superpuestas. La Paz domina a Chukiyawu y vive de su trabajo. La Paz tiene vida notoria; Chukiyawu solo puede tenerla en forma latente, manifiesta sobre todo en las madrugadas y ciertas fechas y celebraciones populares. La Paz se va imponiendo; Chukiyawu simplemente logra sobrevivir. Pero la constante inmigración de origen campesino aymara sigue alimentando esta larga sobrevivencia".²³²

En este estudio, en desacuerdo con esta mirada, la ciudad se entiende, como mencionamos más arriba, como una realidad diversa definida por la experiencia urbana. El enfoque teórico que hemos asumido ha tenido una incidencia directa en la forma de ver La Paz.

Entendemos a la ciudad de La Paz como un "mosaico urbano", como un espacio donde las personas experimentan diversos espacios sociales y "mundos morales". En este espacio marcado por la diversidad de contextos, la diferenciación social depende en gran medida de las distancias sociales, que se mantienen "a pesar de la proximidad geográfica". Así, en nuestra investigación asumimos a La Paz como una realidad cambiante, donde la distancia social está marcada por la clase social, expresada muchas veces en términos étnicos.²³³

En suma, este estudio se concentra en la importancia de las sociedades urbanas en Bolivia y asume la ciudad como el principal laboratorio para comprender las transformaciones que se han vivido en este país, y particularmente en La Paz, durante las últimas décadas.

Hay un último corolario esencial de este enfoque teórico. Este estudio se apoya en una clasificación esquemática de clase para desarrollar sus interpretaciones. Asumimos un modelo simple de clases dividido en altas, medias y bajas. Como apunta Eduardo Paz Gonzales en

²³² Xavier Albó, Tomas Greaves y Godofredo Sandoval, *Chukiyawu...*, *op. cit.*, p. 83.

²³³ Cfr. Peter Gose, *Aguas mortíferas y cerros hambrientos: Rito agrario y formación de clases en un pueblo andino*, La Paz, Mama Huaco, 2001.

“Hacia un modelo de estructura de clases en Bolivia”,²³⁴ a pesar de la amplia bibliografía sobre las clases sociales en Bolivia, no existe un modelo que defina y explique estructuralmente su distribución. Inspirados en el trabajo de Sebreli²³⁵ y la investigación de Kathia Araujo y Danilo Martuccelli,²³⁶ nos interesa una comparación de la experiencia urbana de distintas capas de la ciudad como espacios de diferenciación para el análisis. En nuestro caso, como mostramos más arriba, hay una correspondencia entre estas capas y los barrios de la ciudad, lo que nos permite acercarnos a la experiencia urbana desde diferentes espacios sociales. De allí que a lo largo del documento el análisis se enfoque en estas tres posiciones –y sus consiguientes localizaciones en la ciudad–.

La Paz es un espacio de interacción entre diferentes grupos culturales. Una de las formas de ver la ciudad enfatiza cómo estas distintas razas, identidades o culturas son o se relacionan entre ellas. Esta investigación ha preferido concentrarse en condiciones concretas para desarrollar sus análisis –particularmente una posición social expresada en la residencia, la profesión y la trayectoria escolar– enfocados a la experiencia urbana de las personas, en sus rutinas cotidianas, justamente desde las posibilidades de su posición.

Apéndice: El dinero que ya no es dinero

Por más que se investigue el objeto en función de sus determinaciones para sí, no se podrá encontrar el valor económico, ya que este reside exclusivamente en la relación recíproca que se establece entre varios objetos, en razón de estas determinaciones, cada uno determinando al otro, y devolviéndole la significación que de él ha recibido.

Georg Simmel, *La filosofía del dinero* (1900)

Aunque no es objeto directo de este trabajo, conviene mencionar una precisión conceptual que guió el tratamiento del dinero, como uno de los telones de fondo centrales de

²³⁴ Eduardo Paz Gonzales, “Hacia un modelo de estructura de clases en Bolivia”, La Paz, Instituto de Investigaciones Sociológicas (IDIS) – Universidad Mayor de San Andrés (UMSA), 2022.

²³⁵ Juan José Sebreli, *Buenos Aires...*, *op. cit.*

²³⁶ Kathia Araujo y Danilo Martuccelli, *Desafíos comunes: Retrato de la sociedad chilena y sus individuos* (Dos tomos), Santiago de Chile, LOM, 2012.

las prácticas analizadas debido al contexto inflacionario descrito en el capítulo anterior. Existe acerca del dinero una amplia y riquísima literatura desde la sociología,²³⁷ pero para nuestro caso hay un aspecto concreto que lo define para nuestro estudio: la incertidumbre en relación al valor del dinero –y cómo esta influye en la vida cotidiana de las personas–.

En los testimonios de los vecinos de la ciudad está muy presente esta situación descontrolada en relación con el dinero: “Los billetes aumentaban en números cada semana, esta semana salía la siguiente ya no valía de nada, había que hacer otros billetes, había unos Avaroa creo que eran de 5000, con hartos ceros. Cada rato nuevos billetes, creo que más costaba hacer el billete que su valor. Los billetes cada semana perdían su valor, ya no teníamos seguridad, no sabíamos qué iba a pasar”.²³⁸ “Lo más grave realmente era que no había nada para comprar. A veces en el mercado negro vendían de ocultitas, pero había que comprarse rápido. Fideo, arroz, embolsado a veces vendían. En vano llevabas harta plata a las tiendas, poco podías comprar”.²³⁹ “Todo el tiempo había que estar calculando cuánto valía tu plata, semana por semana, día por día, no había caso de saber qué va a pasar, había que ir viendo en el momento”.²⁴⁰

La intensidad de la hiperinflación hizo que algunas propiedades centrales del dinero se “suspendan” por un momento. Y esta pérdida de certidumbre, tan central para la vida cotidiana de las personas, cambió muchas de sus prácticas. A lo largo de los capítulos siguientes veremos cómo esta crisis del dinero influirá en la vida cotidiana durante nuestro periodo. Aquí, queremos marcar justamente cuáles las fueron las principales propiedades del dinero que se suspendieron durante la época.

Desde ese punto de vista, podemos utilizar la formulación clásica, en relación las propiedades centrales del dinero: mantenimiento de valor, reserva de valor y poder de

²³⁷ Desde las formulaciones clásicas de Simmel en *La filosofía del dinero*, España, Capitán Swing, 2013 (1900) existe una enorme tradición de trabajos al respecto. En relación a nuestro trabajo, vale la pena mencionar la concepción de Park: “El dinero es el medio fundamental de la racionalización de los valores y de la sustitución de los sentimientos por los intereses. Precisamente porque no experimentamos frente al dinero ninguna actitud personal o sentimental, como la que experimentamos, por ejemplo, frente a nuestra casa, el dinero se convierte en el medio más preciso de intercambio. Estaremos interesados en adquirir una cierta suma de dinero para alcanzar algún objetivo, pero si este propósito se logra por otra vía probablemente estaremos muy satisfechos”. Robert Ezra Park, *La ciudad*, *op. cit.*

²³⁸ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

²³⁹ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

²⁴⁰ Entrevista con portero, La Paz, 12 de julio de 2018.

cambio.²⁴¹ Estas propiedades se suspendieron en relación al peso boliviano. Las personas experimentaban una pérdida fulminante del valor y las implicaciones como medio de intercambio se desarrollaron por bases altamente inestables.

Una de las principales consecuencias del devaneo frenético del tipo de cambio durante la época se expresa en la pérdida de confianza en relación al dinero. En un momento como el vivido en 1982, donde por ejemplo el tipo de cambio por la mañana cambia frenéticamente ese mismo día, el dinero deja de ser un objeto “fuera de tela de juicio”. En los testimonios aparece recurrentemente esta noción, de allí que el aspecto central se vinculaba a la incertidumbre sobre cuánto *valdrá* el dinero en el corto plazo –muchas veces escuché historias vinculadas a que al salir de casa por la mañana el peso valía tanto y horas después para la tarde, había cambiado bastante–.

Por esta razón, las personas intentaban cambiar el dinero que recibían en pesos bolivianos lo más rápido posible a dólares. Si esto no era posible buscaban gastarlo inmediatamente en bienes de consumo. Este proceso se expresará de manera intensa en la experiencia de los habitantes de la ciudad de La Paz: su principal preocupación era cómo deshacerse lo más rápido posible de la moneda nacional. Este proceso tuvo implicaciones decisivas para la velocidad de la circulación del dinero y, como veremos más adelante, esto repercutió en distintos procesos: desde la adquisición de alimentos hasta las formas de sociabilidad nocturna.

A la vez que aumentó la velocidad del dinero, la incertidumbre intensificó los procesos de solidaridad y especulación. Galbraith lo plantea en estos términos: “La naturaleza humana puede ser una cosa infinitamente variable. Pero tiene constantes. Una de ellas es que, ante una alternativa, cada cual guarda lo mejor para sí mismo, y también para aquellos a quienes quiere más”.²⁴² Para nuestro estudio, este aspecto cobra especial relevancia en relación al fortalecimiento de las redes sociales como centro de las estrategias para enfrentar una situación intensa.

Un trabajo que describe bien los procesos de transformación del dinero en La Paz es el de Gonzalo Chavez: “Alta inflación, hiperinflación y variabilidad de los precios relativos: El

²⁴¹ David Laidler, *The Demand for Money: Theories and Evidence*, International Textbook Company, New York, 1969.

²⁴² John Kenneth Galbraith, *El dinero: de dónde y adónde fue*, Barcelona, Ariel, 2014 (1976), p. 18.

caso boliviano”.²⁴³ El autor plantea que en el primer lustro de la década de 1980: “el precio se convierte en un indicador de inflación, abandonando su papel de señalización y racionalización entre lo que se oferta y demanda en una economía”.²⁴⁴

En ese sentido, plantea que en Bolivia el dinero primero dejó de actuar como reserva de valor, después perdió su función de unidad de cuenta y llegó, incluso, en momentos extremos, a desaparecer como medio de pago.²⁴⁵ Justamente este es el proceso al que remiten los testimonios recabados para nuestro estudio. Como se verá en la segunda parte de esta investigación, las personas desarrollaron esta concepción del dinero: intentaron deshacerse de él cuanto antes y en los momentos más difíciles prefirieron el trueque a la compra y venta.

En suma, comprendemos al dinero desde la incertidumbre que significó para los habitantes de La Paz durante el periodo y cómo enfrentaron esta incertidumbre a partir de distintas estrategias.

En este capítulo se ha desarrollado el balance del estado de la cuestión, proceso que permitió identificar el énfasis por investigaciones desde la economía y la política, además de la ausencia de estudios concentrados en la experiencia cotidiana de los habitantes de la ciudad de La Paz. A su vez, se ha descrito el camino teórico que transitó el trabajo hasta llegar al enfoque analítico que guía la interpretación de los datos empíricos. Un enfoque tributario de un cúmulo de autores que han reflexionado sobre la vida cotidiana, el tiempo libre y la experiencia urbana.

²⁴³ Gonzalo Chavez, “Alta inflación, hiperinflación y variabilidad de los precios relativos: El caso boliviano”, Documento de Trabajo, No. 05/89, La Paz, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas (IISEC), Universidad Católica Boliviana (UCB), 1989.

²⁴⁴ *Ibid.*, p. 1.

²⁴⁵ *Ibid.*, p. 13.

Capítulo III. Estrategia metodológica

En este aspecto, los moradores de Corneville aparecen como clientes del trabajo social, como acusados en casos criminales, o como miembros indiferenciados de las “masas”. Hay un error en ese cuadro: no hay seres humanos en él. Los interesados en Corneville intentan responder por medio de un estudio general preguntas que requieren el conocimiento más íntimo de la vida local.

William Foote Whyte, *La sociedad de las esquinas* (1943)

Para aprehender el objeto de estudio y aplicar el enfoque arriba descrito elegimos una metodología cualitativa expresada en la técnica de entrevistas como recurso principal, apoyada con fuentes de archivo y materiales ficcionales de y sobre la época. Se conversó con más de 50 personas y se revisaron archivos estatales y repositorios hemerográficos. Los detalles acerca de ambos procesos se detallan en los acápites siguientes.

Antes de especificar las técnicas que se emplearon en el estudio, una aclaración repetitiva. Como detallamos en la introducción, el golpe de Estado en Bolivia, a finales de 2019, y la pandemia posterior, a principios de 2020, me encontraron en pleno trabajo de campo. Estos imponderables insalvables influyeron de manera definitiva en el trabajo de campo y la revisión bibliográfica.

1. Las fuentes oficiales

Después de la inicial definición temática y el balance del estado de la cuestión, definimos las fuentes en base a un criterio principal. Por las características del objeto y del enfoque, se buscó combinar el análisis documental de fuentes secundarias con testimonios de vecinos de distintos barrios de la ciudad.

Para planificar el trabajo de archivo se definió un caudal de espacios de información definidos en dos ámbitos. Por un lado, entidades del gobierno central –el Estado plurinacional–

y, por el otro, entidades del gobierno local –el Gobierno Autónomo Municipal de la ciudad de La Paz (GAMLP)–. Para el primer caso, en función de los temas centrales del estudio, se identificaron particularmente Ministerios y Viceministerios que pudieran contener información al respecto –particularmente, el Ministerio de Economía, el Ministerio de Gobierno, el Ministerio de Trabajo–. Para el segundo caso, distintas Direcciones del GAMLP. En ambos ámbitos la pesquisa se basó en la búsqueda de cualquier tipo de información vinculada con nuestros temas de estudio: ordenanzas, registros de impuestos y todo tipo de estadísticas oficiales. A la vez, también se visitó el Archivo Nacional, ubicado en Sucre, para tratar de complementar información oficial.

Este trabajo detallado arrojó datos interesantes pero exigüos y, principalmente, demostró las precarias condiciones de archivo de instituciones públicas –creemos que este es un tema significativo por lo que se lo trabaja en detalle en un apéndice metodológico en los anexos de este documento–. La ausencia de información ordenada sistemática nos obligó a cambiar la estrategia metodológica planificada en principio. Ante la precariedad de la información disponible, nos dimos cuenta que debíamos concentrarnos en los testimonios de vecinos de la época, y utilizar los datos de archivo accesibles como insumos complementarios. A su vez, decidimos incorporar a los periódicos de La Paz como fuente secundaria ya que encontramos información relevante que citaba estudios que no encontramos en los Ministerios respectivos. Por supuesto, ambos aspectos incidieron en el trabajo de campo, que amplió sus alcances y se extendió por más tiempo.

En segundo lugar, la ausencia de información oficial influyó en los recortes temáticos. Algunos de los temas iniciales fueron descartados por la imposibilidad de obtener información esencial para su reconstrucción. Por ejemplo, en relación a las actividades recreativas, se tenía planificado abordar el tema del cine –debido a la importancia que adquiriría en conversaciones iniciales acerca del periodo– pero es imposible acceder a datos estables de proyecciones y audiencias. De allí que el recorte temático ha estado definido por la estabilidad de datos documentales que puedan acompañar adecuadamente el núcleo central de nuestro material empírico: los testimonios recabados a través de entrevistas.

2. Las entrevistas

La importancia de las entrevistas como técnica y recurso para este trabajo surgió al principio de la revisión bibliográfica cuando encontramos un libro notable. *Diálogos con el vecindario paceño* es la descripción de las conversaciones del alcalde con vecinos de la ciudad. En la contratapa del libro de 1980 se puede leer: “Este folleto es testimonial. (...) Como periodista acompañé al Alcalde, Raúl Salmón, sábados, domingos y feriados en sus infatigables caminatas por los barrios: de Norte a Sur, de Este a Oeste. Y se me ocurrió reunir grabaciones y apuntes periodísticos para que hay un testimonio de la forma cómo se expresan los vecinos. Casi al cien por ciento de los diálogos no han sido alterados y hasta intencionalmente se han conservado las expresiones idiomáticas populares”.²⁴⁶ Este libro resaltó la importancia de incorporar las experiencias de las personas a través de sus testimonios.

Esta constatación adquirió aún mayor importancia después del relevo de información oficial disponible. Comprendimos que las entrevistas debían convertirse en la técnica central del estudio y ampliamos los materiales cualitativos.

Se definió una “muestra” cualitativa de medio centenar de personas –en la práctica se entrevistó a 52 personas para ser exactos– entre 50 y 75 años. 21 informantes corresponden a los barrios residenciales de la ciudad, 18 a los barrios de ingreso medio y 13 a los barrios pobres. 30 entrevistados son hombres y 22 mujeres. No se definió una cantidad predeterminada, ya que el principio central fue la búsqueda de la saturación de información.

Las entrevistas se emprendieron desde marzo de 2019 hasta enero de 2022 –aunque el grueso de los testimonios se obtuvo hasta principios de 2020–. En principio me concentré, por razones de accesibilidad, en personas de barrios residenciales de diverso oficio: intelectuales, artistas, periodistas, funcionarios públicos, amas de casa, empleadas domésticas, arquitectos, comerciantes. A su vez, emprendí las primeras entrevistas con informantes de otras zonas de la ciudad.

El golpe de estado en Bolivia y la pandemia en el mundo interrumpieron el avance planificado. Durante los primeros meses de 2020 fue imposible avanzar pero poco a poco se fue retomando el contacto con las personas con mayor confianza y se emprendieron entrevistas

²⁴⁶ Honorable Alcaldía Municipal, *Diálogos con el vecindario paceño*, La Paz, Casa de la Cultura, 1980.

virtuales a través de zoom o meet, todos los informantes, en este caso, provenían de las zonas residenciales de la ciudad.

Después de un largo encierro, recién se pudo completar el trabajo de campo a principios de 2022. Como la muestra estaba marcada por informantes de barrios residenciales, hemos intentado equilibrarla a través de una etapa suplementaria de trabajo de campo que duró hasta finales de ese año. A pesar de este esfuerzo extra, y que el abanico de testimonios se ha expandido a todos los barrios de la ciudad, ha sido imposible lograr la saturación de datos planificada porque retomar los contactos y establecer las entrevistas ha sido difícil después de la pandemia. Sin embargo creemos que contamos con una información lo suficientemente estable para establecer análisis estructurales.

La distribución de informantes se expresa en el siguiente cuadro.

Cuadro 3. Informantes del estudio

Nro.	Nombre (para preservar la privacidad se consignan solo las iniciales)	Ocupación	Zona de residencia (durante la época)	Lugar	Fecha de la entrevista (aunque hayan sido varias entrevistas se consigna la fecha de la primera conversación)
1	P.A.	Cineasta	Residencial	La Paz	13 de noviembre de 2018
2	S.A.	Periodista	Residencial	La Paz	7 de agosto de 2019
3	A.A.	Psicóloga	Residencial	La Paz	16 de marzo de 2019
4	M.B.	Periodista	Residencial	La Paz	13 de abril de 2018
5	J.B.	Dueño de panificadora industrial	Residencial	La Paz	6 de junio de 2019
6	L.C.	Periodista	Residencial	La Paz	25 de marzo de 2019
7	J.C.	Música	Residencial	La Paz	24 de octubre de 2018
8	N.C.	Ama de casa	Residencial	La Paz	4 de abril de 2019
9	C.A.	Ama de casa	Residencial	La Paz	5 de mayo de 2019
10	G.O.	Dueño de bar	Residencial	La Paz	9 de abril de 2019

11	S.V.	Socióloga, docente universitaria	Residencial	La Paz	5 de junio de 2018
12	V.R.	Pedagoga	Residencial	La Paz	7 de enero de 2020
13	G.S.	Sociólogo	Residencial	La Paz	29 de mayo de 2018
14	L.T.	Político, docente universitario	Residencial	La Paz	24 de abril de 2019
15	C.T.	Político	Residencial	La Paz	9 de mayo de 2019
16	M.L.	Cineasta	Residencial	La Paz	26 de octubre de 2018
17	F.M.	Economista	Residencial	La Paz	8 de mayo de 2018
18	J.C.O.	Escritor	Residencial	La Paz	23 de noviembre de 2018
19	C.V.	Arquitecto	Residencial	La Paz	25 de junio de 2019
20	R.V	Músico	Residencial	La Paz	14 de noviembre de 2020
21	G.U	Artista Plástico	Residencial	La Paz	4 de septiembre de 2019.
22	V.A.	Bibliotecóloga	Media	La Paz	19 de marzo de 2019
23	N.C.	Empleada Administrativa	Media	La Paz	19 de abril de 2019
24	R.P	Ama de casa	Media	La Paz	20 de noviembre de 2018
25	J.F.	Ama de casa	Media	La Paz	24 de enero de 2022
26	G.G.	Literato	Media	La Paz	10 de octubre de 2018
27	A.M.	Escritor	Media	La Paz	5 de mayo de 2018
28	C.M.	Empleado bancario	Media	La Paz	22 de septiembre de 2018.
29	E.P.	Sociólogo	Media	La Paz	19 de agosto de 2021
30	O.P.	Ingeniero	Media	La Paz	7 de septiembre de 2021
31	M.P.	Ingeniero	Media	La Paz	17 de noviembre de 2019
32	H.Q.	Escritor	Media	La Paz	8 de julio de 2019
33	A.Q.	Economista	Media	La Paz	16 de enero de 2022
34	P.Q	Obrero jubilado	Media	La Paz	19 de noviembre de 2018
35	R.R.	Comerciante	Media	La Paz	17 de enero de 2022
36	A.R.	Ama de casa	Media	La Paz	10 de julio de 2019
37	N.S.	Músico	Media	La Paz	27 de octubre de 2018
38	E.T.	Periodista	Media	La Paz	10 de diciembre de 2018
30	M.V.	Escritor	Media	La Paz	23 de mayo de 2019.
40	G.C.	Empleada doméstica	Pobre	La Paz	19 de mayo de 2019
41	B.M.	Empleada doméstica	Pobre	La Paz	15 de mayo de 2019
42	R.M.	Ama de casa	Pobre	La Paz	22 de enero de 2022
43	K.M.	Músico	Pobre	La Paz	17 de enero de 2022
44	P.Q.	Estudiante	Pobre	La Paz	20 de noviembre de 2018
45	R.Q.	Ama de casa	Pobre	La Paz	23 de enero de 2022
46	A.R.	Albañil	Pobre	La Paz	8 de junio de 2018
47	A.S.	Antropóloga, docente universitaria	Pobre	La Paz	5 de junio de 2019
48	R.T.	Portero	Pobre	La Paz	12 de julio de 2018

49	A.T.	Chofer	Pobre	La Paz	12 de septiembre de 2019
50	J.V.	Ama de casa	Pobre	La Paz	15 de diciembre de 2018
51	J.Z.	Albañil	Pobre	La Paz	21 de marzo de 2019
52	G.Z.	Ama de casa	Pobre	La Paz	14 de mayo de 2018

3. Otras fuentes documentales

Ante la aridez de los archivos oficiales, además de las entrevistas, ampliamos el trabajo de archivo a los periódicos que se publicaban en La Paz. En ese sentido, se revisaron todos los diarios de la ciudad durante la época: los vespertinos: *El Diario*, *Última Hora* y *Presencia* y los meridianos: *Hoy* y *Meridiano*. También se trabajaron semanarios como *Aquí*, revistas de la época como *Perspectiva* y *Alarma*; y publicaciones artesanales como *Coyuntura* y otras menores.

A partir de las bibliografías anuales de Werner Guttentag,²⁴⁷ se han revisado las obras de ficción (novelas y cuentos) y no ficción (crónicas) del y acerca del periodo. Por las razones de contexto arriba mencionadas, la revisión no ha sido totalmente exhaustiva pero se ha cubierto una buena parte del corpus. Estos materiales han sido complementarios a los testimonios, fuente central del estudio.

También se han revisado productos audiovisuales: películas, documentales y cortometrajes de y sobre el periodo. Al respecto han sido particularmente importantes las películas de Antonio Eguino: *Chuquiago* (1977) y *Amargo mar* (1985), como fuentes privilegiadas para conocer el contexto de la época.

4. Limitaciones y puntos ciegos

Como dijimos, este trabajo con fuentes diversas ha surgido de la intención de cubrir los vacíos que surgieron de los archivos oficiales. Creemos que la combinación entre testimonios, periódicos y obras de ficción han permitido recrear las experiencias sociales de los vecinos de

²⁴⁷ Werner Guttentag, *Bibliografía Boliviana (1962-2001)*, Bolivia, Los amigos del Libro. Fueron consultados los volúmenes de 1979 a 1985.

barrios residenciales de la ciudad de La Paz. Sin embargo, aun así, han quedado algunos puntos ciegos que este estudio no ha podido superar.

El principal, ya detallado en la introducción, ha sido el vinculado a los procesos ilegales durante el periodo. Desde negociados grandes hasta prácticas cotidianas, este es un aspecto que nos ha sido imposible aprehender en los testimonios y documentos. Por un lado, en los testimonios aparecieron muchos silencios y rodeos cuando aparecían este tipo de temas; algunos de nuestros informantes cumplían funciones que permitían acceder a privilegios –por ejemplo, políticos–, otros enfrentaron situaciones dilemáticas en sus interacciones cotidianas –por ejemplo, el dueño de una panadería industrial–. En estos casos, las entrevistas no pudieron cubrir en detalle estas experiencias. A su vez, las notas de periódico incorporan denuncias y quejas acerca de procesos como el contrabando, el ocultamiento o el aprovechamiento de la posición; sin embargo, la gran mayoría de ellas son difíciles de comprobar empíricamente desde el presente. Por estas razones, ha sido imposible comprender toda esta faceta de las experiencias cotidianas durante la crisis.

Este es un estudio que se concentra, por no encontrar un mejor término, en los usuarios. En ese sentido han quedado fuera del análisis los comerciantes, los choferes, los campesinos, los políticos. Esta decisión obedece a una razón metodológica: la entrevista ha sido la técnica central de recopilación de datos y no hemos podido alcanzar una densidad de datos suficientes con estos actores. Esto sucedió por varias razones. En primer lugar, como el estudio se concentra en un periodo tan particular en términos políticos y, sobre todo, económicos, los actores que tomaban decisiones, brindaban servicios y vendían productos son reacios a compartir sus experiencias durante el momento. Varias veces entrevisté a funcionarios públicos de la UDP, a choferes, a vendedoras de mercado y de tiendas de barrio y me encontré frente a un “discurso oficial” que omitía sistemáticamente temas complejos y polémicos. De allí que haya sido imposible recrear sus experiencias cotidianas durante el periodo de estudio.

En segundo lugar, al estar la investigación concentrada en La Paz y debido a la necesidad de limitar los alcances del trabajo de campo, ha sido imposible emprender entrevistas amplias y sostenidas con campesinos. Desde que se definió el diseño metodológico en el que se apoya la aplicación de entrevistas, se decidió concentrar el trabajo en la ciudad de La Paz, tomando en cuenta que extenderlo a áreas rurales hubiera sido una tarea titánica. De allí que no aparezca en este estudio la voz de los campesinos –ausencia particularmente importante en el capítulo II,

dedicado a la comida—. Hemos accedido a su punto de vista de manera tangencial, a partir de algunas conversaciones informales de residentes paceños –campesinos durante la década de 1980–, de información periodística y de novelas de ficción. Sabemos la importancia de esta omisión, tomando en cuenta además que es una ausencia que continua la falta de importancia que se le da a este sector sin tomar en cuenta su importancia esencial para que los alimentos lleguen a la ciudad; sin embargo, hemos limitado el análisis al punto de vista de los vecinos de La Paz por las razones metodológicas arriba expuestas.

Nos concentramos en las entrevistas porque muchas veces enfrentamos la fragmentación de los datos. En varias ocasiones encontramos alguna información valiosa pero incompleta, difícil de seguir en archivos y entidades oficiales. Volvamos al ejemplo concreto del tema del cine como un espacio central de recreación cotidiana. Varias veces su importancia apareció en los testimonios. Buscando información secundaria, encontramos un rico cúmulo de datos sobre la Cinemateca Boliviana. Por la obsesión y compromiso de sus gestores, particularmente de Pedro Susz, se editaron revistas y boletines sobre su funcionamiento a lo largo de los años. Allí encontramos todos los ciclos organizados, las películas proyectadas y, más importante aún, la cantidad de espectadores por año. Sin embargo, cuando se intenta buscar el mismo material para las salas de cines comerciales, los datos no existen en ningún lugar. Esta falta de estabilidad y exhaustividad en los datos incidieron en definir las entrevistas como base central de nuestro estudio pero, a su vez, definieron los límites del análisis.

De allí que los temas finales seleccionados son para los que se ha logrado consolidar una base empírica, a partir de testimonios y otras fuentes, que permita una argumentación completa. Al respecto, temas como justamente el cine, el fútbol u otros consumos culturales, que en principio pretendían abordarse en la parte vinculada a las actividades recreativas, se hayan dejado de lado en el transcurso de este trabajo.

SEGUNDA PARTE:
**RUTINAS DE LA VIDA COTIDIANA: PLURALISMO ASOCIATIVO Y
ORDEN SOCIAL**

Capítulo I. Comida

Ya no revisó la quinta olla, pero pronto vio que se trataba del falso conejo. Ese plato le recordaba su convicción udepista y lo dejaba triste un buen rato. El doctor Siles se reacomodaba en su corazón.

Que te vaya como mereces, Gonzalo Lema (2015).

- Bueno, es que... tenía problemas en una panadería.

- ¿En una panadería?

- Es que... bueno, somos varios en mi casa, y nos turnábamos para hacer fila. A veces mi hermana va, mi mamá, y a mí me habían mandado, a eso de las diez de la noche. Había grande fila de gente. '¿Hay pan, señora?'. 'Más tarde van a sacar, joven'. Y yo esperando con el bolsón. Y de allí había aparecido un amigo. 'Che, ¿qué haces aquí? Nos echaremos uno'. 'Señora, dejaré el bolsón'. Nos hemos ido a una tienda donde vendían misiles. Más después hemos vuelto. '¿Cómo es?'. 'Están amasando todavía, dice'. Saben sacar a las tres, cuatro, ¿no ves? 'Hay tiempo, pues'. Hemos echado unos tres, cuatro más. He vuelto. 'Ya van a sacar'. 'Bueno, uno más. Del estribo'. Y de allí... cuando he vuelto, no había nadie. Ni siquiera el bolsón. Estaba cerrado la panadería. He golpeado. Y estaba pues, duro. ¡Pan, véndeme! De adentro se han gritado, '¡No hay pan! ¡Sia acabao!'. ¡Carajo! Me he puesto a patear la puerta '¡Panadería e mierdas! ¡Ley voy a quemar hasta los cimientos!'. Y por mi mala suerte habían estado pasando los jachus...

- ¿Y el bolsón?

- Perdido.

El viento de la cordillera: un thriller de los ochenta, Spedding (2001).

Desde finales de la década de 1970 buena parte de los habitantes de La Paz enfrentaban una situación crítica en relación a los alimentos. La inflación incrementaba sin pausa, incidiendo fuertemente en el aumento de los precios. A su vez, entre los últimos meses de 1982 y los primeros de 1983, el país sufrió una sequía demoledora en el altiplano e inundaciones galopantes en el oriente. Como resultado de estos procesos, los habitantes de La Paz experimentaron una realidad cambiante y complicada en relación al acceso a la comida.

En este contexto difícil, los vecinos de la ciudad desarrollaron estrategias, consolidaron redes y emprendieron prácticas particulares para enfrentar la situación adversa que estaban viviendo. Este capítulo se concentra en la manera en que las personas vivieron este momento particular cuando determinaciones centrales, como la oferta y la demanda, el precio y sus informaciones, y la disponibilidad normal de los productos se interrumpieron.

1. Sequía, escasez y precios desbocados

Aunque el periodo de los años setenta había sido difícil –por ejemplo, en 1974 los precios de productos de primera necesidad como el aceite comestible, huevos, café, carne, arroz y fideos aumentaron en un promedio del 219%–²⁴⁸ fueron, a su vez, años más estables que los que se vivirían para el final de la década. El régimen de Banzer logró afianzar la economía y se vivió en la ciudad varios años de estabilidad e incluso de bonanza.

Sin embargo, esta situación empezó a cambiar desde los últimos años de la década de 1970. En el marco de la crisis económica que sufría el país, expresada principalmente en el descalabro financiero que pronto se convertiría en hiperinflación, los precios de los productos alimenticios aumentaron incesantemente. La situación empezó a tornarse dramática a partir de los últimos gobiernos dictatoriales y ya en democracia, el 30 de noviembre de 1979, el gobierno de Lidia Gueiler decretó un paquete con medidas económicas para enfrentar la crisis, entre ellas estaba el *congelamiento* de los precios de artículos de primera necesidad, principalmente los alimentos, para tratar de evitar su escalada ininterrumpida.²⁴⁹

La reacción a estas medidas fue la compra intensa de productos y, por lo tanto, el desabastecimiento. En las notas de los periódicos de los días posteriores al “nuevo ordenamiento económico” se puede ver fotografías de filas y estantes vacíos en los mercados, con frases como esta: “Amas de casa y personal de servicio, en días pasados buscaron afanosamente aprovisionarse de artículos domésticos de los principales mercados de la ciudad”.²⁵⁰ Las medidas tuvieron efectos contrarios a los esperados y la escalada de precios se intensificó.

²⁴⁸ James Dunkerley, *Rebelión en las venas*, La Paz, Plural, 1987, p. 261.

²⁴⁹ “Nuevo ordenamiento económico rige en el país”, Periódico *Presencia*, La Paz, 30 de noviembre de 1980.

²⁵⁰ “Abastecimiento”, Periódico *Presencia*, La Paz, 3 de diciembre de 1979.

Para principios de 1980 la Alcaldía decidió emprender inspecciones a lo largo de la ciudad para tratar de controlar los precios pero las cosas no mejoraron. Ante la gravedad de la situación, el alcalde Raúl Salmón, después de dos reconocimientos sabatinos consecutivos a los mercados de la ciudad, afirmaba: “La inmoralidad del personal de vigilancia y la acción de los comerciantes intermediarios son las causas de la elevación de los precios de los productos de primera necesidad”.²⁵¹

La dictadura de García Meza no cambió la situación. Los días posteriores al golpe de Estado, en julio de 1980, la ciudad funcionaba a media máquina y buena parte de los mercados y tiendas estaban cerrados. Recién para el 22 de julio, 5 días después del golpe, los periódicos anunciaban: “la ciudad mostró un panorama normal, existe abastecimiento de productos de la canasta familiar”.²⁵² Para enfrentar la crisis, la dictadura eliminó las subvenciones a los productos de la canasta familiar y declaró el mercado libre para la comercialización de los productos. En el corto pero intenso régimen militar estas medidas no influyeron en la situación y los precios siguieron aumentando.²⁵³

Después de la renuncia de García Meza, durante los gobiernos de Torrelio y Vildoso, en 1982, la subida de los precios se intensificó abruptamente. El arribo de la UDP al poder no revirtió la situación. A menos de un mes de asumir funciones, las medidas económicas que tomó el gobierno tuvieron como resultado una escalada de precios. A partir de la *desdolarización*, los precios no pararían de subir. Un informe del Banco Central concluía que desde marzo de 1983 a marzo de 1984, en un año, los precios de los alimentos al por mayor habían subido en un 516%.²⁵⁴

A lo largo de estos años, en la ciudad se vivió una intensa crisis en relación al acceso de alimentos. El periodo más dramático al respecto se extendió desde 1983 hasta 1985, cuando el gobierno de Víctor Paz Estenssoro promulgó las medidas de shock económico, expresada en el decreto 21060, que normalizó la situación con altos costos sociales y económicos.

²⁵¹ “Alcalde atribuye alza de precios a la inmoralidad de los funcionarios”, Periódico *Presencia*, La Paz, 11 de febrero de 1980.

²⁵² “Abusan con los precios en mercados”, Periódico *Última hora*, La Paz, 22 de julio de 1980.

²⁵³ Gonzalo Chavez: “Alta inflación, hiperinflación y variabilidad de los precios relativos: El caso boliviano”, Documento de Trabajo, No. 05/89, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas (IISEC), Universidad Católica Boliviana, La Paz, 1989.

²⁵⁴ “En un año, precios de alimentos al por mayor subieron en 516”, Diario *Presencia*, La Paz, 20 de septiembre de 1984.

A las adversidades económicas se sumaron los desastres naturales. Entre 1982 y 1983 se suscitaron una demoledora sequía en el altiplano e inundaciones en el oriente. Un informe de la Comisión Económica para América Latina (CEPAL) estableció que la sequía –“que parece ser la más severa de la historia, comparable quizás solamente con otra que tuvo lugar en 1878 - 1879 y posiblemente con la de 1941 - 43”– afectó a poco más de un tercio del territorio del país –unos 380.000 kilómetros cuadrados– y a 1,6 millones de habitantes del área rural. Mientras en el occidente se sufría la aridez, en el oriente del país las inundaciones cubrieron 150,000 kilómetros cuadrados y sus efectos alcanzaron a 700,000 personas aproximadamente.²⁵⁵ Ante la magnitud de los desastres, a principios de 1983, el 9 de febrero, el gobierno declaraba al país en estado de emergencia nacional²⁵⁶ y, al mes siguiente, el 21 de marzo promulgaba el estado de desastre nacional.²⁵⁷ La sequía tuvo consecuencias desastrosas para la producción nacional de alimentos. Urioste cuantificó que la frontera agrícola se redujo “en 1983 al mismo nivel de 10 años atrás”.²⁵⁸ Un ejemplo concreto es la papa: el año 1983 es el año de producción más bajo del siglo XX.²⁵⁹

Estos sucesos, sumados a la especulación vinculada a la inflación, intensificaron la escasez de alimentos en la ciudad de La Paz. Desde 1979 determinados productos eran difíciles de conseguir pero a partir de ese año la carestía llegó hasta los artículos de primera necesidad. El pan, la leche, el café y el azúcar eran prácticamente inhallables para la mayor parte de la población.

Una nota de *Presencia* describía de esta manera un día de mercado en La Paz a mediados de 1983. A pesar del énfasis quejumbroso, expresa la realidad que vivía buena parte de los habitantes de la ciudad: “El sábado es en La Paz y otros distritos ‘día de mercado’. La mayor parte de las amas de casa se dedica a adquirir productos para la semana. Lamentablemente, se

²⁵⁵ Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Los desastres naturales de 1982-1983 en Bolivia, Ecuador y Perú, s/l.*, CEPAL, 1987, pp. 25-27. Un informe del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) presenta prácticamente las mismas cifras y suma otros datos: “38% del total del territorio afectado, un total de 1,6 millones de damnificados y una pérdida de 2.821 millones de dólares; además, 250.000 unidades productivas afectadas y un impacto sobre el Producto Interno Bruto nacional del 7%”. Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), *Tras las huellas del cambio climático en Bolivia Estado del arte del conocimiento sobre adaptación al cambio climático Agua y seguridad alimentaria*, La Paz, PNUD, 2011.

²⁵⁶ Bolivia, Ley 533, 9 de febrero de 1983.

²⁵⁷ Bolivia, Decreto Supremo 19477, 21 de marzo de 1983.

²⁵⁸ Miguel Urioste, *El estado anticampesino*, La Paz, CINCO/ILDIS, 1984, p. 20.

²⁵⁹ Hernán Zeballos, Felipe Balderrama, Bruno Condori y Jorge Blajos, *Economía de la papa en Bolivia (1998-2007)*, Cochabamba, PROINPA, 2009, p. 17.

ha convertido también en un día de dolores de cabeza, por las dificultades con que se tropieza, ya sea por escasez de algunos artículos, como la carne y los huevos –en días recientes– o por la constante e incontrolada elevación de precios”.²⁶⁰

2. La crisis en las zonas de la ciudad

La carestía afectó a la ciudad en su conjunto pero de distintas maneras en los barrios de la ciudad. Para el caso de los barrios residenciales, es ilustrativo el testimonio de una periodista, vecina de toda la vida del barrio de Sopocachi, que recuerda con nostalgia: “La Paz era una ciudad con muchos rituales en relación a la comida. Se desayunaba temprano, se comía salteñas a medio día, se almorzaba siempre en su casa, se tomaba té y se cenaba. En la casa se tomaba siempre el té, con mermelada casera que se había hecho con frutas de temporada, pan (que se vendía por lo menos tres veces al día y en todas las tiendas, que habían en cada esquina) y mantequilla. (...) Se comía mucha comida nacional. La mayoría comía sopa (bien elaborada, con hueso y hortalizas) y segundo (por ejemplo, ají de lengua, sajta)”.²⁶¹

A pesar de cierta idealización, el testimonio muestra la rutina a la que estaban acostumbradas las familias de capas acomodadas en la ciudad de La Paz a finales de la década de 1970. Incluso con la crisis que vivía la ciudad en relación al acceso a los alimentos, para la mayor parte de los vecinos de Miraflores, Sopocachi y la zona Sur esta rutina no cambió sustancialmente. La escasez incidió de manera menos intensa en la vida cotidiana; se mantuvieron las costumbres y consumos convencionales. Varios testimonios recurrentes de vecinos y vecinas de estos barrios expresan bien este aspecto: “El mercado de Sopocachi estaba nomás abastecido a comparación de otros, era más caro eso sí, pero había aunque sea carne. Eso imposible en otros lugares más arriba”.²⁶² “En Calacoto, algunos días me tuve que turnar con la empleada para hacer cola pero nunca nos faltó nada. Siempre logramos conseguir todo. Yo no sé si es por el barrio, yo no he sufrido esa época haciendo cola a las 4 de la mañana. A las 7 iba la empleada, a veces si había cola yo la reemplazaba a las 9”.²⁶³

En los barrios residenciales de la ciudad las personas podían acceder a la mayoría de los

²⁶⁰ “Sábado, día de mercado y dolores de cabeza”, Diario *Presencia*, La Paz, 7 de mayo de 1983.

²⁶¹ Entrevista con periodista, La Paz, 25 de marzo de 2019.

²⁶² Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

²⁶³ Entrevista con psicóloga, La Paz, 16 de marzo de 2019.

productos tradicionales, aunque, por supuesto, a precios muy superiores al resto de la ciudad. Mientras que mercados centrales, como el Rodríguez, estaban desabastecidos, los de la zona residencial, como el de Sopocachi, mantenían una diversa gama de productos. “Me acuerdo de los mercados arriba, incluso el Rodríguez, pocas cosas, casi nada, en cambio en Sopocachi había nomás, más caro pero había”.²⁶⁴

Un ejemplo concreto es la carne. En las notas de periódicos y en los testimonios de vecinos de barrios populares su ausencia aparece recurrentemente; sin embargo, en la memoria de los habitantes de las zonas residenciales era un bien al que se podía acceder. Mientras las memorias de los barrios pobres se vinculan a la inexistencia de este producto –“Yo solía ir al mercado Rodríguez, desde siempre, porque era más barato. Pero esa época ni ahí conseguía carne, había un poco de carne a las 5 de la mañana, después ya no había nada; si eras conocida de la casera, te daba un kilo de pulpa blanca y un kilo de hueso. No te daba más. Gracias a Dios si podías conseguir eso”–,²⁶⁵ en Sopocachi y Miraflores existía una oferta más o menos constante de carne: “La cosa era la plata, de haber había en los mercados de Sopocachi y Miraflores, pero era caro. Nosotros empezamos a comer carne tres veces por semana, ya no todos los días. Pero teníamos, en otros barrios era imposible”.²⁶⁶

Como la mayor parte de los productos de primera necesidad seguían disponibles, la memoria de la escasez en estos barrios se vincula a productos de lujo. En los testimonios, aparecen repetitivamente bienes como las gaseosas y bebidas alcohólicas importadas pero, sobre todo, el cigarro, cuyo recuerdo aparece una y otra vez en los testimonios: “De la noche a la mañana pasamos de fumar cigarrillos de todo el mundo a fumar Casino, si teníamos suerte. Fue una época jodida.”²⁶⁷ “Los cigarrillos escaseaban totalmente; mi mamá fumó hasta Astoria”²⁶⁸. “Fumábamos cigarrillos Estadio que decían en la cajetilla ‘Esto no es tabaco’, fumábamos papel”.²⁶⁹

Algunos productos desaparecieron de toda la ciudad, incluidos los barrios residenciales. El más importante: el café. En la novela *Río fugitivo* de Edmundo Paz Soldán, ambientada en

²⁶⁴ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

²⁶⁵ Entrevista con ama de casa, La Paz, 5 de mayo de 2019.

²⁶⁶ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

²⁶⁷ Entrevista con dueño de bar, La Paz, 9 de abril de 2019.

²⁶⁸ Entrevista con psicóloga, La Paz, 16 de marzo de 2019.

²⁶⁹ Entrevista con cineasta, La Paz, 26 de octubre de 2018.

Cochabamba precisamente en tiempos de la UDP, y donde la escasez en los colegiales del Don Bosco no se deja sentir demasiado, el protagonista acompaña a sus padres a una vista familiar. Sentados en el living se suscita esta conversación: “- ¿Un tecito? - Café, por favor, -dice mamá. - Vas a disculpar, Patricia, pero sólo te puedo ofrecer té. Se me acabó el café, y cuando fui a comprar una latita casi muero de la impresión cuando me dijeron lo que costaba. ¡Veinte mil!”.²⁷⁰

En la zona comercial popular, la escasez tampoco se sintió demasiado. Las redes de los comerciantes les permitieron acceder a los productos más valorados por su escasez. Un dueño de una panificadora industrial, que tenía una relación privilegiada con comerciantes del barrio de Chijini –principalmente a través de la venta de harina– recuerda: “Como tenía contacto con comerciantes lograba comprar todo lo importante, me acuerdo de la leche, que era lo que más necesitaba”.²⁷¹

En los dos espacios donde la escasez se sufrió cotidiana e intensamente fue en la zona fabril, y principalmente, en los barrios pobres de la ciudad. En el primer caso, los trabajadores asalariados pudieron paliar un poco la crisis a través de las pulperías. Las personas que tenían un puesto de trabajo en alguna institución, principalmente estatal pero también, en algunos casos, privada –como, por ejemplo, la fábrica La Papelera– recibían por lo menos insumos básicos alimenticios que permitían cubrir las necesidades esenciales.²⁷²

Al respecto es importante establecer una distinción. La pulpería funcionaba principalmente en empresas, industrias e instituciones grandes (desde las estatales, como la Corporación Minera de Bolivia (COMIBOL) o la Universidad Pública hasta las privadas como Productos La Estrella o la mencionada La Papelera). La situación era distinta en las más pequeñas: “En mi caso ni la pulpería nos ha salvado. Los trabajadores han sufrido muchísimo. Todos hemos acudido a lo que siempre se acude, al conjunto, al sindicato pero lastimosamente

²⁷⁰ Edmundo Paz Soldán, *Río fugitivo*, Bolivia, Alfaguara, 1998, p. 172. Aunque localizada en Cochabamba, esta escena es expresiva también de lo que pasaba en la ciudad de La Paz: varias notas de periódico de la época se lamentan sobre la ausencia de esta bebida, central en la dieta de gran parte de la población.

²⁷¹ Entrevista con dueño de panificadora industrial, La Paz, 6 de junio de 2019. Varias comerciantes, vendedoras de mercado y tiendas de abarrotes, afincadas en los alrededores de la Garita, compartieron conmigo, en charlas informales, testimonios en los que mencionaban que podían acceder a los bienes más necesitados, como leche o harina, a través del trueque con otros comerciantes. Las personas con las que se conversó expresaron informalmente estas ideas y pidieron que no se consigne sus nombres.

²⁷² Entrevista con empleada administrativa, La Paz, 19 de abril de 2019.

la pulpería donde trabajaba mi marido estaba quebrada también”.²⁷³

Como es de esperarse, donde la crisis se sintió con mayor magnitud fue en los barrios pobres de la ciudad. Las zonas populares, sobre todo en la periferia del oeste y del este, fueron las más afectadas: “No había pan, no había arroz, no había azúcar. Tres años desaparecen estas cosas. Si lo básico desaparece, imagínate lo demás”.²⁷⁴ “No había lo más importante para comer. Nosotros éramos jovencitos, estábamos en la promoción y moríamos de hambre. Mi mamá se inventó una metodología de suprimir el té. Lo normal era desayuno, almuerzo, té y cena. Lo reglamentario. Teníamos desayuno, almuerzo y un té que no era ni tarde ni temprano. Esa era nuestra cena. Nos cortaba el queso. Eso nos quedó marcado. Éramos jóvenes. Cortaba mi mamá los pedacitos de queso. Para el té de hoy, cortaba 5 pedazos. Sí vimos cambio en nuestra alimentación”.²⁷⁵

Mientras que en los vecinos de los barrios cotidianos la escasez se vincula con bienes como los cigarrillos y los refrescos, para los vecinos de barrios marginales el recuerdo remite a bienes esenciales, como el pan o el kerosene. En los barrios populares, la mayor parte de las familias cocinaba con anafe por lo que este era un insumo esencial. “Nosotros nos cocinábamos en anafe, así que hacíamos colas desde temprano para conseguir kerosene”.²⁷⁶

Para comprender en mayor detalle las características particulares de la escasez, sus implicaciones en las diferentes zonas de la ciudad y las formas para enfrentarla, nos concentraremos por un momento en el caso del pan.

2.1. El pan

A finales de 1979 un anuncio del gobierno se publicó en todos los periódicos de La Paz a página completa: “Las propias amas de casa neutralizaremos la escasez del pan: Compre harina y haga pan. Es una sugerencia del Ministerio de Industria y Comercio”. Dos recuadros acompañaban estas palabras; en uno se leía: “No hay restricción para comprar harina a \$b 320 el quintal”; en el otro: “Si un grupo de panificadores –no trabajadores– están causando esta

²⁷³ Entrevista con ama de casa, La Paz, 5 de mayo de 2019.

²⁷⁴ Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

²⁷⁵ Entrevista con ama de casa, La Paz, 5 de mayo de 2019.

²⁷⁶ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

escasez de pan, las amas de casa podemos defendernos. En las tiendas de abarrotes de las calles Murillo, Gallardo, Garita de Lima, Mercado Rodríguez etc., hay harina en gran cantidad. Compre harina y en su casa elabore pan y neutralice esta situación de emergencia. Muchas gracias”.²⁷⁷

Durante el primer lustro de la década de 1980, las relaciones de los panificadores con el gobierno fueron tensas. El conflicto se concentraba en las relaciones de control y subsidio. El gobierno distribuía harina subsidiada a los panaderos con el compromiso de que vendieran el pan a precios definidos de antemano. En el marco de una situación desesperada, los panificadores intentaban contrarrestar la devaluación del peso boliviano subiendo el precio de sus productos y desviando estos insumos subsidiados vía contrabando. Esto creó una escasez inédita y formas especulativas extendidas en la ciudad.

Este conflicto se inscribía en un problema mayor relacionado con la producción e importación de trigo. En *Historia de la industria molinera de Bolivia*, Laura Escobari consigna que para 1984 el país importaba más del 90% de trigo necesario para el consumo interno. Durante el periodo que cubre el primer lustro de la década “el consumo de trigo había abastecido solamente el 3% de la demanda nacional de harina”.²⁷⁸ La producción interna estaba estancada desde finales del siglo XIX por lo que la dependencia a las importaciones y donaciones era cada vez más importante desde la década de 1950.²⁷⁹ En un contexto donde el Estado tenía el monopolio de la importación, las negociaciones con países extranjeros fueron centrales para acceder a este insumo, sumándose a la coyuntura las donaciones que enviaba Estados Unidos, en el marco de la Ley 480, y que significaban relaciones tirantes con el país del norte. El resultado fue una situación difícil para los distintos gobiernos del periodo pero principalmente para el de la UDP que a través del Ministerio de Industria y Comercio gestionaba la adquisición del trigo del mercado argentino y negociaba con Estados Unidos mantener las donaciones a pesar de la orientación económica del gobierno boliviano, contraria a las sugerencias de los norteamericanos. A su vez, el gobierno fijaba estrictamente el precio del pan de batalla y sancionaba a quienes lo comercializaban a precios mayores a los oficiales. En un trabajo reciente, Rosario Chinahuanca comparte varios casos de vendedoras sancionadas por esta

²⁷⁷ “Solicitada”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 4 de diciembre de 1979.

²⁷⁸ Laura Escobari, *Historia de la industria molinera de Bolivia*, La Paz, ADIM, 1987, p. 130.

²⁷⁹ Rosario Chinahuanca Pocoaca, “El escenario de la crisis económica: la escasez del ‘pan de batalla’ en la ciudad de La Paz desde la prensa escrita (1982-1985)”, El Alto, Tesis: Historia, Universidad Pública de El Alto, El Alto, 2022, pp. 54 – 56.

práctica.²⁸⁰

Por todas estas razones, la escasez de pan, que había empezado a principios de la década, se volvió dramática para 1983. Para buena parte de los vecinos de la ciudad, el elemento más importante de la comida era difícil de encontrar y sus precios crecían intempestivamente. En el momento más duro de la crisis, un cronista recordaba la variedad de pan que hasta hace algunos años se podía consumir en la ciudad a lo largo de las zonas de la ciudad: “Pues ese pan ahora no se consigue en ninguna parte. Han volado las marraquetas –y eso que ya eran de segunda-, las allullas, los chamillos, sarnas y doblados; el pan ordinario y las khaukhas; la colisa y el trenzado. Poco a poco, las nuevas generaciones comenzaron a desconocer aquella rica variedad de panes que eran fruto de la tierra bendecida por Dios y del trabajo del hombre. Se resignaron al pan de batalla, ligoso, aguanoso, mal cocido y estirable como chicle”.²⁸¹

La intensidad con la que se experimentó cotidianamente esta situación fue distinta en las zonas de la ciudad. De allí que en la memoria de los vecinos las preocupaciones y las dificultades para acceder al pan tienen una centralidad distinta. Para los vecinos de zonas marginales cobra especial intensidad el recuerdo de la dificultad para acceder al pan. La memoria está vinculada al pan como la mayor ausencia. “Hasta ahora, a veces, cuando huelo pan recién hecho, me acuerdo de las filas, del unito pan que comía todo el día”.²⁸² Desde otra posición, el dueño de una panadería industrial recuerda la ansiedad de los clientes por acceder a este bien primordial: “A las 3, 4 de la mañana se empezaban a formar las filas y solo dábamos 5 panes a cada persona. Y solo se hacía pan de batalla. Se distribuía de 6 a 10 de la mañana”.²⁸³

En cambio, en los testimonios de los vecinos de barrios residenciales el pan no aparece como motivo de preocupación. Es un bien que sigue presente en la experiencia cotidiana –la escasez se expresaba en bienes menos esenciales–. En los vecinos de las zonas comerciales tampoco aparece como una preocupación recurrente, las personas podían acceder al pan a través de las posibilidades de intercambio. Conozco varios casos de comerciantes que intercambiaban productos importados por pan.

En las zonas populares, la única manera era hacer filas, durante horas desde tempranas

²⁸⁰ Rosario Chinahuanca Pocoaca, *El escenario...*, *op. cit.*, p. 98.

²⁸¹ “El pan nuestro”, Periódico *Presencia*, La Paz, 27 de julio de 1983.

²⁸² Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

²⁸³ Entrevista con dueño de panificadora industrial, La Paz, 6 de junio de 2019.

horas del día. “Sabemos ir a hacer cola para el pan, en la mañana. Solo diez panes, máximo, para recibir había que ir con harta familia”.²⁸⁴ El pan es lo más importante, ya ni eso había. Era para llorar, me acuerdo ir temprano a hacer cola para que te den 2, 5 pancitos”.

En los barrios residenciales, al contrario, accedían diariamente a su consumo por diversas vías. Por un lado, buena parte del pan que se compraba en zonas marginales, después de hacer varias horas de fila, se revendía en los barrios residenciales de la ciudad a precios muchos mayores. He conocido varios casos de familias de barrios populares que hacían cola desde las 4 de la mañana para conseguir pan y revenderlo: una familia compraba 25 panes; 5 eran para ellos y el resto lo vendían las madres, a un precio considerablemente más elevado, en distintos espacios de las zonas residenciales. “Toda la familia íbamos antes de la madrugada a la panadería y hacíamos cola. Mi mamá compraba unos 20 panes, unos cuantos para nosotros y el resto lo vendía en la puerta del colegio Instituto Americano”.²⁸⁵ Chinahuanca también detalla casos de este tipo: “Entre otra de las prácticas que surge a consecuencia de las largas filas por la madrugada, fue el trabajo de los ‘intermediarios’. Estos trasladaban los panes hasta los domicilios de quienes se veían imposibilitados de adquirirlo desde las cuatro de la madrugada. Los cupos establecidos en otras panaderías fueron de 15 panes por familia a un costo de \$b. 70 la unidad. Pero el trabajo de los ‘intermediarios’ la incrementaba en \$b. 100 la unidad, obteniendo una ganancia de \$b. 30”.²⁸⁶

El acceso diferenciando al pan se complejizó aún más cuando los panaderos aplicaron una distinción entre el “pan de batalla” y el “pan especial”. Más que en relación a las características del producto, la distinción estaba enfocada en el precio –y con ello, en la posibilidad de compra de ese bien–: el “pan de batalla” era el pan que seguía la cotización oficial del gobierno y el “pan especial” podía tener precios mayores. Para abril de 1984 el “pan de batalla”, difícil de encontrar, con menos peso del reglamentado y de mala calidad, costaba 70 pesos, mientras que el “pan especial” tenía un precio que fluctuaba entre 200 y 1000 pesos, dependiendo de la zona de la ciudad.²⁸⁷ Sin embargo, a mediados de 1985, ya solo era posible encontrar “pan especial” a precios que fluctuaban entre 50.000 y 100.000 pesos la unidad.²⁸⁸

²⁸⁴ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

²⁸⁵ Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

²⁸⁶ Rosario Chinahuanca Pocoaca, “*El escenario*”, *op. cit.*, p. 107.

²⁸⁷ “¿Pan a \$b. 70? No, a cualquier precio”, Periódico *Presencia*, La Paz, 10 de abril de 1984.

²⁸⁸ “La angustia por el pan de cada día”, Periódico *Presencia*, La Paz, 19 de junio de 1985.

Los vecinos de zonas residenciales se acostumbraron a comprar “pan especial” y el “pan de batalla” salió de su dieta cotidiana. “Nosotros solo comíamos ‘pan especial’ todas las mañanas. Recuerdo que mi mamá renegaba: ‘¿Qué tiene de “especial” este pan? Lo único “especial” es su precio’”.²⁸⁹ En general, los vecinos de los barrios residenciales no sufrieron la escasez de pan. Si uno tenía dinero podía incluso encontrar “masas” (productos de repostería) y salteñas.²⁹⁰

Además de estos procesos, una distinción que aparece todo el tiempo en los testimonios de vecinos de barrios populares es el rol protagónico, o no, de las juntas de vecinos. De un lado, los barrios “unidos” donde la junta de vecinos organizaba la distribución y el acceso al pan; del otro, los barrios donde no existía esta organización de manera palpable. Aunque la situación era difícil, la acción de las juntas de vecinos permitían organizar mejor el reparto y, principalmente, como veremos más adelante en detalle, el arribo de la harina a las panificadoras industriales y a las panaderías artesanales del barrio.

De hecho, el acceso particular a la harina permitía la práctica extendida de hacer pan casero para el autoconsumo. En los barrios residenciales, comerciales y fabriles, los vecinos empezaron a hornear sus propios panes a partir del acceso privilegiado a la harina. Típicamente eran unidades familiares vinculadas con militares, comerciantes y empleados formales que, debido a sus contactos, podían acceder a este bien preciado. Conozco varios casos al respecto. Un militar puesto en retiro por sublevarse contra García Meza horneaba unos deliciosos panes en Sopocachi, que eran muy valorados por los vecinos y familiares;²⁹¹ en otros casos eran las esposas –o las empleadas– las que lo horneaban. Personas que trabajaran en fábricas o empresas recibían harina de la pulpería y horneaban pan, individual o colectivamente: “Conseguimos la harina de la pulpería. Mi prima Charito era la que hacía el pan, vivíamos en el mismo barrio. Partíamos y así nos hemos distribuido durante toda la época de la UDP”.²⁹²

En suma, a lo largo de la ciudad, se observa una rutina diaria distinta en relación a la comida. Para los vecinos de los barrios residenciales era un momento difícil pero que no se diferenciaba tanto de la situación convencional; algunos productos eran difíciles de conseguir y otros significaban un precio bastante más alto que antes. Sin embargo, para los vecinos de las

²⁸⁹ Entrevista con periodista, La Paz, 7 de agosto de 2019.

²⁹⁰ “Nuestro pan de cada semana”, Periódico *Presencia*, La Paz, 4 de enero de 1984.

²⁹¹ Entrevista con pedagoga, La Paz, 7 de enero de 2020.

²⁹² Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

laderas y barrios periféricos de la ciudad, la situación fue dramática y enfrentaron una situación inédita donde incluso los alimentos básicos desaparecieron de la cotidianeidad. Por supuesto, uno de los marcadores centrales para enfrentar esta situación era el acceso al dinero. Esto muestra que el precio más que la disponibilidad era el tema de fondo. Había pan pero a precios prohibitivos. En las clases privilegiadas, al tener dinero, del cual querían además desprenderse rápidamente, podían acceder sin demasiado problema a este bien.

Pero la situación no se definía solamente por la capacidad de gasto. Las formas de capear las crisis estaban definidas también por las estrategias y las redes sociales de las que disponían los vecinos de la ciudad. En La Paz, la crisis se enfrentó colectivamente en base a prácticas concretas que ayudaron a enfrentar el contexto adverso.

3. Estrategias sociales: redes, sustitución de productos e intercambio

La búsqueda de alimentos, en un contexto de crisis e incertidumbre, se desarrolló en un marco estructural. Como los precios aumentaban sin parar y el dinero perdía valor rápidamente, la gente quería deshacerse de sus billetes lo más rápido posible. Primero iban en búsqueda de dólares, si no podían acceder a ellos compraban bienes duraderos y acumulaban bienes de consumo –en muchos casos, para intercambiarlos a través del trueque–. Este proceso se expresó con particular intensidad en la comida. Uno de los principales productos para *deshacerse* del dinero que caía en picada eran los bienes alimenticios. “Todo el mundo salía a comprar dólares, pero yo me salía corriendo con mi salario a comprar víveres. Compraba trigo, lentejas, garbanzo, arroz, azúcar, lo que se pueda comprar, me lo tiraba el sueldo el primer día y con eso vivía ese mes”.²⁹³

He escuchado testimonios vinculados a estas prácticas en personas de todas las zonas de la ciudad. Un albañil me contó cómo era su nueva rutina semanal. Cada sábado, después de cobrar el pago de sus jornales en dos maletas viejas, subía a la Ceja de El Alto donde gastaba todo el dinero en víveres (incluso cosas que no solía comer: “así han aprendido a comer sardinas mis hijos”²⁹⁴). Una profesora universitaria compartió conmigo la misma historia, solo que su periplo para gastar todo en víveres sucedía, aunque también cargada de maletas, a fin de mes

²⁹³ Entrevista con socióloga docente universitaria, La Paz, 5 de junio de 2018.

²⁹⁴ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

“de ahí me he acostumbrado a comprar siempre cosas que duren, como cereales”²⁹⁵). En su afán de gastar el dinero lo más rápido posible y en el marco de una oferta incierta y escasa, las personas desarrollaron diversas estrategias para acceder a los alimentos y confeccionar la mesa diaria. A lo largo de la ciudad se intensificaron las redes sociales, se sustituyeron hábitos y consumos y se revitalizó el trueque.

3.1. Redes sociales

Una de las principales estrategias de los vecinos de la ciudad fue apoyarse en sus redes sociales. De hecho, hubo un proceso de intensificación al respecto. En la ciudad de La Paz, las dos principales fueron las redes familiares y las redes vecinales, y, en menor medida, algunas redes de amistad y redes laborales vinculadas principalmente a las pulperías de algunas empresas. La preeminencia y eficacia de estas redes varía en función de los distintos barrios de la ciudad.

Para los vecinos de todas las zonas de La Paz aparece recurrentemente la importancia de las redes familiares cuando recuerdan la difícil situación de para acceder a los alimentos. La familia se constituyó como la principal vía para acceder a los alimentos. “Mi hijo tenía un año y no podía conseguir leche, de ningún tipo. Me senté en el puente a llorar y apareció mi tía. Me dio una lata de leche klim de 5 kilos”.²⁹⁶ “La famosa leche 526, esa época se decía que la leche materna no era tan nutritiva, así que todos buscábamos latitas de la leche 526. A mí me ayudaba a encontrar mi familia”.²⁹⁷ “Había mucha organización en las familias, en las personas, había una especie de sentimiento colectivo de darnos la mano y reprochar el juego político. Mi suegro era militar, recibía subsidios militares y eso repartía”.²⁹⁸ “Había esos sistemas para conseguir cosas. Y había también los privilegios como para los de la Corporación del Seguro Social Militar (COSSMIL)”.²⁹⁹

En los testimonios aparece siempre la idea de la organización familiar como la base para acceder a los alimentos. “Había esos sistemas para conseguir cosas. Alguien de la familia

²⁹⁵ Entrevista con socióloga docente universitaria, La Paz, 5 de junio de 2018.

²⁹⁶ Entrevista con ama de casa, La Paz, 5 de mayo de 2019.

²⁹⁷ Entrevista con empleada administrativa, La Paz, 19 de abril de 2019

²⁹⁸ Entrevista con arquitecto, La Paz, 25 de junio de 2019.

²⁹⁹ Entrevista con cineasta, La Paz 26 de octubre de 2018.

conseguía algo y avisaba o se buscaban cosas que les faltaba a algunos”.³⁰⁰ “Había mucha organización en las familias, en las personas, había una especie de sentimiento colectivo de darnos la mano y reprochar el juego político”.³⁰¹

En la coyuntura adversa, los miembros de la red familiar con mejores condiciones para acceder a los alimentos se convirtieron en actores centrales para facilitar alimentos. En los testimonios aparecen figuras típicas dependiendo de las zonas de la ciudad: en los barrios residenciales: políticos y militares; en las zonas comerciales: comerciantes promisorios; en las zonas periféricas: campesinos.

Para el caso de los barrios de zonas residenciales, conozco varios ejemplos donde las familias se apoyaron en los militares, aún a pesar de las divergencias políticas. “A nosotros nos llegaban las cosas más difíciles de conseguir por mi tío militar; él conseguía harina, por ejemplo, que era clave para hacer pan”.³⁰² “Los militares tienen comida segura. Les daban por quintales, de donde sea conseguían, la señora esposa del militar donde trabajaba me regalaba media arroba; pero no solo a mí, toda su familia aparecía por la casa y llevaba cosas”.³⁰³

Los comerciantes exitosos también eran un núcleo importante para acceder a los alimentos. “A nosotros nos salvaban la familia de mi mujer, eran mayoristas de abarrotes, ellos conseguían todo”.³⁰⁴

En el caso de los vecinos de los barrios marginales de la ciudad los parientes campesinos fueron una fuente importante de alimentos. Muchas personas, en los barrios periféricos de la ciudad, reconstruyeron sus relaciones con familiares que todavía estaban en el campo, quienes constituyeron un canal privilegiado para acceder a productos agrícolas.

Pero fueron las juntas de vecinos los espacios privilegiados para acceder a los alimentos. “En mi barrio se organizó la Junta de Vecinos y nos daban un cupo de pan según la cantidad de familia que teníamos. Teníamos que estar a las 4 de la mañana en la puerta del horno”.³⁰⁵ “Había la capacidad de organización de las juntas vecinales, donde había podían actuar. En mi zona, la

³⁰⁰ Entrevista con periodista, La Paz, 25 de marzo de 2019.

³⁰¹ Entrevista con arquitecto, La Paz, 25 de junio de 2019.

³⁰² Entrevista con cineasta, La Paz, 26 de octubre de 2018.

³⁰³ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

³⁰⁴ Entrevista con portero, La Paz, 12 de julio de 2018.

³⁰⁵ Entrevista con ama de casa, La Paz, 5 de mayo de 2019.

Tejada Sorzano, estábamos muy bien organizados la verdad. Nos dieron cupos de pan, nos daban aceite. No sé cómo conseguían las cosas. Los de la Junta de vecinos nos citaban y teníamos la boleta”.³⁰⁶

Principalmente en las laderas este y oeste de la ciudad, las redes sociales se concentraron en las juntas de vecinos. Un albañil me contó cómo recibía víveres por pertenecer a la junta de vecinos de un barrio de la ladera oeste de la ciudad: “Te daban una arroba si eras de la junta de vecinos, yo me he hecho anotar y me han dado”.³⁰⁷ En los testimonios de los vecinos de estas zonas, aparece siempre, antes que la familia u organizaciones vinculadas al trabajo, la junta de vecinos como el espacio central para abastecerse de los productos de primera necesidad. También cobró importancia la figura del Presidente de la Junta de Vecinos ya que en muchos barrios era el encargado de organizar la distribución de alimentos. “El dirigente de la junta de vecinos era bien buscado, harto le rogaban para estar en la lista del barrio”.³⁰⁸

Para los vecinos con empleos formales, un espacio de primer orden para acceder a víveres difíciles de conseguir era el sindicato. Diferentes industrias y otros espacios contaban con pulperías que se convirtieron en canales privilegiados para acceder a alimentos. En este contexto, las redes vinculadas al sindicato y la pulpería fueron esenciales. “Esa época era clave sindicato y pulpería, de ahí repartían; era la vez que más valía tener eso. A final harto me ayudaba con eso, como que te salvaba lo mínimo. Se volvió importante de nuevo el sindicato”.³⁰⁹

Mientras que las redes familiares se extendieron a lo largo de la ciudad en su conjunto, las redes vecinales fueron de principal importancia principalmente en los barrios periféricos de La Paz. Más acá de estas diferencias, en general sucedió una intensificación de las redes sociales a lo largo de la ciudad. Las personas se atrincheraron en sus grupos más relevantes. La fuerza del pluralismo asociativo mitigó la crisis y consolidó relaciones sociales estructurales. Las personas arrimaron aún más sus relaciones cercanas y consolidaron la distancia con los grupos lejanos.

Esta práctica y concepción remiten a una sensación de invalidez del Estado. En los

³⁰⁶ Entrevista con psicóloga, La Paz, 16 de marzo de 2019.

³⁰⁷ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

³⁰⁸ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

³⁰⁹ Entrevista con obrero jubilado, La Paz, 19 de noviembre de 2018.

testimonios aparece siempre esta concepción. Se sobrevive a pesar del Estado, no se puede contar con él; se enfrenta la crisis en base al apoyo de los pares más cercanos y el Estado aparece como la fuente de los problemas, nunca como un espacio de ayuda, ni siquiera de organización. Una concepción que cruza las distintas posiciones sociales. Un albañil que vivía en la avenida Buenos Aires recuerda: “Esas épocas todo era un caos, cada vez peor lo arruinaba el gobierno. Sus medidas peor eran. Ni los policías servían para nada, ni orden ponían, ellos más se aprovechaban”. Un ama de casa coincide: “Estábamos solos entre nosotros. Por eso nos ayudábamos. ¿Quién sino te iba a ayudar? Ni el Siles, ni sus ministros”.³¹⁰

En ese sentido, la crisis de alimentos en la ciudad de La Paz muestra un carácter principal en relación a la importancia de las redes sociales como el recurso central para enfrentar la situación, la relevancia que tuvo el pluralismo asociativo para capear la crisis que vivían los habitantes de la ciudad. Además de este aspecto, también surgieron otros cambios a partir del incesante aumento de los precios y la escasez de algunos productos definitivos en la canasta familiar.

3.2. Sustitución de los bienes de consumo

En una situación en la que las personas querían deshacerse del dinero lo más rápido posible, se compraba cualquier alimento que esté a disposición. En los testimonios en general aparece recurrentemente la idea de comprar “lo que haya”, cualquier producto disponible con tal de “librarse” del dinero. “Cuando ibas al mercado, a la tienda, comprabas lo que había. Yo compraba lo que sea con tal de tener algo en vez de plata”.³¹¹ Esta práctica diversificó y sustituyó los consumos convencionales.

La variedad de la oferta en relación a los alimentos decreció a lo largo de la ciudad. Aunque en los barrios residenciales era más surtida que en las zonas populares, los vecinos en todos los barrios enfrentaban la escasez de productos importantes en sus rutinas cotidianas, muchos de los cuales eran habituales hasta hace poco tiempo atrás.

Así, ante una oferta restringida, surgió el consumo masivo de productos antes poco

³¹⁰ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

³¹¹ Entrevista con empleada administrativa, La Paz, 19 de abril de 2019.

usuales e incluso despreciados. Como el café era un bien difícil de conseguir, y también la cocoa, la sultana –infusión de la cáscara de café– se hizo muy popular y dejó de ser un consumo de las clases más pobres. También se empezaron a consumir leguminosas que no eran comunes en la dieta cotidiana como frijoles y garbanzos. “Mis hijos han aprendido a comer frijol esa época, a veces esas cosas solo se podían comprar”.³¹² A su vez, como los comerciantes vendían productos “casados” –es decir, un producto esencial, como el arroz, “casado” con un producto poco vendido, como los frijoles–, se empezó a consumir productos ante inusuales. “Sardina hemos empezado a comer porque venía casado con el arroz”.³¹³

También se intensificó la compra de productos disponibles al por mayor. Se extendió la costumbre de abastecerse, de tener siempre en la despensa algunos alimentos secos por si sucediese algo. “De ahí se me ha quedado esa idea de abastecerme, siempre desde ahí comprarse un quintal de arroz, uno de azúcar, que no te falte en la casa por si acaso, que te aguante unos meses”.³¹⁴ “En esa época empezó la idea de la despensa. Intentaba comprar por arroba, al por mayor, y guardaba”.³¹⁵

La idea de la fila, que aparece todo el tiempo en los testimonios, muestra esta necesidad de comprar lo que se pueda. Si en las zonas populares la fila se vincula con la necesidad de productos esenciales, en estos barrios es comprar “lo que haya a la venta”. “Yo vivía en la avenida 6 de agosto, veíamos una fila y ni siquiera preguntábamos para qué era, la hacíamos. Una fila hacía yo, otra mi marido, otra mi hija. Ni sabíamos qué había ahí pero hacíamos la fila para comprar lo que nos iban a vender: manteca, harina, pan negro, también latas de sardina... todo comprábamos porque no había, era la desesperación por tener algo que comer en la casa”.³¹⁶ “Yo me acuerdo que mi abuelita iba a hacer cualquier fila. Veía una fila y hacía, lo que sea. Y compraba para todos los hijos lo que vendían”.³¹⁷

Como resultado de todos estos procesos, la velocidad del dinero transformó los hábitos alimenticios de los habitantes de la ciudad de La Paz, incursionaron en la mesa productos antes despreciados y se amplió el abanico de consumo.

³¹² Entrevista con docente universitaria, La Paz, 5 de junio de 2018.

³¹³ Entrevista con chofer, 22 de abril de 2019.

³¹⁴ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

³¹⁵ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

³¹⁶ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

³¹⁷ Entrevista con docente universitario/politólogo, La Paz, 24 de abril de 2019.

3.3. El auge del intercambio: el trueque

Muchos de los bienes acumulados se destinaban en otra estrategia central de la vida cotidiana: el intercambio. “En mi casa si alguien podía conseguir algo compraba para los hermanos y abastecer a la familia. Y tratábamos de comprar harto porque si sobraba se podía intercambiar en el trabajo, en el barrio”.³¹⁸ Como resultado, el trueque alcanzó una importancia central en la rutina cotidiana de las personas. Buena parte del día, las personas estaban intercambiando cosas ante la inestabilidad monetaria.

Esta práctica se extendía a una diversidad de productos y de redes sociales. Un espacio central de trueque eran los contactos laborales. “En mi oficina me acuerdo que cada uno llegaba y decía qué tenía y se cambiaba por otras cosas. Una vez yo había comprado hartas latas de leche condensada, no había mucho esa época; y cambiaba por aceite o azúcar con los colegas”.³¹⁹ Otro espacio importante de trueque fue con las comunidades rurales adyacentes a los barrios residenciales del sur, como veremos más adelante.

En los testimonios, la noción de intercambio, de trueque, no aparece como una característica de las redes familiares. Cuando se recuerda las relaciones familiares al respecto se las interpreta como una ayuda solidaria. “En la familia siempre estábamos preocupados por colaborarnos, por conseguir lo que le faltaba a alguien. El trueque era con la gente del trabajo, a veces del barrio y también con los campesinos que vivían arriba”.³²⁰

Este auge del intercambio, expresado en el trueque, también tenía un cariz especulativo. En el contexto adverso se intensificó la necesidad de sacar ventaja de buena parte de los intercambios. Surgieron así varias estrategias en la vida cotidiana: “Yo vendía cigarros. Me daba una señora que recibía al por mayor. Ella me daba en menos y yo vendía a todos los de la fábrica. Obviamente ahí tenía mi mercado. Me fue muy bien, claro, de eso trata. Con lo que ganaba, compraba artículos de primera necesidad.”.³²¹

³¹⁸ Entrevista con empleada administrativa, La Paz, 19 de abril de 2019.

³¹⁹ Entrevista con empleado bancario, La Paz, 22 de septiembre de 2018.

³²⁰ Entrevista con ama de casa, La Paz, 5 de mayo de 2019.

³²¹ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

4. Percepción y relación con los otros

Al mismo tiempo que las redes sociales se intensificaban y los vecinos de la ciudad se resguardaban en sus contactos más próximos, se ampliaron y modificaron las distancias sociales con otros actores sociales. En los testimonios de los vecinos aparece siempre una mirada profundamente negativa de los comerciantes. Sin nunca comprender su situación, a priori despliegan formulaciones vinculadas al abuso y el aprovechamiento, al acaparamiento y la especulación.

A su vez, la distancia social con los campesinos se modificó de manera efímera y se construyeron algunos lazos de intercambio entre barrios residenciales contiguos a comunidades rurales. Fue una interrelación nueva en un momento particular.

4.1. Los comerciantes

En un contexto marcado por la inflación, los comerciantes buscaron formas para incrementar sus ganancias. “Para defenderse de un peso en caída libre, los fabricantes, comerciantes y campesinos subieron sus precios, con la esperanza de reponer de esta manera sus productos”.³²² Sin embargo, la difícil situación que vivían los comerciantes no existe en las valoraciones de los vecinos de la ciudad; para ellos, la imagen de los comerciantes está vinculada a la especulación y el enriquecimiento.

Innumerables notas periodísticas y testimonios mencionaban la especulación reiteradamente, alimentando las percepciones negativas de los vecinos sobre los comerciantes: “Con el deseo de comprobar las denuncias que llegan a este diario, Última Hora destacó a sus redactores a los diferentes barrios y comercios, visitando almacenes y puestos de venta de las calles Murillo, Figueroa, Illampu, Mercado Rodríguez, calle Zoilo Flores y Mercado Camacho donde se ha podido comprobar el ocultamiento y alza injustificada de precios”.³²³

Como resultado en los testimonios aparece recurrentemente una imagen sobre los comerciantes concentrada solamente en aspectos vinculados al agio y el abuso: “los

³²² Fernando Molina, *Democracia e izquierda: el encuentro de dos tradiciones: 30+7 años de historia de la Friedrich Ebert Stiftung en Bolivia (FES)*, La Paz, FES, 2015, p.44.

³²³ “Especulación y ocultamiento en comercio de abarrotes y tiendas de barrio”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 28 de noviembre de 1979.

comerciantes tenían almacenados grandes cantidades de productos (harina, arroz, azúcar, aceite... todos productos de primera necesidad) y los dejaban cerrados y vendían a precio de oro”.³²⁴ “Los negociantes han hecho plata, si vos tienes tu tienda, sabes que va a subir la semana siguiente, prefiero, lo guardas, la siguiente semana haces aparecer, más caro, porque tampoco ya no te conviene vender porque con esa plata ya no vas a poder comprar la nueva mercadería”.³²⁵

Otra de las concepciones de los vecinos de barrios residenciales en relación a la especulación de los comerciantes está vinculada a que no cobraban el mismo precio a todas las personas. Hay una percepción de que eran identificados como “ricos”, “jailones” a los que se les cobraba de más por su condición social. Aparece en los testimonios repetidamente la noción de ellos por su “cara”. “Si te veían como alguien de tener, por tu cara o tu ropa, te cobraban más. Se aprovechaban porque pensaban que tenías plata. Eran unos maleantes”.³²⁶ “Dependía de dónde comprabas y cómo eras para que variara el precio”.³²⁷ Esta percepción es también alimentada por la cobertura de los medios de prensa escritos: “Los precios han subido desmesuradamente, a capricho y gusto de quienes contaban con la mercadería; a menudo, según la ‘cara del pecador’ o de acuerdo ‘al interés del que quiere hacer pecar al necesitado’”.³²⁸

Todos estos prejuicios rematan en la concepción de que los comerciantes, mayoristas y minoristas, se enriquecieron vertiginosamente durante la época. “Ahora esos mismos comerciantes son los dueños de los mercados de Achumani, ahora las hijas de ellas son potentadas”.³²⁹ “Los comerciantes tenían plata y no eran precisamente de una clase social alta. Pero ellos sí podían comprar y tenían la posibilidad de hacer grandes negocios. Había gente que tenía productos, los ocultaba y los vendía a precios muy elevados, podías comprar una vez pero después ya no había, guardaban para que suba”.³³⁰ “En el tema de los alimentos, fue la época gloriosa para los comerciantes porque tenían almacenados grandes cantidades de productos (harina, arroz, azúcar, aceite... todos productos de primera necesidad) y los dejaban cerrados y vendían a precio de oro. Vendían en grandes cantidades. Eso lo sabía porque mi papá tenía

³²⁴ Entrevista con ama de casa, 20 de noviembre de 2018.

³²⁵ Entrevista con albañil, 8 de junio de 2018.

³²⁶ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

³²⁷ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

³²⁸ “Los nuevos millonarios”, Periódico *Presencia*, La Paz, 7 de noviembre de 1984.

³²⁹ Entrevista con ama de casa, La Paz, 5 de mayo de 2019.

³³⁰ Entrevista con ama de casa, La Paz, 5 de mayo de 2019.

muchos pacientes comerciantes en Villa Fátima. Ellos le decían: ‘Doctor, le hemos traído esto y esto, pero tenemos para vender’. Y lo tenían a puerta cerrada. Fue el auge de los comerciantes”.³³¹

Hay, en suma, una imagen ampliamente negativa de los comerciantes, siempre relacionada a la especulación. Los testimonios en general expresan el aumento de la distancia social por las difíciles circunstancias. A la vez que se cobijaban más que nunca en sus redes sociales, identificaban a los comerciantes como los principales culpables del contexto de variabilidad de los precios y escasez de productos.

Esta percepción no se limita solamente a los vendedores de productos alimenticios. En realidad hay una mirada negativa de todos los comerciantes y personas relacionadas con el intercambio. Por ejemplo, los *librecambistas* –personas que cambiaban dólares en el mercado negro– también aparecen negativamente con frecuencia en los testimonios: “Como el dólar subía cada día más y más, los cambistas caminaban con maletas enteras de dinero que eran dólares. Se han hecho millonarios. Surgieron los grandes nuevos millonarios que comenzaron a tener grandes recursos económicos a costa de las necesidades de la gente”.³³² Y esta percepción también se expresa en los empresarios formales. “Ahí nace el mercado negro. Empresarios privados donde yo he trabajado. Son ellos lo que propician un mercado. Todas las cosas en La Papelera empiezan a ir a la Uyustus y se crea una cuenta 2 donde se distribuía a menos precio de lo que nosotros vendíamos. Estos eran los grandes empresarios de la cuenta 2, especial. Nacen los nuevos empresarios pequeños. Eso lo fomentó la empresa grande, nosotros”.³³³

Como mencionamos en la introducción de este estudio, ha sido imposible recopilar los testimonios de los comerciantes a través de entrevistas por la difícil situación que les tocó enfrentar. Cuando recuerdan el periodo prefieren no hablar demasiado al respecto. La ausencia de su voz cobra mayor importancia cuando vemos la manera que tienen los vecinos de representarlos. Uno de los pocos estudios donde se encuentran testimonios de comerciantes es *Historia del comercio minorista en la ciudad de La Paz*. Allí existen algunas afirmaciones que pueden mostrarnos la compleja situación que enfrentaron, situación que nunca es valorada por

³³¹ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

³³² Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

³³³ Entrevista con empleada administrativa, La Paz, 19 de abril de 2019.

los habitantes de La Paz: “Gerardo dice que en el periodo inflacionario, ‘con cargador sé hacer manejar la plata, sin valor era. Bien pesado sabe ser’. También dice que ‘perdía su valor, pero seguíamos trabajando. Comprábamos plata y si se dormía la plata ya se desvalorizaba”. Adela agrega: ‘seguíamos saliendo, para el día siguiente ya era otro precio. Se vendía y para el día siguiente otro precio ya era’. Gerardo comenta que en plena crisis ‘vendían y comprábamos, nuestra gente seguía trayendo, como éramos artesanos traían gorras, chalinas, pasamontañas traían. Ellos también seguían trabajando. No hemos parado. El estómago no para pues”.³³⁴

En las valoraciones de los vecinos nunca se toman en cuenta las circunstancias y condiciones que tuvieron que enfrentar los comerciantes, no existe una constatación de la experiencia urbana de los vendedores más que como la de una situación privilegiada de aprovechamiento del contexto.

4.2. Distancia social entre la ciudad y las áreas rurales

Debido a la situación económica, los productos agrícolas se volvieron valiosos, adquirieron su valor “real”.³³⁵ El caso del trigo, el arroz, y principalmente, la papa son representativos al respecto. Después de la sequía, entre 1983 y 1985 es el periodo donde estos productos adquieren precios más altos históricamente.³³⁶

En este contexto, los campesinos hacían esfuerzos por vender sus productos directamente en la ciudad de La Paz pero se enfrentaban a las vendedoras de los mercados que intentaban evitar esta práctica. A pesar de las quejas de los campesinos y de la Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia (CSUTCB), vinculadas a eliminar la intermediación de las vendedoras de los mercados, y poder vender sus productos directamente, las comerciantes seguían teniendo el papel central en la cadena de comercialización.

Las tensiones y conflictos entre productores rurales e intermediarios –principalmente las vendedoras de los mercados– cobraron mayor intensidad. Una larga y detallada crónica

³³⁴ Jorge Luis Mita Luna, *Historia del comercio minorista en la ciudad de La Paz*, La Paz, Instituto de Investigaciones Históricas – Carrera de Historia UMSA, 2020, pp. 169 – 170.

³³⁵ Miguel Urioste, *El estado...*, *op. cit.*

³³⁶ Graham Thiele, Jorge Bustamante, Julio Mansilla y Gregoru Scott, “Los precios de papa, arroz y trigo en Bolivia: Un análisis del periodo 1980-96”. Centro Internacional de la papa/PROINPA. Documento de trabajo, 1998, p. 8.

escrita en *El Diario*, el 5 de marzo de 1983, muestra uno de los conflictos cotidianos: “Productores de la zona altiplánica (...) manifestaron que en forma abusiva las vendedoras en mercados, prácticamente los asaltaron en la zona de El Alto, la Garita de Lima y otros centros para quitarles los productos que traían a la ciudad”.³³⁷ Este suceso muestra, de una manera exacerbada y violenta, una realidad que se vivía cotidianamente: los campesinos intentaban llegar a la ciudad para vender sus productos pero las vendedoras les impedían hacerlo.

Como era muy difícil vender los bienes alimenticios directamente en las zonas comerciales, muchos campesinos fueron acercándose a los barrios residenciales para ofrecer sus productos. Esto creó un intercambio inédito entre vecinos de clases altas y campesinos. La relación se basaba en dos canales: la compra y el trueque, aunque la principal era la segunda vía.

Una vecina del barrio de Calacoto, en la zona sur de la ciudad, recuerda la estrategia para adquirir productos: “Esa época empezaron a acercarse a la casa y ofrecían productos de ellos pero no querían plata. Entonces compré un quintal de azúcar y con eso, canjeaba con campesinos por otras cosas. No había otra manera”.³³⁸ Otra vecina rememora: “Aunque casi no querían plata, a veces vendían algunas cosas. Aunque lo que más había era el trueque. Más querían trueque: azúcar, aceite, esas cosas”.³³⁹ Estos intercambios no modificaron la estructura jerárquica de la relación entre vecinos y campesinos; fue un encuentro fugaz en relación a la crisis.

En los barrios populares, la relación entre el campo y la ciudad fue distinta. En las laderas de la ciudad, sobre todo en la oeste, donde estaban la mayor parte de migrantes de comunidades campesinas, muchos residentes retomaron una relación más fluida con sus lugares rurales de origen. Otras personas incluso volvieron por un tiempo a sus comunidades. Una empleada doméstica en un departamento de la 6 de agosto recuerda: “Acá grave sufríamos en la ciudad, hasta mi señora sufría, teníamos que hacer cola, todo. En cambio en el campo felices estaban, papa, chuño, pan, todo había. Me he vuelto unos meses. 85, 86 he regresado a la ciudad”.³⁴⁰ Estos procesos eran posibles porque en el campo la crisis no tuvo la intensidad que adquirió en la ciudad. “La gente del campo no sentía mucho porque en mi pueblo lo que se

³³⁷ “Protesta por cierre de mercados”, La Paz, Periódico *El Diario*, 5 de marzo de 1983.

³³⁸ Entrevista con psicóloga, La Paz, 16 de marzo de 2019.

³³⁹ *Ibidem*.

³⁴⁰ Entrevista con empleada doméstica, La Paz, 15 de mayo de 2019.

compraba era solamente el arroz, el azúcar y el fideo, el resto hay ahí, hay todo, hortalizas, carne, ha sido menos la crisis allá, lo más grave ha sido en la ciudad, donde todo se compra”.³⁴¹ De nuevo, el caso del pan es ilustrativo al respecto. En *El viento de la cordillera* –“novela de acción ambientada en 1984, en la Bolivia de la hiperinflación”, como se define en la contratapa–³⁴² el narrador, vecino de la parte periférica oeste de la ciudad, diferencia la situación entre los Yungas rurales y la urbe paceña: “El carro salía y llegaba. Como unas dos veces a la semana iba a La Paz y volvía. Traía harina, al contrario de la ciudad, donde doña Satuka no faltaba el pan”.³⁴³

5. El orden desde abajo

A pesar de la difícil situación que se vivía a lo largo de la ciudad, no se registraron saqueos en ningún barrio de la ciudad. A diferencia de otras capitales latinoamericanas durante el periodo –los casos de Argentina y Venezuela son los más significativos– no sucedieron desmanes ni actos vandálicos.³⁴⁴

Incluso en momentos conflictivos, donde se encontraban comercios ocultando productos para poder especular con ellos, los vecinos no tomaban la justicia por su propia mano: convocaban a los dirigentes de la junta de vecinos o a la policía para que distribuyeran los bienes amontonados. Al anoticiarse de estos decomisos, los vecinos rápidamente se formaban para comprar algo. “Yo vivía en Los Pinos y se instaló una pequeña tienda, que fue creciendo y un día nos enteramos que los vecinos habían *allanado* el local porque encontraron una inmensa cantidad de alimentos de primera necesidad almacenado desde manteca hasta vinagre... Llamaron a la policía para asegurar que se vendiera a todo el mundo cantidades razonables”.³⁴⁵

El orden se mantuvo incluso en los momentos más difíciles. Desde nuestro punto de vista, hay dos razones fundamentales para explicar esto. La primera es estructural y se vincula

³⁴¹ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

³⁴² Spedding, *El viento de la cordillera: un thriller de los 80*, La Paz, Mama Huaco, 2011.

³⁴³ *Ibid.*, p. 6.

³⁴⁴ Al respecto, el trabajo de Gabriel Di Meglio y Sergio Serulnikov es una fecunda muestra de este proceso en Argentina. Gabriel Di Meglio y Sergio Serulnikov (comp.), *La larga historia de los saqueos en la Argentina: De la Independencia a nuestros días*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2017.

³⁴⁵ Entrevista con empleada administrativa, La Paz, 19 de abril de 2019.

con la fuerza del pluralismo asociativo en Bolivia. En ese marco, el orden se organizaba desde abajo, particularmente de organizaciones sociales protagónicas durante el periodo, como las Juntas de vecinos. Al respecto, el tema del pan es un lente privilegiado para observar y comprender este proceso.

El acceso a la harina como al pan elaborado era un problema cotidiano. Debido a que la harina estaba subsidiada, su distribución era muy difícil porque buena parte de la dotación se desviaba para el contrabando. El proceso de reparto, en principio, en el gobierno a través de funcionarios y militares. Sin embargo, el Estado no tenía ni la capacidad ni la confianza de la sociedad civil para emprender estas acciones de manera satisfactoria. De allí que en la práctica, la organización y distribución de la harina se fue concentrando en las juntas de vecinos. Tanto el reciente trabajo de Rosario Chinahuanca³⁴⁶ como los testimonios recabados en este estudio confirman la importancia de estas organizaciones barriales en el reparto de la harina.

A su vez, el proceso de distribución de pan se complicó durante el periodo. Como hemos visto a lo largo del capítulo, en muchos barrios de la ciudad las personas formaban largas filas desde tempranas horas de la mañana para acceder a este alimento esencial. De nuevo, los datos empíricos confirman la importancia de las Juntas de vecinos en el reparto de estos bienes. Si en los barrios residenciales el acceso surgía de la posibilidad de comprar panes especiales y los del mercado negro, en los barrios populares la distinción entre orden y desorden surge en relación a la importancia de las Juntas de vecinos. En los testimonios aparece una clara diferencia al respecto: los barrios “unidos” y organizados en torno a las Juntas de Vecinos en contraposición a los barrios donde estas organizaciones no tenían una presencia fuerte.

Al respecto, el protagonismo de las juntas de vecinos fue esencial. Además de los testimonios recabados en este estudio, la reciente investigación de Rosario Chinahuanca describe casos concretos donde la distribución del pan se desarrollaba “bajo el control y organización de los vecinos y miembros de la FEJUVE, quienes también supervisarán el buen uso de la harina de trigo por parte de panificadores”.³⁴⁷ De hecho, ella distingue entre las formas *conflictivas* y *organizadas* en relación al protagonismo de las juntas de vecinos en el proceso. Mientras más presentes, más organizada y tranquila era la distribución. “Tal es caso de la zona sur, en la Sub Alcaldía de Obrajes, donde se registró un ejemplo de distribución muy bien

³⁴⁶ Rosario Chinahuanca Pocoaca, *El escenario...*, *op. cit.*,

³⁴⁷ Rosario Chinahuanca Pocoaca, “El escenario...”, *op. cit.*, p. 105.

planificado”.³⁴⁸

La segunda razón para explicar la ausencia de saqueos tiene que ver con el tipo de comercio y su relación con el barrio. A diferencia de otras ciudades latinoamericanas, donde los supermercados se habían popularizado, en La Paz todavía el comercio estaba concentrado en comercios pequeños. Mientras que en Caracas o Buenos Aires, los saqueos atacaban a empresas grandes sin un dueño identificable, en el caso de la ciudad de La Paz eran almacenes pequeños cuyos dueños eran conocidos por la mayor parte del barrio. En esas circunstancias, los vecinos tenían una relación de familiaridad con la mayor parte de los dueños y vendedores de las tiendas, aspecto que incidió en que no sucedieran saqueos en la ciudad.

Además de que no existieron actos vandálicos colectivos frente a emprendimientos comerciales, también se mantuvo el orden en las rutinas cotidianas para acceder a los alimentos. Una de las nociones que más aparecen en los testimonios es la idea de hacer fila. “Se hacía fila para todo, para comprar cualquier cosa, para hacer cualquier trámite, para tomar movilidad, todo era fila”.³⁴⁹

Ese ambiente de concentración y tumultos no estaba organizado por la policía ni el ejército. Fruto del gobierno anterior, donde las fuerzas represivas del Estado –sumadas a los paramilitares, agentes privilegiados de la represión– habían sembrado la muerte y el miedo a lo largo de la ciudad, policías y militares eran repudiados por los vecinos de la ciudad. Además de que el gobierno de la UDP había desmantelado sistemáticamente los grupos paramilitares, enfrentaba una serie de conflictos que obligaban a concentrar a las fuerzas del orden en los mismos.

De allí que fueron los mismos vecinos los que ordenaban las filas y los tumultos para acceder a los alimentos. En el recuerdo de las personas aparece frecuentemente este proceso: “No habían policías en las filas, nosotros nos organizábamos. La gente no dejaba que los ‘vivos’ se cuelen a la fila. Era ordenado porque si no era más grave. Esperábamos nomás, a veces horas, pero era mejor que se desordene todo”.³⁵⁰

Estos procesos, que se expresan con plena claridad para el caso de los alimentos, pero

³⁴⁸ *Ibid.*, p. 106.

³⁴⁹ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

³⁵⁰ Entrevista con ama de casa, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

aparecen en una multiplicidad de rutinas cotidianas –como el transporte y la capacidad de movilidad de los vecinos– muestran un orden que emana desde abajo, con poca participación del Estado y sus agentes particulares.

El tema de la comida muestra varios aspectos importantes sobre las formas de organización social en la ciudad de La Paz. En primer lugar, la importancia del pluralismo asociativo en Bolivia. Tanto en relación al acceso, la distribución y el orden aparece su fuerza de distintas maneras. A pesar de que conseguir alimentos era muy difícil, la fuerza de las redes sociales, principalmente familiares, de amistad y vecinales, constituyeron recursos centrales para capear la crisis. Todos enfrentaron la crisis apoyando y apoyándose en redes determinadas, de distinta índole y capacidad, pero todas esenciales. En algunos casos fue la familia, en otros la junta de vecinos pero en todos los casos la crisis se recuerda como un desafío colectivo.

Pero, a la vez que se intensificaba la importancia de las redes sociales más cercanas, aumentó la distancia social. Este proceso se expresa en la distinción entre “vecinos” y “los otros” y en el paternalismo lejano frente a los campesinos. Aparece recurrentemente la imagen de una situación polarizada entre la solidaridad y la especulación. Esa es una de las ideas rectoras cuando recuerdan la época. Las siguientes citas de testimonios resumen esta tensión. De un lado, la solidaridad: “En lo cotidiano había una solidaridad frente a la crisis”; “habían mecanismos colectivos para enfrentar la crisis”; “Buscabas con quien ayudarte, con tu familia, con tu barrio”.³⁵¹ Del otro lado, la especulación: “La sobrevivencia te volvía especulador. La solidaridad era mínima. Y la gente enfrentaba una serie de cuestiones morales; tenías que sobrevivir como sea, sacar de donde puedas”.³⁵² Es como si la crisis que les tocó enfrentar, *encerrara* a las personas en sus redes sociales, recursos centrales para capear la situación difícil, y los alejará de los otros grupos sociales aún más.

En segundo lugar, la comida nos ayuda a comprender las formas del orden social en la sociedad paceña. A pesar que la situación fue tornándose cada vez más difícil, casi extrema, en relación al acceso de los alimentos, no se registraron saqueos a lo largo de la ciudad. A diferencia de otros países latinoamericanos donde, en coyunturas inflacionarias parecidas, estas

³⁵¹ Entrevista con cineasta, La Paz, 26 de octubre de 2018.

³⁵² Entrevista con ama de casa, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

acciones proliferaron, en Bolivia el orden social se mantuvo incluso en los momentos más álgidos. De allí que postulemos la noción de *orden desde abajo* como expresión de la manera en que este se mantuvo a partir de la acción de los vecinos y sus organizaciones en un momento de fragilidad estatal.

Para terminar, conviene recordar que, a pesar de estos aspectos generales que cruzan las rutinas de todos los habitantes de la ciudad, la vida cotidiana fue distinta, en relación a la crisis, en función a las características sociales y económicas de los vecinos de las distintas zonas de La Paz. Mientras en el recuerdo de los pobres es la época más dura que les ha tocado enfrentar, cuando elementos esenciales –como el pan– eran difíciles de conseguir, en la memoria de las personas privilegiadas es una situación difícil que no termina de trastocar la cotidianeidad, un momento donde algunos consumos suntuarios se interrumpieron pero los alimentos esenciales siempre estuvieron disponibles gracias a sus recursos y sus contactos.

Capítulo II. Transporte

Estoy en un colectivo, viajando por las calles de La Paz. Dando tumbos avanza este viejo armatoste por entre medio del tráfico y los peatones. Ah, este sí, es un espectáculo. Cuánta gente y cuánto motorizado. Las avenidas no son avenidas sino aluviones de vida y muerte, las aceras y las calles se mezclan con cabezas o pies de cristianos y ruedas y guardafangos y parachoques. Todo normal. No hay reglas, no hay orden, no hay paradas prefijadas ni rutas y ya mi chofer ni siquiera toca bocina. Con qué motivo, para qué objeto si aquí no hay ley que valga o que no valga. Todos están apurados y nadie tiene apuro.

Manuel Vargas, *Hotel Terminal* (2018).

Finalmente, los vecinos de La Paz, como los de El Alto, retornaron al uso del transporte sindicalizado de colectivos y micros, a los que cariñosamente los sobrenombraron “latas de sardina”.

Gobierno Municipal de La Paz, *Historia del transporte paceño* (2014).

La abrupta geografía de La Paz complica el transporte público. En medio de múltiples quebradas, el cañón donde se erige la ciudad desciende desde el altiplano hasta los valles del sur. Para principios de la década de 1980 el transporte era un martirio cotidiano para buena parte de los paceños. Los vehículos eran escasos, los precios variaban arbitrariamente y las rutas preestablecidas no se cumplían.

El servicio era controlado por diferentes sindicatos de transportes. Estos habían sido aliados privilegiados de las dictaduras. Con el advenimiento de la democracia perdieron la centralidad política que disfrutaban y, con la galopante hiperinflación, enfrentaron una difícil situación económica. Como consecuencia, deterioraron aún más su servicio y protagonizaron paros y huelgas a lo largo del periodo. A pesar de los esfuerzos del gobierno, cuyo objetivo era anular el monopolio de los sindicatos a partir de la liberalización del transporte y la instalación de un servicio de buses estatal –denominado ENTA, por sus siglas: Empresa Nacional de Transporte–, la situación del servicio de transporte era dramática para la mayor parte de la ciudad.

La crisis incidió en los barrios de la ciudad con variable intensidad y los paceños enfrentaron la situación en base a diversas estrategias mientras los sindicatos y el gobierno se enfrentaban en el marco de una relación cada vez más tirante. A su vez, la imagen de los choferes se volvió aún más negativa y el servicio estatal no formó parte de sus rutinas cotidianas.

1. La crisis del sistema de transporte

Durante el primer lustro de la década de 1980, el sistema de transporte enfrentó una crisis particular como resultado del contexto político y económico. Si ya evidenciaba limitaciones y precariedades, alcanzó una situación dramática que incidió directamente en la capacidad de movilidad de los paceños.

A pesar de que varias rutas cruzaban la ciudad y la cubrían en gran parte, en la práctica, por las dificultades del contexto, el servicio se fue depauperando y en la memoria de muchos de los habitantes de La Paz, aparece como uno de los principales inconvenientes en su rutina cotidiana.

1.1. Características generales

En la ciudad de La Paz para 1979 el servicio de transporte estaba organizado en seis sindicatos, todos asociados a la Central Única de Colectiveros: el sindicato San Cristóbal, el sindicato Simón Bolívar, el sindicato Litoral, el sindicato Eduardo Avaroa, el sindicato Pedro Domingo Murillo y el sindicato Villa Victoria. Cada uno de ellos estaba organizado en varios grupos que controlaban las diversas líneas.³⁵³ El sistema de transporte de La Paz estaba constituido esencialmente por tres tipos de vehículos: los tradicionales “colectivos”, los novedosos “micros” y los taxis. En estas tres modalidades los vecinos se movilizaban a lo largo de la ciudad.

³⁵³ Instituto del Transporte y Vías de Comunicación (Universidad Mayor de San Andrés) - Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Subvención, regulación y propiedad del transporte colectivo en la ciudad de La Paz*, La Paz, 1991, p. 31.

Los colectivos eran buses con capacidad para 60 pasajeros, con dos puertas y un cobrador en la entrada.³⁵⁴ Habían ido llegando a la ciudad desde la década de 1950 como reemplazo del principal medio de transporte de esos años: el tranvía. Para 1976 había alrededor de 1000 colectivos en la ciudad y aún constituían el principal medio de transporte, aunque su hegemonía estaba siendo amenazada por los nuevos vehículos que iban llegando a la ciudad: los micros.³⁵⁵

Estos eran buses más pequeños, que se presentaron al usuario como “buses especiales” con todos los pasajeros sentados. Por esta razón, la tarifa de los micros era el doble que la de los colectivos.³⁵⁶ Para 1980 el número de micros en servicio diario era de 1050 unidades, organizadas en alrededor de 60 líneas.³⁵⁷

Desde finales de la década de 1930, algunos automóviles empezaron a ofrecer el servicio de taxis, destinado principalmente a los barrios más acomodados como Sopocachi y Miraflores.³⁵⁸ Poco a poco fueron aumentando y ampliando su alcance prácticamente a todas las zonas de la ciudad –a las que se podía acceder en auto–. Para 1976 había alrededor de 2700 autos brindando este servicio, a pesar de la cantidad de vehículos, el servicio se concentraba principalmente en los barrios residenciales –tanto a los cercanos como Sopocachi y Miraflores, como los cercanos en la Zona Sur de la ciudad–. A estos medios principales hay que sumarle los “TRUFIS” (taxis de ruta fija) y los “rápidos” (vagonetas con 12 asientos), aunque eran minoritarios para la época.

³⁵⁴ Luis Alemán, “El transportista vive del volante. La producción del transporte público y su organización social, el caso del grupo hito 45 del Sindicato mixto de transporte Litoral”, La Paz, Tesis, Sociología, Universidad Mayor de San Andrés, 2008, p. 33.

³⁵⁵ Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP), *Historia del transporte paceño*, GAMLP, La Paz, 2014, p. 100.

³⁵⁶ *Ibid.*, p. 101. A continuación, una descripción de cómo era el servicio en los micros, apenas iniciada su implementación: “En los micros no se implementó el servicio de los cobradores, lo que significó para los dueños ahorrar en gastos de personal. El cobro de pasajes se lo realizaba mediante máquinas de metal, que eran unas pequeñas cajas que servían para el depósito de monedas, operadas por el chófer o los mismos pasajeros. En este servicio estuvo terminantemente prohibido transportar bultos grandes y solamente se detenía en lugares marcados con discos, lo que garantizaba un servicio eficaz. El brazo automático de la puerta era manipulado directamente por el chófer, quien controlaba el abordaje de los pasajeros”. Luis Aleman, *El transportista...*, *op. cit.* p. 101.

³⁵⁷ “Tránsito realizó importante estudio sobre costo en micros”. Periódico *Última Hora*, La Paz, 31 de agosto de 1980. Es difícil precisar el número de líneas para cada año. Se tiene el dato para marzo de 1983, cuando los informes de la División de Tránsito, consignan 66 líneas de micros. “Detalle de la asistencia de micros al servicio, por línea”, Periódico *Presencia*, La Paz, 17 de julio de 1983.

³⁵⁸ Luis Aleman, *El transportista...*, *op. cit.*, p. 33.

Además de estos medios, el 12 de mayo de 1980 se puso en funcionamiento la vía del tren que conectaba la Estación Central, al norte de la ciudad de La Paz, con la Estación Arica, a la altura del monumento a Cristo en El Alto.³⁵⁹ El tren estuvo solo unos años en funcionamiento.

En marcos generales, este era el panorama del transporte en la ciudad de La Paz para 1975 y 1976:³⁶⁰

Cuadro 4. Unidades de transporte en La Paz (1975-1976)

Tipo de transporte	1975	1976
Colectivos	933	1000
Micros	295	875
Taxi (vehículos livianos que no tiene ruta fija)	2760	2700
Rápido (vagonetas de doble tracción, 12 asientos)	77	120
Trufi (vehículos livianos con ruta fija, 5 asientos) / Trufibus, es una furgoneta de marca Volkswagen (8 asientos)	s/d	330
Total	4.065	5.025

Fuente: Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP), *Historia del transporte paceño*, GAMLP, La Paz, 2014, p. 104. En base a datos de Francois Chatain, *Estudio de tráfico*, La Paz, H.A.M., 1977.

Estos medios de transporte atravesaban la ciudad a través de varias líneas pero la cobertura del servicio no llegaba a toda la ciudad. A la zona de El Alto prestaban servicio siete

³⁵⁹ "El lunes parte el tren a El Alto", Periódico *Última Hora*, La Paz, 8 de mayo de 1980.

³⁶⁰ Nos concentramos en estos años porque son los únicos acerca de los que existen datos sistematizados.

líneas de micros con la Ceja como punto nodal de unión con el resto de los barrios, muchos de los cuales quedaban fuera del circuito. El micro E conectaba la Ceja con Ciudad Satélite; los micros G y L, la Ceja con Alto Lima; el micro P, la Ceja con Villa Santiago I; el micro Q, la Ceja con Río Seco; el micro Z, la Ceja con el Aeropuerto; el micro 131, la Ceja con Villa Tejada; y los micros 132 y 134, la Ceja con Villa Adela.³⁶¹ En general, el transporte hacia esa amplia zona de la ciudad era limitado y difícil. Sandoval y Sostres afirman: “la precaria realidad de El Alto también se observa en la escasez del transporte público y privado. El existente, no abastece las necesidades de la creciente población, ni llega a todos los rincones de la plana y extensa ciudad. El transporte privado sólo llega a zonas donde los habitantes tienen posibilidades económicas, dejando a su suerte a los vecinos de zonas alejadas y de escasos recursos”.³⁶²

La mayor parte de los obreros vivían en los barrios colindantes con Achachicala, la zona industrial, principalmente en Villa Victoria, una planicie al frente de las fábricas. El barrio contaba con la línea 5, entre San Jorge y las avenidas Montes y Pando.³⁶³ En Achachicala tenían también una línea de micros y algunas iniciativas de “rápidos” que llevaban a 12 personas por una ruta fija. Una vecina de ese barrio recuerda “llegó el micro 4, que recién a partir de 1975 empezó a llegar hasta un poco más arriba de la avenida Chacaltaya donde hoy es la parada del 155, con esto desapareció el micro 1. Luego en 1976 o 1978 aparecieron los ‘rapiditos’ que como su denominativo lo indicaba iban rapidito desde donde hoy es la parada del 155 hasta la Estación Central, algunas veces excepcionalmente los rapiditos llegaban hasta la avenida Buenos Aires”.³⁶⁴

Las zonas residenciales no tenían una cobertura mayor. La línea 2 vinculaba Sopocachi con el norte del barrio y el centro a través de grandes colectivos azules que recorrían la ruta del tranvía 2 por la zona norte, Sopocachi, Tembladerani y la avenida Buenos Aires.³⁶⁵ En Miraflores existía la línea 3 que partía del cuartel del Estado Mayor, al final de la avenida Saavedra, alcanzaba la Plaza Murillo y de ahí se dirigía al Cementerio General. En el barrio fueron apareciendo algunas líneas más que conectaban el barrio desde el mercado de Villa Fátima hasta el matadero de Achachicala. Posteriormente, fueron sumando rutas que vinculaban

³⁶¹ Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP), *Historia...*, op. cit.

³⁶² Sandoval, Godofredo y Sostres, María Fernanda, *La ciudad prometida*, ILDIS, La Paz, 1989, p. 52.

³⁶³ Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP), *Historia...*, op. cit., pp. 83-84.

³⁶⁴ *Ibid.*, p. 209.

³⁶⁵ *Ibid.*, p. 80.

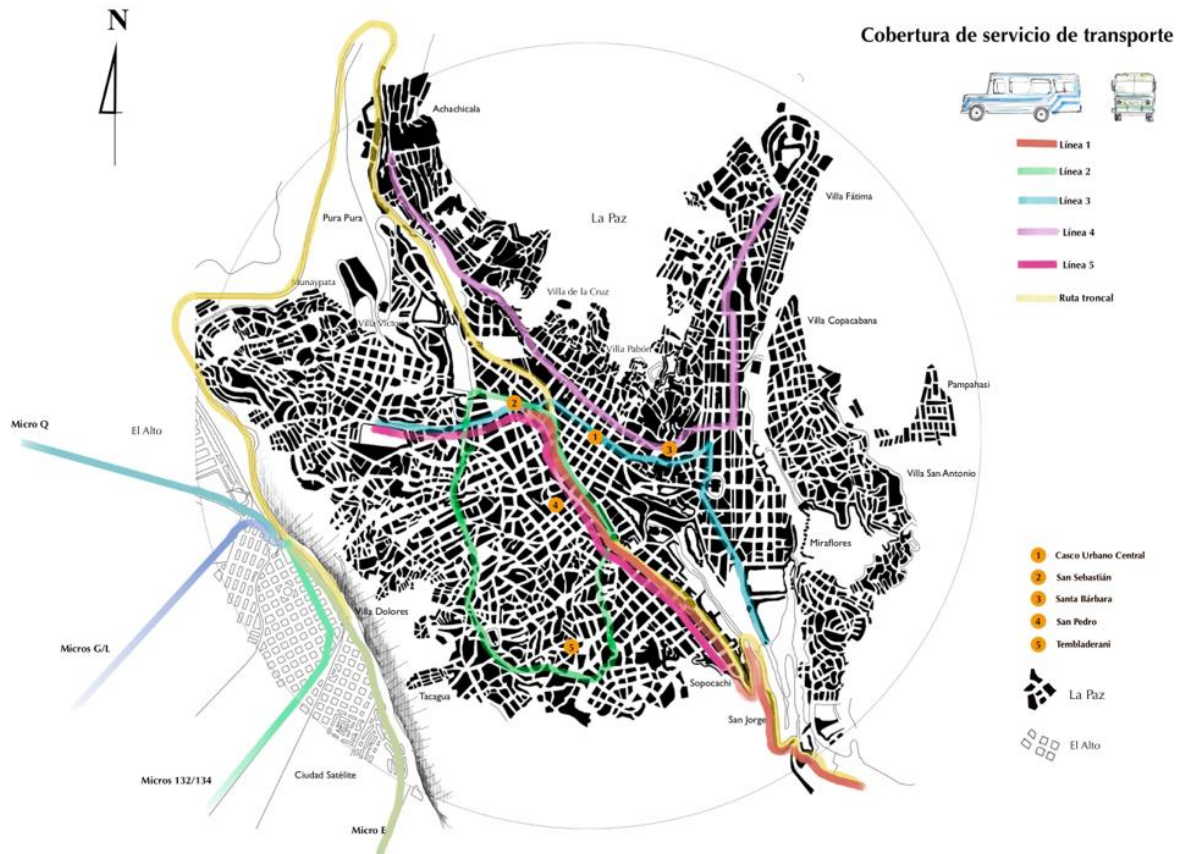
Miraflores con la plaza Pérez Velasco.³⁶⁶ En el sur, había la línea 1 que utilizaba la ruta troncal del tranvía de la misma línea: desde la Avenida Pando hasta San Jorge, y después se extendió hasta Obrajes.

Otra línea importante era el H, que conectaba Cotahuma con Villa Fátima, las laderas oeste y este de la ciudad, con la particularidad que era la única línea que cubría la ciudad a altas horas de la noche. “El H era bien solicitado porque era el bus que te podía recoger a las 3, 4 de la mañana de la Pérez Velasco, el H, allí hacían fila, justo cerca del Lido Grill, allí era su parada y era el único que te podía traer a la Buenos Aires tarde en la noche. En Villa Fátima era su parada”.³⁶⁷

³⁶⁶ *Ibidem*.

³⁶⁷ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

Mapa 5. Cobertura del servicio de transporte



(Diseño y realización de Mario Piñeiro)

1.2. Los choferes: pérdida de centralidad política y penurias económicas

Los transportistas, que habían vivido una situación favorable la década anterior por su relación privilegiada con las dictaduras de turno y la relativa estabilidad económica, para principios de la nueva década enfrentaron un contexto marcado por dos rasgos: el fin de la relación clientelar con los gobiernos militares dictatoriales y la crisis económica de la hiperinflación.³⁶⁸

³⁶⁸ Luis Alemán, *El transportista...*, op. cit., p. 43.

Un cronista de *Aquí* recordaba en 1984 el apoyo que los transportistas le brindaron a García Meza durante su violenta e irracional dictadura años antes. ““General, ¿por qué no nos da la medida de sus pantalones?”, solicitaban a gritos los choferes propietarios de micros y omnibuses en una de esas concentraciones que preparaba el Ministerio de Informaciones, en aquellos días de la noche más larga y siniestra de nuestra historia, para proclamar a García Meza ‘líder del pueblo’, ‘líder de los campesinos’, ‘líder de los desocupados’, ‘líder de los nacionalistas’, ‘líder de los transportistas’. Aquella vez, el pedido de los transportistas formulada a García Meza expresaba su adhesión incondicional al gobierno narcotraficante. Los choferes propietarios demostraron una vez más su tradicional adicción a los gobiernos antipopulares”.³⁶⁹

Esta reacción no expresaba más que la larga y estrecha relación clientelar que los choferes habían establecido con las dictaduras desde 1965.³⁷⁰ Ese año, el gobierno de Barrientos logró romper la huelga general obrera a través de un convenio con chóferes, ferroviarios y petroleros, razón por la cual la confederación de chóferes 1ro de Mayo fue expulsada de la Central Obrera Boliviana (COB).³⁷¹ Como resultado de esta acción, los choferes recibieron varias recompensas: subsidio estatal a la gasolina para el transporte público, exoneración del pago de impuestos por utilidades y beneficios para la importación de nuevos vehículos para los socios sindicalizados.³⁷²

El trato preferencial a los choferes continuó a lo largo de la década y el 21 de abril de 1971, durante el gobierno de Juan José Tórres, se les concedió el monopolio del transporte urbano y rural a los sindicatos de transportistas. Una furibunda huelga indefinida obligó al gobierno –que regulaba el servicio público a través de permisos y concesiones otorgadas por el Ministerio de Transportes y Comunicaciones– a ceder estas prerrogativas a los sindicatos. Desde ese momento, la Confederación de Choferes de Bolivia fue la encargada de los permisos y concesiones.

Durante el gobierno de Hugo Banzer, se mantuvieron los beneficios y se sumaron otros: se autorizó el incremento de pasaje en 25 centavos por el día 24 de diciembre, como beneficio

³⁶⁹ “¿Quién frena a los transportistas?”, *Semanario Aquí*, del 26 de febrero a 5 de marzo de 1984.

³⁷⁰ Luis Alemán, *El transportista...*, *op. cit.*, p. 40.

³⁷¹ Jorge Lazarte, *Movimiento Obrero y procesos políticos en Bolivia: Historia de la Central Obrera Boliviana, 1952-1987*, La Paz, ILDIS, 1988. Citado en Luis Alemán, *El transportista...*, *op. cit.*, p. 40.

³⁷² Luis Alemán, *El transportista...*, *op. cit.*, p. 148.

de aguinaldo navideño, y se estableció la tarifa nocturna en un 50% más cara que la regular desde las 9 de la noche.³⁷³ También se recibieron facilidades para importar vehículos y se “les fue concediendo el dominio de la Dirección de Tránsito”.³⁷⁴

La alianza entre los gobiernos dictatoriales brindó las condiciones para que los sindicatos controlen el ingreso al sistema de transporte y estableció una situación de impunidad que permitió un servicio precario, e incluso abusivo, de parte de los choferes.

Esta situación se transformó para principios de la nueva década. Los choferes enfrentaron un contexto marcado por dos rasgos: el fin de la relación clientelar con los gobiernos militares y la hiperinflación. Con el retorno de la democracia, el vínculo entre el Estado y los transportistas cambió. Luis Alemán resume en estas palabras la situación con el arribo de la UDP al poder en 1982, “el Estado, a través sus de diferentes instituciones públicas, dejaba en claro los nuevos fundamentos de su relación con los sindicatos de transporte público: control intensivo sobre el transporte público catalogado como anárquico; sanciones de tránsito por cobros excesivos y liberación de impuestos para la importación de vehículos destinados a los asalariados”.³⁷⁵

Los transportistas sufrieron también las consecuencias del difícil contexto económico. La mayor parte de las deudas sobre los vehículos importados eran en dólares y los insumos esenciales, como los repuestos, aumentaron de precio –las casas importadoras cotizaban las partes al equivalente de la divisa norteamericana–. Los choferes intentaron paliar la crisis ampliando el servicio a más rutas y, principalmente, exigiendo el aumento de las tarifas. Estas exigencias fueron rechazadas sistemáticamente por el gobierno y los usuarios. Ante esta situación, los sindicatos de choferes emprendieron una serie de huelgas y paros en reclamo del aumento de pasajes –además de pedidos vinculados a los bonos de la gasolina, el trato preferencial en el pago de deudas y el monopolio del transporte–.³⁷⁶

³⁷³ Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP), *Historia...*, *op. cit.*

³⁷⁴ “Micros: ladrones sin antifaz”, *Semanario Aquí*, del 24 al 31 de marzo de 1979.

³⁷⁵ Luis Alemán, *El transportista...*, *op. cit.*, p. 43.

³⁷⁶ Instituto del Transporte y Vías de Comunicación (UMSA) - Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Subvención...*, *op. Cit.*, p. 25.

Sin la represión de la dictadura distintas organizaciones sociales, principalmente las Juntas Vecinales y la Central Obrera Boliviana, respondían con bloqueos y manifestaciones contra los transportistas, rechazando la elevación de tarifas y reclamando un mejor servicio.

La situación se tensionó de tal manera que tuvo como resultado la liberalización del transporte público. Después de un paro de los transportistas particularmente largo, en noviembre de 1982 el gobierno eliminó el monopolio del transporte con el Decreto 19261 que abrió la posibilidad para que otras organizaciones brinden el servicio a partir de las concesiones de rutas y permisos por parte del Ministerio de Transportes. “Este dictamen dio paso al establecimiento del transporte libre automotor, devolviendo la autoridad sobre el espacio público al municipio y su administración al Estado”.³⁷⁷

La reacción de los sindicatos de transportistas al Decreto fue furibunda y declararon una huelga general indefinida rechazando el decreto y demandando, además, “el incremento de pasajes, bonos y exigiendo el trato preferencial en el sistema de cambio del dólar para la importación de repuestos y llantas”.³⁷⁸ La huelga duró varias semanas hasta que el servicio se regularizó paulatinamente.

La medida no cambió sustantivamente la situación del servicio. La implementación del Decreto que “liberalizaba” el transporte no fue planificada y tampoco vino acompañada de una reglamentación adecuada que permita la constitución de alternativas.³⁷⁹ A la vez, debido a la crítica situación económica, y principalmente por la incertidumbre que se vivía día a día, no surgieron iniciativas colectivas para brindar servicios de transportes.

En la práctica, esta medida solo significó la inclusión de algunas personas que empezaron a brindar el servicio con sus vehículos particulares –he conocido casos tanto de profesionales (como arquitectos) como de empleados informales (como constructores) que se dedicaban a brindar el servicio en sus zonas de residencia después de terminada su jornada laboral–. Sin embargo, más allá de esas iniciativas minoritarias e individuales, no surgió

³⁷⁷ Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP), *Historia...*, op. cit., p. 107.

³⁷⁸ *Ibidem*.

³⁷⁹ Instituto del Transporte y Vías de Comunicación (UMSA) - Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Subvención...*, op. Cit.

ninguna iniciativa organizada desde la sociedad civil y los sindicatos de transporte siguieron controlando el servicio.

1.3. La depauperación general del servicio

Por la acumulación de todos estos procesos, el servicio de transporte empeoró como nunca antes. Los principales problemas eran la escasez de transporte, la arbitrariedad de los precios y el abuso cotidiano de los transportistas.

Una nota, entre tantas otras,³⁸⁰ ilustra bien el problema de la escasez del transporte a lo largo de la ciudad: “Se hace cola en pos de vehículos que prestan un pésimo servicio, o simplemente no lo prestan. Hay sitios –especialmente en la ciudad de La Paz– donde se pueden contar por centenares las personas que esperan un microbús, un taxi o un ‘trufi’”.³⁸¹ En zonas estratégicas de la ciudad, como la Pérez Velasco, se formaban largas colas a medio día y por la noche.

Esta escasez permitía la arbitrariedad con la que los choferes imponían los precios. A pesar de que el gobierno intentaba regularlos a través de la fijación de cifras oficiales, estos no se respetaban en la práctica y dependían de la decisión de los choferes en base a las rutas, los horarios y la demanda cotidiana. “En la época de los golpes siempre aprovechaban para cortar las rutas y cobrarte más, cuando había paros salían poquitos y cobraban lo que querían, no había buen servicio, no había”.³⁸² “Los pasajes que cobran los micros son irracionales y de fatal monto para la economía popular. Por ejemplo, el micro ‘M’ cobra dos pesos hasta la estación, el ‘A’ 1.50 y el ‘E’ 2.50. Es decir cada quien hace lo que le da la gana”.³⁸³

En un contexto generalizado de crisis, con los choferes presionando para conseguir mejores condiciones y restituir las prerrogativas que habían perdido, con un Estado atenazado por la situación económica y social, que intentaba recomponer la servicio a través de iniciativas

³⁸⁰ “Faltan medios de transporte”, Periódico *Presencia*, LaPaz, 8 de julio de 1983. “El problema del transporte urbano”, Periódico *Presencia*, La Paz, 30 de julio de 1983. “El transporte, drama permanente”, Periódico *Presencia*, La Paz, 24 de agosto de 1983. “La falta de transporte, un drama permanente”, Periódico *Presencia*, La Paz, 24 de abril de 1984. “Continúa la tragedia”, Periódico *Presencia*, La Paz, 6 de junio de 1984. “Protesta por el paro de los transportistas”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 1 de junio de 1982.

³⁸¹ *Presencia*, “La tragedia de todos los días”, Periódico *Presencia*, La Paz, 19 de enero de 1985.

³⁸² Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

³⁸³ “Micros: ladrones sin antifaz”, Semanario *Aquí*, La Paz, del 24 al 31 de marzo de 1979, p. 4.

como la liberalización del transporte y la instauración de un sistema estatal de buses, ambas con poco éxito, la situación que vivió la mayor parte de la ciudadanía fue difícil.

El problema a lo largo de los años se irá agudizando hasta para finales de 1985 la situación será desesperante: “Cada vez hay menor cantidad de vehículos; gran parte de los que están en funcionamiento dejan mucho que desear y hasta sufren paradas por desperfectos en media ruta; los vehículos de ENTA ya no cumplen las funciones que realizaban inicialmente y a menudo son muy lentos; varios micros y taxis están fuera de uso por falta de repuestos y llantas; son muchos los micros que prestan servicios a empresas particulares –y colegios en tiempo de clases– aunque fueron importados exclusivamente para el servicio público.”³⁸⁴

1.4. La rutina diaria en las distintas zonas de la ciudad

Aun cuando la decadencia del sistema de transportes fue general y los días se sucedían entre escasez crónica y paros cada vez más habituales, la intensidad de la crisis se expresó con diversa intensidad a lo largo de la ciudad. Mientras que para los vecinos de algunas zonas era un percance salvable, para otros constituía un martirio constante.

La diferencia con la que se vivió la crisis dependía decisivamente de la localización de las viviendas, particularmente en relación a la cercanía o la distancia con los *tres centros* de la ciudad: *el centro criollo*, en torno a la Plaza Murillo, en la parte más antigua de la ciudad; *el centro indio*, la zona comercial en el barrio de Chijini, al oeste de la ciudad; y *el centro cosmopolita*, en la Avenida Arce, rumbo al sur, donde durante la época surgieron, además de las tradicionales embajadas internacionales, nuevos comercios y oficinas.

Los vecinos de los barrios céntricos –residenciales, comerciales y fabriles– no vivieron la crisis de una manera tan intensa. A pesar de que en los testimonios aparece como un problema cotidiano, nunca es un problema de suma gravedad. Mientras que en la memoria de vecinos de zonas marginales surge con frecuencia como uno de los inconvenientes más importantes en la vida cotidiana, para los habitantes de las zonas residenciales es una situación difícil pero no en la misma magnitud.

³⁸⁴ “Transporte, drama permanente”, Periódico Presencia, La Paz, 20 de enero de 1985.

En los testimonios de los vecinos de las zonas residenciales el transporte es algo con lo que se tiene, y se puede, lidiar diariamente: “Era difícil para moverse normalmente, había que caminar harto, esperar movilidad, hacer dedo”.³⁸⁵ La misma sensación se constata en los vecinos y comerciantes cercanos. Para los vecinos de la zona de Chijini –llegando hasta la avenida Buenos Aires– y de los barrios adyacentes a Miraflores la crisis no aparece con tanta fuerza. “Yo vivía un poco más arriba de la Buenos Aires y me movía tranquilo, después con mi mujer nos hemos juntado y hemos ido a El Alto, todo lejos, no había movilidad, esperar horas, un problema”.³⁸⁶ “Vendía en el Instituto Americano, me bajaba desde más arriba del Cementerio con mis panes en un ratito”.³⁸⁷ Esta sensación se repite en los vecinos de las zonas obreras, ubicados en Villa Victoria y Achachicala, a kilómetros del centro. “Otra de las cosas buenas del barrio es que estamos cerca de la zona comercial y también del centro. Se puede ir a hacer trámites, comprar, todo. Esa época se sufría más pero se podía caminar nomás, otra era esperar harto a que aparezca movilidad”.³⁸⁸

Para los vecinos de las zonas más alejadas de la ciudad –con excepción del sur–, la sensación es la de la ausencia y las largas esperas. Para los habitantes de las laderas de la ciudad y los barrios de El Alto, en los testimonios aparece siempre el transporte, junto a la comida, como la preocupación mayor y constante. Una mujer, empleada doméstica en la época, que trabajaba en el centro político, a pocas cuadras de la plaza Murillo y vivía en Villa Adela en El Alto, recuerda: “No había mucho transporte esas épocas, a mi zona solo colectivos, ni micro había. La gente iba bien apretada en el colectivo, como moscas, parados, apretados”.³⁸⁹ Un albañil que vivía en El Alto afirmaba en una nota periodística de la época: “El salario mínimo de 17000 pesos no puede ni cubrir el gasto de transporte. (...) Yo que tengo 4 hijos debo gastar al mes algo así como 16000 pesos solo en transporte. Mi esposa y yo gastamos por día 100 pesos cada uno y entre mis cuatro hijos 400 porque desde esta zona tenemos que tomar dos micros para llegar a nuestro trabajo o para que mis guaguas lleguen a su escuela”.³⁹⁰

³⁸⁵ Entrevista con psicóloga, La Paz, 16 de marzo de 2019.

³⁸⁶ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

³⁸⁷ Entrevista con una vecina de El Tejar, comerciante minorista durante la época,

³⁸⁸ Entrevista con obrero jubilado, La Paz, 19 de noviembre de 2018.

³⁸⁹ Entrevista con empleada doméstica, La Paz, 15 de mayo de 2019.

³⁹⁰ “Testimonios de trabajadores: Los transportistas hacen de las suyas como en tiempos de Bánzer y García Meza”, *Semanario Aquí*, La Paz, del sábado 27 de agosto al 2 de septiembre de 1983.

Si comparamos la experiencia de los vecinos con las rutinas promedio de los habitantes de la ciudad encontramos también diferencias. Al respecto, un documento notable para comprender cómo era la rutina diaria de la mayoría de los paceños es el estudio que desarrolló el departamento de planificación de la Unidad de Tránsito durante el primer semestre de 1980. Es notable porque es un estudio excepcional poco común en el marco de la precariedad de la Unidad de Tránsito en particular, y la policía boliviana en general.³⁹¹ El estudio consigna con minuciosidad cuánto tiempo utilizaban los vecinos en promedio para movilizarse del trabajo a su hogar, y viceversa. Para las personas “que trabajan a horario” el tiempo medio de viaje entre domicilio y trabajo era de 24 minutos, el de espera en paradas era de 13 y el de recorrido a pie entre domicilio y parada próxima de 4 minutos. Como resultado, buena parte de los paceños utilizaban 3 horas de su tiempo para ir de su domicilio a su trabajo y viceversa, tomando en cuenta que hacían recorridos cuatro veces al día porque volvían a almorzar. En otros casos, no volvían a lo largo del día pero el tiempo medio de viaje era mucho mayor –por ejemplo, a los barrios más alejados de El Alto–. Esta era la situación en días “normales”; sin embargo, durante nuestro periodo, la gran parte de las jornadas estaban marcadas por huelgas y paros –como se mostró en el primer capítulo, entre 1983 y 1985 se registraron más de 500 movilizaciones al año–.

Los tiempos promedio que define el estudio mencionado son los que experimentaban los vecinos que vivían en las zonas alejadas de los *tres centros* de la ciudad. Las personas que tenían que movilizarse constantemente en transporte público pasaban varias horas de su jornada buscando y utilizando medios para llegar de su casa a espacios laborales, educativos y comerciales. Por el contrario, los que podían llegar a pie, vivían una situación mucho más holgada. De ahí que en los testimonios recabados para este trabajo se observa una distinción esencial al respecto: el uso, y desperdicio, del tiempo. Mientras que en los testimonios de los vecinos de las zonas alejadas y marginales de la ciudad siempre aparece la espera, el gasto de tiempo, como el principal problema; para los vecinos de barrios residenciales y zonas céntricas, el abuso de los choferes es lo que recuerdan asiduamente, pero no mencionan una experiencia agotadora y frustrante como en el resto de la ciudad. Los vecinos de El Alto y las partes más altas de las laderas en los cerros recuerdan minuciosamente la rutina diaria: había que levantarse temprano para llegar a un lugar bueno en la fila, había que esperar horas para que aparezca una

³⁹¹ “Tránsito realizó importante estudio sobre costo en micros: A través de su departamento de Planificación”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 31 de agosto de 1980.

movilidad. El resto de los vecinos recuerda principalmente el abuso de los choferes, que podía sortear a través del caminar o los medios que movilizaban con los vecinos.

2. La capacidad de locomoción en La Paz

A pesar de la crisis del transporte, la ciudad no se detuvo. Las actividades laborales, comerciales, educativas, recreativas, todas basadas en prácticas que exigían moverse por la ciudad, no cesaron. A pesar de la ausencia de medios, la mayor parte de los vecinos siguieron moviéndose por la ciudad. ¿Cómo y por qué lo lograron? Por un lado, para la mayor parte de los vecinos era una ciudad que se podía caminar, podían acceder a los lugares estratégicos y esenciales a pie. Por otro lado, por las iniciativas colectivas y las estrategias cotidianas que facilitaban el movimiento por la ciudad.

2.1. La importancia de la localización: una ciudad que se puede caminar

Más acá de las diferencias de posiciones, oficios y actividades, hay una línea clara que divide los testimonios en general: la mayoría recuerda a la ciudad como “cercana y accesible” y una minoría como una “ciudad lejana e inaccesible”. Para los vecinos de los barrios residenciales tradicionales y sus alrededores –Miraflores y la adyacente Villa Armonía, Sopocachi y el cercano Tembladerani–, pero también para los de la zona comercial –Chijini y los barrios contiguos encima de los cerros– y la zona fabril –Achachicala y Villa Victoria– La Paz es una ciudad que se puede transitar cotidianamente, una ciudad donde uno “se podía mover nomás, incluso en el caos de la híper; uno puede recorrer la ciudad de un lugar a otro”.³⁹² Para los vecinos de El Alto –particularmente los de las zonas sur y norte– y de los cerros arriba de Miraflores –barrios como Villa San Antonio, Villa Copacabana y Pampahasi–, en cambio, la ciudad es un lugar lejano al cual es difícil llegar, una ciudad que “está lejos de mi casa, todo un problema era ir y venir”.³⁹³

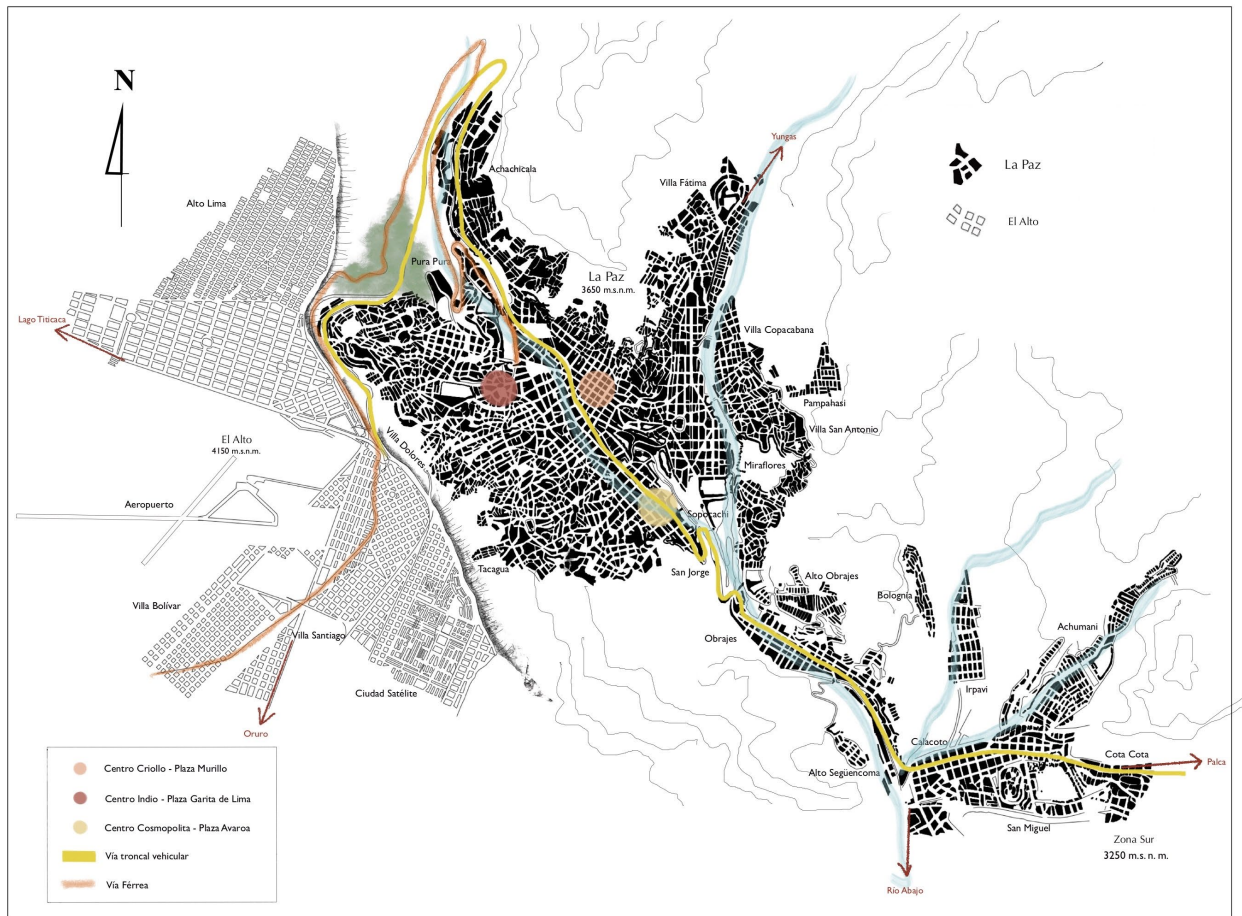
Una de las variables definitivas para la experiencia urbana de las personas en relación a la movilidad era la cercanía con puntos estratégicos de la ciudad. Desde los barrios centrales,

³⁹² Entrevista con un vecino de Tembladerani, escolar durante la época.

³⁹³ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

ya sean residenciales, comerciales o fabriles, los vecinos podían ir caminando prácticamente a todos los puntos importantes de la ciudad. Como se mencionó más arriba, los habitantes de los barrios centrales compartían la cercanía con los *tres centros* de la ciudad y sus lugares más importantes.

Mapa 4. Los tres centros de la ciudad de La Paz en 1986



(Diseño y realización de Mario Piñeiro)

Para los vecinos de estos barrios La Paz era una ciudad que en gran medida se podía recorrer a pie. Experiencia que aparece ubicuamente en los testimonios de los vecinos de los barrios céntricos, más acá de oficios, género y edad. Presente en la cercanía con la fuente de trabajo –“Al final de cuentas podías ir caminando a tu trabajo, era lejos nomás hasta la Camacho

pero se podía caminar, las distancias eran más cortas”—, en las caminatas diarias para ir al colegio —“Bajaban todos los escolares desde arriba, Tembladerani, Cristo Rey, y nos íbamos encontrando y después nos distribuíamos en distintos colegios del Centro”—, en el acceso a los espacios de comercio —“todo barrio tiene su mercado, el de acá era el Mercado Sopocachi pero yo me iba talón-punta-pie hasta el Rodríguez”—.³⁹⁴ Es la experiencia en una ciudad accesible a los espacios centrales de la vida cotidiana: desde el hogar, hasta el trabajo, la universidad, el colegio, el mercado, los lugares de recreación. “Se caminaba mucho, el caminar era un permanente saludo”. “Yo vendía helados en Sopocachi y Miraflores. Salía con mi carrito desde El Tejar.”. “Yo vendía en el Instituto Americano, me bajaba desde la Buenos Aires con mis panes en un ratito”.³⁹⁵ En un dialogo entre los vecinos de Villa Armonía, un barrio que había sufrido un deslizamiento de tierras, y el Alcalde se puede ver la importancia de la cercanía con el centro. “Alcalde: Claro está que Villa Armonía ha crecido mucho, pese a las dificultades geológicas, ¿por qué no van pensando que las zonas afectadas pueden entrar a un programa de reubicación en otra zona? Vecino: Imposible, señor Alcalde. Es difícil sacar a la gente de su lugar. Mal que mal este es un lugar próximo a Miraflores y Miraflores es virtualmente una extensión del centro”.³⁹⁶ A pesar de que las condiciones no eran usualmente amigables,³⁹⁷ para los vecinos era una ciudad conectada, accesible.

Una sensación parecida de cercanía aparece en la experiencia urbana de los vecinos de barrios obreros e incluso de los más cercanos al *centro indio*. “Yo más me movía de mi casa a mi trabajo, allá al frente pero si uno tenía que hacer algo en el centro o ir al [mercado] Rodríguez se iba a pie”.³⁹⁸ “Pero varias veces por mi trabajo trabajaba ahí, por eso iba, me gustaba, bajaba por lo que es la Uyustus para ver qué había para comprar, seguía el Prado siempre y llegaba a mi trabajo. Hasta la Arce se podía bajar tranquilo, las más lindas casas eran ahí, había trabajo

³⁹⁴ Varios testimonios de vecinos de distintos barrios céntricos de la ciudad, aunque de distintas zonas en términos de ingreso.

³⁹⁵ Entrevistas a varios vecinos, todos de barrios céntricos de la ciudad, aunque de distintas zonas en términos de ingreso.

³⁹⁶ Honorable Alcaldía Municipal, *Diálogos con el vecindario paceño*, La Paz, Casa de la Cultura, 1980, p. 100.

³⁹⁷ Una carta de un peatón indignado a la redacción del Periódico *Última Hora* a principios de los ochenta: los peatones somos algo así como una subespecie de esta sociedad plural que vive en La Paz. Somos los que padecemos el mal trato de los choferes del transporte público, de las goteras de los techos cuando llueve, de las calles sin empedrado (no pido asfaltado, que sería una exageración), de los huecos, de las piedras abandonadas, de los fierros en punta, de los kioscos de los vendedores callejeros, de las aceras estrechas (en muchos lugares hay que bajarse a la calzada y hay que ver cómo nos ‘torean’ los conductores de vehículos), de las pestilencias y muchos otros adornos que ‘alajan’ nuestras calles, pero que las hacen intransitables. “Los lectores nos escriben: Nosotros los peatones”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 23 de diciembre de 1980, p. 2.

³⁹⁸ Entrevista con vecino de Villa Victoria, dirigente sindical durante la época.

ahí. La Zona Sur no bajaba, eso era lejos y un solo bus creo que había, nunca pasaba”.³⁹⁹

Sin embargo, para los vecinos de El Alto, los barrios alejados de las laderas y, aunque en menor medida, para los de la zona sur, la ciudad era un lugar distante –“lejos esas épocas estaba la ciudad, difícil era llegar”, “por acá nomás se compraba, lo que había, tampoco había caso ir al Rodríguez, lejos era”, “Yo subía una vez al mes a la ciudad, para el dentista o cosas así, era todo un problema subir”.⁴⁰⁰ La Paz era, para ellos, un lugar donde es difícil moverse para trabajar, comprar, estudiar o divertirse, movilizarse es una odisea que implica mucho tiempo. “Horas había que esperar, de ida primero, de nuevo de vuelta. Más que el gasto era el tiempo”. “Para ir a trabajar era un problema y por aquí no había muchas casas, había que bajar nomás, era grave, no había cómo ir”.⁴⁰¹

Por la depauperación del servicio la práctica de caminar se extendió aún más durante la época. En las zonas residenciales muchas mujeres salían con *tennis* o *kits*⁴⁰² y llevaban los zapatos de taco alto en la cartera y se los ponían al llegar a las oficinas u otros destinos. Esta práctica no se extendía solo a las zonas tradicionales de la ciudad, por ejemplo muchos constructores bajaban a pie desde El Alto y otras zonas de la ciudad. El título de un artículo de 1983 es expresivo al respecto: “Ante la falta de buses, solidaridad y abarcas”.⁴⁰³

En ese sentido, la movilidad en la ciudad estaba definida por el caminar antes que por la influencia del automóvil. Aun cuando, a partir de la estabilidad económica de la década de 1970, la cantidad de automóviles aumentó drásticamente en la ciudad –para 1973 habían 26.793 vehículos, para 63.139–,⁴⁰⁴ solamente eran 18 automóviles por cada mil habitantes.⁴⁰⁵

Este incremento no modificó estructuralmente la posibilidad de movilidad de los vecinos, ni siquiera los de las zonas residenciales de la ciudad. De hecho, en los testimonios de los habitantes de La Paz, incluidos los de los barrios residenciales, el automóvil aparece todavía como un bien de lujo, como un bien excepcional al que solo algunas familias podían acceder.

³⁹⁹ Entrevista con vecino de la avenida Buenos Aires, albañil durante la época.

⁴⁰⁰ Entrevistas a varios vecinos, todos de El Alto o barrios periféricos de las laderas este y oeste.

⁴⁰¹ Entrevistas a varios vecinos, todos de El Alto o barrios periféricos de las laderas este y oeste.

⁴⁰² Zapatos deportivos.

⁴⁰³ “Ante la falta de buses, solidaridad y abarcas”, Periódico *Presencia*, La Paz, 4 de octubre de 1984, p. 11.

⁴⁰⁴ Organismo Operativo de Tránsito, Periódico *Ultima Hora*, 8 de febrero de 1996. Citado por Alemán, *El transportista...*, op. cit., p. 42.

⁴⁰⁵ Instituto del Transporte y Vías de Comunicación (UMSA) - Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Subvención...*, op. cit., p. 5.

“En Sopocachi, aunque había gente con dinero, buena parte era una clase media relativamente austera. Se vivía de una manera poco ostentosa, pocos tenían carros”.⁴⁰⁶ “Algunos papás de mis amigos tenían autos, pero eran la minoría. No es como ahora, era un lujo”.⁴⁰⁷

Además alrededor de los *tres centros* se formaban “trancaderas” –atascos automovilísticos– cada vez con mayor intensidad. En mayo de 1980, una editorial de *Última Hora* expresaba la preocupación ante “los congestionamientos en hora pico que hacen añorar los viejos tiempos y maldecir los actuales”.⁴⁰⁸ El lento transcurrir de los vehículos, en medio de calles atiborradas, se convirtió en una característica habitual de las principales arterias de la ciudad, principalmente en el centro y en el barrio de Chijini.⁴⁰⁹ En la zona central durante las horas pico, a medio día, y a primeras horas de la noche, “la velocidad de circulación desciende a 3 o 4 kilómetros por hora, en los tramos más utilizados”.⁴¹⁰ Con excepción de las zonas alejadas, moverse por la ciudad era mucho más cómodo y rápido a pie.

2.2. Estrategias y redes

Además de la localización, en algunos casos la manera de experimentar la situación el transporte dependía de la capacidad de desarrollar estrategias colectivas a partir de la posesión de determinados recursos.

Al respecto, hay una zona particular donde, a pesar de la lejanía con los puntos neurálgicos de la ciudad, la crisis se vivió con menor intensidad: la zona sur –el espacio residencial *nuevo*, al cual se trasladó una fracción de la élite desde Sopocachi y Miraflores–. Era un lugar de difícil acceso por su distancia con los *centros*; alejada del resto de la ciudad, el

⁴⁰⁶ Entrevista con periodista, La Paz, 25 de marzo de 2019.

⁴⁰⁷ Entrevista con escritor, La Paz, 23 de noviembre de 2018.

⁴⁰⁸ “Transporte colectivo urbano”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 14 de mayo de 1980, p. 3”.

⁴⁰⁹ Instituto del Transporte y Vías de Comunicación (UMSA) - Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Subvención, op. cit.*, p. 5.

⁴¹⁰ *Ibid.*, p. 18. Surgió también un nuevo problema en la infraestructura de la ciudad: la insuficiencia de parqueos, sobre todo en el centro de la ciudad: “la demanda de estacionamiento supera la oferta existente. El área central es alquilada por la Alcaldía Municipal, mediante la cancelación de un patente anual. No existen parquímetros y los estacionamientos son controlados por la Policía Nacional. Los infractores son inmovilizados con grapas, liberándose mediante el pago de una multa”. Los propietarios de vehículos conformaron una Asociación que planteaba exigencias a la Alcaldía de la ciudad. Su principal pedido estaba vinculado a la necesidad de más espacios de parqueo en la ciudad. “Los propietarios de vehículos formulan algunas peticiones a la Municipalidad”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 4 de febrero de 1980.

servicio de transporte era precario. La única línea que conectaba los barrios con los *centros* contaba con pocos micros que transitaban su ruta esporádicamente y casi siempre atiborrados de personas.

En su libro sobre la ciudad, *La Paz en el torbellino del progreso*, Hugo José Suárez recuerda la sensación de lejanía de la zona sur con el centro de la ciudad: “En los años setenta Obrajes, Calacoto y el sur eran un satélite básicamente con una vía de comunicación que, más que una avenida urbana, parecía una carretera interprovincial, pues la parte que une San Jorge con la Curva de Holguín estaba pegada al cerro. Pasar por ahí parecía estar de viaje y disfrutar del paisaje, grutas, cambio de temperatura y hasta de altura, lo que repercutía en que los oídos se tapasen con facilidad. La experiencia de trasladarse al sur –o vivir ahí– implicaba un cambio radical, y sólo había una manera de llegar a él, no había opción de elegir rutas alternas. Por el poco tráfico, el tiempo invertido en el desplazamiento solía ser entre veinte a treinta minutos”.⁴¹¹

A pesar de la lejanía y los escasos medios de transporte, tampoco aparece en la memoria de los vecinos de estos barrios una experiencia traumática en relación a la movilidad por la ciudad. Aun cuando estaban alejados de los *tres centros*, la intensificación de las redes familiares y vecinales y las estrategias que se desarrollaron en ese contexto les permitieron capear la crisis a diferencia de otros barrios alejados de la ciudad. Los vecinos de estas zonas vivieron una situación más cómoda con el transporte no por prerrogativas con el servicio. La diferencia tampoco se explica, en este caso, por la localización de sus viviendas; las redes en las que se apoyaron y las estrategias que pudieron desarrollar a partir de sus recursos, les permitieron capear la crisis.

En medio del contexto difícil, los vecinos y familiares profundizaron los lazos de convivencia y coordinaron iniciativas para enfrentar la situación de escasez de transporte desde una localización lejana. Por un lado, las formas de cooperación se extendieron en prácticas colectivas como “ir a dedo”⁴¹² y, por otro, las formas de coordinación desarrollaron iniciativas colectivas como el “expreso”.

⁴¹¹ Suárez, Hugo José, *La Paz en el torbellino del Progreso: Transformaciones urbanas en la era del cambio en Bolivia*, México, UNAM, 2018, pp. 50-51.

⁴¹² “A dedo”, significaba pedir, con ese gesto, que algún conductor particular lleve al pasajero por la ruta que estaba emprendiendo.

Cooperación (llevar a dedo)

En los barrios residenciales de la zona sur, una de las maneras más importantes para trasladarse en la vida cotidiana era “a dedo”. Con la escasez de vehículos de transporte público en la zona, para los autos particulares se volvió prácticamente obligatorio llevar a personas durante la ruta que transitaban. “Yo era de los pocos con auto en el barrio. Cuando subía y bajaba al trabajo siempre subían varias personas. En cada esquina había gente haciendo dedo. Mi auto se llenaba a las pocas cuadras. Nunca iba solo. Yo diría que todos los que tenían auto iban así”.⁴¹³ El caso más expresivo era el de las camionetas: “Hemos circulado mucho a dedo, si tenías camionetas era casi obligatorio llevar gente; y hasta parabas en las esquinas”.⁴¹⁴ De hecho, esta actitud se intensificaba aún más durante los constantes paros que protagonizaron los choferes durante la época. Hay muchas crónicas que describen cómo los conductores de vehículos particulares llevaban a los vecinos regularmente.⁴¹⁵

Hay varios aspectos expresivos en esta práctica extendida. En los testimonios aparece una pareja sensación de seguridad en hombres y mujeres. En ambos casos la calle no remite a sensación de inseguridad. Es más bien el espacio para encontrarse con conocidos y conocerse con desconocidos. Es un espacio de familiaridad y aventura antes que de miedo. El recuerdo se vincula siempre a una ciudad tranquila, que se puede caminar sin peligro, en la que se puede subir a autos ajenos sin riesgo. “Yo estudiaba en la Universidad Católica y vivía en Calacoto [más al sur de la Universidad]. Me movía un montón a dedo y a pie, y no sentía miedo; no había inseguridad, nada de inseguridad. Incluso cuando íbamos a fiestear a Sopocachi o por la UMSA, a veces nos bajábamos a pie o de noche hacíamos dedo entre varios. La ciudad era mucho más tranquila”.⁴¹⁶

También había una sensación de familiaridad con los vecinos de las, usualmente pocas, casas circundantes. “Esa época es que se ha formado la unión en el barrio. Al principio no nos conocíamos pero después ya nos hemos ido ayudando. A veces pedías o cambiabas algunas cosas de comer, después nos hemos organizado con el transporte, ‘¿quién tiene auto?, ¿quién puede llevar?, ¿cómo nos acuotamos? En ese momento difícil nos hemos vuelto vecinos”.⁴¹⁷

⁴¹³ Entrevista con empleado bancario, La Paz, 22 de septiembre de 2018.

⁴¹⁴ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

⁴¹⁵ “Hubo solidaridad de conductores de vehículos particulares con el pueblo”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 6 de marzo de 1980, p. 8.

⁴¹⁶ Entrevista con periodista, La Paz, 16 de marzo de 2019.

⁴¹⁷ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

Este compañerismo, como lo veremos más adelante, no se extendía a todas las personas que transitaban los barrios del sur.

Coordinación (expreso)

Esta sensación de convivencia permitió la organización de otras iniciativas de coordinación. En varios barrios residenciales de la zona sur, los vecinos se organizaron y contrataron buses particulares que los llevaba “expreso” (solo a ellos, directo hasta la Pérez punto neurálgico del centro de la ciudad). “Había un par de colectivos que contratábamos para la gente del barrio. Expreso. Nos llevaba hasta la Pérez en la mañana y volvía a medio día, volvía a subir; era sólo para los del barrio”.⁴¹⁸

Esta práctica aparece en el recuerdo de vecinos de distintos barrios de la ciudad. En base a sus posibilidades económicas se organizaban para no tener que “sufrir” el sistema de transporte. De hecho, en la memoria de muchos de ellos uno de los rasgos centrales es la no utilización de los vehículos que prestaban el servicio: “Aunque no me creas, esa época no usaba ni micro, ni colectivo, a veces taxi, pero ni eso. Iba al trabajo en el ‘expreso’ del barrio, sino me movía a dedo o caminaba hartito. Nunca aparecían los micros y además los choferes eran unos maleantes”.⁴¹⁹

2.3. Los buses de la Empresa Nacional de Transporte (ENTA)

El gobierno implementó una inédita iniciativa de transporte público estatal a partir de un sistema de buses organizado por la Empresa Nacional de Transporte Automotor (ENTA). A la sazón del decreto que anulaba el monopolio de transporte, el gobierno fundó ENTA el 19 de marzo de 1983 y la empresa estatal inició sus operaciones en la ciudad de La Paz con 37 buses que cubrían una sola ruta que unía El Alto y las villas de la ladera oeste con el centro de la ciudad.⁴²⁰ El servicio fue particularmente importante para la ciudad de El Alto, casi todas sus rutas conectaban varios de sus barrios más pobres con las zonas comerciales y de empleo de La

⁴¹⁸ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

⁴¹⁹ Entrevista con cineasta, La Paz, 27 de marzo de 2019.

⁴²⁰ Alemán, “El transportista...”, *op. cit.*, p. 65.

Paz.⁴²¹ “A pesar de las fuertes limitaciones de ENTA para abastecer las urgentes necesidades de locomoción de la población, es el servicio mejor dotado y de menor costo para los pasajeros”.⁴²²

Mientras en el recuerdo de los vecinos de El Alto y de los barrios de las laderas que cruzaba en sus rutas aparece como una nueva opción que los “salvaba”, en la memoria de los vecinos de los barrios centrales y residenciales es un servicio que nunca utilizaron.

Poco después se implementó una línea entre la zona sur de la ciudad y el centro comercial de La Paz. Su importancia aparece en los constructores y empleadas domésticas que vivían principalmente en la ladera oeste y bajaban al sur a trabajar. “El ENTA no era tan moderno como los Pumakataris, no tenían mucha comodidad pero eran grandes, entraba harta gente, había espacio. A veces había que esperar hartito pero usaba la gente que iba a trabajar allí”.⁴²³ “Al principio era bien el ENTA, me salvaba, pero después ya no aparecía casi nunca”.⁴²⁴ Sin embargo, en el recuerdo de los “vecinos” de los barrios residenciales, este servicio nunca aparece en el recuerdo; no es una posibilidad que contemplaban para movilizarse.

Presionado por la falta de insumos, el servicio del ENTA fue volviéndose cada vez más inestable y se vio obligado a subir sus precios. Con las medidas económicas de 1985, el gobierno de Paz Estensoro liquidó el ENTA, “transfiriendo sus activos a las Alcaldías Municipales libre de costo y absorbiendo sus pasivos mediante el Tesoro General de la Nación”.⁴²⁵ Con esa transferencia, ENTA fue muriendo poco a poco. Aunque mantuvo ocho líneas entre El Alto y La Paz, y una entre la zona sur y el centro comercial de La Paz hasta finales de los años ochenta, “de los 103 buses que tenía este departamento sólo llegaron a funcionar 30 movilidades dentro del servicio urbano”.⁴²⁶ Para los primeros años de la década de 1990 el servicio finalizó.

⁴²¹ Instituto del Transporte y Vías de Comunicación (UMSA) - Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Subvención...*, op. cit., p. 6.

⁴²² Godofredo Sandoval y M. Fernanda Sostres, *La ciudad prometida*, ILDIS, La Paz, 1989, pp. 52-53

⁴²³ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

⁴²⁴ Entrevista con albañil, 8 de junio de 2018.

⁴²⁵ Instituto del Transporte y Vías de Comunicación (UMSA) - Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Subvención...*, op. Cit., p. 34.

⁴²⁶ Félix Braulio Escobar Paucara, “Reconvirtiendo... aún seguimos en las rutas...”. Tesis para optar al grado de licenciatura en Sociología, La Paz, Universidad Mayor de San Andrés, 2009, p. 42.

3. Percepción y relación con los otros

En este contexto de incesante movimiento a pesar de las dificultades estructurales, aparecen en los testimonios imágenes de cercanía y distancia. De un lado la calle y algunos espacios del transporte público como espacios de encuentro; del otro, separaciones definidas por la distinción entre los “vecinos” y los “otros”. Y, como percepción general, la imagen negativa de los choferes.

3.1. Espacios y puntos de encuentro

En algunas circunstancias, las formas de locomoción constituían espacios de encuentro. También, en algunos barrios, el servicio público de transporte aparece en la memoria de los vecinos como un lugar donde confluían los distintos habitantes de la ciudad –particularmente en líneas concretas que encarnan una sensación de diversidad–. Una de ellas era la línea del “2”, el famoso colectivo que desde Tembladerani cruzaba toda la ciudad. “Siempre daba toda la vuelta a la ciudad, podías subirte y pasear toda la ciudad, como turismo hacer, mucha gente se subía por pasear nomás; de todo subía, trajeados, vagos, jóvenes, viejos, de todo veías en su recorrido”.⁴²⁷ “Siempre te encontrabas con alguien en el 2; te subías, veías un conocido, te sentabas y a charlar”.

También la calle era un espacio central de sociabilidad. En los testimonios, en la mayor parte de las veces, caminar la ciudad es caminarla conversando. En los recuerdos aparecen testimonios de largos recorridos acompañados de varias personas charlando: “Nosotros salíamos de la universidad y con algunos compañeros caminábamos hasta Miraflores, otros se iban por la Camacho, otros bajaban al sur”.⁴²⁸ “Terminaba la fiesta y te bajabas a veces entre varios, riendo, charlando”.⁴²⁹ “Salíamos del trabajo y nos íbamos hasta el parqueo charlando. Íbamos a comer entre varios”.⁴³⁰ Como veremos en detalle en el capítulo 7 dedicado a las

⁴²⁷ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁴²⁸ Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

⁴²⁹ Entrevista con psicóloga, La Paz, 16 de marzo de 2019.

⁴³⁰ Entrevista con empleado bancario, La Paz, 22 de septiembre de 2018.

actividades recreativas nocturnas, la calle era el principal punto de encuentro. “Salías a caminar y sabías que te ibas a encontrar con alguien. De ahí ya se armaba algo”.⁴³¹

Sin embargo, al mismo tiempo que la movilidad urbana establecía puntos de confluencia, también era un claro marcador de la distancia social. El caso más paradigmático al respecto es, de nuevo, la zona sur.

3.2. Distancia social: vecinos y trabajadores

En esta zona de la ciudad, las formas de organización y cooperación se circunscribían solamente a los vecinos de los barrios residenciales, quedaban fuera de ellos las empleadas domésticas que trabajaban “cama adentro” –es decir jornadas de más de 8 horas, de lunes a sábado– que solo salían los domingos y los trabajadores –principalmente constructores– que venían de los barrios de la ladera oeste de la ciudad. Para ambos grupos llegar y salir de la Zona Sur era un martirio cotidiano. “Una época yo he trabajado en Calacoto, era jardinero. El trabajo estaba bien y el jefe pagaba bien pero el problema era bajar y subir cada día. Horas esperaba en la fila para el micro A o R, creo que era esas veces para bajar, subir otro problema, no había micros”.⁴³² Ante la pregunta de si se movía a dedo responde enfáticamente: “No, cómo pues. No me hubiera animado, ni me hubieran llevado. Eso era para los vecinos, entre ellos andaban en auto”.⁴³³

Las empleadas domésticas y otros trabajadores del barrio suelen recordar la época como un momento dramático en relación al transporte. Al no contar con las posibilidades de “ir a dedo” o en “expreso”, tenían que lidiar con las largas distancias hasta sus casas, ubicadas en la ladera oeste o El Alto, a través del insuficiente servicio que brindaban los buses públicos.

La situación era difícil también para los vecinos de los barrios más alejados que más allá de Calacoto, Achumani o Cota Cota empezaban a urbanizarse precariamente al lado de comunidades rurales. En *Mi barrio cuenta y yo cuento con mi barrio*, un vecino que vivía en Chasquipampa, uno de los barrios más alejados del sur de la ciudad, recordaba que su padre

⁴³¹ Entrevista con periodista, La Paz, 25 de marzo de 2019.

⁴³² Entrevista con portero, La Paz, 12 de julio de 2018.

⁴³³ *Ibidem*.

tenía que esperar en la calle 30 de Cota Cota a los camiones que se dirigían a comunidades rurales para poder llegar a su casa.⁴³⁴ La otra opción era caminar por varias horas.

De allí que el recuerdo sobre la premura del transporte sea tan distinta. Mientras que para los vecinos es un inconveniente llevadero, incluso a veces festivo, para las personas que solamente trabajaban en esos barrios la memoria está definida como el momento más difícil que les tocó vivir para moverse en la ciudad.

3.3. La imagen de los choferes

En la memoria de los vecinos y en las notas de periódico de la época, la imagen de los choferes es siempre negativa. Una imagen que comparten los vecinos de todos los barrios de la ciudad pero que aparece con mayor énfasis en algunas zonas en particular.

A pesar de que en las zonas residenciales usaban poco el transporte público –caminaban, se movían “a dedo” o contrataban “expresos”–, hay una concepción compartida de que eran unos “maleantes, usureros”. Esto se expresa también en el medio que solían utilizar con mayor frecuencia: el taxi. “Los taxis y los trufis por ejemplo especulaban un montón”. Y, de nuevo, como en el caso de la comida, hay la sensación de que se aprovechan de ellos a partir de su apariencia y posibilidades: “En función de las circunstancias y de tu cara te cobraban, eran unos asaltantes, te cobraban lo que querían. Si creían que eras de plata, si estabas yendo a un buen barrio, te sacaban lo que les daba la gana”.⁴³⁵ En varios testimonios aparece incluso una mirada tenebrosa en relación a los choferes y sus organizaciones. “Los choferes se volvieron un poder gigante, ellos decidían y manejaban todo lo relacionado al transporte; la policía no hacía nada, nadie hacía nada”.⁴³⁶ Un periodista recuerda: “Los ampliados era tenebrosos, era como una mafia”.⁴³⁷

El otro espacio donde la percepción sobre los choferes es altamente negativa son los barrios alejados, los testimonios se concentran sobre todo en los abusos y los precios inestables: “Esa época sí que se aprovechaban los choferes; salían cuando querían, cobraban lo que querían.

⁴³⁴ Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP), *Historia...*, *op. cit.*, pp. 529-530.

⁴³⁵ Entrevistas. Periodistas, empleadas domésticas, profesores universitarios. 2018-2019.

⁴³⁶ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

⁴³⁷ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

Hacían lo que les daba la gana”.⁴³⁸ Más acá de la localización y las posibilidades, hay una pareja sensación de crítica y repudio en relación al servicio de los transportistas.

Desde el periodismo las críticas y denuncias al accionar de los choferes se repiten cotidianamente. Los periódicos más importantes de la ciudad, más allá de su línea editorial, publican todos los días notas contra ellos.⁴³⁹ En ellas muy pocas veces se mencionan las circunstancias difíciles que viven los transportistas, el énfasis está siempre en el abuso y en el servicio precario. En el caso del semanario de izquierda *Aquí* la crítica es más furibunda porque denuncian, además del servicio, la continuidad de sus prácticas como “aliados de la dictadura”. Como vimos más arriba, los cronistas recordaban incesantemente el apoyo que los transportistas le brindaron a García Meza durante su gobierno dictatorial.

Las experiencias cotidianas, sumadas al bombardeo crítico mediático, consolidaron una percepción profundamente negativa de parte de los vecinos sobre los choferes. No hay concepción más extendida en los testimonios que la aversión compartida contra los conductores de los vehículos de transporte público.

A pesar de la compleja situación que se vivía en relación al transporte en la ciudad, como resultado de la pérdida de centralidad política y las penurias económicas que sufrieron los choferes, la movilidad urbana nunca se detuvo. Aun cuando el servicio se volvió cada vez más episódico e inestable, los vecinos de la ciudad, en función de sus posibilidades y localizaciones, siguieron transitando por la urbe con diferentes estrategias y recursos. Esta constatación implica varios aspectos estructurales.

En primer lugar, La Paz era una ciudad donde la mayor parte de sus habitantes podían arribar a los lugares estratégicos caminando. Con las excepciones de El Alto –donde se ubicaban buena parte de las personas más pobres– y de la zona Sur –donde se ubicaban, al contrario, los

⁴³⁸ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁴³⁹ A lo largo del capítulo, se han citado varias de ellas.

vecinos de las capas más acomodadas–, el resto de las zonas y barrios permitían el acceso a los tres *centros* de la ciudad, espacios que concentraban las más importantes actividades laborales, educativas y comerciales cotidianas. La importancia de la localización adquiere así una importancia central en la experiencia urbana. De allí que para buena parte de los vecinos, la ciudad sea una ciudad accesible y cercana aun cuando el servicio de transporte estuviera desfalleciente. A su vez, hay un recuerdo parejo de una ciudad segura, que se puede transitar por prácticamente por cualquier parte –con excepción de los espacios restringidos y claramente identificados como “zonas peligrosas”– y a cualquier hora. Esta sensación atraviesa a hombres y mujeres. La ciudad de noche es un espacio de libertad y de diversión, no de peligro y miedo –ese había sido un atributo de la dictadura y sus agentes privilegiados: los paramilitares–.

En segundo lugar, muestra, de nuevo, la importancia del pluralismo asociativo y las formas de cooperación. En varios barrios de la zona sur, los vecinos se organizaron –algunas veces a través de las Juntas de vecinos, la mayor parte a partir de las relaciones vecinales con los residentes más cercanos– para contratar buses colectivos que los llevaban a sus fuentes de trabajo y los devolvían a sus barrios. A su vez, la importancia de movilizarse colectivamente en autos particulares se intensificó a niveles estructurales. La práctica de “ir a dedo” se convirtió en un canal central para moverse por la ciudad; los autos particulares nunca iban vacíos, siempre llevaban a todos los que pudieran en el camino. La gente de estos barrios salía a recorrer la ciudad confiada, si no había suerte “haciendo dedo” se caminaba, incluso varias horas, usualmente en grupos de varias personas que conversaban durante el recorrido.

En tercer lugar, muestra las separaciones marcadas dentro del pluralismo asociativo. Al respecto existen dos divisiones concretas. Una de las distinciones centrales que aparece en los testimonios es la del *vecino*, como una forma de enfatizar la separación entre las personas cercanas y los “otros”. Para el caso de la zona sur la distinción opera sobre todo para dividir a los dueños de las casas de las empleadas domésticas y otros trabajadores –como jardineros o porteros–. Esta era una percepción con implicaciones prácticas para el transporte: solo los vecinos formaban parte de las iniciativas colectivas como “ir a dedo” o el “expreso”. Los demás debían esperar, muchas veces durante horas, por los contados buses que llegaban a los barrios residenciales o tenían que caminar hasta sus fuentes de trabajo.

Para el caso de los barrios populares y marginales, la categoría *vecino* separa a los “conocidos” de los “desconocidos” que deambulan por el barrio. Los “vecinos” son las caras

habituales con las cuales solían cruzarse en sus rutinas cotidianas; los otros, los que pasaban por el barrio en actividades particulares.

El transporte, en este sentido, ilustra también la impotencia estatal en sus posibilidades de gestionar y ordenar el servicio de transportes. El intento de finalizar con el monopolio de transportes, a través del Decreto que “liberalizaba” el transporte, no influyó en la reorientación del sistema. En la práctica, fueron los sindicatos tradicionales, y algunos nuevos, que siguieron ofreciendo el servicio. A su vez, las posibilidades del Estado de emprender una iniciativa propia mostraron rápidamente sus limitaciones con las limitaciones y problemas que sufrió la Empresa Nacional de Transporte Automotor (ENTA).

Existen diferencias constitutivas en la capacidad de movilización de los vecinos de las distintas zonas de la ciudad. Mientras para los barrios pobres alejados la única posibilidad era aguantar el precario servicio de los choferes, en los barrios privilegiados la cercanía con los centros y las estrategias que permitían las redes sociales les permitían obviar el servicio. Para unos era una ciudad en la cual era difícil emprender las actividades cotidianas y establecer contacto con amistades y familiares; para otros era una ciudad que, a pesar de la depauperación del sistema de transporte y la crisis cotidiana de paros y huelgas, todavía permitía emprender sus actividades cotidianas y mantener sus relaciones con relativa normalidad.⁴⁴⁰

⁴⁴⁰ Robert Ezra Park, “La ciudad. Sugerencias para la investigación del comportamiento humano en el medio urbano”. En Robert Ezra Park, *La ciudad y otros ensayos de ecología urbana*, Barcelona, Ediciones del Serbal, 1999, p. 79.

TERCERA PARTE:

**ACTIVIDADES INTERMEDIAS Y RECREATIVAS DE LA VIDA
COTIDIANA: ESFERA PÚBLICA Y BÚSQUEDA DE NUEVAS
EXPERIENCIAS**

Capítulo I. La ampliación de la esfera pública: medios impresos y televisión

Dijo que la mujer cruceña era una mujer fácil, que lo único que tenía Santa Cruz eran las mujeres. Entonces, me enojé muchísimo; dije, discúlpenme pero sáquenles la mierda a estos de Presencia, y fue mi gente y le tiró una pateadura pues a todos los que estaban ahí.

Luis Arce Gómez, testimonio,

Gezien Manzilla, *Marcelo: noticias de un asesinato* (2020).

Es un jesuita español que ya no viste sotana, está de intelectual que simpatiza con ideas socialistas. Antes presentaba un programa en la televisión y se ocupaba de criticar películas. Era inofensivo aunque se adivinaba el lado que tomaba; poco a poco ingresó a la política juntándose con unos muchachos de izquierda. Creo un periódico llamado Wara, que se ha convertido en la tribuna semanal de la subversión roja. Hace poco los nuestros evitaron la publicación de una lista de militares comprometidos en el tráfico de la cocaína poniendo una bomba de plástico en su imprenta. El cura, que oficia de director, no se asustó e insiste en publicar la lista en un próximo número.

Juan de Recacochea, *Toda una noche la sangre* (1984).

Además de las condiciones económicas adversas, los paceños transitaban entre la euforia y la desazón por la situación política, definida por la oscilación entre efímeros gobiernos democráticos y violentas dictaduras. En este contexto, particularmente con el retorno de mandatarios civiles, durante el primer lustro de la década de 1980 la esfera pública se amplió a partir de nuevos productos en los medios de comunicación.

Surgió una apertura que se expresó particularmente en dos medios: por un lado, aparecieron publicaciones que constituían posibilidades inéditas para los habitantes de la ciudad; los lectores tuvieron la posibilidad de acceder a escritos antes imposibles de encontrar en los medios impresos de la ciudad. Por otro lado, la televisión experimentó un boom a partir de 1984, cuando varios canales salieron al aire por primera vez, aumentando la oferta televisiva que hasta la fecha solo había sido desarrollada por el Estado.

En relación a los medios escritos, este proceso puede resumirse a partir de dos casos paradigmáticos. El suplemento cultural *Semana* del periódico Última Hora, que se publicaba todos los viernes y que combinaba la gestión cultural con mujeres desnudas en la portada. A su vez, el bisemanario político *Aquí*⁴⁴¹, un medio radical que denunciaba sin pausa los crímenes y negociados de la dictadura anterior y de los militares que aún ostentaban poder, al mismo tiempo que asumía una enfática posición de izquierda en torno a la política internacional, particularmente americana. Estos dos productos muestran las aperturas que se vivieron al respecto y los intentos de censura que enfrentaron durante un oscilante movimiento de libertad y de censura.

Para el caso de la televisión, la programación –reducida exclusivamente a un canal nacional gubernamental y algunos canales universitarios locales– se extendió decisivamente a partir del surgimiento de más de una decena de canales privados. La oferta de la que disponían los paceños se incrementó y aumentó también la influencia de la publicidad.

1. Medios escritos: *Aquí* y *Semana*, publicaciones inéditas

Para finales de los años setenta, la prensa escrita en La Paz estaba inmersa en un panorama bastante uniforme con pequeñas diferencias ideológicas. Había seis periódicos en la ciudad, dos matutinos, *El Diario* y *Presencia*, y cuatro vespertinos, *Última Hora*, *Hoy*, *Jornada* y *Meridiano*. Los periódicos matutinos eran los más influyentes y los de mayor tiraje. *Presencia* llegó a vender 70.000 ejemplares a finales de la década de 1960 y desde esa época superó a *El Diario*, que era el periódico más vendido hasta entonces.⁴⁴² Los vespertinos tenían un tiraje menor: *Última Hora*, que era el más popular durante la época, vendía 20.000 ejemplares. Zambrana, a partir de un cálculo en base al tiraje nacional y la población, establece que en los años setenta “60 de cada 1.000 habitantes compraba el periódico”.⁴⁴³ Eran periódicos moderados, desde una posición más “conservadora” en *El Diario* hasta una más “liberal”, de

⁴⁴¹ Por razones de aligerar la lectura, y siguiendo la manera en que se lo conoce popularmente, de acá en adelante se lo denomina *Seminario Aquí*.

⁴⁴² Juan Carlos Zambrana, *Empuñar la palabra como fusil: discurso político del semanario popular “Aquí”, a favor de la apertura democrática en Bolivia, 1979 – 1980*, Tesis de grado en Comunicación Social, La Paz, Universidad Mayor de San Andrés, 2014, p. 34.

⁴⁴³ *Ibid.*, p.34.

alguna manera, en *Presencia*.

Los estudios sobre la prensa de la época, a pesar de la diversidad de objetos, enfoques y conclusiones, coinciden en que los periódicos, tanto vespertinos como meridianos, manifestaban un apoyo a la democracia pero que se expresaba en términos tenues sin incomodar a los militares.⁴⁴⁴ Juan Carlos Zambrana resume este proceso en estas palabras: “los principales periódicos paceños compartían una línea editorial favorable a la defensa de la democracia, pero para cumplir esa meta exhortaban a no perturbar el orden y ‘evitar’ los conflictos sociales”.⁴⁴⁵

En ese contexto particular, marcado por convencionalismos y autocensuras, dos publicaciones tuvieron un fuerte impacto en la opinión pública paceña: el cambio en el semanario cultural de *Última Hora* y el surgimiento del bisemanario *Aquí*.

1.1. *Semana*

En julio de 1977 los paceños se detenían sorprendidos frente a los puestos de periódicos en distintos barrios de la ciudad. En la portada de *Semana*, a página completa, la foto de una joven desnuda destacaba a todo color. Desde ese día, cada viernes se agotaba la edición del periódico y pequeñas multitudes se formaban alrededor de los puestos de periódico observando en detalle las fotos de la tapa.

Semana era ya un suplemento consolidado en el ámbito periodístico paceño, para 1979 había publicado más de 400 números. Tenía una estructura enfocada en el ámbito de la producción cultural. Su director, Mariano Baptista Gumucio, la definía en estos términos: “Prácticamente, en cada edición, se registra una importante entrevista y comentarios bibliográficos, de cine y de pintura. También se ha dado paso a los jóvenes poetas”.⁴⁴⁶ El remezón de las nuevas portadas fue aún mayor tratándose de un medio de esta índole.

Como la represión del gobierno de Banzer iba amainando, poco antes del retorno de la

⁴⁴⁴ Mónica Paco, “Discurso ideológico-político de la prensa paceña en el período de transición democrática de 1979”, Tesis de grado en Comunicación Social, La Paz, Universidad Católica Boliviana, 1997.

⁴⁴⁵ Zambrana, *Empuñar...*, op. cit., p. 156.

⁴⁴⁶ Mariano Baptista Gumucio, “Editorial del volumen de Bodas de Oro de *Última Hora*”, 30 de abril de 1979. En Mariano Baptista Gumucio, *Última Hora: un periódico en las encrucijadas de la vida boliviana*, La Paz, Última Hora, 1982, p. 18.

democracia, el director y su equipo decidieron que una expresión del nuevo ambiente de libertad que se empezaba a vivir era publicar desnudos. Compraban la versión inglesa de la revista *Playboy*, recortaban las fotos y los textos de la modelo que más les gustaba, y los imprimían en el periódico.⁴⁴⁷ En la contratapa, breves palabras describían a las muchachas, acompañando sus fotos: “Melanie tiene 18 años, le gusta el sky...”.

Una de las muestras de la popularidad del suplemento es que empezó a recibir sobrenombres de la población. Un estudiante universitario recuerda que le decían “*El playboy de los pobres*”, el director del periódico y un albañil coinciden en otro apodo: “*Semama*”.⁴⁴⁸ En términos comerciales el suplemento fue un éxito. La edición del periódico se agotaba los viernes. “Incluso vendíamos más que los lunes, los días del deportivo, que solían ser los días en que más se vendía el periódico”, recuerda su director.⁴⁴⁹

A lo largo de la ciudad, *Semana* causó estupefacción y furor. En la memoria de las personas aparece recurrentemente la impresión que causó en la sociedad en su conjunto. “Fue un shock para la gente ver mujeres desnudas en la primera plana, ahí a vista de todos”,⁴⁵⁰ “Harto se comentaba sobre las peladas, era una cosa nueva, llamaba la atención”; “Me pareció un escándalo, una falta a la moral, que estuvieran esas publicaciones a vista de todos”.⁴⁵¹

Surgieron muchas voces críticas al semanario desde frentes externos e internos. En medios de prensa, varias columnas expresaron su disgusto por su “afrenta a la moral” e incluso se acusó a la publicación de contribuir a la ola de pornografía que “azolaba” la ciudad. A pesar del éxito comercial, dentro del periódico se alzaron voces criticando la decisión. La más importante fue la de Jorge Siles Salinas, intelectual conservador católico.⁴⁵² A pesar de las críticas, *Semana* continuó agotando las ediciones de los viernes, con mujeres desnudas en las portadas, mientras pequeñas muchedumbres se arremolinaban alrededor de los puestos de periódico.

⁴⁴⁷ Entrevista con periodista, La Paz, 13 de abril de 2018.

⁴⁴⁸ Entrevistas con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2019; con periodista, La Paz, 13 de abril de 2018; y con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁴⁴⁹ Entrevista con periodista, La Paz, 13 de abril de 2018.

⁴⁵⁰ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2020.

⁴⁵¹ Varias entrevistas, La Paz, entre el 26 de agosto de 2019 y el 20 de marzo de 2020.

⁴⁵² Jorge Siles Salinas, “El cine pornográfico”, Periódico *Presencia*, La Paz, 18 de noviembre de 1982.

1. 2. *Aquí*

Meses antes de las elecciones de 1979, en marzo, se fundó en la ciudad de La Paz el semanario *Aquí*.⁴⁵³ Dirigido por Luis Espinal Camps, sacerdote español radicado en Bolivia, profesor y crítico de cine, figura importante en el campo intelectual y político de la ciudad, el semanario explicitó desde el primer número su posición vinculada a la izquierda. En la editorial de su primera publicación planteaban enfáticamente los objetivos de su iniciativa: “reivindicar la libertad de expresión limitada durante la dictadura militar y brindar información crítica sobre la problemática boliviana e internacional, desde una posición claramente favorable a los sectores populares en Bolivia y los países dependientes o en proceso de revolución social en el plano internacional.”⁴⁵⁴

La cobertura de *Aquí* prestaba amplia atención a las denuncias a la dictadura de Banzer y a la lucha por la democracia. Zambrana identifica “las reivindicaciones y acciones de los sindicatos, la lucha por la democracia, el acontecer político en el espectro de la izquierda y los procesos de revolución social en el mundo” como los temas centrales de cobertura del semanario.⁴⁵⁵ En septiembre de 1979, en el marco de una amplia cobertura al juicio que se gestiona contra Banzer, en la portada destacaba una caricatura de Banzer mientras su imagen es lavada por unos asistentes grotescos que le cortan las uñas, la cola y los cuernos.⁴⁵⁶

La cobertura de la política internacional en el semanario era siempre vehemente. En su posicionamiento sobre la situación americana, por ejemplo, hay un apoyo explícito a la revolución nicaragüense; en julio de 1979, cuando los guerrilleros del FSLN tomaron el poder

⁴⁵³ Existe una amplia bibliografía sobre el semanario *Aquí*. Destacan: el estudio mencionado de Zambrana, *Op. cit.*; la investigación de María Zaida Aramayo, en relación a la influencia del semanario en la construcción de la conciencia ciudadana en la lucha por la democracia. Cf. María Zaida Aramayo, “Aporte del semanario ‘Aquí’ en la transmisión de valores democráticos orientados a la construcción de la conciencia crítica en la ciudadanía”, La Paz, Tesis: Comunicación Social, Universidad Católica Boliviana San Pablo, 2005; el estudio de Juan René Castellón Quisbert, que vincula el discurso del semanario con el ascenso del movimiento popular. Cf. Juan René Castellón Quisbert, “La comunicación alternativa y el movimiento popular. El discurso del aparato ideológico semanario ‘Aquí’, respecto a las luchas políticas del Movimiento Popular boliviano en los periodos comprendidos entre marzo 1979 - julio 1980 y enero 1985 - junio 1987”, La Paz, Tesis: Comunicación Social, Universidad Mayor de San Andrés, 1999; la investigación de Juan Cristóbal Soruco Quiroga: “Prensa alternativa y democracia; análisis comparativo de los semanarios *Aquí*, *De todos* y *Alternativa*”, La Paz, Carrera de Ciencias de la Comunicación, Universidad Católica Boliviana y la de Mónica Mendoza, “Análisis de los editoriales del semanario ‘Aquí’ primera época. 1979-1980”, La Paz, Tesis: Comunicación Social, Universidad Católica Boliviana San Pablo, 1997.

⁴⁵⁴ “Editorial”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 1, del 17 al 23 de marzo de 1979.

⁴⁵⁵ Zambrana, *Empuñar*, *op.cit.*, p. 65

⁴⁵⁶ “Primera plana”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 26, del 8 al 14 de septiembre de 1979.

en Managua, el semanario titulaba en portada SANDINO VENCIÓ AL FIN.⁴⁵⁷ También hay una cobertura crítica de las dictaduras en Latinoamérica, con un énfasis en la figura de Pinochet.⁴⁵⁸

Otra de las venas centrales durante el primer año del semanario son los reportajes a barrios marginales, “zonas olvidadas”, de la ciudad. A través de estos textos, se pone de manifiesto el abandono de estos espacios urbanos y una crítica a la gestión municipal de la ciudad, sobre todo a la anterior, de Mario Mercado. Las notas se concentran tanto en barrios tradicionales, como Achachicala,⁴⁵⁹ hasta asentamientos nuevos, como Villa Las delicias.⁴⁶⁰ En las notas destaca la denuncia sobre las condiciones depauperadas de vivienda e infraestructura. Los reporteros de *Aquí* llegaban a lugares a los que los medios de comunicación convencional no prestaban atención. En el mismo sentido, hay una serie de notas sobre la falta de control de la Alcaldía ante las nuevas construcciones, principalmente los nuevos edificios que se construyen en el centro paceño durante la época. Críticas a la construcción irregular del Hotel Plaza, “Se vende La Paz”⁴⁶¹, y a nuevos edificios que se construyen sin regulación en las orillas del río Choqueyapu.⁴⁶²

La cobertura también se concentra en la crisis económica y en las condiciones difíciles que enfrentaban la mayor parte de los vecinos de la ciudad. Una muestra significativa, es el extenso reportaje en página central, en la edición del 22 de septiembre de 1979: *El drama de la canasta familiar*, en base a los testimonios de personas de diversa extracción social, hablaban un chofer, dos amas de casa, una vendedora de arroz con leche del mercado, un constructor, una profesora y un lustrabotas. Todos coincidían en la magra situación que estaban viviendo. “Todo sube a cada rato”. “No alcanza el salario”, “no alcanza lo que vendo”. “Aumentar los salarios y congelar los precios de los salarios de primera necesidad”.⁴⁶³

Aunque el semanario, era una publicación enfocada en la política, se destacaba además por un acercamiento a la literatura de la mano de autores como René Bascopé o Jaime Nisttahuz

⁴⁵⁷ “Primera Plana”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 19, del 21-27 de julio de 1979.

⁴⁵⁸ Por ejemplo: “Tiemblan los gorilas”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 27, del 15-21 de septiembre de 1979.

⁴⁵⁹ “Sr. Alcalde esta es la situación de Achachicala”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 26, del 8 al 14 de septiembre de 1979.

⁴⁶⁰ “Amarguras de Villa ‘Las delicias’”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 31, del 13 al 18 de octubre de 1979.

⁴⁶¹ “Se vende La Paz”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 26, del 8 al 14 de septiembre de 1979.

⁴⁶² “Los ‘aires’ en venta”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 28, del 22 al 28 de septiembre de 1979.

⁴⁶³ “Aumentar los salarios y congelar los precios de los salarios de primera necesidad”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 28, del 22 al 28 de septiembre de 1979.

(durante un tiempo, editaron un pequeño suplemento literario llamado *Margen*) y por el humor político de las columnas de Coco Manto (Jorge Mansilla) y las caricaturas de Iván.⁴⁶⁴

El semanario se financiaba a través de la venta de los ejemplares, además de la publicidad y solicitadas. En sus páginas no se promocionaban productos comerciales del exterior, con la excepción de las películas norteamericanas programadas por el cine “Monje Campero”. Las instituciones que contrataban publicidad de forma recurrente eran la Universidad Mayor de San Andrés, la Asamblea de Permanente de Derechos Humanos de Bolivia y varios entes sindicales. El partido político que más propagandas publicaba en el semanario es la UDP, que difundía varios espacios solicitados: declaraciones sobre la coyuntura, Cartas abiertas y propagandas.

En 1979, frente a ciertas críticas e intrigas en relación a sus fuentes de financiamiento, el Semanario publicó un texto provocador: “¿Quién nos financia? ¿Quién financia al semanario *Aquí*? El Pueblo. Y como el pueblo no tiene plata, tampoco la tiene *Aquí*, Semanario del Pueblo. Por esto, nos dirigimos a usted, lector. Si usted está de acuerdo en que sigamos existiendo, nos puede ayudar ¿Cómo? 1. Facilitándonos publicidad política o comercial. ¿Pertenece usted a un Partido Político, o a un Sindicato? ¿Por qué no nos envían su publicidad? 2. Enviándonos sus colaboraciones económicas o “en especie”. ¿No tiene una máquina de escribir en uso, una silla sobrante, una información valiosa, una tía millonaria...? 3. Comprando regularmente y difundiendo nuestro semanario *Aquí*. Y... usted puede tener otras iniciativas. La imaginación no cuesta plata. El Semanario *Aquí* confía en usted, y no en Papá Noel”.⁴⁶⁵

Aquí fue alcanzando notoriedad y popularidad. El primer número tuvo un tiraje de 5.000 ejemplares; apenas meses después, en marzo de 1979, ya imprimía 15.000 ejemplares. Cuando cumplió su primer año, publicaba 18.000 ejemplares.⁴⁶⁶ Para la época, constituía el segundo mayor tiraje en la ciudad, solo después de *Presencia*. A la par de la cantidad de números, fue aumentando su alcance: empezó a distribuirse más allá de La Paz y se compraba en todas las

⁴⁶⁴ Juan Carlos Zambrana, *op.cit.*, p. 65. En sus páginas, sobre todo el primer año, antes de la dictadura de García Meza se publicaban cuentos inéditos; la mayoría relacionados a la violencia política. “Toda la tierra” de Manuel Vargas sobre un asesinato por parte del Ejército en el Nro. 4, del 7 al 13 de abril. “Seguridad de Estado” de René Bascopé Aspiazú en el No. 24, del 25 al 31 de agosto de 1979.

⁴⁶⁵ “Quién nos financia”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 7, del 28 de abril al 4 de mayo de 1979.

⁴⁶⁶ Juan Castellón Quisberth, “La comunicación alternativa y el movimiento popular. El discurso del aparato ideológico semanario ‘Aquí’, respecto a las luchas políticas del Movimiento Popular boliviano en los periodos comprendidos entre marzo 1979 - julio 1980 y enero 1985 - junio 1987”, Tesis de grado de Comunicación Social, La Paz, Universidad Mayor de San Andrés, 1999, p. 96.

ciudades del eje troncal, centros mineros y ciudades intermedias.⁴⁶⁷

En la memoria de los jóvenes universitarios con una afiliación de izquierda el semanario era el principal medio de información. “*Aquí* se convirtió en un referente de la izquierda, de la resistencia, de la ciudadanía crítica. Leer *Aquí* era mostrar que estabas cuestionando el esquema, que estabas en el otro lado”.⁴⁶⁸ “Todo lo que se escribía en *Aquí* era muy fuerte, todo era denuncia, era creador de corriente de opinión en la población, era el núcleo donde se juntaban intelectuales de izquierda, dirigentes políticos”.⁴⁶⁹ “*Aquí* se volvió muy importante, era el único que hablaba de la dictadura anterior, se leía mucho”.⁴⁷⁰

Inclusive, había grupos de estudiantes que se reunían alrededor del semanario: “*Aquí* daba pie a que se formaran núcleos de lectura y de discusión, incluso de organización. Era el lugar donde estaba la verdad que la gente quería escuchar”.⁴⁷¹ “Y eso se daba cada vez más en el caso de la clandestinidad. Todos estaban fichados, como delincuentes políticos”.⁴⁷²

Después del golpe de Natusch, en la noche Todos Santos, en noviembre de 1979, mientras los vecinos de la ciudad enfrentaban a los militares, *Aquí* denunció vehementemente la arremetida castrense en un número especial titulado “Democracia adiós”, identificando a determinados políticos (Guillermo Bedregal, Fellman Velarde) como “los enemigos de la patria” en colusión con las FFAA.⁴⁷³ A partir de allí, la línea editorial del semanario se endurecerá y sentirán cada vez más cerca el peligro. Desde principios de 1980, aún con el gobierno democrático de Gueiler en la presidencia, el ambiente se irá enrareciendo y la violencia política estallaría otra vez meses después.

En el semanario, desde su aparición, habían identificado el ambiente de inseguridad e incertidumbre que se vivía a pesar del retorno de los militares. Enfatizaban en cada número la sensación de miedo que experimentaban por levantar la voz. Tal vez el que mejor lo enuncia es Coco Manto en la primera entrega de su columna *Olla de grillos*: “Estoy consciente de que escribir para *Aquí* puede equivaler a tramitarse otro viaje para allí”.⁴⁷⁴ Los presagios se

⁴⁶⁷ Juan Carlos Zambrana, *op.cit.*, p. 64.

⁴⁶⁸ Entrevista con periodista, La Paz, 19 de enero de 2020.

⁴⁶⁹ Entrevista con escritor, La Paz, 23 de mayo de 2019.

⁴⁷⁰ Entrevista con periodista, La Paz, 27 de marzo de 2019.

⁴⁷¹ Entrevista con periodista, La Paz, 19 de enero de 2020.

⁴⁷² Entrevista con escritor, La Paz, 23 de mayo de 2019.

⁴⁷³ Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 34, del 3 al 9 de noviembre de 1979.

⁴⁷⁴ Jorge Mancilla (Coco Manto), “Olla de grillos”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro.5, del 14 al 20 de abril de 1979.

cumplirían prontamente.

2. El paréntesis de la censura

El ambiente de libertad se fue acabando rápidamente para principios de 1980, meses antes del golpe de estado de García Meza. La fuerza de los militares y su poder represivo se hacía sentir de nuevo en primera línea. A pesar de haber cedido el poder presidencial, los militares seguían teniendo influencia en los servicios de inteligencia, monitoreando el comportamiento de los distintos medios de comunicación. Zambrana cita un documento de las FF.AA a inicios de 1980, donde definen e identifican a los medios de comunicación en función a sus orientaciones ideológicas y relación con los militares. *El Diario* era calificado como “colaborador de la institución armada”, a *Última Hora* y *Presencia* los rotulaban como ‘tergiversadores’ de la información y con el semanario *Aquí* la definición era más dura: era un medio de ‘ultra izquierda’, enemigo de las FF.AA.⁴⁷⁵

2.1. Asesinatos, exilio y censura

La orientación ideológica y, sobre todo, las denuncias que emprendía el semanario en relación a los vínculos entre los militares y el narcotráfico los tenía en la mira. El 8 de febrero de 1980 una bomba estalló en la sala de redacción del semanario *Aquí* –después del atentado que sufrieron, el semanario respondió en una nota titulada: “¡Ni bombas ni amenazas! ¡No nos callarán!”.⁴⁷⁶ Poco después, el 21 de marzo, Luis Espinal fue secuestrado, torturado y asesinado. En la portada del número 58, inmediatamente después de su muerte, publicarán un número titulado: “Lucho: Sigues Aquí”.⁴⁷⁷ Su asesinato causó conmoción en la sociedad boliviana y particularmente en la ciudad de La Paz. El entierro del jesuita español congregó una enorme multitud que acompañó el féretro entre llanto y gritos exigiendo justicia.

Después de la muerte de Espinal, asumía la dirección René Bascope Aspiazu, escritor boliviano, autor de *La tumba infecunda* (1985), una de las novelas más importantes de la

⁴⁷⁵ Juan Carlos Zambrana, *op.cit*, p. 69.

⁴⁷⁶ “¡Ni bombas ni amenazas! ¡No nos callarán!”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 48, del 9 al 16 de febrero de 1980.

⁴⁷⁷ “Primera plana”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 58, del 19 al 25 de abril de 1980.

historia boliviana, publicada póstumamente debido a la temprana muerte de Bascopé en 1984. Este año, publicaría el libro *La veta blanca*, una investigación sobre el narcotráfico en Bolivia.

A partir del asesinato de Espinal, la relación con el gobierno de la presidenta Gueiler fue muy tirante. Durante los meses siguientes, critican al régimen como “cómplice de los fascistas”, particularmente por los pocos avances en la investigación sobre el asesinato de Espinal. Para mediados de año, en un creciente ambiente de incertidumbre marcado por la posibilidad de un nuevo golpe de estado, el semanario se concentrará en promover las elecciones como una manera de mantener la democracia. El 28 de junio de 1980, en portada: “¡¡Todo el pueblo a votar contra el golpe!!”.⁴⁷⁸

A pesar de los atentados y asesinatos, *Aquí* continuó publicando números donde las denuncias en relación al narcotráfico y al terrorismo de Estado son el centro de atención. Todo eso se detuvo con el régimen de García Meza a partir de julio de 1980. Días después del golpe, las instalaciones del semanario fueron asaltadas y destruidas. *Aquí* fue clausurado y la mayor parte del equipo de periodistas partió al exilio.⁴⁷⁹ René Bascopé Aspiazú tuvo que escapar rumbo a México.

La represión fue más allá de publicaciones de izquierda como *Aquí*. El 29 de diciembre de 1980 grupos armados militares y paramilitares ocuparon las instalaciones del diario *Presencia*. Al día siguiente el diario era clausurado. El pretexto que argüían los militares era la publicación de un cuento, en la sección literaria del periódico, ‘en el que se ofende a la dignidad de la mujer boliviana, especialmente a la de Santa Cruz’. La corresponsalía del periódico en esa ciudad había sido asaltada e incendiada un día antes, provocando importantes daños.⁴⁸⁰

Además de estos atentados directos a los medios de comunicación y sus periodistas, se instaló una atmósfera de miedo, censura y autocensura. Una revisión de los periódicos los días posteriores al golpe ilustra las limitaciones de la información. Gezien Mancilla muestra, por ejemplo, cómo el 23 de julio los periódicos se ven obligados a informar que Marcelo Quiroga

⁴⁷⁸ “Primera plana”, Semanario *Aquí*, La Paz, No. 68, del 28 de junio al 4 de julio de 1980.

⁴⁷⁹ Daniela Guzmán, *La luz de la memoria: arte y violencia política*, La Paz, Museo Nacional de arte, 2012, p.7.

⁴⁸⁰ Manuel Vargas, escritor vallegrandino que vivía en La Paz desde 1970, tuvo que exiliarse en Suecia, por la publicación del cuento “El mal de ojo”. Cf.: María Elena Humérez, “*Presencia* en el periodismo boliviano”. En Juan Carlos Salazar (coord.), *Presencia, una escuela de ética y buen periodismo*, Plural, La Paz, 2019, p. 117.

Santa Cruz “murió en combate”.⁴⁸¹

Militares y paramilitares también asaltaron y clausuraron varias radios en la ciudad de La Paz. Las radios *Fides*, *Continental*, *El Cóndor*, *Progreso*, *Cruz del Sur*, *Nueva América*, *San Gabriel* y *Panamericana* de La Paz fueron asaltadas.⁴⁸² Al día siguiente serían atacadas las radios *Cristal* y *Agustín Aspiazú*.⁴⁸³ Además, la represión se extendió a lo largo del país, las radios mineras fueron los medios reprimidos con más violencia. *Radio Pio XII* sufrió un atentado explosivo, *La voz del cobre* de Corocoro, fue bombardeada por aviones de la Fuerza Aérea Boliviana. *Vanguardia*, *Ánimas*, *La voz minera del sur*, *Chichas* y *Siete Suyos* también sufrieron atentados. El caso más dramático sucede el 20 de julio cuando la toma de la radio *Nacional* de Huanuni cobra la vida de siete radialistas. También fue ocupada militarmente la radio *Viloco*.⁴⁸⁴ Las demás radios mineras intentaron resistir y establecieron la "cadena de la democracia" pero poco a poco cayeron ante los militares. La radio Chuquisaca fue censurada “por instar a la música contestataria”.⁴⁸⁵ A su vez, el régimen de García Meza impuso la "cadena nacionalista" a nivel nacional que incluía a todas las emisoras de radio y TV bajo la información oficial de Radio Illimani y las emisoras militares a nivel nacional.

Un periodista, que estaba adquiriendo sus primeras experiencias durante la época, recuerda: “Yo entré a trabajar en radio Metropolitana, pero llegó el golpe de García Meza, se metieron a la radio, fue brutal, se estableció la censura. Fue el momento de mayor control gubernamental sobre la información. Había un mecanismo de revisión de los diarios que salían. Después me enteré que los diarios mandaban sus notas a la Dirección de informaciones. Había un tipo que con lápiz rojo tachaba lo que no era publicable”.⁴⁸⁶

En medio de la censura y la represión cotidianas, los vecinos recuerdan el ambiente parco de las informaciones. “No había caso de escuchar nada, todo era a favor de los militares. Todo en silencio. La radio Chuquisaca intervenida, todo intervenido”.⁴⁸⁷ “La única vía de formación era la radio Illimani y el canal 7, con muchos contenidos argentinos, había un acuerdo

⁴⁸¹ Gezien Manzilla, *Marcelo: Noticias de un asesinato*, La Paz, Plural, 2019, p.33.

⁴⁸² Daniela Guzmán, *La luz...*, op. cit., p.7. Percy Brun Torrico y Eduardo Pérez Iribarne, *Fides: combate permanente*, La Paz: Fides, 2014, p. 45.

⁴⁸³ Daniela Guzmán, *La luz...*, op. cit., p.7

⁴⁸⁴ *Ibidem*.

⁴⁸⁵ Marco Basualdo, *Medio siglo de rock boliviano* (2003), Cerro Azul, La Paz, 2015, p. 108.

⁴⁸⁶ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

⁴⁸⁷ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

entre las dictaduras, entonces había películas, novelas, series argentinas”.⁴⁸⁸

2.2. Tolerancia con *Semana*

Hubo una diferencia sustancial en las formas de censura del régimen de García Meza. La preocupación principal eran las publicaciones políticas y principalmente las que denunciaban la corrupción y el narcotráfico de la dictadura anterior y los militares que aún ostentaban poder. De allí que *Aquí* fuera uno de los principales objetivos a ser acallados.

Sin embargo, no prestaron atención a las nuevas formas de expresión de libertad sexual. *Semana* era controlada por sus artículos, monitoreando críticas o panfletos izquierdistas, pero no había preocupación por los desnudos. En la memoria del director de *Semana* aparece la represión cotidiana, el miedo a los paramilitares pero no una intervención directa a la publicación que dirigía.

Era un régimen obsesionado por el comunismo y las “afrentas a la dignidad de las Fuerzas Armadas”, su propósito central era acallar las posiciones de izquierda y, principalmente, las denuncias contra la institución castrense. No había una preocupación por la moral pública o los valores cristianos como sucedió en dictaduras anteriores y de otros países de Latinoamérica.

2.3. Publicaciones clandestinas y artesanales

En ese ambiente de represión y persecución, las publicaciones políticas artesanales y clandestinas tuvieron una creciente importancia. Se empezaron a imprimir y distribuir con mayor fuerza una serie de boletines de análisis político como *Coyuntura*, *Bolivia informa*, *Bolivia: informaciones y análisis* e *Informe R*, entre otros. También surgieron revistas de denuncia política, editadas y distribuidas clandestinamente. *Cuadernos Justicia y Paz*, *Señores generales* y *De frente* son ejemplos de este tipo de publicaciones, la mayor parte de ellas anónimas, que publicaban contenido concentrado en la denuncia contra la dictadura. Según Daniela Gómez, *De frente* publicó aproximadamente 25 mil ejemplares en la dictadura de

⁴⁸⁸ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

García Meza. Esta revista era vendida clandestinamente en las calles y en domicilios particulares.⁴⁸⁹

Existía un gran peligro para distribuir estos boletines y revistas. En los testimonios de militantes de la izquierda aparece con nitidez ese sentimiento: “Cuando sacamos el primer boletín, un amigo fue a recoger las copias de la imprenta. Vino con una maleta grande y pesada llena de copias. Me las dio y quedé en encontrarme con un dirigente por el cementerio. Vino asustado y me dijo: ‘hermano, me están siguiendo, ándate volando’. Le di la maleta y me fui corriendo”.⁴⁹⁰ Una persona me contó el periplo que vivió para hacer llegar uno de estos boletines al exterior: “Yo tenía que viajar a Italia, entonces me pidieron que llevara los boletines a Europa. Me los puse enrollados en unas botas altas. Llegué a Lima y los entregué. Estaba muerto de miedo”.⁴⁹¹

3. Tiempo de crisis y desencanto

Con el retorno de la democracia, terminada la dictadura, tanto *Semana* como *Aquí* cambiaron decisivamente. Por distintas razones, ambas publicaciones perdieron la centralidad que habían alcanzado aunque su influencia no se detuvo. A partir de su influjo, surgirán años después publicaciones que continuarán de alguna manera su impronta –aunque cubren periodos más allá de los objetivos de este estudio, conviene mencionar algunas publicaciones como *Extra* y *Gente*, revistas de crónica roja que, en las décadas siguientes, continuaron utilizando mujeres desnudas como principal gancho comercial e incluyeron temas *tabú* en algunos de sus reportajes o *El juguete rabioso* una publicación bimensual que combinaba la información cultural con una orientación política radical y enfática–. Sin embargo, más acá de estas influencias, durante el gobierno de la UDP enfrentaron una situación distinta a la de la euforia democrática de 1979, antes de la dictadura de García Meza.

⁴⁸⁹ Daniela Guzmán, *La luz, op. cit.*, p.7

⁴⁹⁰ Entrevista (para esta parte de su testimonio el entrevistado prefirió que no se comparta ninguno de sus datos).

⁴⁹¹ Entrevista con cineasta, La Paz, 13 de noviembre de 2018.

3.1. La transformación de *Semana*

Después de la dictadura de García Meza, ante la popularidad y repercusión de las portadas de *Semana*, el Arzobispo de la Paz, Jorge Manrique, visitó al director del semanario en las oficinas de *Última Hora*. Reclamó por la publicación y exigió que se dejaran de mostrar mujeres desnudas. Baptista Gumució respondió que seguiría con las tapas y esgrimió dos razones: en ese momento la preocupación era consolidar la democracia e investigar sobre la represión y las víctimas de la dictadura y, además, los jóvenes estaban mucho más “adelantados” y no tenían los mismos prejuicios que los mayores. El primer argumento amainó las preocupaciones de Manrique –no creyó en el segundo– y no volvió a interferir con la publicación.⁴⁹²

Las presiones contra *Semana* también surgieron del interior del mismo periódico. La principal voz fue la de Jorge Siles Salinas. Siles Salinas era uno de los principales intelectuales críticos al “derrumbe moral” que evidenciaba –y denunciaba– en toda la sociedad. Las discusiones al respecto se zanjaron en 1982 por razones prácticas. El gobierno de la UDP designó a Baptista Gumucio como embajador en Estados Unidos. Ante su partida, Siles Salinas se encargó de la dirección de *Semana*. El primer número bajo su gestión tuvo un cambio fundamental: la primera plana del suplemento estaba ilustrada con retratos religiosos.

⁴⁹² Entrevista con periodista, La Paz, 13 de abril de 2018.

Imagen 1. Secuencia de portadas del suplemento *Semana* (diciembre 1982)



RB 8356

Nº 506

S
E
M
A
N
A

de

*Ultima
Hora*

Año XI No 506
Del 24 al 30
de diciembre
de 1982

F
E
L
I
Z
N
A
V
I
D
A

RB 1655

PARA NUESTROS LECTORES



3.2. El cambio de *Aquí*

La mayor parte del equipo de *Aquí*, que había partido al exilio, volvió al país con la amnistía política en mayo de 1982 y el semanario se reabrió el 15 de enero de 1983, después de una larga ausencia durante la dictadura. Explicaban el retorno en un pronunciamiento titulado “Volvemos a las calles”, donde afirmaban: “Ahora, después del repliegue del fascismo decidimos salir nuevamente, a pesar de las dificultades económicas –casi insalvables– con que tropezamos. Nadie nos indemnizó, a pesar de que hubieron promesas en ese sentido. Pero el sentir que nuestra presencia puede significar un aporte al proceso popular, nos impulsó a salvar todas las barreras que se nos opusieron”.⁴⁹³

Durante el gobierno de la UDP, *Aquí* retornó con una posición aún más radical, vinculada, principalmente, a las denuncias de la dictadura anterior y a la precaria situación económica en el país. A lo largo de 1984, el semanario publicará sin pausa notas y reportajes sobre los “cómplices” de la dictadura de García Meza, con especial énfasis en la figura del ministro del interior Arce Gómez y los paramilitares del régimen.⁴⁹⁴ Probablemente las publicaciones más expresivas al respecto son las del 5 y el 19 de marzo. En la primera, en portada, se podía leer: “Dime con quién andas y te diré quién eres”, como título de una fotografía de Arce Gómez rodeado de varias personas; debajo de la foto, una gráfica donde se reproducían las siluetas, numeradas, de la fotografía de arriba. Acompañaba la foto y la silueta, un texto explicativo: “La numeración sirve para que el lector escriba a la casilla del semanario *Aquí* identificando a quien sea reconocido como paramilitar. Por ejemplo: el número 8 es el capitán Carlos Helguero, coautor de la masacre de la calle Harrington. El número 20 es un paramilitar de apellido Ontiveros, actualmente en el Panóptico. Ayúdenos identificando a los asesinos del pueblo. Escribanos”.⁴⁹⁵ En el siguiente número, aparecían los resultados en portada. “Identificados” rezaba la nota con la lista de todas las personas identificadas con nombre, cargo y situación en el momento.⁴⁹⁶

A su vez, el semanario intensificó las críticas a la situación económica y a las posiciones y políticas asumidas por el gobierno de Siles Zuazo. “La crisis de la crisis”, titulaba *Aquí* una

⁴⁹³ “Volvemos a las calles”, Semanario *Aquí*, La Paz, No. 71, del 15 de enero al 22 de enero de 1983.

⁴⁹⁴ “Listas de paramilitares y mercenarios en Bolivia”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 72, del 22 al 26 de enero de 1983.

⁴⁹⁵ “Primera plana: Dime con quién andas y te diré quién eres”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 78, del 5 al 11 de marzo de 1983.

⁴⁹⁶ “Identificados”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 79, del 12 al 18 de marzo de 1983.

larga nota sobre la UDP a finales de enero de 1983.⁴⁹⁷ En el mismo número, el director del periódico René Bascopé Aspiazu escribió una larga “Carta abierta al presidente Hernán Siles Zuazo” donde planteaban críticas al destino que estaba tomando el gobierno de la UDP: “un intento de ser objetivo (la objetividad no es lo mismo que la imparcialidad) nos lleva a preguntar, ahora, ¿cuál es el meollo de este nudo de improvisaciones en el campo económico y de abulia en el político? La búsqueda de una respuesta me lleva a señalar lo que precisamente al comenzar esta carta, señor presidente, observaba: Se trata de esa rémora que se denomina con cierta desfachatez trágica ‘el Parlamento de los Ochenta’. En ella se han engendrado e impulsado las contradicciones que han desembocado en la crisis de su gobierno, que no sólo pone en peligro a la coalición gobernante, sino al mismo país”.⁴⁹⁸

Las críticas se intensificaron con el plazo de los cien días que había pedido el presidente para solucionar la crisis. En un artículo titulado “El Hambre”, en el semanario denunciaban: “estamos empezando a vivir un tiempo en el que el hambre pretende asesinar la memoria. La falta del pan cotidiano empieza a actuar en el ánimo del pueblo como una aspirina contra la indignación por los años de bestialidad desenfrenada de la dictadura”.⁴⁹⁹ Los meses siguientes, durante todo el año, continuarán la misma tónica: la identificación de los responsables de la dictadura de García Meza y la crítica a las decisiones gubernamentales, principalmente los paquetes económicos y la “derechización” de la UDP.⁵⁰⁰ Para 1984, la crítica es furibunda: “Siles Zuazo. De 1982 a 1984: salto con volteretas”. Meses después: “La embajada de EE.UU. y Núñez del Prado empujan el ‘paquete’. Todo listo para crucificar al pueblo en Semana Santa”.⁵⁰¹

En junio de 1984 un trágico suceso afectó al semanario. René Bascopé Aspiazu murió después de un confuso incidente en el que recibió disparos de su propia pistola. Después de varios días de convalecencia, y cuando parecía que se estaba recobrando satisfactoriamente de sus heridas, sufrió un paro cardíaco que acabó con su vida. El deceso de Bascopé fue un golpe tremendo para el semanario. Con la muerte de Bascopé las divisiones internas dentro del

⁴⁹⁷ “La crisis de la crisis”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 72, del 22 al 26 de enero de 1983.

⁴⁹⁸ “Carta abierta al presidente Hernán Siles Zuazo”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 72, del 22 al 26 de enero de 1984.

⁴⁹⁹ “El hambre”, Semanario *Aquí*, La Paz, N. 75, del 11 al 18 de febrero de 1984.

⁵⁰⁰ “Nuevo gabinete: ¿Media vuelta a la derecha?”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 102, del 27 de agosto al 2 de septiembre de 1983.

⁵⁰¹ “La embajada de EE.UU. y Núñez del Prado empujan el ‘paquete’. Todo listo para crucificar al pueblo en Semana Santa”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 132, del 7 al 13 de abril de 1984.

semanario se fueron agudizando y la calidad de los números fue menguando, hasta perderla importancia que había ostentado durante los últimos años.

Este cambio aparece recurrentemente en la memoria de periodistas y lectores. Para muchos de ellos, la desilusión que experimentaban por el cariz que iba alcanzando la situación a nivel político y económico se expresa en la importancia que iba perdiendo el diario. Un joven periodista durante la época recuerda: “Yo tuve una reunión con los de *Aquí*, y se veía una desazón: ¿por dónde vamos, qué hacemos ahora? Ya no había ese capital humano con los que contaban, la mayoría de los de primera línea no estaban, ahora eran nuevos”.⁵⁰² Una de las periodistas del semanario escribe: “Formamos nuevamente el semanario que pasó por varios locales. Por una parte, había más ayuda material, pero también comenzaron las tensiones políticas entre posiciones de apoyo a la UDP. (...) Poco a poco, la publicación dejó de tener el impacto del inicio y al final perdió toda identidad con sus motivaciones primarias, tanto que ninguno de los fundadores permaneció más de tres años o cuatro años”.⁵⁰³

Ese sentimiento de confusión y desazón aparece también en los testimonios de los periodistas en las radios mineras. El caso de la Radio Pio XII en tiempos de tranquilidad democrática expresa el mismo sentimiento. “Y es que una emisora no es recurso de vanguardia. Bueno, en el extremo, cuando hay golpe, sí. Ya nosotros tenemos buen entrenamiento para las emergencias. Pero cuando se puede trabajar, cuando hay espacio, debe marchar al paso del pelotón, no tanto de los punteros. Aunque esto no lo tragaban todos. –¡Concesiones! ¡Somos una emisora educativa! –Dime una cosa. Vos mismo, cuando acabas de trabajar 10, 12 horas aquí en la radio, ¿no te vas al cine? ¿No te plantas ante la televisión para ver ‘Rosa de Lejos’?”.⁵⁰⁴

4. El *boom* de la televisión

Otro de los cambios fundamentales en los medios de comunicación sucedió en 1984, cuando diversos emprendimientos privados instalaron canales y emitieron su señal en medio de la incapacidad de regulación del Estado. Esta fue una transformación abrupta, rápidamente la

⁵⁰² Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

⁵⁰³ Lupe Cajias, “La turbulenta historia del país que contó el semanario *Aquí*”, Periódico *Página Siete*, La Paz, 15 de marzo de 2020.

⁵⁰⁴ José Ignacio López Vigil, *Una mina de coraje: radios mineras de Bolivia*, ALER, Quito, 1985, p. 138.

grilla de programación pasó de un solo canal estatal a una oferta de varios canales privados que transmitían nuevos programas. De un momento a otro la televisión se convirtió en el medio de comunicación más importante de la ciudad, con una oferta diversa y amplia.

4.1. La modesta televisión de los años setenta

Para 1979, Bolivia contaba con un precario canal de televisión estatal y algunos canales universitarios locales. A pesar del furor que el nuevo medio había causado desde su aparición, diez años atrás, la programación que veían los vecinos era limitada.

La televisión emitió su primera señal en Bolivia el 30 de agosto de 1969. Durante los meses posteriores a la primera emisión de Televisión Boliviana (TVB) la atracción por el nuevo medio inundó la ciudad y la oferta de televisores se multiplicó en La Paz.⁵⁰⁵ En los anuncios de periódico se puede constatar la variada gama de posibilidades para comprar los aparatos; en las zonas comerciales, como afirma Tassi, “los setentas marcaron la década de los televisores”.⁵⁰⁶

Prácticamente todos los testimonios concuerdan en haber tenido un aparato en la casa cuando niños. Desde vecinos de Sopocachi –donde era un bien ordinario– hasta vecinos de Tembladerani o El Tejar –donde era un bien de lujo que se utilizaba de manera restringida–, la televisión aparece ubicuamente. “Mi viejo después se ha comprado una tele, una Zenit, en la Illampu, yo habré tenido unos 10 años [1973], pero se la cuidaba grave, se lo guardaba, toda encajonada, teníamos horario para ver, no nos dejaba así que prendamos”. Hay algunas excepciones, principalmente de vecinos asentados en El Alto y otras zonas periféricas, pero que recuerdan ver televisión desde lejos. “Íbamos a ver donde una señora más abajo, desde la calle, ella habría la ventana y veíamos”.

Todos los testimonios concuerdan también en la oferta limitada cuando contrastan este periodo con la realidad posterior. “Primero había solo un canal, el 7, pocos programas, había que esperar hartito para los dibujitos, por ejemplo; después ha aparecido la tele en colores,

⁵⁰⁵ Ricardo Sánchez, *Orígenes de la televisión boliviana*, La Paz, Prisa, 2010.

⁵⁰⁶ Nico Tassi, *Cuando el baile mueve montañas: Religión y economíacholo-mestizas en La Paz, Bolivia*, La Paz, Praia, 2010. Aunque ha sido imposible encontrar estadísticas acerca de la cantidad de televisores para la época, todos los testimonios de vecinos de los barrios residenciales concuerdan en haber tenido un aparato en la casa cuando niños. En todos los barrios, la televisión aparece ubicuamente.

después hartos canales, era una maravilla”.⁵⁰⁷ “De esa época me acuerdo del Peña en Canal 7. Después el abuelito Tino, que salía en Red Illimani también”.⁵⁰⁸ “No había mucho que ver tampoco, más se escuchaba la radio; después todo ha cambiado”.⁵⁰⁹

4.2. Dictadura y el paradójico nacimiento de la televisión universitaria

Antes del boom de la televisión privada, apenas consumado el golpe de García Meza, paramilitares tomaron las instalaciones de canal 7 (TVB), tanto las oficinas principales en la calle Ayacucho –en el centro de La Paz– como los estudios de El Alto.⁵¹⁰ Posteriormente la programación se emitió desde equipos instalados en el mismo cuartel general del Estado Mayor, en Miraflores.⁵¹¹

Con el afán de controlar a los medios, el régimen interrumpió los avances relacionados a la creación de la televisión privada. Desde su arribo al país a finales de los años sesenta, este medio había sido definido como un “recurso estratégico” que solo podía ser usufructuado por el Estado. Con el retorno de la democracia, a finales de los años setenta habían surgido distintas voces manifestando la necesidad de contar con canales privados de televisión arguyendo principios de libertad de expresión. En ese contexto, siete días antes de terminar su mandato, el 2 de agosto de 1979, el presidente militar Padilla, dictó el Decreto Supremo 16941 que autorizaba la concesión de licencias de televisión a canales privados. El gobierno de García Meza anuló dicho Decreto, eliminó cualquier posibilidad de apertura para los canales privados y consolidó el monopolio estatal de la televisión.⁵¹²

A la par que el régimen censuraba otros medios de comunicación, con el control que disponía en la Universidad Mayor de San Andrés, el 24 de diciembre de 1980, Televisión Universitaria (TVU) surgió justamente durante la dictadura de García Meza, en la “noche buena” de ese año, cuando emitió su primera transmisión en vivo. Ese mismo año, el régimen

⁵⁰⁷ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

⁵⁰⁸ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁵⁰⁹ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

⁵¹⁰ Juan Carlos Flores, *Historia de la televisión en Bolivia*, La Paz, 3600, 2019, pp. 111-112.

⁵¹¹ Jorge Torrez Garay, *Historia de la televisión en Bolivia: crisis de la televisión estatal y auge de la televisión privada*, Santa Cruz, Ediciones El Peto, 2013.

⁵¹² Juan Carlos Flores, *Historia...*, *op. cit.*

inauguró el sistema a color del canal estatal boliviano.⁵¹³ En la televisión universitaria, la programación iniciaba a las 17:00 y terminaba a las 11:30.

Con el toque de queda que impuso el gobierno, la televisión cobró importancia con las personas encerradas en sus hogares. Por ejemplo, la telenovela argentina *Rosa de lejos* aparece recurrentemente en los testimonios como un marcador del momento en que empezaba el toque de queda. “Este culebrón tenía una audiencia total, coincidiendo con la hora límite que daba el gobierno para que todo el mundo estuviera en su casa a las nueve de la noche”.⁵¹⁴ “Me acuerdo bien de la televisión en tiempos de García Meza. Encerrados, llegar corriendo con miedo a escuchar la música de *Rosa de Lejos* en la calle”.⁵¹⁵

4.3. La proliferación de los canales privados

La televisión privada empezó vertiginosamente en 1984 en medio del caos y la debilidad del gobierno de la UDP. Después de muchos lobbys y presiones, en abril empezaron a operar varios canales de iniciativa privada, aun cuando contravenían la ley que estipulaba que solo el Estado podía “explotar” la televisión. Los dueños de los canales arguyeron que esta disposición iba contra la libertad de expresión y empezaron a operar de facto –la regulación estatal recién se aplicó desde 1986–. Para 1984 se fundaron algunos canales privados y el incremento fue sostenido: en 1988 había un total de 35.⁵¹⁶

El auge de la televisión no estuvo exento de polémicas. En la esfera mediática acarreó debates vinculados a la manera en que afectaba a los radios y periódicos, a partir de quitarles publicidad, y al cine porque los largometrajes les mermaban la venta de entradas. También surgieron discusiones sobre el uso de antenas parabólicas que permitían sintonizar programas de otros países. Varios casos existieron al respecto durante la época: en Tupiza, como la señal de los canales bolivianos no llegaba con claridad, la población dio una cuota para instalar antenas y empezaron a recibir señales de Argentina, Brasil, Estados Unidos y Venezuela. Un

⁵¹³ “Televisión: Sistema de color en canal 7”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 23 de diciembre de 1980.

“Presidente inauguró sistema color de la televisión boliviana”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 24 de diciembre de 1980.

⁵¹⁴ Juan Carlos Flores, *Historia, op. cit*, 112.

⁵¹⁵ Entrevista con estudiante universitario La Paz, 20 de noviembre de 2018.

⁵¹⁶ Instituto para América Latina (IPAL), *Políticas de televisión en los países Andinos*, Lima, IPAL, 1988.

hecho parecido sucedió en Uyuni. En Santa Cruz, había un canal que retransmitía en Santa Cruz la señal de la red “o Globo”, de Brasil, totalmente en portugués.⁵¹⁷

El boom de los nuevos canales de televisión fue una transformación en la experiencia cotidiana de los paceños. En la memoria de las personas aparece una y otra vez ese cambio repentino. “Imaginate, pasamos de ver dos canales, blanco y negro, pocas horas al día, a tener una variedad de canales, a colores, más horas, fue un cambio grande”.⁵¹⁸ Este impacto se observa también en las polémicas en la esfera mediática: acarreó debates vinculados a cómo afectaba a radios, periódicos y cines. También surgieron discusiones sobre el uso de antenas parabólicas que permitían sintonizar programas de otros países. Existieron varios casos al respecto: en Tupiza, como la señal de los canales bolivianos no llegaba con claridad, la población dio una cuota para instalar antenas y empezaron a recibir señales de Argentina, Brasil, Estados Unidos y Venezuela. Un hecho parecido sucedió en Uyuni. En Santa Cruz, había un canal que retransmitía en Santa Cruz la señal de la red “o Globo”, de Brasil, totalmente en portugués.⁵¹⁹

Existen muy pocos estudios sobre la recepción social y los impactos de la televisión en Bolivia. La mayor parte se concentraron en su influencia política, seguramente al investigación más significativa es la de Raúl Rivadeneira Prada, *Agresión Política: El proceso electoral 1989*⁵²⁰ sobre su incidencia en las elecciones de 1989, las primeras con protagonismo absoluto de la televisión.

Sin embargo, más que precisar estas influencias en los vecinos de la ciudad, en este estudio nos interesa destacar cómo la televisión fue uno de los principales recursos para ampliar la oferta de los medios de comunicación. Además de los inéditos productos de la prensa escrita como *Aquí* o *Semana*, el abanico de posibilidades aumentó aún más con el boom de la televisión.

⁵¹⁷ Isabel De Rück, “La televisión: ‘Listos... en el aire’”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 20 de septiembre de 1985.

⁵¹⁸ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

⁵¹⁹ Isabel De Rück, “La televisión: ‘Listos... en el aire’”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 20 de septiembre de 1985.

⁵²⁰ Raúl Rivadeneira Prada, *Agresión Política: El proceso electoral 1989*, La Paz, Juventud, 1989.

A pesar de las oscilaciones entre la democracia y la dictadura, en el primer lustro de los años ochenta se vivió un inédito proceso de ampliación de la esfera pública. Esta extensión tuvo diferentes andariveles y características: se expresó a través de nuevos contenidos morales y políticos que no habían tenido presencia en los medios impresos y a través del incremento de la programación a partir de la aparición de varios canales de televisión privados.

Desde ese punto de vista, los habitantes de la ciudad experimentaron una amplia pero también cambiante opinión pública que sentían como una expresión de la situación que les tocaba vivir. En estas aperturas y censuras proyectan la libertad que volvió con la democracia y la más brutal represión y censura que llegó apenas un año después. “Imaginate, de la fiesta, de poder decir todo, de leer *Aquí* y escuchar Radio Chuquisaca de ahí con García Meza se ha apagado todo, no, no se ha apagado, sino que solo se escuchaba una sola cosa”.⁵²¹ “De tantas canciones de rock unos meses después triste era la radio, todo lo mismo, como con miedo, y en la noche ya todo apagado”.⁵²² “*Aquí* solo fue posible por el retorno de la democracia, te emocionaba ver sus tapas, leer sus denuncias y después ha venido la pesadilla de los paramilitares, Luis Espinal muerto, *Aquí* clausurado. En un ratito se ha acabado la libertad”.⁵²³

La ampliación de la esfera pública fue una expresión de la difícil consolidación de las libertades individuales. De allí que en el recuerdo de las personas los medios de comunicación estén directamente vinculados con los momentos de dictadura y democracia. Ver mujeres desnudas en la portada, poder leer sobre las revoluciones en la prensa, contar con una gama de programas más allá de la censura son expresiones concretas de los momentos de libertad y represión que les tocó vivir.

⁵²¹ Entrevista con música, La Paz, 24 de octubre de 2018.

⁵²² Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

⁵²³ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

Capítulo II. Diversión nocturna y consumo de drogas

Pero aunque uno propone, Dios dispone. Y Pinochet, por desgracia, no está del todo de acuerdo con esto de que la gente joven ande en la calle hasta tan tarde. Quizás por habernos pasado tantos días en Rio haciendo lo que nos daba la puta gana, nos habíamos olvidado de las reglas básicas. Y el toque de queda es la principal.

Alberto Fuguet, *Mala onda* (1991)

El año 82, el año que volvimos a la democracia, explotaron los grupos, especialmente en La Paz, entonces se respiraba mucha libertad. Se nos puede haber ido la mano un poco pero ya para finales de los ochentas hacíamos las cosas en serio.

Testimonio en el documental *80entero: El Rock perdido* de Alberto Hinojosa (2013)

A finales de la década de 1970 la sociabilidad encontró su rumbo en un nuevo marco de tranquilidad y libertad. Con el fin de la dictadura la diversión salió de los hogares: la calle se convirtió de nuevo en el centro de encuentro y entretenimiento de los paceños y aparecieron nuevos locales antes inéditos. Lo mismo sucedió con el consumo de drogas. Sin una legislación punitiva –aún Bolivia no había sido forzada a formar parte de la “guerra contra las drogas”–, sin una concepción social estigmatizante y sin que aún fuera un problema para los discursos mediáticos y científicos, el consumo de sustancias ilícitas transcurría sin persecuciones ni preocupaciones.

Este proceso se interrumpió abruptamente con la dictadura pero continuó después de la consolidación definitiva de la democracia. Para 1979 el intenso sentimiento de libertad que se extendió por la ciudad fue detenido con fiereza con el golpe de 1980. Sin embargo, más acá de esta violenta interrupción, la sensación de que la noche se abría como un abanico de múltiples posibilidades es uno de los rasgos centrales del periodo. Aún en medio de cambios políticos drásticos y de penosas dificultades económicas, la ciudad recuperó su protagonismo como el

escenario central de diversión colectiva.

En ese contexto, este capítulo se concentra en este proceso a partir de un énfasis en la búsqueda de nuevas experiencias.⁵²⁴ Nos interesa particularmente comprender cómo las formas de diversión nocturna y de consumo de drogas incidieron en las posibilidades de buscar y vivir prácticas inéditas en un contexto tan complejo como el de nuestro periodo.

1. La diversión se aleja del hogar

Para finales de 1970 la diversión nocturna salió de los hogares. La dictadura de Banzer había reducido el carácter represivo de los primeros años y se vivía cierto ambiente de estabilidad económica. Con el retorno de la democracia se disparó un proceso que se había ido fraguando en los últimos años: las actividades recreativas se trasladaron de las casas a la vía pública y a distintos locales públicos que ofrecían nuevas posibilidades de diversión.

A lo largo de la ciudad, en los testimonios de los vecinos de distintas zonas, aparece siempre un recuerdo vinculado a la libertad en términos recreativos gracias el retorno de la democracia. Para nuestro caso, esta euforia se expresa en una nueva percepción sobre la noche como un espacio abierto, una posibilidad de diversas aventuras que se expresaban en la calle como un lugar renovado definido por una serie de nuevas posibilidades de diversión que iban más allá del hogar.

Esta amplitud se expresa en la importancia central de la calle —“la calle era la noche, ahí te divertías sin miedo”—,⁵²⁵ de los nuevos locales para bailar —“hemos empezado a ir a bailar afuera, a los locales en el Prado, al Fantasio, creo, por ejemplo; cada fin de semana salíamos con mi marido, unas veces fiestas en casas, otras veces a bailar”—,⁵²⁶ de los eventos culturales —“esa época era linda, tantos conciertos, lecturas, festivales, siempre había algo que hacer”—⁵²⁷ y de los espectáculos —“cada fin de semana iba al cine Miraflores a escuchar las bandas, aunque

⁵²⁴ William Isaac Thomas, “Motivation: the wishes”. En William Isaac Thomas, *On social organization and social personality*, Chicago, Chicago University Press, pp. 117 – 139, 1966. Citado por Danilo Martuccelli, *Sociologías de la modernidad: Itinerario del siglo XX*, Santiago de Chile, LOM, 2013. El énfasis sobre esta idea de Thomas también procede de Martuccelli.

⁵²⁵ Entrevista con arquitecto, La Paz, 25 de junio de 2019.

⁵²⁶ Entrevista con ama de casa, La Paz, 10 de julio de 2019.

⁵²⁷ Entrevista con bibliotecóloga, La Paz, 19 de marzo de 2019.

ya no era el rock de los setenta había más lugares para escuchar”-.⁵²⁸ A lo largo y ancho de la ciudad, las personas recuperaron la noche como fuente principal de diversión después de casi una década de dictadura.

1.1. La calle retomada

El retorno de la democracia significó recuperar la calle en toda su dimensión. Aun cuando la represión había amainado, todavía el ambiente de libertad no era completo hasta que se terminó la dictadura. En ese contexto, la relación entre la libertad y la calle aparece con emoción, todo el tiempo, en los testimonios de las personas más allá de edad, género o barrio de residencia.

Esta apertura permitió la libre y festiva locomoción a lo largo de la ciudad. Sin el miedo de la represión y las restricciones del toque de queda, los paceños podían recorrer sus barrios y la ciudad en su conjunto con una sensación plena de libertad. En la memoria de las personas aparecen espacios concretos y circuitos particulares que remiten a ese momento de tranquilidad y amplitud.

En ese ambiente de celebración, la calle era un territorio que cumplía varias funciones y ofrecía amplias posibilidades. Era el lugar para encontrarse con amigos y conocidos y ver qué opciones había para divertirse. Principalmente para los jóvenes, era el espacio para “hacer algo”, el punto de encuentro de diversos grupos que se reunían en diferentes puntos de la ciudad. “Sobre todo fin de semana, pero también otros días, el plan era salir y andar por las calles. Sabías que te ibas a cruzar con alguien y se organizaba algo, o que ibas a ir a algún lugar y ahí ibas a encontrar a alguien, la calle era el punto de encuentro”.⁵²⁹ “No era como ahora que quedas con el celular; nosotros salíamos, íbamos a la plaza Avaroa o por la Universidad y ahí te encontrabas con alguien”.⁵³⁰

Aparece siempre en los testimonios la idea de la noche como una aventura conducida por el azar de la calle, una posibilidad de que podía llevarlos por distintas experiencias y actividades: “Era interesante esa época, salías de tu casa y podías terminar en un concierto, una

⁵²⁸ Entrevista con periodista, La Paz, 27 de marzo de 2019.

⁵²⁹ Entrevista con ingeniero, La Paz, 17 de noviembre de 2019.

⁵³⁰ Entrevista con música, La Paz, 24 de octubre de 2018.

guitarreada, una fiesta. Y muchas veces no planeabas, salías, te encontrabas con alguien, con otros, de ahí se armaban los planes”.⁵³¹

Además del principal punto de encuentro, la calle en sí misma era el escenario para reunirse a beber y compartir con los amigos. En la memoria de los vecinos siempre aparece algún punto importante del barrio –una plaza, una cancha, una avenida– como el lugar de encuentro para reunirse y celebrar con los amigos. “Acá en la Villa siempre nuestra plaza ha sido importante. Ahí estaba la gente en la noche de nuevo”.⁵³² “Nosotros nos mudamos a Achumani, que era lejísimos esa época. Pero entre los changos del barrio nos juntábamos en la cancha, recién la habían hecho, allí al principio de Achumani. Ahí nos juntábamos en las noches mientras nuestros viejos guitarreaban en las casas. De changos hueveabamos, más grandes ya le metíamos también nuestros tragos”.⁵³³

En el recuerdo aparece también con insistencia la posibilidad de recorrer varios espacios y actividades en el transcurso de la noche. A lo largo de la ciudad de intensificaron circuitos de diversión que incluían puntos importantes y delimitaban un territorio de diversión. Al respecto, son representativos los recorridos alrededor de la Universidad Mayor de San Andrés para las zonas residenciales y centrales de la ciudad; de la Garita de Lima, para las zonas comerciales populares y de la Ceja, para El Alto, entre los más importantes.

Después de la dictadura y antes de las reformas municipales que limitarán el consumo de bebidas alcohólicas en vía pública en la década de 1990, es un momento donde la ciudad rebosa de personas bebiendo y compartiendo en avenidas, parques y plazas. De allí que en la memoria de las personas la *noche paceña* aparezca restituida en toda su magnitud –en comparación con la represión de la dictadura y las restricciones de los años noventa–. “Esa era una época hermosa para salir de noche por La Paz. Ya no había dictadura pero no había tampoco las restricciones que vendrían después con el Juan del Granado [se refiere al Alcalde de la ciudad de La Paz en los años noventa]. La ciudad estaba llena de noche, caminabas y tomabas tranquilo”.⁵³⁴ “Ahí era la verdadera *noche paceña*. Después ha muerto, nunca ha sido igual a

⁵³¹ Entrevista con periodista, La Paz, 27 de marzo de 2019.

⁵³² Entrevista con obrero jubilado, La Paz, 19 de noviembre de 2018.

⁵³³ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

⁵³⁴ Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2019.

esos años”.⁵³⁵

A lo largo de la ciudad se vivía la misma rutina de euforia por la noche. Sin excepción en los testimonios, aparece siempre la imagen de una noche abierta, que tenía su principal escenario en las calles y plazas de la ciudad y que consistía un cúmulo de posibilidades que la represión había clausurado en los años anteriores.

Para ilustrar esta ebullición conviene compartir la descripción de uno de los núcleos de la ciudad: la plaza Pérez Velasco en una revista de la época: “Los amaneceres siempre están habitados; sus veredas y adoquines brillan opacos al llegar cada día. Los bancos son lechos eventuales de solitarios anónimos. (...) Pero, al caer la tarde, es donde renacen los oficios más antiguos y los inéditos. Se intensifican las actividades, grupos diversos van apropiándose de la plaza para transformarla en teatro de muchos escenarios. Aparecen charlatanes con inconcebibles gangas y ofertas, no faltan los que leen la suerte de los indecisos, los que montan juegos de azar, las comideras y quienes ofrecen efímeros regalos al estómago. Los reparadores de alma que elevan cánticos inocentes a sus propias debilidades fortalecidas por la comunidad. Los actores cómicos o dramáticos que retienen los apresurados pasos y las ansiosas miradas, los que calan en papeles el perfil de los rostros conocidos. Las llamadoras y las damas de compañía son las que dominan la noche, sentadas y conversadoras, casi nunca duermen solas. Todo ello enmarcado en el lugar que nunca estará vacío y huérfano, es sitio de naufragios y postulaciones a la vida”.⁵³⁶

1.2. Nuevos locales y actividades

La diversión salió de los hogares no solo rumbo a la calle. Durante la época surgieron una serie de locales, de distinto tipo, que brindaron nuevas posibilidades de diversión a los vecinos de las distintas zonas de la ciudad.

Los paceños disponían ahora de un abanico mayor de posibilidades de diversión nocturna. Aparecieron lugares como las discotecas, los salones de baile y los *chojchos*; también resurgieron eventos y espectáculos antes censurados o limitados como los vinculados a los de

⁵³⁵ Entrevista con escritor, La Paz, 5 de mayo de 2018.

⁵³⁶ Angel Zuasnar, “Plaza Pérez Velasco: un camino para todos”. En Revista *Perspectiva*, La Paz, Año 1, N. 3, Mayo de 1984, p.18.

la UMSA. De nuevo, en la memoria de las personas, aunque las preferencias son muy dispares, es un momento donde la noche se abre a una diversidad de nuevas opciones. La noche ofrece nuevas posibilidades y alternativas no solo en la calle sino en nuevos espacios y espectáculos.

De las fiestas privadas a las discotecas, salones de baile y *chojchos*

Tradicionalmente, adultos y jóvenes solían organizar las fiestas en sus casas. En la zona residencial, los mayores emprendían fiestas y guitarreadas y los jóvenes organizaban los tradicionales *bailongos*, fiestas organizadas en casas particulares con amplificaciones y animadores que ponían la música y amenizaban el baile. A partir de finales de la década de 1970, estas fiestas fueron sustituidas por discotecas y salones de bailes que se convirtieron en uno de los lugares de sociabilidad más importantes en la ciudad. Aunque se mantuvieron fiestas y guitarreadas, con menor intensidad, los más afectados fueron los *bailongos* que fueron muriendo poco a poco y se trasladaron a estos nuevos lugares de moda.

Las primeras discotecas surgieron en La Paz a finales de la década de 1970 y se fueron multiplicando durante los años posteriores.⁵³⁷ Su popularidad surgió a partir de la película *Saturday Night Fever* estrenada en 1978, un suceso cinematográfico que causó una fuerte impresión en muchos de los jóvenes. La música disco se puso de moda y se diseminó por la ciudad. Incluso los dueños de estos lugares intentaron emular el ambiente de la película de la manera más cercana posible. Los empresarios de Hipopótamo, una de las discotecas más importantes, “importaron de Estados Unidos una pista idéntica a la de la película y trajeron la gran bola de cristal que giraba encima de la pista”.⁵³⁸

Las discotecas más importantes tenían un público masivo. Las notas de periódico y los testimonios enfatizan el hecho de que siempre estaban llenas e incluso se formaban largas filas en la puerta para poder entrar. “Las discos fueron una cosa increíble. Se volvieron el lugar de moda, eran muy divertidas, siempre estaban llenas, había que hacer fila pero adentro era genial, las luces, la música”.⁵³⁹ La moda en estos lugares se caracterizaba por pantalones ceñidos con botapiés acampanados, camisas de colores chillones también apretadas y zapatos con

⁵³⁷ Marco Basualdo, *Medio siglo de rock boliviano*, La Paz, Cerro Azul, 2015, p. 78.

⁵³⁸ Ivone Juárez, “Cuando La Paz vivía la ‘fiebre de sábado por la noche’”, *Página Siete*, 11 de diciembre de 2015.

⁵³⁹ Entrevista con ama de casa, 20 de agosto de 2019.

plataforma.

En el centro de la ciudad también fueron creciendo los “salones de fiesta”. Aunque tenían cierta similitud en la infraestructura con las discotecas, su público era de personas de mayor edad y la música principal era la de las llamadas “orquestas” de música como Swingbaly, Orquesta California, Grupo Caramelo, Los Chévere, Orquesta San Francisco.⁵⁴⁰ “A nosotros nos gustaba ir a bailar al Fantasio. Era para personas un poco mayores, que ya trabajaban. Se bailaba música tropical. No era como las discotecas, ahí iban los changos y bailaban música moderna”,⁵⁴¹ recuerda un empleado de un banco privado.

A su vez, también se mantenía todo el circuito de peñas folclóricas que había surgido con fuerza en la década pasada, principalmente a partir de locales como la Peña Nayra. Allí, en locales en el centro y sus alrededores, se escuchaba música folclórica y el público estaba compuesto por turistas y habitantes de las zonas residenciales de la ciudad. “A veces íbamos a las peñas, sobre todo cuando llegaban amigos o parientes del exterior. Escuchábamos a grandes folcloristas como Ernesto Cavour o Pepe Murillo”, recuerda un ama de casa que vivía en el sur de la ciudad.⁵⁴²

Existía también todo un circuito de bares “para hombres”, principalmente en el centro y sus alrededores. La mayor parte de los clientes eran empleados públicos que celebraban el “viernes de soltero”, una práctica regular: ese día, terminando la semana laboral, bebían, jugaban cacho y una parte se desplazaba después a las zonas de prostitución o a los primeros nightclubs que fueron apareciendo en la ciudad. “Habían muchos bares para después de la oficina, para jugar cacho y chupar con los amigos; aunque habían más que todo empleados públicos, había hombres de todo tipo; era la mejor, o la segunda mejor, manera de acabar el viernes de soltero”.⁵⁴³ Ejemplos importantes eran el *Ballivián*, en la calle Sagárnaga, cerca de la plaza San Francisco, el *Lido Grill*, en la Pérez Velasco, el *Marilyn* y el *Phutunko* en la Potosí o galpones grandes como *La oficina* o *Pullman* en la zona circundante a la Plaza Murillo.

En las zonas populares los lugares para bailar se concentraban en los denominados *chojchos*, grandes salones donde el fin de semana se daban cita “aparte de los llokallas giles de

⁵⁴⁰ Marco Basualdo, *Medio siglo...*, op. cit., p. 104.

⁵⁴¹ Entrevista con empleado bancario, La Paz, 22 de septiembre de 2018.

⁵⁴² Entrevista con ama de casa, La Paz, 28 de septiembre de 2018.

⁵⁴³ Entrevista con dueño de bar, La Paz, 9 de abril de 2019.

la zona, la casi totalidad de palomillos, escaperos, minitas y demás tucuymas, para bailar al compás del rock”.⁵⁴⁴ Entre los más importantes se encontraban el *Escala 80* en la avenida Buenos Aires y el *Rod Stewart* en la avenida Baptista. Los clientes de los chojchos eran jóvenes de zonas populares y empleadas domésticas que salían los domingos en su día libre. Un albañil recuerda: “Los *chojchos* eran bien populares, el Casanova, el Jota que es de la bajada de la Gallardo, ya no me acuerdo mucho, solo me acuerdo del pista Litoral, esa era una pista, traían tres o cuatro orquestas, otro era el Hotel Tumusla, en la planta baja era la fiesta, ahí podías amanecer, pista de baile. Eran hartos, había por el Cementerio, por El Tejar también, eran para bailar y te llevabas unos tragos, pero no de farra”.⁵⁴⁵

Otro espacio importante eran las chicherías, que atendían desde la mañana pero cuyo servicio se extendía hasta altas horas de la noche. En varias zonas de la ladera oeste se ubicaban estos locales donde se comía nudos de chanco y chicharrón, y se bailaba al son de orquestas de música tropical. Un portero recuerda: “Yo por ejemplo he empezado a chupar en la Baptista, en las chicherías, tenía mis 18 años. Toda la bajada de la Garita, sobre la Bautista, allí había, desde arriba, *La Florida*, *Las Cochalitas*, *El Paraíso*, había varios, el 222 en El Tejar, que era famoso, con orquesta. Iban trabajadores, vecinos. En *Las Cochalitas* diario era la orquesta, en otros lugares era solo viernes, sábado y domingo. Se tomaba pura chicha, se tomaba en balde, no era en jarra, después ha empezado la jarra. El domingo era el mejor día; iban las empleadas los domingos, hartísimo; los domingos infaltable eran esas chicas”.⁵⁴⁶

Otro circuito era el de los tugurios que se desplegaban a lo largo de las zonas marginales, espacios precarios donde los más pobres consumían bebidas alcohólicas. Viscarra los describe en estos términos: “Las cantinas o tragneríos que frecuenta la muchachada, los bohemios, noctámbulos, artilleros (artistas) y marginados, están en zonas populosas y no se parecen en nada a los bares donde va la gente decente”.⁵⁴⁷

Estos bares estaban distribuidos en distintas zonas populares. En Chijini, sobre todo en la periferia del barrio, se ubicaban mayoría de ellos. Dos de los más populares eran *El avión* y *Las Linderas*. También era concurrido el bar *Las Cadenas*, donde los jarros estaban justamente

⁵⁴⁴ Víctor Hugo Viscarra, *Borracho estaba pero me acuerdo: Memorias de Víctor Hugo*, La Paz, Corveyle, 2001, p. 128.

⁵⁴⁵ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁵⁴⁶ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022

⁵⁴⁷ Víctor Hugo Viscarra, *Borracho..., op. cit.*, p. 64.

encadenados a la mesa para evitar hurtos. En los límites del barrio estaban *La Colorina*, que atendían ex prostitutas y transexuales; cerca de allí estaban *Las Cortinas*. Al norte, cerca de los barrios obreros, adyacente al bosquecillo de Pura Pura, en el barrio de Munaypata, había varios bares, el más importante era *El Abismo*. En Villa Victoria estaba *El Volcán*. En el barrio de *El Tejar*, cerca del Cementerio General, se ubicaban el *222* y *La Curva*. En Tembladerani, un lugar emblemático era el callejón Tapia, “lugar de reunión de todos los artilleros de Tembladerani y la Avenida Buenos Aires. Allí uno puede ver cómo el alcohol destruye a hombre y mujeres”.⁵⁴⁸ También la Ceja de El Alto era un lugar de bares y prostíbulos.

Un albañil, vecino de la avenida Buenos Aires, recuerda: “Habían bares que amanecían, cerca de mi casa era el famoso Rincón Potosí, que era en la esquina Vanguardia. Abría a las 8 de la noche y cerraba a las 7 de la mañana, cuando pasabas por ahí, un tufo fuerte a toda la calle salía, mi viejo se chupaba ahí, bailando ahí, lo iba a buscar, lo arrastraba a su casa. Era su remate, venía tomado y ahí lo remataba. Después se ha vuelto mi remate de mí. El Callejón Tapia también era de amanecida, había varios, también en la Hinojosa. En todas las zonas había bares”.⁵⁴⁹

La cantina más “mítica” de este circuito es el Averno, que se ubicaba frente al albergue del Ejército de Salvación, a una cuadra del mercado Rodríguez. Con un ambiente dantesco –“el dueño se esmeró en decorar apropiadamente su local haciendo pintar en sus paredes escenas sacadas de La Divina Comedia”–, era un bar violento.⁵⁵⁰ El Averno era uno más de los bares lumpen que habían la ciudad. Sin embargo, se fue convirtiendo en un espacio donde intelectuales, escritores y jóvenes universitarios se reunían en búsqueda de lo “marginal”. Esta popularidad, que fue creciendo en algunos círculos intelectuales vinculados a la UMSA –“al principio íbamos unos pocos, después ya estaba lleno de culitos blancos”⁵⁵¹, recuerda un escritor paceño–, contrasta con la percepción de los informantes de zonas pobres: “¿El Averno? No me acuerdo, che. Solo he escuchado de la película”.⁵⁵² “Creo que era uno de los bares que había, pero había hartos. Después ya he escuchado varias veces pero yo nunca he ido. Tantos

⁵⁴⁸ *Ibid.*, p. 64-68.

⁵⁴⁹ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁵⁵⁰ Víctor Hugo Viscarra, *Borracho estaba...*, *op. cit.*, p. 72.

⁵⁵¹ Entrevista con escritor, La Paz, 5 de mayo de 2018.

⁵⁵² Entrevista con con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022

había”.⁵⁵³

Universidad pública y eventos culturales

Prácticamente, toda la década de 1970 la UMSA había estado intervenida. En 1971, la Universidad pública fue cerrada por el gobierno de Banzer y retomó sus funciones un año después, pero administrada a través del Consejo Nacional de Educación Superior (CNES) que cambió los planes de estudio de la mayor parte de las Carreras y controló las prácticas políticas universitarias.⁵⁵⁴

En 1979 la Universidad recuperó su autonomía y volvió a cobrar centralidad en la vida de la ciudad. Para el caso de este estudio, son importantes las actividades culturales que se organizaban por, y alrededor de, la Universidad como una fuente de diversión importante principalmente para los jóvenes de las zonas residenciales de la ciudad –la UMSA tenía una población universitaria de 20.000 matriculados; aún no había vivido la masificación a partir de la segunda mitad de la década de 1990, cuando la matrícula se duplicó y llegó a 60.000 matriculados para el fin del milenio–.⁵⁵⁵

Para buena parte de los universitarios de la época, el retorno de la democracia es un momento de “efervescencia muy fuerte. Era una efervescencia que iba más allá del aspecto académico, era política y cultural”.⁵⁵⁶ Esta emoción se expresará en diversas manifestaciones artísticas que fueron un espacio recreativo nocturno importante para los jóvenes universitarios de la época.

En términos institucionales, el Departamento de Extensión Universitaria de la Universidad Mayor de San Andrés, creado después de finalizada la dictadura de Banzer en 1978, constituyó un espacio central para estas manifestaciones. Estaba conformado por varios proyectos culturales: el Taller de cine a cargo de Paolo Agazzi; el Taller de música, de los

⁵⁵³ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁵⁵⁴ Eduardo Paz Rada, *Dialéctica de una aventura: cincuenta años de historia de la Carrera de Sociología de la UMSA*, La Paz, Instituto Internacional de Integración del Convenio Andrés Bello, 2017. Mario Murillo, *Medio siglo de sociología en Bolivia: una historia narrativa de la Carrera de Sociología de la UMSA*, La Paz, Plural, 2019.

⁵⁵⁵ Mario Murillo, “La Universidad Mayor de San Andrés a finales del siglo XX (1982-2003)”. En *Historia de la Universidad Mayor de San Andrés*. En prensa.

⁵⁵⁶ Entrevista con cineasta, La Paz, 13 de noviembre de 2018.

hermanos Prudencio; y el Taller de teatro, de Sergio Medinacelli.⁵⁵⁷

Estos talleres organizaban espectáculos –conciertos, festivales, obras de teatro, proyecciones y cine clubs– que constituían una posibilidad recreativa principalmente para los jóvenes. “Siempre había algo que hacer. O un concierto en el Paraninfo o algún evento cultural. La UMSA, el Monoblock, era central, habían muchas actividades”.⁵⁵⁸

Los espectáculos más importantes estaban vinculados a la música y, en estos círculos, particularmente a la música de protesta –también llamada “canción social” o “nueva canción boliviana”–. Los conciertos de cantautores tenían un vínculo directo con la Universidad pública. Los músicos eran estudiantes y las presentaciones se emprendían en ambientes universitarios. Sin duda esta era la música más popular en los ambientes politizados de izquierda. Su importancia puede observarse en el I Festival Universitario de la canción social en la UMSA, en noviembre de 1979, un evento masivo que reunió a los más importantes cantautores de la ciudad que interpretaron sus canciones frente a públicos masivos.⁵⁵⁹

Estos eventos culturales se replicaban a centros culturales cercanos al Monoblock como el Café Semilla Juvenil o el Centro Cultural Don Bosco o a salas culturales, como las del Goethe o la Alianza Francesa.

Hubo una manifestación artística musical desde el ámbito universitario que no tuvo la misma recepción favorable y que muestra las características de las preferencias de los estudiantes durante la época: la “música contemporánea” –también conocida como “música académica”. Esta corriente surgió a partir del Taller de Música de la Universidad Católica, que desde 1974 hasta 1978 diseñaron y dirigieron los músicos Carlos Rosso y Alberto Villalpando –compositores, figuras centrales de la música boliviana en el siglo XX–. Uno de los resultados de este proceso fue la Orquesta de Instrumentos Nativos (OEIN), dirigida por los hermanos Cergio y José Luis Prudencio, que emprendió una búsqueda donde “lo indígena es una fuente fundamental, en el más literal de los sentidos; es su sostén conceptual y técnico”.⁵⁶⁰

⁵⁵⁷ *Ibidem*.

⁵⁵⁸ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018

⁵⁵⁹ María Ángela Huanca, “Remembranzas del I Festival Universitario de la Canción Social – UMSA. Apuntes para la (re)construcción de memoria histórica mediante la oralidad, en cuanto a la actividad cultural universitaria de 1979 – 1980”, Ensayo ganador del primer lugar del XVIII Concurso Municipal de Investigación “Nuestra historia desde miradas jóvenes 2019”. En prensa.

⁵⁶⁰ Cergio Prudencio, *Hay que vivir sonando*, La Paz, Otro arte, 2010, p. 127.

El concierto inaugural de la OEIN fue en 1980, en el Paraninfo Universitario de la UMSA, con la presencia de la presidenta Lidia Gueiler y su gabinete. Se estrenaron dos obras *Suma quli Pachamama* de José Luis Prudencio y *La ciudad* de Cergio Prudencio. El músico Agustín Fernández reseña en estos términos el evento: “Fue un suceso memorable. La alineación de los instrumentos por familias y registros, la seguridad de la ejecución, las novedosas sonoridades resultantes. (...) La intensidad creativa y el esfuerzo que habían conducido a ese momento pueden medirse por una de las escenas que le siguió: cuando subí al escenario a felicitar a mis amigos, Cergio prorrumpió en sollozos en mis brazos”.⁵⁶¹

La reacción del público, sin embargo, no fue tan entusiasta como la que describe el músico. Esa noche, varios abucheos se escucharon en medio de las canciones. Los principales dirigentes de la COB y los universitarios más radicales gritaban repetidamente “¡elitistas, burgueses!” en medio del concierto. Los músicos siguieron tocando mientras Prudencio dirigía, sollozando.⁵⁶² Además de su enfoque indigenista, alejado de las hegemónicas posiciones marxistas, las canciones presentadas mostraban una densidad y novedad difíciles de digerir por un público más cercano a los temas y propiedades de la canción social.

Más acá de esta excepción, la mayor parte de los eventos culturales alrededor de la Universidad eran eventos masivos, marcados por la impronta marxista –en sus diferentes vertientes– y un tono festivo de esperanza militante.

Espectáculos de la música

Había entre los jóvenes –incluidos universitarios enfrentados contra la música de protesta– otra veta musical importante: el rock. “Nosotros no estábamos en la Trova, nosotros estábamos en el rock pesado. Había gente que le emputaba la trova. Estábamos con discos todo el tiempo, comprábamos los vinilos en Discolandia. Deep Purple, Frank Zappa, Black Sabbath”.⁵⁶³

Los años setenta son considerados la época más importante del rock nacional; según

⁵⁶¹ Agustín Fernández, “Apuntes y reminiscencias”. En Revista *Ciencia y Cultura* n.11, La Paz, Universidad Católica Boliviana, 2002, p. 17.

⁵⁶² Cergio Prudencio, *Hay que vivir...*, op. cit.

⁵⁶³ Entrevista con literato, La Paz, 10 de octubre de 2018.

Basualdo, una ‘época de oro’ para el rock boliviano.⁵⁶⁴ Este auge había creado un circuito de conciertos en las salas de algunos cines, como el Princesa, el Esmeralda y el Miraflores, donde tocaban las bandas de rock. Su epicentro era el barrio de Miraflores; un músico recuerda “los cines, sobre todo de Miraflores, eran el lugar importante, si tenías que hacer rock en La Paz tenías que tocar en el cine Miraflores o en el cine Avenida”.⁵⁶⁵ Ese circuito se extendía a algunas discotecas de Sopocachi y su límite hacia el centro era el club japonés, en la calle Batallón Colorados, al lado del monoblock central de la UMSA.

Esta realidad contrastaba con la de los años anteriores cuando solo había un boliche en la ciudad de La Paz que se enfocaba en difundir el rock: el local que instaló el poeta Juan Conitzer en su casa: “Este boliche, sobre todo era de música, rock, entonces era una maravilla porque era el único lugar que había en La Paz”.⁵⁶⁶ Con los nuevos bares y los espacios de conciertos, surgió una variedad de opciones para los amantes de esta música.

Esta corriente se nutrió de la Radio Chuquisaca que transmitía solo rock a lo largo de toda su programación. “Me encantaba la *Chuqui*, tenías el rock más moderno ahí”, “La *Chuqui* era clave, de ahí escuchabas lo que estaba bueno y lo buscabas en disco o en cassette”, “Lo más nuevo pasaba la Radio Chuquisaca”.⁵⁶⁷

Es interesante la descripción de un informante que clasifica los géneros musicales en relación a zonas de la ciudad. “La ciudad como que se podía dividir por zonas. Los rockeros eran de Miraflores, los cantautores de Sopocachi, las orquestas de Tembladerani, el neofolclore del norte”.⁵⁶⁸ Estas formas musicales se expresaban en una diversidad de espectáculos nocturnos, muchos de ellos gratuitos. Para los amantes del rock, el circuito de conciertos en los cines de Miraflores. Para los que querían escuchar orquestas, los salones de baile a lo largo de la ciudad. Para los folkloristas, las peñas y los locales en el norte de la ciudad.

Más acá de las diferentes vertientes ideológicas y estéticas, en la ciudad de La Paz surgieron múltiples espectáculos culturales que crearon una oferta inédita para los jóvenes de

⁵⁶⁴ Marco Basualdo, *Medio siglo...*, *op. cit.*, p. 238. Aunque el mismo autor aclara: “Eso de Edad de Oro es un exceso, pero la cantidad, perdurabilidad y potencial comercial de las bandas de los setenta no tienen parangón en la paupérrima historia del rock boliviano”. *Ibidem*.

⁵⁶⁵ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

⁵⁶⁶ Entrevista a Alvaro Diez Astete a mediados del 2014, testimonio presente en el texto inédito de Giovanni Bello, “Jaime Saenz y la contracultura”.

⁵⁶⁷ Entrevistas con vecinos de distintos barrios y con diferentes ocupaciones.

⁵⁶⁸ Entrevista con músico, La Paz, 27 de octubre de 2018.

la ciudad. En la memoria de las personas aparecen en el recuerdo estas actividades como posibilidades cercanas y gratuitas que implicaban diversión en sí mismas. “A mí me gustaba el rock. Me grababa las canciones de las tiendas de discos, con mi grabadorita. A veces sabía ir a los cines en Miraflores, ahí tocaban los grupos. No era caro y era divertido. Emocionaba el sonido fuerte”.⁵⁶⁹ “Cuando se cae la dictadura había un ambiente de fiesta en la ciudad. Siempre había algo que hacer en la noche. No importaba el dinero, había libertad y mucho que hacer. Había conciertos gratuitos, festivales, guitarreadas en boliches, lecturas de poesía. Yo salía, iba por el Monoblock y ahí veía qué había, pero siempre había algo para ver”.⁵⁷⁰

1.3. Nuevas formas de comercio sexual: el surgimiento de los *nightclubs*

La oferta de comercio sexual también se amplió durante la época. Aparecieron los *night clubs* y se extendieron las zonas de prostitución, acercándose progresivamente desde los márgenes al centro y Sopocachi.

Desde las primeras décadas del siglo XX, el barrio donde se concentraba la prostitución era Caiconi, ubicado bien arriba de Miraflores, subiendo más allá de la plaza Villarroel y el Museo de la Revolución, cerca al principio del camino que conduce a Los Yungas. Allí, todas las noches, pero principalmente los fines de semana, los clientes arribaban en búsqueda de las prostitutas. Bascopé Aspiazú escribió una vivida descripción: “Luego, íntegra, la noche se desplaza como una nube gigantesca hacia el suburbio de Caiconi, donde las luces de los faroles sucios de polvo se abrillantan como si un hálito nocturno les inyectara vida. A las once, toda la noche ha terminado de llegar a Caiconi. De pronto, de varios lugares al mismo tiempo, emerge una musiquita que baila en el aire como si estuviera sobre una tarima extensa. Luego, lentamente, una a una, decenas de risas de mujeres se enciende, al principio como murmullos de cigarras afónicas y luego como francos estertores de elefantes mitológicos: son las prostitutas que inician el rito pagano, único tributo que pide la noche para quedarse en ese centenar de casas pintadas de ‘rouge’, colorete y polvos de arroz. El cansancio no existe en Caiconi. Los relojes y los nervios se detienen. Los obreros y los empleados públicos transforman su miseria en aullidos de entusiasmo y abofetean la luz fosforescente como si ese movimiento fuera una

⁵⁶⁹ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁵⁷⁰ Entrevista con periodista, La Paz, 7 de agosto de 2019.

señal secreta que los hermanara”.⁵⁷¹

Para la época era el principal espacio de comercio sexual. “Cuando éramos jóvenes algunas noches subíamos a Caiconi después de chupar por el centro. Al final todo el mundo paraba ahí, veías todo tipo de gente”.⁵⁷² “Habían varios. Los prostíbulos más famosos eran *El Círculo*, el *III*, el *Splendid* pero el más famoso sin duda era *El Círculo*”.⁵⁷³ “Lo que más me acuerdo de Caiconi eran los focos rojos, era como si ese lugar fuera dos cosas al mismo tiempo, una cosa de noche y otra de día, grave era cómo cambiaba.”.⁵⁷⁴

También había un espacio minoritario de prostitución callejera en la zona de los alrededores de la plaza Alonso, una de las “transtienas” del centro paceño que comunica con el barrio de Chijini, en dos avenidas: la América y la Kennedy.⁵⁷⁵ En uno de los cuentos de *Conversaciones en el motel* se describe a la segunda: “Y eso que recién llegaba a la altura de la Avenida Kennedy, donde se levanta un monumento al victimado Presidente de los Estados Unidos, a quien jamás conocieron las chotas troteras que hacían sus carreras por esos barrios, ni los mozos suburbanos que iban en pos de ellas para tratar de llevarlas a los muchos ‘alojamientos’ que funcionan a lo largo de la avenida. Birlochas pintadas a la última moda, con sombras azules y verdes en los párpados morenos, adornadas también por pestañas postizas largas y rizadas (como las de la Chaskañawi), se hallaban apostadas en las esquinas, o se ocultaban discretamente en los portales, mientras las más audaces entraban y salían por los alojamientos con el pretexto de buscar algún pariente que debía llegar de Puerto Acosta, Achacachi o Patacamaya”.⁵⁷⁶

Esa oferta tradicional se amplió con el surgimiento de los *night clubs*. Desde principios de la década se fueron abriendo estos novedosos negocios de comercio sexual, bastante ambiguos por su oferta caracterizada como “shows de variedades”. En ellos, se presentaban espectáculos donde vedettes, acompañadas muchas veces de orquestas, desplegaban números de baile y canto. En algunos de estos se ofrecía, veladamente, servicios sexuales.

⁵⁷¹ René Bascopé Aspiazu, “El espíritu de Caiconi”, *Semanario Aquí*, La Paz, N. 75, del 12 al 18 de febrero de 1983.

⁵⁷² Entrevista con escritor, La Paz, 5 de mayo de 2018.

⁵⁷³ Entrevista con periodista, La Paz, 27 de marzo de 2019.

⁵⁷⁴ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

⁵⁷⁵ Víctor Hugo Viscarra, *Borracho estaba...*, *op. cit.*, p. 96.

⁵⁷⁶ Paulovich, *Conversaciones en el motel*, Biblioteca Popular de Última Hora, La Paz, 1976, p. 27-28.

Estos locales se fueron acercando poco a poco hacia el centro. Si los primeros habían surgido cerca a la Plaza Murillo, en la calle Honda, fueron apareciendo en el Prado paceño y sus avenidas paralelas, como la Cañada Strongest en el barrio de San Pedro o la avenida 20 de octubre en Sopocachi: los más importantes eran *Jetset*, *Señorial Night Club* y *Sunset club*. La popularidad de estos locales fue creciendo y en la prensa paceña de la época aparecían recurrentes anuncios de locales como el *JetSet*, donde el motivo era el carnaval de Rio de Janeiro, representado por “30 bailarinas de Brasil y Panamá”⁵⁷⁷ o *El Señorial*, en la frontera entre Sopocachi y el Centro, donde se promocionaba la “Gran atracción *top-less*. Chicas a *gogo*”.⁵⁷⁸

En la novela *Nocturno paceño* de Manuel Vargas, ambientada en la ciudad de La Paz durante los primeros años de la década de 1980, se puede leer una descripción de estos nuevos locales: “Corredores, un local lleno de humo, sombras, música, risotadas de mujeres, baile de luces y piernas al aire, una mesa por favor, dos ñatas y media de ron. Mientras llegaban los encargos, vimos el espectáculo en la tarima. Tetas, piernas, caderas retorciéndose, grasa temblando, ‘directamente de la hermana república del Brasil’”.⁵⁷⁹

2. El fin de la noche y el retorno de la diversión a los hogares

Todo ese abanico de opciones, esa efervescencia recreativa nocturna se interrumpió abruptamente con la dictadura de García Meza. Desde el principio de su gobierno, en julio de 1980, se instauró un estricto toque de queda. En principio la medida prohibió estar en la calle desde las siete de la noche; meses después se extendió hasta las nueve y finalmente hasta las 11.⁵⁸⁰ El toque de queda duró casi dos años, recién el 6 de mayo de 1982 el gobierno militar de Padilla Arancibia lo suspendió definitivamente.

La implementación de la medida fue drástica y definitiva. Apenas llegada la hora límite, militares y sobre todo paramilitares patrullaban la ciudad en busca de infractores. En la memoria de todas las personas aparece con fuerza este momento de miedo y clausura. Cuando recuerdan la época, es uno de los eventos más importantes, uno de los aspectos centrales que definió su

⁵⁷⁷ Publicidad Periódico *El diario*, La Paz, 10 de junio de 1983.

⁵⁷⁸ Publicidad Periódico *El diario*, La Paz, 14 de junio de 1983.

⁵⁷⁹ Manuel Vargas, *Nocturno paceño*, La Paz, Correvedile, 2006, p. 41.

⁵⁸⁰ “A partir del lunes 18 se reducirá el ‘toque de queda’”, periódico *Última Hora*, La Paz, 13 de agosto de 1980.

vida cotidiana –su relevancia solo es alcanzada por los momentos más extremos de la hiperinflación–. Para los más politizados, es el corte abrupto de un tiempo de esperanza; para la mayoría, es el la interrupción de una ciudad que se abría en la noche con mil posibilidades. En todos los casos, el toque de queda interrumpe una realidad que se presentaba cargada de esperanza.

De ahí que esta medida se recuerde como una restricción desoladora y dolorosa. “Pasamos de la fiesta al terror. Pensábamos que despedíamos a los militares pero llegaron los paramilitares, que eran peores”.⁵⁸¹ “El toque de queda sí que fue grave. Había que correr para llegar a la casa. Todo vacío, en silencio. Bien fea era la noche”.⁵⁸² “Todo lo rompió el golpe de García Meza. Mucha noche y muchos amaneceres, hasta que llegó el golpe. Todo eso se rompe el 80. El golpe cortó todo a la mala, no había posibilidad de ningún encuentro”.⁵⁸³

2.1. La ciudad muerta y la noche clausurada

Aunque antes, durante el periodo dictatorial de las dos décadas pasadas, se habían instaurado medidas represivas de este tipo, todas habían sido ocasionales y de corta duración. La medida durante la dictadura de García Meza fue diferente: duró mucho tiempo y trastocó las directamente las actividades recreativas nocturnas de la ciudad. Este testimonio muestra bien la situación de la ciudad de La Paz ese momento: “Durante la dictadura de García Meza es la primera vez que realmente la ciudad asume otro cariz, está muerta. Tengo la imagen de ver desde la ventana de mi edificio, yo vivía en la avenida Arce, la ciudad muerta, en oscuras, en silencio, y a lo lejos, en los cerros de algunas zonas, los reflectores que iluminaban, para ‘cazar’ a las personas. Me acuerdo mucho de las noches en la dictadura de García Meza. Esas sí fueron noches de terror, toque de queda, una ciudad oscura, vacía, una ciudad muerta, todo el mundo con miedo a las ambulancias. He visto muchas dictaduras pero nunca he visto a la ciudad de La Paz en esa dimensión”.⁵⁸⁴

El alcance de la restricción fue enorme, constituyó una experiencia inédita en la vida de las personas. En una ciudad donde, incluso en dictaduras, el alcance del Estado no llegaba a

⁵⁸¹ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

⁵⁸² Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁵⁸³ Entrevista con escritor, La Paz, 23 de noviembre de 2018.

⁵⁸⁴ Entrevista con arquitecto, La Paz, 25 de junio de 2019.

grupos privilegiados y zonas marginales, esta vez la coerción se hacía sentir a lo largo y ancho de la ciudad. En gran medida, este cambio se debió a que los agentes encargados de hacerla cumplir no eran agentes oficiales, ya sean policías o militares, del gobierno. Los principales protagonistas de la represión eran paramilitares que ejercían la violencia seguros de su impunidad, recorrían la ciudad desierta buscando infractores.

En los testimonios aparece siempre una sensación inédita de sorpresa ante lo definitiva que fue la clausura. “No había toque de queda de verdad antes, la única vez que ha habido toque de queda de verdad ha sido con García Meza, ahí sí era grave, nueve en punto de la noche tenías que volver a tu casa como sea, daba miedo, corriendo sé volver a mi casa algún día”.⁵⁸⁵ “Ahí si la plata no importaba. Si te agarraban estabas jodido. Ni los hijos de los políticos y militares estaban tranquilos. Todos teníamos que estar en nuestras casas”.⁵⁸⁶ Una persona me contó que los prostíbulos más exclusivos de la ciudad acataban la medida e incluso el escritor Víctor Hugo Viscarra, un “artillero” acostumbrado a recorrer la ciudad durante la noche, recuerda que hasta en los rincones más marginales de la ciudad el toque de queda “obligó a los noctámbulos a recogerse más temprano para no caer presos”.⁵⁸⁷

La calle dejó de ser un lugar central de encuentro y diversión, se convirtió en el escenario del miedo y la premura. “Esa sensación de tener que irte corriendo antes de que sean las nueve. Estar encerrado en tu casa sin poder salir a ver a tus amigos. Todo cerrado, muerto”.⁵⁸⁸ “Llegaba la noche y te entraba el miedo. Daba miedo reunirte entre varios, escuchabas las sirenas y temblabas, mirar la hora y calcular si llegabas a casa”.⁵⁸⁹ “Caminabas con miedo. Yo que no era político, imagínate, tenía miedo. Cualquier rato te podían detener en la calle, incluso en el micro se subían los paramilitares, querías llegar rápido a tu casa y no salías más”.⁵⁹⁰

A diferencia de los meses precedentes, cuando la ciudad durante la noche rebosaba de gente bebiendo en la calle, de personas reunidas en salones y espectáculos, en 1981 La Paz durante la noche era un espacio desierto, nadie recorría las calles y todos los lugares públicos estaban cerrados.

⁵⁸⁵ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

⁵⁸⁶ Entrevista con periodista, La Paz, 26 de octubre de 2018.

⁵⁸⁷ Víctor Hugo Viscarra, *Borracho estaba...*, op. cit., p. 199.

⁵⁸⁸ Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

⁵⁸⁹ Entrevista con chofer, 22 de abril de 2019.

⁵⁹⁰ Entrevista con literato, La Paz, 10 de octubre de 2018.

De allí que la sensación de temor y tristeza cubre esencialmente la memoria sobre la noche y la diversión durante la dictadura de García Meza. A lo largo de la ciudad, para todos los vecinos de las zonas de la ciudad, fue una medida decisiva que cercenó la vida cotidiana, particularmente en relación a las posibilidades de nuevas aventuras y actividades recreativas que habían surgido con fuerza con el retorno de la dictadura.

2.2. El cierre de los boliches y el retorno de la diversión a los hogares

Como resultado de la intensidad del toque de queda, todos los locales de diversión nocturna dejaron de atender. A lo largo de las zonas de la ciudad, discotecas y *chojchos*, bares y bodegas, permanecían cerrados, ni siquiera había intentos clandestinos por burlar la medida. “Esa sí que es la única vez que me acuerdo de todo cerrado, como muerto. Veía por mi ventana y todo cerrado, en silencio. Creo que hasta los *artilleros* se guardaban en la noche”.⁵⁹¹ “Alguna vez he pensado salir cerca de mi casa, tal vez habrá algo abierto ‘a puertas cerradas’, he dicho; pero no me he animado porque además de que me podían agarrar, la gente comentaba que todo estaba cerrado porque controlaban harto”.⁵⁹²

Las actividades recreativas nocturnas retornaron a los hogares. Las pocas fiestas que se organizaban en medio de ese momento de miedo y tristeza eran clandestinas, preocupadas del ruido y de la hora. “Bueno, sí, alguna vez hacíamos algo en una casa y nos quedábamos hasta tarde, pero había que estar tranquilos, no se podía hacer mucho bochinche, hasta festejar en casa era triste”.⁵⁹³

El punto central del proceso se vincula con una sensación de profundo desazón por el fin de las posibilidades que había alcanzado la noche. Aunque se buscaron formas, diurnas y clandestinas, de mantener estas actividades, el toque de queda aparece en el recuerdo de las personas como un evento definitivo que interrumpió un proceso festivo y liberador.

⁵⁹¹ Entrevista con literato, La Paz, 10 de octubre de 2018.

⁵⁹² Entrevista con portero, La Paz, 12 de julio de 2018.

⁵⁹³ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

2.3. La Universidad clausurada

Poco después de consumado el golpe de estado de García Meza, se clausuró la UMSA y docentes y estudiantes fueron perseguidos por el nuevo régimen. Las iniciativas de Extensión Universitaria y el circuito de oferta cultural vinculado a la universidad fueron desmantelados. Todos los talleres se cerraron, los conciertos y festivales se prohibieron tajantemente. La inusitada violencia que acompañó el golpe obligó al exilio a cineastas, escritores y artistas plásticos entre otros intelectuales contrarios al régimen.⁵⁹⁴

Por supuesto, toda manifestación de música de protesta fue prohibida y la mayor parte de los cantautores representantes de la Nueva Canción Social partieron al exilio. La persecución no se centró solamente en los artistas contestatarios de izquierda. Incluso cantantes menos políticos, como *Cantos Nuevos*, sufrieron el control de los paramilitares: “En la dictadura, hicimos un concierto en el Goethe y al día siguiente vinieron dos tipos a buscarme: ‘Usted anoche ha dicho esto, esto, esto’. Yo no había dicho nada grave ni político, pero igual les pareció extraño. Esa época fue bien jodida, te espiaban aunque fueras solo poeta; imagínate a los políticos”.⁵⁹⁵

La dictadura de García Meza interrumpió el momento de efervescencia que vivía la Universidad Pública. El terror político y el clientelismo que instaló el nuevo dictador sigue presente en el recuerdo de alumnos y profesores durante la época: “La dictadura de García Meza causó un daño tan profundo a la Universidad que ha dejado una herencia que hasta ahora perdura. La Universidad no ha podido echar abajo todo el daño que le hizo la dictadura de García Meza, porque había una cantidad de docentes ya en ese momento menor a la cantidad de administrativos y cuando llegó la dictadura militar se triplicó la planta de administrativos, la dictadura militar llenó la Universidad de nuevos funcionarios y entonces la planta docente pasó a ser un tercio de la planta de administrativos”.⁵⁹⁶ “García Meza destrozó todo lo que se estaba haciendo, fue una época de terror que detuvo todo”.⁵⁹⁷

Mientras buena parte de estos grupos partió al exilio, para muchos de los que se quedaron durante la dictadura, la sensación principal fue la de estar como “suspendidos en el

⁵⁹⁴ Basualdo, *Medio siglo...*, op. cit., p. 77.

⁵⁹⁵ Entrevista con escritor, La Paz, 23 de noviembre de 2018.

⁵⁹⁶ Entrevista con Ricardo Calla citada en Murillo, *Op. cit.*, p. 72.

⁵⁹⁷ Entrevista con música, La Paz, 24 de octubre de 2018.

aire, no teníamos qué hacer”.⁵⁹⁸ Fruto de la persecución y la censura reinaba un ambiente de tristeza y soledad en el circuito político y artístico que pocos meses antes rebozaba de emoción revolucionaria.

2.4. La música de día

La mayor parte de los espectáculos vinculados a la música se suspendieron y los que se organizaban terminaban mucho más temprano de lo usual. Los festivales en vivo, de cualquier género de música, estaban obligados a iniciar apenas pasada la tarde y concluir mucho antes de lo usual.⁵⁹⁹

Para el caso del circuito de eventos de rock, este fue un golpe particularmente duro. Además de que los espectáculos estaban obligados a terminar mucho más temprano, los jóvenes rockeros vivían un estigma que se profundizó durante la dictadura. “Era raro ir a conciertos, una huevada. Todo acababa temprano. Al principio incluso a las ocho nos botaban. Después un poco más, máximo hasta las once. Pero el rock está unido a la noche, era absurdo que todo terminara tan temprano”.⁶⁰⁰ “Si ya era grave ser rockero, peor era con García Meza. Daba miedo hasta tener cabello largo, como a todos perseguían, aunque no estés metido en política te podían agarrar por tu pinta”.⁶⁰¹ Para el caso de los espectáculos vinculados al neofolklore y la cumbia, aunque la censura fue menor, implicó también el cierre temprano de los boliches para escuchar y bailar estos ritmos.

Más acá de las diferencias en gustos y actividades, en la memoria de todos los entrevistados aparece el recuerdo de la clausura nocturna como la marca esencial del periodo. Muchas veces este recuerdo remite al absurdo de tener que emprender actividades recreativas típicamente nocturnas por el día; también, al miedo que implicaba la noche, que pasó de ser un espacio abierto, de múltiples alternativas, al momento más crítico de las jornadas de represión.

A pesar de su brevedad, la dictadura de García Meza, particularmente el toque de queda y los paramilitares, se expresa como un momento de ruptura indeleble en la memoria de las

⁵⁹⁸ Entrevista con músico, La Paz, 27 de octubre de 2018.

⁵⁹⁹ Marco Basualdo, *Medio siglo*, op. cit., p. 107.

⁶⁰⁰ Entrevista con músico, La Paz, 27 de octubre de 2018.

⁶⁰¹ Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018.

personas. Para los paceños, más acá del lugar de residencia e incluso de la orientación política –aunque se expresa de manera más dolorosa en los militantes de izquierda–, el golpe interrumpió un momento de posibilidades inéditas y de enormes esperanzas. Después de la breve “primavera democrática” que habían experimentado poco antes, resultó aún más desoladora la represión y la violencia que sufrieron en la ciudad.

Pero a pesar de la intensidad de la represión y la intensidad del recuerdo de la tristeza, esa sensación de búsqueda de nuevas experiencias no decreció. Apenas finalizada la dictadura, aún en medio de penurias y caos, las personas retornaron a la calle incluso con mayor ímpetu y emoción a pesar de las penurias económicas.

3. La noche en tiempos de hiperinflación y caos político

Después de la dictadura de García Meza, el gobierno de la UDP significó el retorno de todas las garantías y la noche se *abrió* de nuevo, libre de restricciones y represión. Sin embargo, esta apertura vino acompañada de los devaneos de la hiperinflación y el caos político en medio de la debilidad del gobierno.

En los testimonios, con el fin de la extrema dictadura de García Meza, la calle aparece de nuevo renovada, como un espacio central de libertad. Después de la represión que obligaba a las personas a retornar a su casa a las 9 de la noche, la ciudad surgió de nuevo como un espacio para recorrer a lo largo de la noche. “Volver a salir con los amigos, encontrarte con gente en la calle, olvidarte del toque de queda, eso era lo mejor. Más que en el 79 incluso, recuperamos la noche”.⁶⁰² La calle se convirtió de nuevo en el centro de la sociabilidad nocturna.

En buena parte de los recuerdos aparece la sensación de que la situación económica no importaba tanto porque ya no estaban los militares. Hay una sensación de alivio, incluso de libertad, que va mucho más allá de la situación económica. “Siempre había algo que hacer. Un concierto por la Universidad, una fiesta en la casa de alguien, charlar con los amigos. No era tan grave que no haya plata, ya no había toque de queda”.⁶⁰³ “Yo me acuerdo de la felicidad de

⁶⁰² Entrevista con bibliotecóloga, La Paz, 19 de marzo de 2019.

⁶⁰³ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

mis viejos, la alegría de estar tranquilos de nuevo”.⁶⁰⁴

Sin embargo, ese sentimiento de libertad, a diferencia de la pareja sensación de apertura y efervescencia de 1979, ahora se combina con la desilusión. La libertad vino acompañada de la desilusión política y de las preocupaciones económicas. En ambos casos, influido también por la presencia de la dictadura reciente, el recuerdo se vincula con algo que se interrumpió, con algo que pudo ser y no fue.

3.1. La calle como un lugar barato sin represión

Para una parte de los entrevistados, a pesar de la crisis económica y la hiperinflación, hay un recuerdo festivo en términos de la recreación nocturna. “Estábamos jodidos, no teníamos un peso, pero ya no estaban los paramilitares, ya no había toque de queda”.⁶⁰⁵ “Yo me acuerdo de mis viejos. Felices, guitarreando, de fiesta en fiesta. Mi papá tampoco estaba muy bien económicamente pero se sentía una tranquilidad, un disfrute sin los pacos”.⁶⁰⁶ Una de las principales expresiones de esa libertad era justamente volver a retomar la calle. Volver a caminarla sin miedo, sin toque de queda.

Para estas personas la calle es también un espacio de diversión barato, un espacio de encuentro y recreación a pesar de las penurias económicas. “En la hiperinflación lo más barato era estar en la calle. A veces no tenías ni para un trago pero salías y te encontrabas con los amigos en la plaza, ahí estábamos charlando o íbamos a pasear por ahí, pero era divertido”.⁶⁰⁷

En medio de una situación de crisis económica y sin la represión de los militares, la calle se convirtió recuperó su estatus de núcleo de la sociabilidad nocturna. Era el lugar para “hacer algo” sin tener que gastar, el punto de encuentro de diversos grupos que se reunían en diferentes puntos de la ciudad. Principalmente para los jóvenes de clases medias sin acceso a dólares y jóvenes de escasos recursos, era el principal espacio de encuentro y diversión. “Sobre todo fin de semana, pero también otros días, el plan era salir y andar por las calles. Sabías que te ibas a cruzar con alguien y se organizaba algo, o que ibas a ir a algún lugar y ahí ibas a encontrar a

⁶⁰⁴ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

⁶⁰⁵ Entrevista con estudiante universitario, La Paz, 20 de noviembre de 2018

⁶⁰⁶ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

⁶⁰⁷ Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

alguien, la calle era el punto de encuentro”.⁶⁰⁸ “En la hiperinflación lo más barato era estar en la calle. A veces no tenías ni para un trago pero salías y te encontrabas con los amigos en la plaza, ahí estábamos charlando o íbamos a pasear por ahí, pero era divertido”.⁶⁰⁹ “Lo bueno del tiempo de la UDP es que ya no estaban los militares. Al final no tenías plata pero estabas tranquilo. Nos gustaba pasear con mis amigos. Nos juntábamos por la Garita, comprábamos algo para tomar si había plata, ‘pisco’ más que todo, como se decía antes, y estábamos felices tomando, charlando, de un lado a otro”.⁶¹⁰

En los barrios marginales, se extendieron durante la época “los fortines o lugares de reunión de los *artistas*” que se esparcieron a lo largo de la ciudad. Si seguimos el mapeo que hace Viscarra se puede ver que en la ladera oeste, en el barrio de Tembladerani, estaban la cancha Bolívar, el puente Abaroa, la cancha El Tejar, el parquecito de la Vita; en el barrio obrero de Villa Victoria: el parque Huallparrimachi; en El Alto, la Ceja, punto neurálgico de la zona; en el centro de la ciudad, la avenida América, la plaza de San Francisco, el parque Riosinho, la calle Catacora, la plaza Alexander, el puente de la autopista; al este, el cruce de Villa Copacabana y Villa San Antonio, Villa Armonia; en Chijini, frente al cementerio general, la plaza Garita de Lima, el surtidor de querosen; incluso en los nuevos barrios residenciales de la ciudad: la plaza de Obrajes.⁶¹¹ En medio de una situación económica crítica, los espacios públicos para consumir bebidas alcohólicas, apropiados por los sectores más pobres, y muchas veces más marginados, de la ciudad, se fueron multiplicando en la ciudad.

Una práctica que también se popularizó a partir de la UDP fueron las cantinas callejeras. Como varios bares cerraron por el descenso de las ganancias, proliferaron estas formas de venta directa en espacios públicos de la ciudad. Viscarra describe: “muchas mujeres salen a las calles a vender a sus clientes habituales y a los que no lo son, los afamados té con tés que tanto ayudan a combatir el frío. Se ubican en las aceras de las calles más concurridas, y soportando el frío, venden sus tragos hasta las seis o siete de la madrugada”.⁶¹²

⁶⁰⁸ Entrevista con escritor, La Paz, 5 de mayo de 2018.

⁶⁰⁹ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁶¹⁰ Entrevista con portero, La Paz, 12 de julio de 2018.

⁶¹¹ Víctor Hugo Viscarra, *Borracho*, *op. cit.*, p. 79.

⁶¹² *Ibid.*, p. 69.

3.2. La noche dividida por los dólares

Pero si para algunos la calle es de nuevo un espacio barato sin represión, para otros la noche aparece como un momento dividida definitivamente por el acceso –o no–, a los dólares. “Los que tenían plata iban a las discotecas, a los *nightclubs*, a los bares nuevos, la pasaban como reyes; nosotros nos juntábamos en la calle, deambulábamos por la ciudad, bebíamos en la calle, íbamos a conciertos gratis”.⁶¹³ “Un amigo que era hijo de extranjeros, habían recibido una indemnización en dólares, y a él le daban en dólares, se alquilaba una suite en el Sheraton a tomar LSD con nosotros. Era increíble. Salías con él y tenía plata para todo”.⁶¹⁴

Con el fin del toque de queda, y para los clientes que tenían la posibilidad de acceder a ellas, las discotecas proliferaron aún más. Aparecieron nuevas en Miraflores, Sopocachi y alrededor del Monoblock de la UMSA. “Por ejemplo en nuestro grupo del cole había dos amigos que tenían acceso a dólares. Sus papás eran políticos. Ellos llegaban con 20 dólares y éramos millonarios. Discotecas, buenos tragos, noches largas”.⁶¹⁵

Ante el éxito que iban acumulando, algunas discotecas, como *Disco Estudio* o *Yes*, empezaron a abrir *matinés* los domingos, la atención empezaba a las 3 de la tarde y duraba hasta las 7 u 8 de la noche. Un músico, adolescente para la época, recuerda la impresión que le causó el lugar: “Entrabas a las 3 de la tarde pero ahí adentro todo era oscuro. Alucinabas con las luces, con los flashes”.⁶¹⁶

Adyacente al de la Universidad, en Sopocachi fue consolidándose un circuito importante para la vida nocturna de los sectores acomodados, constituido por una serie de bares alrededor de la Plaza Avaroa. Distintos a los bares donde los empleados públicos celebraban el “viernes de soltero” y a los tugurios convencionales donde bebían los más pobres, apareció una nueva forma recreativa nocturna en la ciudad. Bares donde se podía tomar unos tragos, “a la europea” –como repitieron distintos informantes en sus testimonios–, escuchando música y comiendo algún plato ligero.⁶¹⁷ “Eran lugares tranquilos, con buena música, buen trago, algo para comer; no eran esos bares para ir a morir chupando”.⁶¹⁸

⁶¹³ Entrevista con periodista, La Paz, 25 de marzo de 2019.

⁶¹⁴ Entrevista con escritor, La Paz, 5 de mayo de 2018.

⁶¹⁵ Entrevista con ama de casa, La Paz, 4 de abril de 2019.

⁶¹⁶ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

⁶¹⁷ Entrevista con dueño de bar, La Paz, 9 de abril de 2019.

⁶¹⁸ Entrevista con cineasta, La Paz 26 de octubre de 2018.

El dueño de uno de estos primeros bares en el barrio de Sopocachi me contó cómo se le ocurrió fundarlo con algunos amigos: “Estábamos en el 81 en la Plaza Abaroa, una tarde, con unos amigos del Colegio Alemán, hablando de un pub llamado *Los indios* en Berlín. Ahí dijimos: ‘haremos un local’. Un lugar para beber tranquilo, no para chupar hasta morir como en los boliches de arriba. Era un garaje donde entraban unas 7 mesas. Al principio, los primeros meses, no iba nadie. Poco a poco la gente fue anoticiándose y después ya era imposible que entre más gente, estaba lleno”.⁶¹⁹ Uno de los rasgos que enfatiza es el cambio en relación a la clientela: “Las mujeres no tenían donde salir, los boliches eran para hombres y ellas venían al bar porque nadie las molestaba. Estos bares abrieron una ventana: las mujeres podían salir solas, se sentían cómodas allí”.⁶²⁰

La mayor parte de los clientes de estos bares eran personas que podían acceder a dólares: vecinos principalmente de Sopocachi y la zona sur pero también extranjeros que trabajaban en la ciudad; funcionarios de embajadas, profesores de colegios como el Colegio Alemán o el Colegio Franco Boliviano.

Ante el éxito de los primeros locales de este tipo, empezaron a surgir varios emprendimientos parecidos en la zona: “Esa es la época donde la calle Belisario Salinas y la Plaza Abaroa se vuelven ‘zona rosa’, lugar de boliches y fiestas. Fueron apareciendo otros boliches: *El loro en su salsa* y otros; y toda la Belisario Salinas se convirtió en calle de boliches”.⁶²¹

En los bares del centro y los barrios marginales, que mantenían sus características tradicionales, el consumo continuó en el marco de la inestabilidad financiera: “Había bares nomás, se seguía chupando, pero pagabas con hartos billetes. Pagabas triste y feliz, triste porque era harta plata pero feliz porque sabías que esa plata mañana no iba a valer nada”.⁶²² “En los bares era increíble el piso lleno de billetes viejos, de hace una semana o un poco más, que no servían para nada. Como alfombra de billetes, hasta en el baño”.⁶²³ Aunque los precios subían, los clientes se mantenían: “En los bares te cobraban lo que querían. Un día ibas y podías comprar dos jarras; al día siguiente con la misma plata comprabas una, con suerte. Como saben

⁶¹⁹ Entrevista con dueño de bar, La Paz, 9 de abril de 2019.

⁶²⁰ *Ibidem*.

⁶²¹ Entrevista con dueño de bar, La Paz, 9 de abril de 2019.

⁶²² Entrevista con electricista, La Paz, 11 de enero de 2022.

⁶²³ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018,

que igual comprábamos, cobraban lo que querían”.⁶²⁴

En un marco de incertidumbre de los precios, a lo largo de la ciudad, principalmente en el centro y el sur pero también en barrios populares, la municipalidad clausuró “decenas de bares y cantinas” porque no vendían sus productos a los precios oficiales fijados por el gobierno. Durante el periodo hay numerosas notas de periódicos sobre operativos de la Municipalidad para controlar los precios de las bebidas alcohólicas: “La batida se efectuó en los locales Bacará, Cocolos, Álamo, Samambay y un establecimiento del parque Riosinho”.⁶²⁵ Muchos de estos locales fueron clausurados.

A pesar de las iniciativas estatales por controlar los precios, y la consiguiente clausura de algunos bares, el consumo de alcohol se mantuvo como siempre. Los clientes no cambiaron sus hábitos a pesar de la crisis y continuaron sus rutinas en medio de una realidad donde los precios, y los billetes, cambiaban drásticamente.

3.3. Universidad: desencanto y pérdida de centralidad política

En la memoria de los universitarios, estudiantes y profesores, sobre todo la de los más politizados, el periodo posterior al de García Meza está definido por la desilusión. Para la mayor parte es como si el golpe hubiera interrumpido las posibilidades latentes con el retorno de la democracia.

Esta desilusión se expresa en varios sentidos. La miseria de la política –“recuerdo una reunión con dirigentes del MIR, lo único que les interesaba eran los puestos, qué copar en el Estado, puro interés”–,⁶²⁶ las nuevas orientaciones de la Universidad pública –“algo cambió en la Universidad después del golpe, ya no había ese ambiente de emoción, de militancia; la Universidad se fue convirtiendo en lo que es ahora, una Universidad despolitizada; con la caída del Muro eso se intensificó en los noventas pero su origen ya estaba cuando volvimos después de García Meza”–⁶²⁷ y en el decaimiento de la *noche paceña*: “Todo se volvió más frívolo,

⁶²⁴ Entrevista con portero, La Paz, 12 de julio de 2018.

⁶²⁵ “Batida en locales nocturnos”, periódico *Presencia*, La Paz, 23 de diciembre de 1983. “Campaña contra la especulación: Clausura de cantinas, pensiones, hornos, puestos de venta, friales y carnicerías: Mayoría de propietarios es de extracción campesina”, periódico *Última Hora*, La Paz, 12 de enero de 1984.

⁶²⁶ Entrevista con periodista, La Paz, 10 de diciembre de 2018.

⁶²⁷ Entrevista con música, La Paz, 24 de octubre de 2018.

muchas discotecas y cumbia; la Universidad ya no tenía todas sus presentaciones, la gente se separó, ya no era la noche paceña de los años anteriores”.⁶²⁸

Muchos de los testimoniantes recuerdan con nostalgia ese momento y tienen plena conciencia del brusco cambio que propició la dictadura. Tal vez el más vivido es el de un escritor boliviano exiliado durante el gobierno de García Meza: “Hubo un cambio después de la dictadura. La ciudad no era la misma, la gente no era la misma, la vibra no era la misma. Muchos lugares no existían”.⁶²⁹

4. Usuarios y consumo de drogas antes de la guerra contra las drogas

Para finales de la década de 1970 el consumo de drogas en la ciudad de La Paz se desenvolvía en un marco estructural paradójico. A pesar de un contexto marcado por el boom de la economía de la droga como resultado de la expansión del narcotráfico desde principios de los años setenta y la dictadura de Banzer,⁶³⁰ aún no se había instaurado la guerra contra las drogas impulsada por Estados Unidos. Las acciones estatales –entre la complicidad y la persecución– se concentraban solo en el tráfico internacional. A su vez, todavía no había aparecido la figura del consumo como un problema social en los medios de comunicación y el discurso científico. De allí que el consumo de drogas sea abierto durante la época; no era particularmente perseguido por la policía ni era estigmatizado por la sociedad. A pesar del auge del narcotráfico internacional, y la creciente atención que fue recibiendo en la opinión pública nacional e internacional, era bastante “libre” en la vida cotidiana.

El 13 de junio de 1979 la dictadura del general Padilla se sumó al Tratado de la Convención Única sobre Estupefacientes de 1961, el convenio mundial sobre drogas –que, entre otras, tipificaba a la hoja de coca como ilegal–. Este evento continuó el rasgo central de los gobiernos bolivianos a lo largo de la década: mostrar un compromiso con la lucha contra el narcotráfico, como forma de enfrentar la presión internacional a través de la promulgación de leyes nacionales y adhesión a convenios internacionales, aunque estas no se expresaran en acciones concretas más allá de algunas iniciativas coyunturales y precarias. En la práctica, estas

⁶²⁸ Entrevista con escritor, La Paz, 23 de noviembre de 2018.

⁶²⁹ Entrevista con escritor, La Paz, 23 de mayo de 2019.

⁶³⁰ Roberto Laserna, *El fracaso del prohibicionismo: Estudios socioeconómicos para una historia de las políticas antidrogas en Bolivia*, La Paz, Fundación Vicente Pazos Kanki, 2011, p.57.

iniciativas eran más un intento de lavar la imagen de los gobiernos militares que una estrategia real de combatir el narcotráfico y el consumo de drogas ilegales.⁶³¹

La situación y condición del consumo de drogas, en un contexto no punitivo, sin estigmatización y sin ser considerado un problema social, permitió que sea un canal adicional para la búsqueda de nuevas experiencias para algunos grupos a lo largo de la ciudad. La libertad en relación al consumo recién cambió en 1985.

4.1. “Antes no habían drogadictos”: El consumo no es una enfermedad

Los testimonios muestran una realidad común para todos los entrevistados: no existía la noción de drogadicción durante la época, el consumo de drogas no era visto como una enfermedad. Un periodista, joven durante la época, recuerda: “Es que en realidad me parece que más se veía el problema de narcotráfico como de la exportación, en la que a veces hasta estaba metido el gobierno, pero no se lo veía como un problema de drogadicción, no era un problema”.⁶³² Un albañil, rememorando, afirma tajantemente: “Antes no habían *k`olos*.⁶³³ Vagos nomás eran”.⁶³⁴

Los vecinos de todas las zonas de la ciudad hacen referencia, de distintas maneras, a este marco de referencia donde el consumo de drogas no es un problema ni una actividad altamente censurada. Desde los vecinos que se atrincheran en la vereda moral de la prohibición y el vicio, la drogadicción es un fenómeno actual, algo que no sucedía “antes”. Un ama de casa afirma: “No era como ahora, no había tanta droga como ahora. Hasta a los colegios van a vender ahora. Antes eran unos pocos, más era afuera, afuera iba la droga o sino estaba en algunos lugares nomás” y un portero, desde otra zona de la ciudad, concuerda con otras palabras: “La droga no era un problema antes, más era el trago antes. Desde jóvenes sabíamos tomar pero eso nomás, esa era nuestra diversión. Hoy todo ha cambiado, ahora los changos están en otra, ya corren esas cosas, algunos se desvían”.⁶³⁵

⁶³¹ Laserna, *El fracaso...*, *op. cit.*, p. 66.

⁶³² Entrevista con periodista, La Paz, de 2018.

⁶³³ Formulación en aymara de “adicto”.

⁶³⁴ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁶³⁵ Entrevista con portero, La Paz, 12 de julio de 2018.

Desde la vereda de personas que apoyan el consumo y la despenalización también aparece esa concepción distinta. Un pintor, consumidor consuetudinario durante esas épocas, recuerda: “Habían algunos grupos que consumíamos, pero esa época no estaba SEAMOS, no te estaban taladrando con ‘Dile no a las drogas’; lo hacías desde otro lugar, como búsqueda más que resistencia”.⁶³⁶ Un músico, también consumidor, se concentra en la mirada punitiva del entorno distinta a la de la década siguiente: “Nosotros le metíamos entre nosotros. No era una cosa pública porque había mucha gente que te miraba mal. Pero no te miraban como ahora, ahora eres un enfermo, antes era como que eras un raro, un loco, un extraño”.⁶³⁷

Los testimonios coinciden con la literatura sobre el consumo de drogas en el periodo. En *Bolivia: Coca Cocaína*, un ensayo documentado de Canelas y Canelas sobre la situación de las drogas en Bolivia, publicado en 1983, los autores se quejan del “artificial consenso ciudadano relativo a la virtual inexistencia del problema de la drogadicción”.⁶³⁸ Entre otros, comparten el siguiente ejemplo: “Una mirada que expresa esta posición es el documental *La leyenda de la coca* de Jorge Hurtado, transmitido por el canal estatal de televisión el viernes 3 de septiembre de 1982. Según ese programa, a nivel nacional, no alcanzaríamos siquiera un caso de adicción por mes”.⁶³⁹ Los autores reniegan de que, a diferencia de otros países como Estados Unidos, en Bolivia no se entiende el problema de la drogadicción en su real magnitud.

Además de que no existe la idea de la drogadicción como una enfermedad, algunas sustancias no tenían el estigma de drogas ilegales que tendrán años después. A pesar de su imagen actual de droga dura y lumpen que tiene la pasta base de cocaína en la actualidad, escuché varias veces testimonios que incluían historias cotidianas en torno a esta sustancia durante la época. Una profesora universitaria me contó una anécdota que escuchaba de su pareja: cuando él era un niño, vivía en la ladera oeste de la ciudad, su mamá le decía: “me duele la muela, comprame un sobre de *satuca* [nombre coloquial para la pasta base de cocaína]”.⁶⁴⁰ Un albañil recuerda la misma situación: “A veces, cuando había dolores fuertes, en mi casa compraban *satuca*, no era como ahora: solo para los *kolos* [drogadictos]; antes en algunas

⁶³⁶ Entrevista con artista plástico, 4 de septiembre de 2019.

⁶³⁷ Entrevista con músico, 27 de octubre de 2018

⁶³⁸ Amado Canelas Orellana y Juan Carlos Canelas Zanner, *Bolivia: Coca Cocaína*, Cochabamba, Los amigos del libro, 1983, p. 386.

⁶³⁹ *Ibidem*.

⁶⁴⁰ Entrevista con docente universitaria, La Paz, 5 de junio de 2019.

ocasiones se usaba”.⁶⁴¹

La dictadura de García Meza transformó la situación, pero en términos de exportación y no de persecución del consumo: se concentró en la organización e implementación de un sistema de narcotráfico internacional desde el Estado. Este proceso ha sido caracterizado como el *narcoestado* y existe una amplia bibliografía al respecto.⁶⁴² Para nuestro objeto, lo importante es que este proceso no influyó en el proceso de interdicción interna que, como en las décadas pasadas, se basaba en una conceptualización laxa del problema. Canelas y Canelas describen la concepción de los militares durante la dictadura: “dentro del régimen autoritario entonces imperante, que no era por cierto del llamado despotismo ilustrado, no se consideraba la drogadicción como una enfermedad susceptible de prevención y tratamiento sino como un delito merecedor de una pena o por lo menos ‘de una pateadura’. Este criterio aberrante le fue expuesto al autor, tan cerca como fines de 1981, por un alto funcionario de la Policía de Narcóticos, que parecía creer sinceramente que esa sería la cura más eficaz”.⁶⁴³

Aunque los criterios en relación a los consumidores era el mismo, el toque de queda y los paramilitares durante el régimen crearon matices. La noche terminaba más temprano, por lo que el consumo decayó, sumado al miedo que significaba la presencia de los paramilitares, que podían requisar a los transeúntes en cualquier momento: “Me acuerdo que estaba en un micro y lo han hecho parar los paramilitares y han pedido el carnet de cada uno para revisar si no éramos políticos. Yo era chango, estudiante, y han visto mi mochila por si no tenía nada sospechoso. Más bien no tenía nada”.⁶⁴⁴ En ese marco de miedo y represión cotidiana, el consumo se alejó de los espacios públicos: “Mirá, te lo digo así, esa es la única época de mi vida que no he andado con drogas encima. Esa vez sí daba miedo, sobre todo cerca del toque de queda. Imaginate si te paraban los paramilitares y tenías drogas”.⁶⁴⁵ Aunque seguían corriendo las drogas por las calles de la ciudad, y podían comprarse aun en tiempos de dictadura, perdió su carácter social y festivo y se arrinconó en grupos encerrados en casas.

Sin embargo, esta fue una consecuencia no imprevista de la represión cotidiana en el gobierno de García Meza. Tanto los gobiernos dictatoriales como democráticos compartían la

⁶⁴¹ Entrevista con albañil, La Paz, 8 de junio de 2018.

⁶⁴² Buena parte de la misma está descrita a lo largo de este capítulo

⁶⁴³ Amado Canelas Orellana y Juan Carlos Canelas Zanner, *Bolivia...*, *op. cit.*, p. 387.

⁶⁴⁴ Entrevista con músico, La Paz, 14 de noviembre de 2020.

⁶⁴⁵ Entrevista con pintor, 4 de septiembre de 2019.

ausencia de una concepción del consumo en tanto enfermedad y, más importante aún, como una actividad criminal.

4.2. “Vagos”: El consumo no está criminalizado

Como decíamos, el consumo de drogas no fue penalizado ni en tiempos de dictadura ni de democracia. La Ley Nacional de Control de Sustancias Peligrosas, propugnada en 1973 en el Gobierno de Banzer se concentraba en el incremento de la producción y el tráfico de drogas y prestaba una atención secundaria al consumo. A su vez, esta práctica no estaba tipificada en el Código Penal.

Esta tolerancia se expresaba también en la actitud de las fuerzas del orden. Un informe elaborado por la Dirección Nacional de Control de Sustancias Peligrosas (DNCSP) en 1978 constataba: “Al no existir ninguna campaña organizada contra los consumidores (de tipo policial) que rastre los lugares de consumo, los drogadictos apresados por Radio-Patrulla son los que son sorprendidos en plena vía pública o denunciados a causa de sus desmanes; los demás quedan protegidos por la tolerancia cultural, el encubrimiento familiar o sencillamente abandonados”.⁶⁴⁶ Los consumidores, a diferencia de lo que pasó en las décadas siguientes, eran detenidos momentáneamente para ser registrados en una lista de drogadictos y no enfrentaban penas de cárcel. En términos puntuales, desde que en 1976 se promulgó una norma administrativa, los consumidores solo debían pagar una multa en el Ministerio del Interior; no tenían que enfrentar procesos obligados de “rehabilitación” y menos aún de cárcel.⁶⁴⁷

El cambio definitivo en torno a la criminalización del consumo surgirá durante el gobierno de Paz Estensoro y el MNR, en 1985, cuando en medio del contexto neoliberal, Bolivia se sumará a la Guerra contra las Drogas emprendida por Estados Unidos. Como explica Rosa Del Olmo, “los años setenta bien podrían clasificarse como el periodo decisivo de difusión del modelo médico – sanitario y de la consideración de la droga como sinónimo de

⁶⁴⁶ Dirección Nacional de Control de Sustancias Peligrosas (DNCSP), “Uso indebido de drogas y medidas de prevención y educación en Bolivia, Informe de trabajo, 1978. Citado en Gloria Achá, *Consumo y consumidores de drogas en Bolivia*, Bolivia, CEDD-Acción Andina, 2014, p. 19.

⁶⁴⁷ Gloria Achá, *Consumo y consumidores de drogas en Bolivia*, Bolivia, CEDD-Acción Andina, 2014. p. 19.

dependencia”.⁶⁴⁸

Para el caso boliviano, este modelo recién se expresó decisivamente, en su versión no solo médica sino principalmente punitiva, a partir de la promulgación de la Ley 1008 en 1988. Una norma severa e irreflexiva que define el consumo como “el uso ocasional, periódico, habitual o permanente de sustancias controladas” y donde el “consumidor de drogas de uso ilícito, así sea un consumidor ocasional, es alguien que genera un riesgo o un peligro para la sociedad”.⁶⁴⁹ Como las fronteras entre el consumo personal y el tráfico son demasiado estrechas en la ley –la cantidad mínima para consumo personal es determinada por dos “especialistas”, y si la tenencia es definida por ellos como mayor a la permitida, es tipificada como *tráfico de drogas*, con penas de 10 a 25 años de cárcel– muchos consumidores son procesados por tráfico.⁶⁵⁰

La aplicación de la ley 1008 transformó la acción punitiva desde el Estado sobre los consumidores. Si antes eran definidos solo como “vagos” y las consecuencias del uso de sustancias prohibidas eran laxas y efímeras, a partir del nuevo ordenamiento jurídico, impreciso en las fronteras entre la venta y el consumo, muchos usuarios habituales pasaron a ser criminalizados y sufrieron graves penas de prisión. Además de esta consecuencia, existe una profusa bibliografía sobre las implicaciones políticas, externas e internas, que tuvo la “guerra contra las drogas” para Bolivia.⁶⁵¹

4.3. La inexistencia de preocupaciones mediáticas y científicas

Las notas de periódico tampoco muestran una sanción moral fuerte en relación a los consumidores de drogas. La cobertura, cuando existe, se concentra en el narcotráfico y su vínculo con el Estado. Las noticias sobre usos de drogas son marginales, y aparecen esporádicamente, sobre todo vinculados a extranjeros –esencialmente “hippies” en relación al consumo y venta de marihuana– y ciudadanos lumpen –principalmente en relación al consumo

⁶⁴⁸ Rosa Del Olmo, *Los Discursos Sobre la Droga*, La Paz, HISBOL, 1989, p. 31.

⁶⁴⁹ Gloria Achá, *Consumo...*, *op. cit.* p. 10 - 11.

⁶⁵⁰ *Ibid.*, p. 21.

⁶⁵¹ Esta literatura no se aborda en este trabajo al no ser objeto de nuestro estudio. Sin embargo, conviene citar un ejemplo al respecto.

de thinner—.

A su vez, en las editoriales de los diarios y en las opiniones periodísticas de programas televisivos y radiales todavía no aparece el discurso vinculado al consumo de drogas como un problema social y tampoco a estigmatizar a los consumidores como posibles criminales. Al respecto, el contraste es demoledor con la década siguiente. Para los años noventa del siglo pasado, ya instalada la “guerra contra las drogas”, los nuevos discursos estigmatizantes y punitivos se extenderán a lo largo de los medios de comunicación. De allí que aparezcan varios estudios y ensayos que alerten y critiquen este extendido sensacionalismo en la cobertura mediática en relación al consumo.⁶⁵²

Al no ser una preocupación central en la sociedad prácticamente no existen estadísticas y estudios durante el periodo. La primera encuesta oficial sobre el uso indebido de drogas se emprendió a finales de 1979, a cargo del Departamento Educativo de la Dirección Nacional de Sustancias Peligrosas.⁶⁵³ Los resultados obtenidos planteaban generalidades como que el 11.2% de la población estudiada había tenido “contacto con drogas”. Y que la cocaína era la droga más frecuentemente usada, después la marihuana y después de los tranquilizantes.⁶⁵⁴ La encuesta no fue actualizada.

Recién empiezan por la época, de manera aún minoritaria, los procesos de “educación y prevención” con la creación del Instituto Nacional de Investigación en Farmacodependencia (INIF), “cuyas funciones estaban referidas al tratamiento y la rehabilitación en casos de farmacodependencia”.⁶⁵⁵ Una de sus dos áreas estaba enfocada a la educación y la prevención. El INIF instauró Divisiones Médico-Preventivas en los departamentos del país. Sin embargo, en la práctica, no emprendieron campañas importantes ni extendidas. Para el caso de la ciudad de La Paz, no se han encontrado actividades emprendidas por la División Médico-Preventiva departamental durante la época.

Recién en el último año del gobierno de la UDP, empezaron los primeros eventos que inauguraban la campaña “Dile no a las drogas”, iniciativa que será muy importante hasta los

⁶⁵² El ejemplo más significativo es el de Alison Spedding, “Más sobre el discurso de la droga en Bolivia”. En Revista Nacional N° 2, La Paz, 2004.

⁶⁵³ Amado Canelas Orellana y Juan Carlos Canelas Zanner, *Op. cit.*, p. 388.

⁶⁵⁴ *Ibid.*, p. 388. Canelas ¿?: “¿Hace falta decir que el pitillo de pasta de coca ocupaba el primer lugar?”

⁶⁵⁵ Gloria Achá, *Consumidores...*, *op. cit.*, p. 13.

años noventa. En marzo de 1985 la inédita Campaña Educativa sobre Estupefacientes (CESE), con el auspicio del Comité Nacional de Lucha contra el Narcotráfico inició una “acción preventiva en todos los distritos del país” con la organización de un seminario en La Paz sobre “el panorama de las drogas en Bolivia”.⁶⁵⁶ En una nota vaga *Presencia*, informaba: “Según datos estadísticos que posee el Comité de Lucha contra el Narcotráfico, existen en Bolivia aproximadamente cien mil drogadictos, cifra que da idea de la gravedad que ha alcanzado el tráfico de drogas y el atentado que cometen sus agentes contra la salud de la población”. A partir de este momento la “cruzada” contra las drogas empieza a aparecer cada vez más en los periódicos –principalmente en espacios como el suplemento juvenil de *Presencia*.

Lo que interesa de este evento es que es uno de los primeros que plantea la conceptualización de la drogadicción como una enfermedad y un problema social. A lo largo de los siguientes años se multiplicarán las campañas de “concientización”, sobre todo a partir de organizaciones no gubernamentales financiadas por la cooperación de Estados Unidos.⁶⁵⁷ En 1986 se creó la primera institución estatal enfocada al consumo: la Dirección Nacional de Prevención Integral del Uso Indebido de Drogas, Tratamiento, Rehabilitación y Reinserción Social (DINAPRE) que emprendió “procesos de educación y estudios” con el apoyo de USAID/Bolivia, “cuando organismos internacionales plantearon al gobierno la necesidad de crear una entidad estatal dirigida a la prevención, tratamiento y rehabilitación, que funcione en forma separada de las unidades de interdicción al narcotráfico”.⁶⁵⁸

A partir de allí, aparecerán preocupaciones inéditas vinculadas a la “drogadicción” como un problema social central y surgirán formas de estigmatización de los usuarios, como enfermos e, incluso, criminales. Surgirán nuevos términos, como “prevención” y “rehabilitación”, que a su vez concitarán una serie de estudios sobre estos nuevos procesos.⁶⁵⁹

Toda esta concepción “científica” y política del consumo no estará presente en los años de transición democrática. Esta ausencia, sumada a la despenalización del consumo, explica la

⁶⁵⁶ “Campaña preventiva contra las drogas”, Periódico *Presencia*, La Paz, 10 de marzo de 1985.

⁶⁵⁷ Ejemplos significativos: Franklin Alcaraz et. al. 2005 *Estudio comparativo. Consumo de Alcohol, tabaco, cocaína y otras drogas en Bolivia. 1992-1996-1998-2000-2005*, La Paz, Centro Latinoamericano de Investigación Científica (CELIN) y Franklin Alcaráz y Silvia Sempertegui, *Consumo de drogas en Bolivia, 1992-2010: Estudio Urbano población de 12 a 65 años*, La Paz, Centro Latinoamericano de Investigación Científica (CELIN), 2010.

⁶⁵⁸ Gloria Achá, *Consumidore...s, op. cit.*, p. 13.

⁶⁵⁹ Por ejemplo: Erick Roth y Jorge Eduardo Jung, *El Panorama Actual de la Prevención del Consumo de Drogas en Bolivia*. La Paz, CIEC, 1995.

mirada bastante más “relajada” que se observa en los testimonios cuando se recuerda el consumo de drogas ilegales.

4.4. Libertad en el consumo

Como nuestro periodo está situado antes de todo este cúmulo de procesos que creo la “guerra contra las drogas” a partir de 1985, en el recuerdo de la mayor parte de las personas, el consumo de drogas no es algo que recuerden como un problema para principios de la década de 1980. Para algunos, particularmente los que eran jóvenes universitarios vinculados a circuitos artísticos, es un momento de libertad que añoran con nostalgia. Para otros es un problema social que apareció mucho después.

En el recuerdo de los primeros aparece una periodización que parte de la euforia de la primavera democrática, interrumpida por la dictadura con la represión paramilitar cotidiana que culmina con el mayor momento de libertad en medio del caos de la UDP. Es allí cuando el consumo llegó a espacios públicos y los precios alcanzaron rango sumamente atractivos para los que tenían acceso a dólares.⁶⁶⁰

Un escritor paceño, estudiante universitario para la época, recuerda: “El 79 me acuerdo una noche que nos prendimos un porro con unos amigos en las gradas de la Biblioteca Municipal. Y no pasó nada. Fumamos tranquilos. Fue un sentimiento de libertad, de que estábamos en otro momento”.⁶⁶¹ Varios estudiantes de la Facultad de Arquitectura me dijeron: “Jugábamos partidos por gramos, en vez de por refrescos”.⁶⁶²

Una mochilera inglesa que pasó por Bolivia a finales de los setenta volvió a la ciudad de La Paz en 1984. Cuenta su impresión con el contexto que se vivía. “Llegué a una hostel y estaban ahí un montón de hippies, viviendo felices, cocinaban San Pedro [cactus alucinógeno] todo el tiempo, toda la casa olía”.⁶⁶³ Sus recuerdos se vinculan con la relativa libertad para conseguir y consumir drogas y, en el caso de las personas que tuviesen dólares, la situación tan

⁶⁶⁰ Como la impotencia estatal fue una de las principales características de su gobierno, esta se expresó también el caso de las drogas. De hecho, Laserna titula el acápite dedicado a este periodo como “Sustancias (des)controladas en la transición a la democracia”. Roberto Laserna, *Op. cit.*, p. 67.

⁶⁶¹ Entrevista con escritor, La Paz, 23 de noviembre de 2018.

⁶⁶² Entrevista con docente universitario, La Paz, 24 de abril de 2019.

⁶⁶³ Entrevista con docente universitaria, La Paz, 5 de junio de 2019.

favorable para vivir bien gracias a la hiperinflación. “Al club España íbamos como mochileros, los mochileros vivían como reyes. Allí jalaban en la mesa, delante de todos”.⁶⁶⁴

Para los que tenían accesos a dólares, fue un momento donde se podía comprar drogas a precios tan baratos como nunca antes. De hecho, una frase resume bien la extraordinaria situación que le tocó vivir: “Es tiempo fue la única vez en mi vida que el dinero con el que pagábamos era más pesado que las drogas que comprábamos”.⁶⁶⁵

El punto de fondo es que la tranquilidad en relación al consumo permitió que las drogas constituyeran un canal para continuar con la búsqueda de nuevas experiencias. En los testimonios que tocaron estos temas de nuevo aparece una sensación de libertad y diversas posibilidades, al igual que cuando recuerdan la noche paceña en su máximo esplendor.

Más acá de las oscilaciones entre la democracia y la dictadura, expresadas crudamente en la euforia del breve gobierno civil de 1979 y la más violenta represión paramilitar de la dictadura de 1980, el primer quinquenio de la década de 1980 sin duda es un momento donde la vida social se presenta como un momento de nuevas experiencias cotidianas.

La noche se abrió como un espacio inédito que ofrecía múltiples posibilidades recreativas. La diversión salió de su lugar privilegiado, el hogar, y transitó a la calle en distintos recorridos y prácticas. Después de un largo periodo de dictaduras, y particularmente después de experimentar un toque de queda inédito por su intensidad y represión, la calle retomó protagonismo y se convirtió en el centro de la recreación nocturna. Los vecinos de la ciudad encontraron en ella sus lugares de reunión, sus puntos de encuentro y sus recorridos recreativos. Espacio de sociabilidad central, las actividades recreativas nocturnas se desplegaban en diversas formas siempre con ella como espacio central de encuentro.

A su vez, surgieron una serie de nuevas actividades recreativas en salones y locales de diversa índole. A los tradicionales bares, cantinas y tugurios para hombres y a las típicas

⁶⁶⁴ *Ibidem.*

⁶⁶⁵ *Ibidem.*

chicherías se sumaron las discotecas, los *chojchos* y nuevos bares “a la europea”. Con todas estas nuevas posibilidades, la noche se convirtió en un momento de múltiples posibilidades. La calle retomó su importancia central como fuente de diversión y locomoción.

A pesar de la interrupción abrupta que significó la dictadura de García Meza, con el toque de queda más severo de la historia boliviana y con los paramilitares patrullando las calles, cuando la noche se convirtió en un momento de miedo e incertidumbre y las personas tuvieron que reconducir la diversión a los hogares, esa proceso de euforia por vivir nuevas situaciones no se detuvo y volvió intensamente, aún en medio de las penurias económicas y el caos político.

Este proceso también estuvo acompañado por el consumo de drogas. En un momento cuando todavía no se había instalado la “guerra contra las drogas” y las preocupaciones del Estado, sea en democracia o en dictadura y en distintos niveles y magnitudes, se concentraba en el tráfico internacional, el consumo de drogas no era considerado un problema social. El resultado era que los consumidores solo eran tratados como “vagos” y pasaban algunos días en celdas policiales. Además no existía una concepción del consumo como enfermedad o adicción, como me repitieron varias veces, de distintas formas: “no había drogadictos”, ni tampoco, una preocupación mediática o científica en relación al tema. Como consecuencia, el consumo de drogas transcurría en un ambiente de libertad que permitía su uso con tranquilidad.

Como fruto de todos estos procesos, las personas vivieron un momento fecundo donde la noche aparecía como un momento central para vivir nuevas aventuras en medio de una ciudad que ofrecía una multiplicidad de actividades y prácticas, en el fondo de distintos mundos morales los cuales se podían recorrer a lo largo de la ciudad. Una ciudad que se sentía de nuevo libre, abierta, inmensa.

Conclusiones

Estos procesos primarios, que forman la sociedad con un material inmediato individual, han de ser sometidos a estudio formal, junto a los procesos y organizaciones más elevados y complicados; hay que examinar las acciones recíprocas particulares, que se ofrecen en masas, a las que no está habituada la mirada teórica, considerándolas como formas constitutivas de la sociedad, como partes de la socialización. Y precisamente porque la sociología suele pasarlas por alto, es por lo que será conveniente consagrar un estudio detenido a esas clases de relación, en apariencia insignificantes.

Georg Simmel, *Sociología: Estudios sobre las formas de socialización* (1908).

Para finales de los años setenta, después de quince años de gobiernos dictatoriales, Bolivia enfrentó un complejo proceso de transición democrática. El primer lustro de la década de 1980 estuvo definido por el vaivén entre democracia y dictadura en un contexto de crisis económica que se expresó en una inflación que llegaría a niveles históricos. En esta tesis hemos estudiado cómo este contexto influyó en la vida cotidiana de los habitantes de la ciudad a partir de dos ámbitos: las rutinas del tiempo libre durante la hiperinflación, particularmente en la vivencia diaria y las estrategias para enfrentar la crisis en dos temas concretos: la comida y el transporte; y las actividades recreativas e intermedias del tiempo libre en un nuevo contexto democrático de ejercicio de las libertades individuales, particularmente la apertura de la opinión pública y la búsqueda de nuevas experiencias en dos temas particulares: los periódicos y la diversión nocturna.

Fruto del trabajo emprendido en este estudio, arribamos a algunas conclusiones estructurales a partir del énfasis en la vida cotidiana. Para el caso de la comida, en un contexto de escasez e inestabilidad de precios, el énfasis se expresa en las estrategias y en la importancia del “pluralismo asociativo”. Para el caso del transporte, también en un contexto de crisis por la depauperización del servicio, surge la importancia de la capacidad de locomoción y de la localización en una ciudad que no se detuvo ni en las condiciones más difíciles. En el tema de los medios de comunicación, a través de los casos del semanario *Aquí*, el suplemento *Semana* del diario *Última Hora* y el auge de la televisión con el surgimiento de varios canales privados, se evidencia una ampliación de la esfera pública tanto en términos políticos como morales y una posibilidad inédita de consumos culturales que ilustraban la llegada de un contexto de

libertad. Proceso parecido se observa en las actividades recreativas alrededor de la noche paceña después de su clausura en dictadura, la búsqueda de nuevas experiencias se acrecienta y surge una serie de nuevas prácticas y ofertas culturales que trasladan la sociabilidad de la casa a nuevos centros de diversión nocturna, la calle recupera su centralidad como espacio de recreación nocturna y el consumo de drogas se desenvuelve en un ambiente bastante distendido años antes de la guerra contra las drogas.

En suma, la tesis demuestra cómo se expresaron el pluralismo asociativo, la integración social y el orden, la capacidad de locomoción, la ampliación de la esfera pública y la búsqueda de nuevas experiencias en un momento complejo de historia boliviana y particularmente difícil para la ciudad de La Paz. A continuación se detallan estos hallazgos.

1. Rutinas del tiempo libre e hiperinflación: la comida y el transporte

Para ambos casos se observa un fenómeno estructural común: la restricción de la oferta. En relación a la comida, como resultado de la crisis económica, intensificada por la sequía e inundaciones que afectaron al país en 1982, la escasez y el incremento sostenido de los precios fueron las principales características del periodo. En relación al transporte, la difícil situación que enfrentaron los choferes, marcada por la pérdida de poder político y la desesperante situación económica, llevó a una depauperación del servicio a partir de la especulación y las huelgas constantes.

En este contexto, el acceso a los alimentos y la posibilidad de moverse por la ciudad fueron una causa constante de preocupación para la mayor parte de los vecinos. Sin embargo, la crisis no fue igual en los distintos barrios de la ciudad. En términos alimenticios, la capacidad de pagar precios mayores y el recurso de estrategias decisivas ayudaron a los vecinos de los barrios residenciales y comerciales a capear la crisis; aunque sufrieron algunos cambios en su rutina cotidiana, no enfrentaron una situación extrema como otros grupos sociales. Para los vecinos de los barrios marginales, la provisión diaria de bienes era una preocupación constante, enfrentaron muchas limitaciones y cambiaron sustantivamente sus consumos.

A pesar de esta distancia hay algunos aspectos generales a lo largo de la ciudad. En aras de intentar restituir las propiedades centrales que había perdido el dinero y para enfrentar la

escasez y la especulación, las estrategias de los vecinos se vincularon principalmente a la constitución e intensificación de sus redes sociales y a la sustitución de alimentos centrales por nuevas alternativas.

Pluralismo asociativo

A pesar de que conseguir alimentos era muy difícil, la fuerza de las redes sociales, principalmente familiares, vecinales y de amistad constituyeron recursos centrales para capear la crisis. A lo largo de todos los testimonios, aparece siempre la idea de que la crisis se enfrentó apoyando y apoyándose en redes determinadas, de distinta índole y capacidad, pero todas esenciales. En algunos casos fue la familia, en otros la junta de vecinos pero en todos los casos la crisis se recuerda como un desafío colectivo.

Desde ese punto de vista, se observa que la experiencia urbana en La Paz no tiene el carácter disgregador que se identifica en otras formaciones sociales. La crisis que vivieron los vecinos de los barrios residenciales tuvo como principal recurso las redes familiares, que fueron intensificadas a partir de los vínculos cercanos que existían. Así, antes que en instituciones de apoyo secundarias, estatales o de otro cuño, las personas se refugiaron en estas formas primarias. Para el caso de vecinos de otras zonas de la ciudad, el refugio principal fue el barrio, expresado centralmente en la Junta de vecinos.

Pero al mismo tiempo, a lo largo de la crisis, las personas se atrincheraron en sus redes más cercanas y se alejaron de los “otros”. Es como si el vendaval gatillara una reproducción extrema, incluso corporativa, de las redes sociales. De ahí que este proceso también acrecentó la distancia de parte de los consumidores con otros sectores: comerciantes, principalmente minoristas, y campesinos. Surge en la memoria de los vecinos aparece con fuerza – como en el caso de la comida que vimos en el capítulo anterior– una mirada polarizada entre “ultra egoísmo y ultra cooperación”. Esta imagen remite a la sensación de cercanía con los vecinos y a la distancia con los choferes.

El transporte muestra, también, la importancia del pluralismo asociativo y las formas de cooperación. En varios barrios de la zona sur, los vecinos se organizaron –algunas veces a través de las Juntas de vecinos, la mayor parte a partir de las relaciones vecinales con los residentes

más cercanos— para contratar buses colectivos que los llevaban a sus fuentes de trabajo y los devolvían a sus barrios. A su vez, la importancia de movilizarse en autos particulares se intensificó a niveles estructurales. La práctica de “ir a dedo” se convirtió en un canal central para moverse por la ciudad. Los autos particulares nunca iban vacíos, siempre llevaban a todos los que pudieran en el camino. La gente salía a recorrer la ciudad confiada en esta práctica; sino había suerte “haciendo dedo” se caminaba largas horas, usualmente en grupos de varias personas que conversaban durante el recorrido.

Pero además de esta cercanía, también existían separaciones concretas. Por un lado, la distancia entre los “vecinos” y los “no vecinos”. A lo largo de los distintos barrios pero con mayor énfasis en la zona sur de la ciudad, los procesos de organización colectiva separan a los vecinos de los trabajadores de esos barrios —las iniciativas desarrolladas son solo para los primeros. A su vez, la situación precaria y contenciosa entre el gobierno, los choferes y los vecinos, contribuyó a construir la imagen de los choferes, desde la perspectiva de los vecinos, como la de una “mafia desalmada y abusiva”. Este alejamiento se ha ido consolidando en el tiempo.

Orden desde abajo

A pesar que la situación en relación al acceso de los alimentos fue tornándose cada vez más difícil, casi extrema, no se registraron saqueos a lo largo de la ciudad. A diferencia de otros países latinoamericanos donde, en coyunturas inflacionarias parecidas, estas acciones proliferaron, en Bolivia el orden social se mantuvo incluso en los momentos más álgidos.

El orden se organizaba desde abajo, particularmente a partir de organizaciones sociales protagónicas durante el periodo, como las Juntas de vecinos. Al respecto, el tema del pan es un lente privilegiado para observar y comprender este proceso.

El acceso a la harina como al pan elaborado era un problema cotidiano. Debido a que la harina estaba subsidiada, su distribución era muy difícil porque buena parte de la dotación se desviaba para el contrabando. El proceso de reparto, en principio, en el gobierno a través de funcionarios y militares. Sin embargo, el Estado no tenía ni la capacidad ni la confianza de la sociedad civil para emprender estas acciones de manera satisfactoria. De allí que en la práctica,

la organización y distribución de la harina se fue concentrando en las juntas de vecinos. Los testimonios recabados en este estudio confirman la importancia de estas organizaciones barriales en el reparto de la harina.

A su vez, el proceso de distribución de pan se complicó durante el periodo. Como hemos visto a lo largo del capítulo, en muchos barrios de la ciudad las personas formaban largas filas desde tempranas horas de la mañana para acceder a este alimento esencial. De nuevo, los datos empíricos confirman la importancia de las Juntas de vecinos en el reparto de estos bienes. Si en los barrios residenciales el acceso surgía de la posibilidad de comprar panes especiales y los del mercado negro, en los barrios populares la distinción entre orden y desorden surge en relación a la importancia de las Juntas de vecinos. En los testimonios aparece una clara diferencia al respecto: los barrios “unidos” y organizados en torno a las Juntas de Vecinos en contraposición a los barrios donde estas organizaciones no tenían una presencia fuerte.

Capacidad de locomoción

A pesar de la compleja situación que se vivía en relación al transporte urbano en la ciudad, como resultado de la pérdida de centralidad política y las penurias económicas que sufrieron los choferes, la movilidad urbana nunca se detuvo. Aun cuando el servicio se volvió cada vez más episódico e inestable, los vecinos de la ciudad, en función de sus posibilidades y localizaciones, siguieron transitando por la ciudad con diferentes estrategias y recursos.

La Paz en ese momento es una ciudad que se puede caminar para la mayor parte de los vecinos. Con las excepciones de El Alto –donde se ubicaban buena parte de las personas más pobres de la ciudad, particularmente en los distritos más alejados– y de la zona Sur –donde se ubicaban, al contrario, los vecinos de las capas más acomodadas de la ciudad–, el resto de las zonas y barrios permitían el acceso a los tres *centros* de la ciudad donde se concentraban las más importantes actividades laborales, educativas y comerciales cotidianas. La importancia de la localización adquiere así una importancia central en la experiencia urbana. De allí que para buena parte de los vecinos, la ciudad sea una ciudad accesible y cercana aun cuando el servicio de transporte estuviera desfalleciente. A su vez, hay un recuerdo parejo de una ciudad segura, que se puede caminar prácticamente por cualquier parte –con excepción de los espacios restringidos y claramente identificados como “zonas peligrosas”– y a cualquier hora. Esta

sensación atraviesa a hombres y mujeres. La ciudad de noche es un espacio de libertad y de diversión, no de peligro y miedo –ese había sido un atributo de la dictadura y sus agentes privilegiados: los paramilitares.

Aun cuando estos son rasgos más o menos generales de la experiencia urbana de los paceños, es indudable que existen diferencias constitutivas en la capacidad de movilización de los vecinos de las distintas zonas de la ciudad. Mientras para los barrios pobres alejados la única posibilidad era aguantar el precario servicio de los choferes, en los barrios privilegiados la cercanía con los centros y las estrategias que permitían las redes sociales les permitían obviar el servicio. Para unos era una ciudad lejana, de difícil tránsito, de esperas y aglomeraciones; para otros era una ciudad cercana, accesible para los lugares más importantes y, si estaban alejados, con recursos colectivos para moverse sin tantos problemas. Para unos era una ciudad en la cual era difícil emprender sus actividades cotidianas y establecer contacto con amistades y familiares; para otros era una ciudad que, a pesar de la depauperación del sistema de transporte y la crisis cotidiana de paros y huelgas, todavía permitía emprender sus actividades cotidianas con relativa normalidad.

También, a pesar de que no era una ciudad extendida, la localización se vincula con la segregación territorial como uno de los patrones residenciales de La Paz. Más que por las características del servicio, la capacidad de movilidad de las personas estaba definida principalmente por la localización de su vivienda y los recursos de las redes sociales a las que pertenecían.

Antes que las propiedades del sistema de transporte, la cercanía y las vías de comunicación entre los barrios con los *tres centros* de la ciudad definen la experiencia urbana de sus habitantes; dependiendo de estas variables, las personas transitan una ciudad que sienten cercana y accesible mientras que para otros es una ciudad alejada y muchas veces inaccesible. En este contexto, el transporte no aparece como un aspecto definitorio. Si tradicionalmente el servicio era precario para todas las zonas de la ciudad, con la crisis el servicio empeoró aún más. De allí que lo que defina la experiencia urbana sea la cercanía antes que los medios de transporte. La capacidad de locomoción se convierte en uno de los recursos centrales de las personas. Para algunos La Paz es una ciudad que se puede caminar, para otros es una ciudad en la cual hay que esperar horas la aparición de un colectivo que los pueda acercar a la urbe. Mientras para los barrios pobres alejados la única posibilidad era aguantar el precario servicio

de los choferes, en los barrios privilegiados la cercanía con los centros y las estrategias que permitían las redes sociales les permitían obviar el servicio. Para unos era una ciudad lejana, de difícil tránsito, de esperas y aglomeraciones; para otros era una ciudad cercana, accesible para los lugares más importantes y, si estaban alejados, con recursos colectivos para movilizarse sin tantos problemas. Para unos era una ciudad en la cual era difícil emprender sus actividades cotidianas y establecer contacto con amistades y familiares; para otros era una ciudad que, a pesar de la depauperación del sistema de transporte y la crisis cotidiana de paros y huelgas, todavía permitía emprender sus actividades cotidianas con relativa normalidad.

Además hay que añadir la geografía local tan particular de La Paz. En medio de las montañas, cruzada por varias cañadas a lo largo de su territorio, la ciudad se divide todo el tiempo a pesar de su corta extensión. Así, las distancias entre dos barrios contiguos pueden ahondarse por un barranco que interrumpe la continuidad. De allí que el esquema general del territorio sea particular: el centro, la periferia y la ciudad satélite –para nuestro caso, El Alto– reproducen formas convencionales de otras ciudades en términos de distancia pero la constitución de las zonas comerciales y los barrios comerciales desarrolla sus principios con una lógica central de la cercanía con los *centros* de la ciudad. Lo que define a la ciudad, en estos términos, son los grados desiguales de movilidad de la población.⁶⁶⁶

La distinción al respecto aparece con la zona Sur, una forma particular de suburbio. Definida por su distancia con las partes neurálgicas de la ciudad, sus habitantes lograron eludir este alejamiento a partir de estrategias, principalmente de cooperación y coordinación, que movilizaban a partir de sus recursos sociales –principalmente la robustez de sus redes sociales–. Aunque la ubicación era difícil y la capacidad de locomoción, limitada, en términos estructurales los grados de movilidad eran fluidos y ni siquiera se detuvieron con la crisis del sistema de transporte de la ciudad. En ese sentido, hay una relación particular en La Paz con los suburbios residenciales.

⁶⁶⁶ Robert Ezra Park, “La comunidad urbana como modelo espacial y orden social”. En Robert Ezra Park, *La ciudad y otros ensayos de ecología urbana*, Barcelona, Ediciones del Serbal, 1999, p. 93-94

2. Transición democrática, medios y diversión

Cuando se pone el foco en el ejercicio de las libertades individuales y la búsqueda de nuevas experiencias –para nuestro caso, en relación a los medios impresos y a las actividades recreativas nocturnas–, se observa un proceso de apertura después de un largo periodo de gobiernos dictatoriales marcados por la represión. Esto se constata principalmente en la aparición de nuevas publicaciones, con contenidos políticos y sexuales antes prohibidos, y en la noche, que se convierte en un espacio abierto que ofrece un abanico de novedosas y múltiples posibilidades.

La ampliación de la esfera pública

A pesar de las oscilaciones entre la democracia y la dictadura, en el primer lustro de los años ochenta se vivió un inédito proceso de ampliación de la esfera pública. Esta ampliación tuvo diferentes andariveles y características: se expresó a través de nuevos contenidos morales y políticos que no habían tenido presencia en los medios impresos y a través del incremento de la programación a partir de la aparición de varios canales de televisión privados.

Para el caso de la prensa escrita, como mencionamos, los casos del suplemento cultural *Semana* y del semanario político *Aquí* son ilustrativos de esta ampliación. En el primer caso, la publicación de desnudos en primera plana –acompañando contenidos culturales y urbanos de primera importancia– significó un quiebre que suscitó furor y debates acalorados. En el segundo caso, surgió un espacio de militancia y crítica radical marxista que no existía hasta el momento, los círculos izquierdistas –con la esperanza de la revolución a la vuelta de la esquina– encontraron en este medio el refugio para ejercer la esperanza y pedir cuentas a las dictaduras de años pasados.

Para el caso de la televisión, en el marco de un gobierno débil sin capacidad regulatoria, surgieron *de facto* varios canales privados que transformaron la programación cotidiana. Después de una década de contar con un solo medio en la grilla, el canal estatal, los vecinos de la ciudad experimentaron una realidad cambiante marcada por la diversidad de opciones en la programación. La cantidad de programas y publicidades aumentaron progresivamente e influyeron definitivamente en las prácticas de los habitantes de la ciudad. En el recuerdo de las personas aparece todo el tiempo esta nueva presencia cotidiana en los hogares.

La búsqueda de nuevas experiencias

Más acá de las oscilaciones entre la democracia y la dictadura, expresadas crudamente en la euforia del breve gobierno civil de 1979 y la más violenta represión paramilitar de la dictadura de 1980, el primer quinquenio de la década de 1980 sin duda es un momento donde la vida social se presenta como un momento de nuevas experiencias cotidianas.

La sociabilidad (re)encontró su rumbo en un nuevo marco de tranquilidad y libertad que devolvió la importancia de la calle, la amplitud de la noche, la diversidad de opciones. En la memoria de las personas hay un parejo sentimiento de libertad y oportunidades con el retorno de la democracia, de allí que el golpe de Estado protagonizado por García Meza y sobre todo el toque de queda resultante, sean recordados con tanta tristeza, como el detenimiento de esas posibilidades que se abrían a las personas. Después de la dictadura, esa sensación de libertad se difuminará en distintas posibilidades: para algunos la libertad volverá con más fuerza pero para otros será la expresión de una noche dividida por el acceso a los dólares y de una oportunidad perdida en términos políticos. Más acá de las diferencias, los vecinos disfrutaron una nueva situación política que significó el encauzamiento de la cotidianidad urbana en un marco de libertades individuales después de casi dos décadas de dictadura.

La noche se abrió como un espacio inédito que ofrecía múltiples posibilidades recreativas. La diversión salió de su lugar privilegiado, el hogar, y transitó a la calle en distintos recorridos y prácticas. Después de un largo periodo de dictaduras, y particularmente después de experimentar un toque de queda inédito por su intensidad y represión, la calle retomó protagonismo y se convirtió en el centro de la recreación nocturna. Los vecinos de la ciudad encontraron en ella sus lugares de reunión, sus puntos de encuentro y sus recorridos recreativos. Espacio de sociabilidad central, las actividades recreativas nocturnas se desplegaban en diversas formas siempre con ella como espacio central de encuentro.

A su vez, surgieron una serie de nuevas actividades recreativas en salones y locales de diversa índole. A los tradicionales bares, cantinas y tugurios para hombres y a las típicas chicherías se sumaron las discotecas –que suscitaron el furor de los jóvenes de barrios residenciales que hacían largas colas para bailar al ritmo de la música disco de moda, popularizada por películas como *Saturday Night Fever*–, los *chojchos* –donde jóvenes de diversos oficios y empleadas domésticas rebalsaban los locales particularmente los domingos– y bares nuevos “a la europea” –donde vecinos y residentes extranjeros bebían cervezas en un

ambiente destino a los tradicionales bares del centro. Con todas estas nuevas posibilidades, la noche se convirtió en un momento de múltiples posibilidades.

Lo mismo sucedió con el consumo de drogas. En un momento cuando todavía no se había instalado la “guerra contra las drogas” y las preocupaciones del Estado, sea en democracia o en dictadura y en distintos niveles y magnitudes, se concentraba en el tráfico internacional, el consumo de drogas no es un problema social. El resultado era que los consumidores solo eran tratados como “vagos” y pasaban algunos días en celdas policiales –todavía no existía la ley 1008, promulgada recién en 1988, que debido a su brumosa formulación penaliza con penas de cárcel a consumidores ocasionales. Además no hay una concepción del consumo como enfermedad o adicción, como me repitieron varias veces, de distintas formas: “no había drogadictos”. A su vez, tampoco hay una preocupación mediática ni científica en relación al tema. Como consecuencia, el consumo de drogas transcurría en un ambiente de libertad que permitía su uso con tranquilidad. De allí que las drogas sean también un canal para vivir nuevas experiencias.

3. La experiencia urbana más allá de las “dos Bolivias”

Lo que está en el fondo de nuestra investigación es cómo la experiencia urbana en un medio tremendamente diverso –ya sea en términos de clase o de “raza/etnia”, dependiendo de la corriente con la que se ve la ciudad– es una experiencia que *sobrepasa* esas diferencias y construye una vida cotidiana colectiva marcada por condiciones y situaciones bastante más concretas de los que se suele pensar. La ciudad de La Paz como un espacio donde convergen distintas procedencias, distintas “etnias”, distintas “clases”, construye la experiencia real, y también sus formas estructurales, o si se quiere ir más lejos, sus mecanismos de integración a partir de cambios estructurales concretos, en nuestro caso, de magnitud trascendental como fueron el retorno a la democracia y la hiperinflación. Las formas, las redes, los vínculos, las estrategias que de esas condiciones emergen son las que constituyen la vida social –y tal vez se podría agregar: no las esencias identitarias ni las revisiones victimizantes–.

La experiencia urbana, anclada en factores estructurales, define la vida de las personas antes que las identidades –sobre todo las autorreferenciales–. Esta constatación bastante obvia es en estos momentos es objeto de disputa en Bolivia, y es posible inferir esta realidad al resto

de buena parte de la academia mundial. Frente a la ola de esencialismo, victimización y activismo, pensamos que las ideas de Carlos Real de Azúa cobran especial relevancia en nuestros tiempos: “Creo sin vanidad que esta amortización (sino demolición) de las precedentes claves lleva como de la mano a una noción mucho más aséptica, menos dramática y, sobre todo, más arbitral que las anteriores. Llamémosla situación si el enfoque de nuestro continente y sus males desdeña o renuncia calar en el tiempo y sólo en forma estrictamente actual presenta sus ingredientes, su intrincada contextura, su juego de relaciones con todo el contexto mundial que nos rodea. Llamémosla condición si, por el contrario, otea los factores estables que los perfilan”⁶⁶⁷

Así, lo que esta investigación muestra tal vez como telón de fondo es que, a pesar de las inevitables jerarquizaciones y divisiones, la ciudad es una experiencia compartida que implica una libertad y una cerrazón al mismo tiempo. La experiencia cotidiana se desenvuelve en medio de una diversidad de situaciones y condiciones sociales –a lo largo del día– pero esa diversidad encuentra al mismo tiempo su resguardo en las redes próximas, en los espacios más cercanos de cobijo social. Y tal vez ambos aspectos se expresan con mayor intensidad, casi como un tipo ideal, en tiempos extremos como los que transitó Bolivia y La Paz a mediados de la década de 1980.

El estudio también permite comprender algunas de las características de las formas de orden en la ciudad. Aún en tiempos de crisis aguda, en tiempos desintegración material y simbólica, las formas de integración se mantuvieron, más allá de la diferencia con la que se vivió la crisis. En una ciudad habituada también al orden propio, poco cercano al Estado, a pesar de la larga dictadura de Banzer y la locura frenética de García Meza y Arce Gómez, las formas “propias” de organización –con sus principios de solidaridad y especulación, de aperturas y cerrazón– subsistieron más allá y a pesar del descalabro financiero y el horror estatal.

Al final de todo, ese ha sido el objetivo de este estudio: mostrar la situación y condición de la ciudad de La Paz en un momento definitivo y extremo de su historia reciente, y demostrar cómo ese momento definió en gran medida la vida cotidiana de esta ciudad. Una ciudad donde

⁶⁶⁷ Carlos Real de Azúa, *Historia visible e historia esotérica: Personajes y claves del debate latino-americano*. Montevideo, Arca-Calicanto, 1975, p. 42.

la experiencia urbana sigue enfrentando desafíos como el golpe de Estado de 2019 o la pandemia que todavía no termina de terminar.

4. Algunas vetas de investigación

Aun cuando este estudio se concentró en la influencia de la transición democrática y la hiperinflación, se identificaron, a partir de los datos recopilados, algunos procesos de la vida cotidiana que no cambiaron por la crisis sino por procesos particulares internos que, rápida y provisoriamente, podrían denominarse como de modernización. Al respecto, surgen algunas vetas de investigación sobre las cuales vale detenerse un momento.

Para el caso de la televisión, en 1984, en medio de la crisis política y económica, ante la impotencia estatal, empresarios privados implementaron, “de facto”, varios canales nuevos. Esto cambió radicalmente la oferta y aumentó la importancia y consumo de televisión. Algunos temas que saltan a la vista para investigaciones futuras son los vínculos con el consumo, las propiedades estructurales de la recepción social ante el crecimiento de los canales y las causas y posibilidades de una inversión tan grande en tiempos de crisis económica general en el país. A su vez, estudios que muestren la cara interior de un mundo exteriorizado: el entretenimiento en los hogares, a través de un análisis la televisión, a partir de los espectadores desde el fútbol a la política. Por último, acompañando este proceso, parece ser una veta particularmente importante la aparición del video como forma de arte pero también como forma de consumo – la proliferación del Betamax y el VHS.

Para el caso de las drogas, la libertad que acompañaba el consumo, fruto de la legislación relajada, la inexistencia de una concepción social negativa y la ausencia de una mirada mediática y científica sobre la drogadicción, cambió radicalmente con la aplicación de la guerra contra las drogas apenas unos años después. Desde 1985, las campañas de concientización y de tratamiento terapéutico sobre la drogadicción remataron con la ley 1008 en 1988, una regulación altamente punitiva que prácticamente iguala el consumo al tráfico en términos de las penas atribuidas a ambas prácticas. Al respecto, se abre toda una veta de estudios para comprender las implicaciones y principios de esta transformación estructural desde distintos procesos que involucran a la opinión pública, los organismos internacionales de financiamiento

–particularmente USAID– y las formas legales y punitivas del Estado boliviano –desde el campo judicial hasta la sobrepoblación carcelaria–.

Para el caso del fútbol, desde su organización competitiva institucional en las primeras décadas del siglo XX, la competición federada se organizaba en campeonatos locales, en varias divisiones, con un campeonato nacional, de menor importancia. En La Paz ir al estadio, que aún tenía capacidad para 25000 personas, era un rito familiar y amical; competían una diversidad de equipos –clubes de la ciudad, clubes estatales, clubes gremiales– que tenían sus propias aficiones; existían muchas divisiones para que los jugadores participen del torneo. Con la creación de la Liga Nacional del Fútbol Boliviano en 1977, esta realidad cambió y el fútbol se constituyó en un deporte de masas: el campeonato local perdió importancia y la competencia nacional fue el centro de la competición federada. El estadio, con capacidad para 50000 personas después de su remodelación para los Juegos Bolivarianos del mismo año perdió su carácter “ritual” y se convirtió en un espectáculo más limitado; la afición se concentró en los equipos que participaban de los torneos nacionales (particularmente Bolívar y The Strongest) y muchos clubes fueron perdiendo importancia; con el crecimiento de esta competencia los equipos se fueron reforzando con futbolistas extranjeros y las vías para competir profesionalmente se limitaron para los jugadores. Los primeros años de la Liga concitaron un enorme entusiasmo y el fútbol se consolidó como un deporte de masas con el ingreso de la televisión y las formas de competencia definidas. Todo este proceso abre una veta fecunda para comprender en términos concretos la sociogénesis de un deporte espectáculo.

5. Cuestiones faltantes y aspectos que salen de nuestro objeto

Como se ha mencionado antes, el punto ciego más importante de esta investigación han sido los procesos ilegales, principalmente de especulación, durante el periodo. Desde negociados grandes hasta prácticas cotidianas, este es un aspecto que nos ha sido imposible aprehender en los testimonios y documentos. En ese sentido, la experiencia urbana que reconstruye este estudio no contempla estos procesos centrales de la situación. Más que tratar de *parchar* estas falencias, hemos explicitado esta ausencia desde el principio y la hemos incorporado como un elemento reflexivo más en el proceso de análisis. Desde este punto de vista, es un tamiz que cubre una parte de las relaciones sociales, sobre todo en el caso de los intercambios, como en el tema de la comida. A pesar de ser una ausencia importante creemos

que no invalida las conclusiones estructurales a las que arriba este trabajo.

Por las características mismas del objeto de estudio, enfocado en el espectro del tiempo libre, el mundo del trabajo ha quedado fuera de nuestra indagación. Mencionamos esto no para puntualizar lo obvio sino para sugerir la necesidad de investigaciones que se acerquen a él desde la vida cotidiana. Un resultado colateral del balance del estado de la cuestión ha sido justamente la ausencia de estudios desde este enfoque. Al principio del trabajo de revisión bibliográfico, antes de terminar de definir el tema y problema de nuestra investigación, encontramos una profusa cantidad de estudios que se acercaban a este mundo “desde arriba” y la casi total inexistencia de investigaciones que traten de comprenderlo desde las experiencias mismas de los trabajadores.

Hay otro aspecto que conviene enfatizar. Este estudio ha sido también un intento por poner a prueba la posibilidad de emprender un trabajo en base a las fuentes oficiales del Estado boliviano. El resultado, como se muestra en detalle en el Apéndice metodológico, ha sido desalentador. Como dice Spedding: “La producción y conservación de documentos oficiales tiene una correlación directa con el grado de centralismo y continuidad del gobierno”.⁶⁶⁸ Para nuestro caso, en un periodo definido por regímenes autoritarios y democráticos fugaces, se observa con claridad las precarias condiciones para archivar información mínima. Aunque justamente esas características de la época complejizaron aún más las características de los archivos, en realidad se puede postular que a lo largo del siglo XX, y también ahora en el XXI, el Estado boliviano enfrenta problemas crónicos en relación al almacenaje y conservación ordenada de sus documentos.

Durante la parte del trabajo de campo que emprendimos en los archivos hemos constatado directamente estas ausencias. No existen estadísticas mínimas sistematizadas más allá de los censos nacionales, una parte de los expedientes judiciales se encuentran abandonados en depósitos cerrados y no han sido digitalizados, programas, proyectos y diagnósticos emprendidos durante la época aparecen citados en notas de periódico pero es imposible encontrarlos en los ministerios correspondientes. Es inevitable, entonces, sugerir la urgente necesidad de emprender un proceso orgánico vinculado a las políticas de archivo del Estado

⁶⁶⁸ Alison Spedding “Quemar el archivo: un ensayo en contra de la Historia” en *Temas Sociales* 24, La Paz, IDIS UMSA, 2004.

boliviano para tratar de mejorar las condiciones de la información que se guarda y ordena.

Queda una última limitación que mencionar: como mencionamos en la introducción de este estudio, esta investigación se concentró en los usuarios. En ese sentido han quedado fuera del análisis los comerciantes, los choferes, los campesinos, los políticos. Las razones, explicitadas al principio de este documento, se vinculan con dos procesos. Por un lado, con la imposibilidad de acceder a entrevistas que brinden datos densos y estables con estos actores por las características complejas, muchas veces opacas e incluso ilegales, que les tocaron vivir durante el primer lustro de la década de 1980. Por otro lado, por la imposibilidad de extender el trabajo de campo a las áreas rurales circundantes a la ciudad de La Paz ha sido imposible entrevistar a campesinos sistemáticamente (solamente hemos establecido algunas conversaciones informales con residentes paceños –campesinos durante la década de 1980–). Conviene recordar estas ausencias para puntualizar la necesidad de emprender investigaciones que se concentren en la vida cotidiana de estos autores que no han podido ser incluidos en este estudio. Por ejemplo, cómo vivieron el periodo los campesinos, que experimentaron de manera inédita un aumento de los precios de los alimentos que comerciaban, cómo enfrentaron la situación de escasez y oscilación de los precios los comerciantes de la ciudad o cómo aprovecharon la información privilegiada que poseían los funcionarios de gobierno.

Con este trabajo hemos intentado mostrar cómo vivieron los habitantes de la ciudad de La Paz un periodo difícil, marcado por la incertidumbre política y económica. Hemos tratado de explicitar las maneras en que capearon la crisis, mantuvieron el orden, se movieron por la ciudad y conocieron nuevas experiencias. Este estudio ha sido un intento por mostrar las formas sociales esenciales de esta ciudad, los principios que de alguna manera la constituyen, incluso en los momentos más difíciles.

Bibliografía

Libros

ABERCOMBRIE Thomas, *Caminos de la memoria y del poder: etnografía e historia en una comunidad andina*, La Paz, IFEA/IEB/ASDI, 2006.

ACHÁ Gloria, *Consumo y consumidores de drogas en Bolivia*, La Paz, CEDD/Acción Andina, 2014.

ALBÓ Xavier, GREAVES Tomas y SANDOVAL Godofredo, *Chukiyawu: la cara aymara de La Paz* (cuatro tomos), La Paz, CIPCA, 1981-1982.

ALBÓ Xavier y PREISWERK Matías, *Los señores del Gran Poder*, Bolivia, Centro de Teología Popular, 1986.

ALBO Xavier y BARNADAS Josep, *La cara india y campesina de nuestra historia*, La Paz, UNITAS-CIPCA, 1990.

ALCARAZ Franklin *et. al. Estudio comparativo. Consumo de Alcohol, tabaco, cocaína y otras drogas en Bolivia. 1992-1996-1998-2000-2005*, La Paz, Centro Latinoamericano de Investigación Científica, 2005.

ALCARÁZ Franklin y SEMPETEGUI Silvia, *Consumo de drogas en Bolivia, 1992-2010 Estudio Urbano población de 12 a 65 años*, La Paz, Centro Latinoamericano de Investigación Científica, 2010.

ARANIBAR Ernesto, *Del péndulo al cubo: la configuración de un mercado nacional en un marco transnacional*, La Paz, 3600, 2016.

ARAUJO Kathia y MARTUCCELLI Danilo, *Desafíos comunes: Retrato de la sociedad chilena y sus individuos* (Dos tomos), Santiago de Chile, LOM, 2012.

ASOCIACIÓN DE FAMILIARES DE DETENIDOS DESAPARECIDOS Y MÁRTIRES POR LA LIBERACIÓN NACIONAL (ASOFAMD), *Para que no se olvide la dictadura de García Meza*, La Paz, ASOFAMD, Bolivia, 1997.

ASOCIACIÓN DE FAMILIARES DE DETENIDOS DESAPARECIDOS Y MÁRTIRES POR

LA LIBERACIÓN NACIONAL (ASOFAMD), *Informe sobre las desapariciones forzadas en Bolivia*, La Paz, Capítulo Boliviano de Derechos Humanos, 2007.

ASOCIACIÓN PRO-DERECHOS HUMANOS: BOLIVIA, *El gobierno de Banzer y la violación de los derechos humanos*, Madrid, s/e., 1977.

BAPTISTA GUMUCIO Mariano, *Última Hora: un periódico en las encrucijadas de la vida boliviana*, La Paz, Última Hora, 1982.

BAPTISTA GUMUCIO Mariano, *Breve historia contemporánea de Bolivia*, México D.F., Fondo de Cultura Económica, 1996.

BASCOPE ASPIAZU René, *La veta blanca: coca y cocaína en Bolivia*, La Paz, Ediciones Aquí, 1982.

BASCOPE ASPIAZU René, *La tumba infecunda*, Cochabamba, Los amigos del libro, 1985.

BASCOPE ASPIAZU René, *Los rostros de la oscuridad*, (Segundo premio en novela del XII concurso de literatura “Franz Tamayo”, 1978), La Paz, Honorable Alcaldía de La Paz, 1988.

BASUALDO Marco, *Medio siglo de rock boliviano*, Cerro Azul, La Paz, 2015 (2003).

BLANCO Carlos y SANDOVAL Godofredo, *La alcaldía de La Paz: Entre populistas, modernistas y culturalistas*, La Paz, ILDIS-IDIS, 1993.

BEDREGAL Guillermo, *Dialéctica de la hiperinflación en Bolivia*, La Paz, Juventud, 1987.

BEDREGAL VILLANUEVA Juan Francisco, *Arqueología de los imaginarios urbanos de la modernidad en la ciudad de La Paz*, La Paz, EDOBOL, 2009.

BOLIVIA, CORTE NACIONAL ELECTORAL (CNE), *Atlas electoral de Bolivia: elecciones generales 1979 - 2009, asamblea constituyente 2006*, La Paz, CNE, 2010.

BOLIVIA, INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), *Resultados del censo nacional de población y vivienda 1976*, La Paz: INE, 1978.

BOLIVIA, INSTITUTO NACIONAL DE ESTADÍSTICA (INE), *Censo nacional de población y vivienda: Bolivia: Distribución de la población*, La Paz: INE, 2004.

BRUN TORRICO Percy y PÉREZ IRIBARNE Eduardo, *Fides: combate permanente*, La Paz, Fides, 2014.

CALDERÓN Fernando, *La política en las calles*, Cochabamba, CERES, 1983.

CAMBIASSO Norberto y GRIECO Y BAVIO Alfredo, *Días felices: Los usos del orden: de la Escuela de Chicago al funcionalismo*, Buenos Aires, EUDEBA, 1999.

CANELAS ORELLANA Amado y CANELAS ZANNER Juan Carlos, *Bolivia: Coca Cocaína*, Bolivia, Los amigos del libro, 1983.

CAREAGA Juan, *Estabilización y Desarrollo*, La Paz, Los Amigos del Libro, 1996.

Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), *Los desastres naturales de 1982-1983 en Bolivia, Ecuador y Perú*, s/l., CEPAL, 1987.

CODEX (Consultora boliviana), *Marginalidad y salud: La situación de los barrios marginales de La Paz*, La Paz, 1975.

COSER Lewis (ed.), *The Idea of Social Structure: Papers in Honor of R.K. Merton*, New York, Routledge, 1975.

CUADROS BUSTOS Álvaro, *La Paz*, La Paz, Facultad de Arquitectura y Arte / Universidad Mayor de San Andrés, 2002.

DE CERTEAU Michel, *La invención de lo cotidiano*, México, Universidad Iberoamericana / ITESO / Centro Francés de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, 1990 (1980).

DEL OLMO Rosa, *Los Discursos Sobre la Droga*, La Paz, HISBOL, 1989.

DI MEGLIO Gabriel y SERULNIKOV Sergio (comp.), *La larga historia de los saqueos en la Argentina: De la Independencia a nuestros días*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2017.

DUNKERLEY James, *Rebelión en las venas*, La Paz, Plural, 1987.

ELIAS Norbert y DUNNING Eric, *Deporte y ocio en el proceso de civilización*, México, Fondo de Cultura Económica, 1995 (1986).

ESCOBARI Laura, *Historia de la industria molinera de Bolivia*, La Paz, ADIM, 1987.

FITZPATRICK Sheila, *La vida cotidiana durante el estalinismo: Cómo vivía y sobrevivía la gente común en la Rusia soviética*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2019 (1999).

FLORES Juan Carlos, *Historia de la televisión en Bolivia*, La Paz, 3600, 2019.

FOOTE WHYTE William, *La sociedad de las esquinas*, México, Diana, 1971 (1943).

FRANQUEVILLE André y AGUILAR Gloria, *El Alto de La Paz: migraciones y estrategias alimentarias en Bolivia*, La Paz, INAN / ORSTOM, 1988.

FUGUET Alberto, *Mala onda*, Buenos Aires, Alfaguara, 1991.

GALBRAITH John Kenneth, *El dinero: de dónde y adónde fue*, Barcelona, Ariel, 2014 (1976).

GAMARRA José, *Bolivia olímpica: el fascinante mundo del deporte*, La Paz, Comité Olímpico Boliviano, 1989.

GAMARRA Eduardo, *Entre la droga y la democracia*, La Paz, ILDIS, 1994.

GINER Salvador, LAMO DE ESPINOZA Emilio y LAMO DE ESPINOZA Cristóbal TORRES (eds.), *Diccionario de Sociología*, Madrid, Alianza, 1998.

GOBIERNO AUTÓNOMO MUNICIPAL DE LA PAZ (GAMLMP), *Mi barrio cuenta y yo cuento con mi barrio. Historia de 100 barrios paceños contadas por los propios vecinos*, La Paz, Gobierno Municipal y Autónomo de La Paz, 2009.

GOBIERNO AUTÓNOMO MUNICIPAL DE LA PAZ (GAMLMP), *Historia del transporte paceño*, La Paz, Gobierno Municipal y Autónomo de La Paz, 2014.

GOFFMAN Erving, *La presentación de la persona en la vida cotidiana*, España, Amorrortu, 2001 (1956).

GOSE Peter, *Aguas mortíferas y cerros hambrientos: Rito agrario y formación de clases en un pueblo andino*, La Paz, Mama Huaco, 2001.

GUTTENTAG Werner, *Bibliografía Boliviana (1962-2001)*, Bolivia, Los amigos del Libro. Fueron consultados los volúmenes de 1979 a 1985.

GUZMÁN Daniela, *La luz de la memoria: arte y violencia política*, La Paz, Museo Nacional

de Arte, 2012.

HALPERIN DONGHI Tulio, *Historia contemporánea de América Latina*, Madrid, Alianza, 1972 (1969).

HELLER, Agnes, *Sociología de la vida cotidiana*, Barcelona, Península, 1977 (1970).

HELLER, Agnes *La revolución de la vida cotidiana*, Barcelona, Península, 1994 (1982).

HONORABLE ALCALDÍA MUNICIPAL, *Diálogos con el vecindario paceño*, La Paz, Casa de la Cultura, 1980.

INSTITUTO DEL TRANSPORTE Y VÍAS DE COMUNICACIÓN (UMSA) - COMISIÓN ECONÓMICA PARA AMÉRICA LATINA Y EL CARIBE (CEPAL), *Subvención, regulación y propiedad del transporte colectivo en la ciudad de La Paz*, La Paz, 1991.

INSTITUTO PARA AMÉRICA LATINA (IPAL), *Políticas de televisión en los países Andinos*, Lima, IPAL, 1988.

IRUSTA MEDRANO Gerardo, *Memorias de un hombre de armas: Revelaciones del Gral. Lucio Añez Ribera*, La Paz, Edición del autor, 1990,

ITURRI SALMÓN Julio, *Los barrios paceños*, La Paz, Artística, 1987.

JAVEAU Claude, *Sociologie de la vie quotidienne*, París, PUF, 2011.

KLEIN Herbert, *Historia de Bolivia*, La Paz, Juventud, 1996 (1985).

LASERNA Roberto y VILLARROEL Miguel, *38 Años de conflictos sociales en Bolivia: Descripción general y por periodos gubernamentales*, Bolivia, CERES / COSUDE / IPD, 2008.

LASERNA Roberto, *El fracaso del prohibicionismo: Estudios socioeconómicos para una historia de las políticas antidrogas en Bolivia*, La Paz, Fundación Vicente Pazos Kanki, 2011.

LASERNA Roberto, *20 juicios y prejuicios sobre coca-cocaína*, Cochabamba, Novio y Clave, 1996.

LASERNA Roberto, *Crisis, democracia y conflicto social*, Cochabamba, CERES, 1985.

LAVAUD Jean-Pierre, *El embrollo boliviano: turbulencias sociales y desplazamientos políticos, 1952-1982*, La Paz, IFEA, 1998.

LAVAUD Jean-Pierre, *La dictadura minada: La huelga de hambre de las mujeres mineras en Bolivia, 1977-1978*, La Paz, Plural / IFEA / CESU, 2003.

LAZARTE Jorge, *Movimiento Obrero y procesos políticos en Bolivia: Historia de la Central Obrera Boliviana, 1952-1987*, La Paz, ILDIS, 1988.

LECHNER Norbert, *Los patios interiores de la democracia: subjetividad y política*, México, Fondo de Cultura Económica, 1990.

LEMA Gonzalo, *Que te vaya como mereces*, España, Roca editorial, 2017.

LAILER David, *The Demand for Money: Theories and Evidence*, International Textbook Company, New York, 1969.

LÓPEZ VIGIL José Ignacio, *Una mina de coraje: radios mineras de Bolivia*, Quito, ALER, 1985.

LEFEBVRE Henri, *Critica de la vida cotidiana*, México, Siglo XX, 1972 (1961).

LEFEBVRE Henri, *La vida cotidiana en el mundo moderno*, Madrid, Alianza Editorial, 1972 (1968).

LEFEBVRE Henri, *La Revolución Urbana*, Madrid, Alianza Editorial, 1972 (1970).

LORA Guillermo, *Historia del movimiento obrero boliviano 5*, La Paz, Masas, 1979.

MACHICADO Flavio, *Lecciones en democracia*, La Paz, COBOCE, 2014.

MARTÍNEZ, Fernando (ed.), *El cine según Eguino*, La Paz, Bolivia Lab, 2013.

MARTUCCELLI Danilo, *Sociologías de la modernidad: Itinerario del siglo XX*, Santiago de Chile, LOM, 2013 (1999).

MAYORGA René Antonio, *¿De la anomia política al orden democrático? Democracia, Estado y movimiento sindical*, La Paz, Cebem, 1991.

MAYORGA René Antonio, *Democracia a la deriva: Dilemas de la participación y concertación social en Bolivia*, La Paz, CLACSO / CERES, 1987.

MACUSAYA Carlos, *Batallas por la identidad: indianismo, katarismo y descolonización en la Bolivia contemporánea*, Lima, Hwan Yunpa, 2019.

MANZILLA Gezien, Marcelo: *Noticias de un asesinato*, La Paz, Plural, 2019.

MCFARREN Peter e IGLESIAS Fadrique, *Klaus Barbie: un novio de la muerte*, La Paz, Plural, 2014.

MESA José, GISBERT Teresa y MESA Carlos, *Historia de Bolivia*, La Paz, Gisbert, 2007.

METZGER Pascale *et.al.*, *La cuestión urbana en la región andina: Miradas sobre la investigación y la formación*, Quito, Pontificia Universidad Católica del Ecuador, 2016.

MITA LUNA Jorge Luis, *Historia del comercio minorista en la ciudad de La Paz*, La Paz, Instituto de Investigaciones Históricas – Carrera de Historia UMSA, 2020.

MOLINA Fernando, *Democracia e izquierda: el encuentro de dos tradiciones: 30+7 años de historia de la Friedrich Ebert Stiftung en Bolivia*, La Paz, FES, 2015.

MONRROY CHAZARRETA Manuel, *Ch'enko total: Las crónicas del Papirri Vol. 3*, La Paz, 3600, 2018.

MORALES Juan Antonio Morales y LA TORRE Gilka (comps.), *Inflación, estabilización y crecimiento: La experiencia boliviana de 1982 a 1993*, La Paz, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas (IISEC)/Universidad Católica Boliviana, 1995.

MURILLO Mario, *Medio siglo de sociología en Bolivia: una historia narrativa de la Carrera de Sociología de la UMSA*, La Paz, Plural, 2019.

PAREDES CANDIA, Antonio, *De ramerar, burdeles y proxenetas*, La Paz, Isla, 1998.

PARK Robert Ezra, *La ciudad y otros ensayos de ecología urbana*, España, Ediciones del Serbal, 1999.

PATZI PACO Félix, *Sistema Comunal. Una Propuesta Alternativa al Sistema Liberal. Una*

- discusión teórica para salir de la colonialidad y del liberalismo*, La Paz, CEA, 2004.
- PAULOVICH, *Conversaciones en el motel*, La Paz, Biblioteca Popular de Última Hora, 1976.
- PAZ GONZALES Eduardo, “Hacia un modelo de estructura de clases en Bolivia”, La Paz, Instituto de Investigaciones Sociológicas (IDIS) – Universidad Mayor de San Andrés (UMSA), 2022. Inédito.
- PAZ GONZALES Eduardo y RAMIREZ Sergio, *Los nietos del proletariado urbano*, La Paz, Centro de Investigaciones Sociales (CIS), 2020.
- PAZ RADA Eduardo, *Dialéctica de una aventura: Cincuenta años de historia de la Carrera de Sociología de la UMSA*, La Paz, Instituto Internacional de Integración del Convenio Andrés Bello, 2017.
- PAZ SOLDÁN Edmundo, *Río fugitivo*, Bolivia, Alfaguara, 1998.
- PRADO Gary y CLAURE Edgar, “*Han secuestrado al presidente*”, Santa Cruz, Punto y coma, 1990.
- PICO Josep y SERRA Inmaculada, *La Escuela de Chicago de Sociología*, España, Siglo XXI, 2010.
- PORRINI BERACOCHEA Rodolfo, *Montevideo, ciudad obrera. El tiempo libre desde las izquierdas (1920-1950)*, Montevideo, Universidad de la República de Uruguay, 2017.
- PROGRAMA DE LAS NACIONES UNIDAS PARA EL DESARROLLO (PNUD), *Tras las huellas del cambio climático en Bolivia Estado del arte del conocimiento sobre adaptación al cambio climático Agua y seguridad alimentaria*, La Paz, PNUD, 2011.
- PRUDENCIO, Cergio, *Hay que caminar sonando: Escritos, ensayos, entrevistas*. La Paz, Artelibro, 2010.
- QUINO Humberto *Fosa común (Antología)*, La Paz, Ediciones del taller, 1985.
- RAMOS Pablo, *Siete años de economía boliviana*, La Paz, Puerta del Sol, 1982.
- REAL DE AZÚA Carlos, *Historia visible e historia esotérica: Personajes y claves del debate*

latino-americano, Montevideo, Arca / Calicanto, 1975.

RECACOCHEA Juan, *Toda una noche la sangre*, La Paz, Plural, 2010 (1984).

REINAGA Fausto, *La revolución india*, La Paz, Fundación Amaútica Fausto Reinaga, 2001(1970).

RENÉ-MORENO Gabriel, *Anales de la prensa boliviana. Matanza de Yáñez, 1861-1862 (1866)*.

RIVADENEIRA PRADA Raúl, *Agresión Política: El proceso electoral 1989*, La Paz, Juventud, 1989.

ROTH Erick, *Prevalencia del consumo de drogas en la población de 14 a 22 años sujeta a educación institucional a nivel nacional*, La Paz, Dirección Nacional de Control de Sustancias Peligrosas. Manuscrito Inédito, 1980.

RODRÍGUEZ Huascar, *Bandidos y policías. La cuadrilla de Punata: una organización político-criminal en Cochabamba, 1890- 1899*, Santa Cruz, El País, 2016.

ROTH Erick y JUNG Jorge Eduardo, *El Panorama Actual de la Prevención del Consumo de Drogas en Bolivia*, La Paz, CIEC, 1995.

SAENZ Jaime, *Imágenes paceñas: Lugares y personas de la ciudad*, La Paz, Gobierno Autónomo Municipal de La Paz (GAMLP) / Plural, 2012 (1979).

SALAZAR Juan Carlos (coord.), *Presencia, una escuela de ética y buen periodismo*, Plural, La Paz, 2019.

SANCHEZ Ricardo, *Orígenes de la televisión boliviana*, La Paz, Prisa, 2010.

SÁNCHEZ SALAZAR, Gustavo, *Criminal hasta el final, Klaus Barbie en Bolivia*, Barcelona, Ediciones B, 1987.

SANDOVAL, Godofredo y SOSTRES, María Fernanda, *La ciudad prometida*, La Paz, ILDIS, 1989.

SANDOVAL Godofredo y AYLLÓN Virginia, *La memoria de las ciudades (Bibliografía*

urbana de Bolivia 1952-1991), La Paz, ILDIS / CEP, 1992.

SANDOVAL Godofredo y SARAVIA Joaquín, *Jacha Uru: La esperanza de un pueblo*, La Paz, CEP-ILDIS, 1991.

SEAMOS, *Narcotráfico en Bolivia: Resúmenes analíticos (1980-1993)*, La Paz, Seamos, 1993.

SEBRELI Juan José, *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación*, Buenos Aires, Sudamericana, 2003 (1964).

SILES SALINAS, Jorge, *Guía de La Paz*, La Paz, Plural, 2015 (1975).

SIMMEL Georg, *Sociología: Estudios sobre las formas de socialización* (Dos tomos), Madrid, Alianza Universidad, 1997 (1939).

SIMMEL, Georg, *Filosofía del dinero*, España, Capitán Swing, 2013 (1900).

SOLIZ Carmen, *Fields of Revolution: Agrarian Reform and Rural State Formation in Bolivia, 1935-1964*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2021.

SORIA GALVARRO, Carlos, *Barbie Altmann: de la GESTAPO a la CIA*, La Paz: Roalva, 1986.

SPEEDING Alison, *Estructura de la represión: Origen social y trayectoria jurídica de las procesadas bajo la Ley 1008*, La Paz, IDIS, 2000.

SPEEDING, *El viento de la cordillera*, La Paz, Mama Huaco, 2003.

SUAREZ Hugo José, *La Paz en el torbellino del progreso: Transformaciones urbanas en la era del cambio en Bolivia*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 2018.

SUSZ, Pedro, *Filmografía video boliviana básica (1904-1990)*, La Paz, Cinemateca Boliviana, 1991

TALLER DE HISTORIA ORAL ANDINA (THOA), *Los constructores de la ciudad: Tradiciones de lucha y de trabajo del Sindicato Central de Constructores y albañiles de La Paz (1908-1980)*, La Paz, THOA, 1986.

TASSI, Nico, *Cuando el baile mueve montañas: Religión y economía cholo-mestizas en La Paz, Bolivia*, La Paz, Praia, 2010.

THOMAS William Isaac, *On social organization and social personality*, Chicago, Chicago University Press, 1966.

TORANZO Carlos, *Nueva derecha y desproletarización en Bolivia*, La Paz, Offset Boliviana, 1989.

TORANZO Carlos Toranzo (ed.), *El difícil camino hacia la democracia*, La Paz, ILDIS, 1990.

TORREZ Yuri et.al., *La izquierda en el poder: O cuando los gobiernos progresistas lidian con lo popular en Bolivia (1943-2011)*, Cochabamba, Cuarto Intermedio / Kipus, 2013.

TORREZ GARAY Jorge Max, *Historia de la televisión en Bolivia: crisis de la televisión estatal y auge de la televisión privada*, Santa Cruz, Ediciones El Peto, 2013.

URIOSTE Miguel, *El Estado anticampesino*, Cochabamba, CINCO-ILDIS, 1984.

URQUIZO Carlos, *La Paz ¿Saco de aparapita o metrópoli andina?*, La Paz, FES-ILDIS, 2006.

VARGAS Manuel, *Estación terminal*, La Paz, 3600, 2018.

VARGAS Manuel, *Nocturno paceño*, La Paz, Correveidile, 2006.

VELÁSQUEZ-CASTELLANOS Iván y PACHECO TORRICO Napoleón (Coords.), *Un siglo de economía en Bolivia (1900-2015) Tópicos de historia económica* (Dos tomos), La Paz, Fundación Konrad Adenauer (KAS), 2018.

VIEZZER, Moema, *Si me permiten hablar: Testimonio de Domitila, una mujer de las minas de Bolivia*, La Paz, Biblioteca del Bicentenario, 2019 (1977).

PÁGINA 7, *30 años de democracia en Bolivia: Repaso multidisciplinario a un proceso apasionante*, La Paz, Página Siete, 2012.

VISCARRA Víctor Hugo, *Borracho estaba pero me acuerdo*, La Paz, Correveidile, 2001.

WOLF Mauro, *Sociologías de la vida cotidiana*, Madrid, Cátedra, 1982.

ZAMBRANA ROMÁN Jebner, *Guerra antidrogas: Entre halcones y palomas*, La Paz: Fondo Editorial de la Cámara de Diputados, 1996.

ZAVALETA MERCADO René, *Las masas en noviembre, Obras completas Tomo II: Ensayos 1975 – 1984*, La Paz, Plural, 2013 (1983).

ZAVALETA MERCADO René, *Lo nacional popular en Bolivia*, México, Siglo XXI, 1986.

ZEBALLOS Hernán, BALDERRAMA Felipe, CONDORI Bruno y BLAJOS Jorge, *Economía de la papa en Bolivia (1998-2007)*, Cochabamba, PROINPA, 2009.

Artículos y documentos de trabajo

BAPTISTA GUMUCIO Mariano, “Editorial del volumen de Bodas de Oro de Última Hora”, 30 de abril de 1979. En BAPTISTA GUMUCIO Mariano, *Última Hora: un periódico en las encrucijadas de la vida boliviana*, La Paz, 1982, pp. 17-19.

BARRAGÁN Rossana, “Más allá de lo mestizo, más allá de lo aymara: organización y representaciones de clase y etnicidad en La Paz”. En Ediciones Universidad de Salamanca *América Latina Hoy*, 43, 2006, pp. 107-130.

BELLO Giovanni, “Jaime Saenz y la contracultura”. Inédito.

CHAVEZ Gonzalo Chavez, “Alta inflación, hiperinflación y variabilidad de los precios relativos: El caso boliviano”, Documento de Trabajo, No. 05/89, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas (IISEC) / Universidad Católica Boliviana, La Paz, 1989, pp. 1-51.

COTTLE Patricia y RUIZ Carmen Beatriz, “La violenta vida cotidiana”. En ALBÓ, Xavier Albó y BARRIOS, Raúl Barrios (Coord.), *Violencias encubiertas en Bolivia 2*, La Paz, CIPCA-ARUWIRI, 1993, pp. 80-189.

Comisión económica para América Latina (CEPAL) (1987) *Los desastres naturales de 1982-1983 en Bolivia, Ecuador y Perú* (Documento de trabajo), pp. 1-227.

FERNANDES Agustín, *Apuntes y reminiscencias*. En *Revista Ciencia y Cultura* n.11, La Paz, Universidad Católica Boliviana, 2002, pp. 9-21.

FERRAROTTI Franco, “Las historias de vida como método”. En *Revista Convergencia*, Universidad Autónoma del Estado de México (UAEM), México, núm. 44, mayo-agosto 2007,

pp. 15-40.

GOULDNER Alvin, “The Sociology and Everyday Life”. En COSER Lewis (ed.), *The Idea of Social Structure: Papers in Honor of R.K. Merton*, New York, Routhledge, 1975, pp. 417-432.

HUANCA LÓPEZ María Ángela, “Remembranzas del I Festival Universitario de la Canción Social – UMSA. Apuntes para la (re)construcción de memoria histórica mediante la oralidad, en cuanto a la actividad cultural universitaria de 1979–1980”, ganador del XVIII Concurso Municipal de Investigación “Nuestra historia desde miradas jóvenes 2019”. En Prensa.

LANGER, Erick D, “Una Visión Histórica de Bolivia en el Siglo XX”. En *Bolivia en el Siglo XX: La Formación de la Bolivia Contemporánea*, La Paz, Harvard Club de Bolivia, 1999, pp. 67-88.

LAZARTE Jorge, “Partidos, democracia, problemas de representación e informalización de la política (el caso de Bolivia)”. En *Revista de Estudios Políticos* (nueva época), núm. 74, octubre-diciembre, España, 1991, pp. 579-614.

MAYORGA, René, “Empate histórico y debilidad constructiva: la crisis del proceso de democratización en Bolivia”. En: LABASTIDA MARIN DEL CAMPO Julio (Coord.), *Hegemonías y alternativas políticas en América Latina*, México, Siglo Veintiuno editores, 1998, pp. 395-424.

MORALES, Juan Antonio y PACHECO, Napoleón, “El retorno de los liberales”. En *Bolivia en el Siglo XX: La Formación de la Bolivia Contemporánea*, La Paz, Harvard Club de Bolivia, 1999, pp. 155-192.

MORALES, Juan Antonio, “Crisis y política económica en Bolivia de 1982 a 1985”, (Documento de Trabajo), La Paz, Instituto de Investigaciones Socio-Económicas - Universidad Católica Boliviana, 1986, pp. 1-27.

MORALES Juan Antonio Morales y SACHS Jeffrey, “La Crisis Económica en Bolivia”, (Documento de trabajo), La Paz, Instituto de investigaciones Socio-Económicas – Universidad Católica Boliviana, 1987, pp. 1-31.

MURILLO Mario, “La Universidad Mayor de San Andrés a finales del siglo XX (1982-2003)”.

En *Historia de la Universidad Mayor de San Andrés*. En prensa.

RIVERA CUSICANQUI, Silvia, “Luchas campesinas contemporáneas en Bolivia: el movimiento katarista, 1970-1980”, en René Zavaleta (Comp.), *Bolivia, hoy*, México, Siglo XXI, pp. 129-168.

RIVERA CUSICANQUI, Silvia, “Democracia liberal y democracia del ayllu: el caso del Norte Potosí, Bolivia”. En Carlos Toranzo (ed.), *El difícil camino hacia la democracia*, La Paz, ILDIS, 1990, pp. 9-53.

SACHS, Jeffrey D. “Latinoamérica y el Desarrollo Económico Global En *Bolivia en el Siglo XX: La Formación de la Bolivia Contemporánea*, La Paz, Harvard Club de Bolivia, 1999, pp. 23-46.

SPEDDING Alison, “Quemar el archivo: un ensayo en contra de la Historia” en *Temas Sociales* 24, La Paz, IDIS-UMSA, 2004, pp. 367-402.

SPEDDING Alison “Más sobre el discurso de la droga en Bolivia”. En *Revista Nacional* N° 2, La Paz, 2004, pp. 62-71.

THIELE Graham, BUSTAMANTE Jorge, MANSILLA Julio y SCOTT Gregoru (1998) “Los precios de papa, arroz y trigo en Bolivia: Un análisis del periodo 1980-96”. Centro Internacional de la papa/PROINPA. Documento de trabajo, pp. 1-46.

THOMAS William Isaac, “Motivation: the wishes”. En William Isaac Thomas, *On social organization and social personality*, Chicago, Chicago University Press, 1966, pp. 117–139.

URQUIETA CRESPO Patricia, “Avances y desafíos de la investigación y la formación en temas urbanos en Bolivia”. En Pascale Metzger et.al., *La cuestión urbana en la región andina: miradas sobre la investigación y la formación*, Quito, Pontificia Universidad Católica del Ecuador, 2016, pp. 21-76.

VAN LINDERT Paul y VERKOREN Otto, “Segregación residencial y política urbana en La Paz, Bolivia”. En Boletín de Estudios Latinoamericanos y del Caribe, No. 33, *The struggle for space in Latin america* (Diciembre de 1982), pp. 127-138.

Documentos gubernamentales

BOLIVIA, Ley N° 533. 9 de febrero de 1983.

BOLIVIA, Decreto Supremo N° 19477. 21 de marzo de 1983.

BOLIVIA, Instituto Nacional de Estadística (INE) (2016) *Series históricas: 80 años generando estadísticas*. La Paz: INE.

FELCN (Fuerza Especial de Lucha Contra el Narcotráfico), *Cuadros Estadísticos*. Ministerio de Gobierno, 1994.

Tesis

ALEMÁN Luis, “El transportista vive del volante. La producción del transporte público y su organización social, el caso del grupo hito 45 del Sindicato mixto de transporte Litoral”, La Paz, Tesis, Sociología, Universidad Mayor de San Andrés, 2008.

ARAMAYO María, “Aporte del semanario ‘Aquí’ en la transmisión de valores democráticos orientados a la construcción de la conciencia crítica en la ciudadanía”, La Paz, Tesis: Comunicación Social, Universidad Católica Boliviana San Pablo, 2005.

CASTELLÓN QUISBERTH Juan, “La comunicación alternativa y el movimiento popular. El discurso del aparato ideológico semanario ‘Aquí’, respecto a las luchas políticas del Movimiento Popular boliviano en los periodos comprendidos entre marzo 1979 - julio 1980 y enero 1985 - junio 1987”, La Paz, Tesis: Comunicación Social, Universidad Mayor de San Andrés, 1999.

CHINAHUANCA POCOACA Rosario, “El escenario de la crisis económica: la escasez del ‘pan de batalla’ en la ciudad de La Paz desde la prensa escrita (1982-1985)”, El Alto, Tesis: Historia, Universidad Pública de El Alto, El Alto, 2022.

ESCOBAR PAUCARA Félix Braulio, “Reconvirtiendo... aún seguimos en las rutas...”. Tesis para optar al grado de licenciatura en Sociología, La Paz, Universidad Mayor de San Andrés, 2009.

MENDOZA Mónica, “Análisis de los editoriales del semanario ‘Aquí’ primera época. 1979-1980”, La Paz, Tesis: Comunicación Social, Universidad Católica Boliviana San Pablo, 1997.

PACO, Mónica, “Discurso ideológico-político de la prensa paceña en el período de transición democrática de 1979”, La Paz, Tesis: Comunicación Social, Universidad Católica Boliviana San Pablo, 1997.

SORUCO QUIROGA, Juan Cristóbal, “Prensa alternativa y democracia; análisis comparativo de los semanarios *Aquí*, *De todos* y *Alternativa*”, La Paz, Tesis: Ciencias de la Comunicación, Universidad Católica Boliviana San Pablo, 1984.

ZAMBRANA Juan Carlos, “Empuñar la palabra como fusil: discurso político del semanario popular “Aquí”, a favor de la apertura democrática en Bolivia, 1979 – 1980”, La Paz, Tesis: Comunicación social, Universidad Mayor de San Andrés, 2014.

Periódicos y semanarios

***El diario*. La Paz, Bolivia. 1979-1985.**

“Protesta por cierre de mercados”, La Paz, Periódico *El Diario*, 5 de marzo de 1983.

“Publicidad”, Periódico *El diario*, La Paz, 10 de junio de 1983.

“Publicidad”, Periódico *El diario*, La Paz, 14 de junio de 1983.

***Presencia*. La Paz, Bolivia. 1979-1985.**

“Abastecimiento”, Periódico *Presencia*, La Paz, 3 de diciembre de 1979.

“Alcalde atribuye alza de precios a la inmoralidad de los funcionarios”, Periódico *Presencia*. La Paz, 11 de febrero de 1980.

“Ante la falta de buses, solidaridad y abarcas”, Periódico *Presencia*, La Paz, 4 de octubre de 1984.

“Batida en locales nocturnos”, Periódico *Presencia*, La Paz, 23 de diciembre de 1983.

“Continua la tragedia”, Periódico *Presencia*, La Paz, 6 de junio de 1984.

“Detalle de la asistencia de micros al servicio, por línea”, Periódico *Presencia*, La Paz, 17 de julio de 1983.

“El pan nuestro”, Periódico *Presencia*, La Paz, 27 de julio de 1983.

“El problema del transporte urbano”, Periódico *Presencia*, La Paz, 30 de julio de 1983.

“El transporte, drama permanente”, Periódico *Presencia*, La Paz, 24 de agosto de 1983.

“Faltan medios de transporte”, Periódico *Presencia*, La Paz, 8 de julio de 1983.

“Nuestro pan de cada semana”, Periódico *Presencia*, La Paz, 4 de enero de 1984.

“La angustia por el pan de cada día”, Periódico *Presencia*, La Paz, 19 de junio de 1985.

“La falta de transporte, un drama permanente”, Periódico *Presencia*, La Paz, 24 de abril de 1984.

“Los nuevos millonarios”, Periódico *Presencia*, La Paz, 7 de noviembre de 1984.

“Nuevo ordenamiento económico rige en el país”, Periódico *Presencia*, La Paz, 30 de noviembre de 1980.

“¿Pan a \$b. 70? No, a cualquier precio?”, Periódico *Presencia*, La Paz, 15 de abril de 1984.

“Sábado, día de mercado y dolores de cabeza”, Periódico *Presencia*, La Paz, 7 de mayo de 1983.

SILES SALINAS Jorge, “El cine pornográfico”, Periódico *Presencia*, La Paz, 18 de noviembre de 1982.

Última Hora. La Paz, Bolivia. 1979-1985.

“Abusan con los precios en mercados”. *Última hora*. La Paz, 22 de julio de 1980.

“A partir del lunes 18 se reducirá el ‘toque de queda’”, periódico *Última Hora*, La Paz, 13 de agosto de 1980.

“Campaña contra la especulación: Clausura de cantinas, pensiones, hornos, puestos de venta, friales y carnicerías: Mayoría de propietarios es de extracción campesina”, periódico *Última Hora*, La Paz, 12 de enero de 1984.

DE RÜCK, Isabel, “La televisión: ‘Listos... en el aire’”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 20 de septiembre de 1985.

“El lunes parte el tren a El Alto”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 8 de mayo de 1980.

“Especulación y ocultamiento en comercio de abarrotes y tiendas de barrio”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 28 de noviembre de 1979.

“Hubo solidaridad de conductores de vehículos particulares con el pueblo”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 6 de marzo de 1980.

“Los lectores nos escriben: Nosotros los peatones”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 23 de diciembre de 1980.

“Los propietarios de vehículos formulan algunas peticiones a la Municipalidad”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 4 de febrero de 1980.

“Protesta por el paro de los transportistas”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 1 de junio de 1982.

“Tránsito realizó importante estudio sobre costo en micros”. Periódico *Última Hora*, La Paz, 31 de agosto de 1980.

“Transporte colectivo urbano”, Periódico *Última Hora*, La Paz, 14 de mayo de 1980.

Periódico *Página Siete*. La Paz, Bolivia. 2019-2020.

CAJIAS Lupe, “La turbulenta historia del país que contó el semanario Aquí”, Periódico *Página Siete*, La Paz, 15 de marzo de 2020.

JUÁREZ Ivone, “Cuando La Paz vivía la ‘fiebre de sábado por la noche’”, Periódico *Página Siete*, La Paz, 11 de diciembre de 2015.

Semanario *Aquí*. La Paz, Bolivia. 1979-1985.

“Amarguras de Villa ‘Las delicias’”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 31, del 13 al 18 de octubre de 1979.

“Aumentar los salarios y congelar los precios de los salarios de primera necesidad”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 28, del 22 al 28 de septiembre de 1979.

BASCOPE ASPIAZU René, “El espíritu de Caiconi”, Semanario *Aquí*, La Paz, N. 75, del 12 al 18 de febrero de 1983.

BASCOPE ASPIAZU René, “Seguridad de Estado”, Semanario *Aquí*, La Paz, No. 24, del 25 al 31 de agosto de 1979.

“Carta abierta al presidente Hernán Siles Zuazo”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 72, del 22 al 26 de enero de 1984.

“Dime con quién andas y te diré quién eres”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 78, del 5 al 11 de marzo de 1983.

“Editorial”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 1, del 17 al 23 de marzo de 1979.

“El hambre”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 75, del 12 al 18 de febrero de 1984.

“Identificados”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 79, del 12 al 18 de marzo de 1983.

“La crisis de la crisis”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 72, del 22 al 26 de enero de 1983.

“La embajada de EE.UU. y Núñez del Prado empujan el ‘paquete’. Todo listo para crucificar al pueblo en Semana Santa”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 132, del 7 al 13 de abril de 1984.

“Listas de paramilitares y mercenarios en Bolivia”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 72, del 22 al 26 de enero de 1983.

“Los ‘aires’ en venta”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 28, del 22 al 28 de septiembre de 1979.

MANCILLA Jorge (Coco Manto), “Olla de grillos”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro.5, del 14 al 20 de abril de 1979.

“Micros: ladrones sin antifaz”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 2, del 24 al 31 de marzo de 1979.

“¡Ni bombas ni amenazas! ¡No nos callarán!” Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 48, del 9 al 16 de febrero de 1980.

“Nuevo gabinete: ¿Media vuelta a la derecha?”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 102, del 27 de agosto al 2 de septiembre de 1983.

“Primera Plana”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 19, del 21-27 de julio de 1979.

“Primera plana”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 26, del 8 al 14 de septiembre de 1979.

“Primera plana”, Semanario *Aquí*, La Paz, No. 68, del 28 de junio al 4 de julio de 1980.

“¿Quién frena a los transportistas?”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 76, del 26 de febrero a 5 de marzo de 1984.

“Quién nos financia”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 7, del 28 de abril al 4 de mayo de 1979.

“Se vende La Paz”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 26, del 8 al 14 de septiembre de 1979.

“Sr. Alcalde esta es la situación de Achachicala”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 26, del 8 al 14 de septiembre de 1979.

“Testimonios de trabajadores: Los transportistas hacen de las suyas como en tiempos de Banzer y García Meza”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 102, del sábado 27 de agosto al 2 de septiembre de 1983.

“Tiemblan los gorilas”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 27, del 15-21 de septiembre de 1979.

VARGAS Manuel, “Toda la tierra”, Semanario *Aquí*, La Paz, Nro. 4, del 7 al 13 de abril.

“Volvemos a las calles”, Semanario *Aquí*, La Paz, No. 71, del 15 de enero al 22 de enero de 1983.

Revistas

Revista Perspectiva, La Paz, Bolivia. 1984-1985

CARRASCO RIVERA, Gilfredo, “Los murales que se salvaron de la barbarie”, Revista *Perspectiva*, año 1, n. 2, La Paz, marzo 1984.

ZUASNABAR Ángel, “Plaza Pérez Velasco: un camino para todos”, Revista *Perspectiva*, año 1, n. 3, La Paz, mayo de 1984.

Películas y videos

Amargo Mar. Director: Antonio Eguino. La Paz, Bolivia, 1984.

Chuquiago. Director: Antonio Eguino. La Paz, Bolivia, 1977.

La nación clandestina (1989) de Jorge Sanjinés

80entero: El Rock perdido. Director: Alberto Hinojosa. La Paz, Bolivia, 2013.

Anexos

1. Apéndice Metodológico

2. Cronología

3. Mapas

Apéndice metodológico. El trabajo en archivo y las fuentes oficiales: un estudio de caso sobre las limitaciones de la información estatal en Bolivia

La restricción del conocimiento de la escritura a unos pocos podía ser combatida en parte con la existencia de escribidores de cartas y escribanos públicos, pero hay una correlación constante entre posición social y producir y dejar documentación: mientras más baja es la posición en la jerarquía social, es menos probable que se produzcan muchos documentos y que estos, una vez producidos, sean conservados.

Alison Spedding, *Quemar el Archivo: Un Ensayo en Contra de la Historia*

Desde las primeras formulaciones metodológicas de este estudio, una de las apuestas era incorporar información oficial de distintas entidades estatales en diálogo con los testimonios de los habitantes de la ciudad. Creíamos que una combinación de ambos registros podía brindar un cúmulo de datos que permitiesen particulares procesos de articulación y triangulación simultáneamente. Sin embargo, en la práctica, el acceso a datos de archivo ha sido muy difícil –vale la pena mencionarlo: casi en forma inversamente proporcional a la riqueza de los testimonios que las personas compartieron conmigo, recordando La Paz de los años ochenta–. He enfrentado resultados bastantes áridos que, además de influir en los alcances de esta investigación, permiten perfilar algunos rasgos estructurales de la manera en que el Estado boliviano conserva información oficial.

Aun así, más que una reflexión acuciosa, este acápite es casi una crónica de una experiencia –de allí, también, el cambio en la persona narrativa–: la manera en que me acerqué a los archivos de instituciones públicas, de diversos niveles gubernativos, y las respuestas que encontré al respecto. El objetivo de este texto no es otro que mostrar con qué es con lo que se cuenta y qué es lo que se puede hacer con ello y, de paso, si es posible, explicitar algunas características estructurales de las formas que tiene el Estado boliviano de archivar sus documentos.

1. La definición de las fuentes

Como se explicó en detalle en el tercer capítulo –Estrategia metodológica–, después de la inicial definición temática y el balance del estado de la cuestión, precisamos las fuentes en base a un criterio principal: por las características del objeto y del enfoque, se buscó combinar el análisis documental de fuentes secundarias con testimonios de vecinos de distintos barrios de la ciudad.

En relación al primer proceso, el trabajo de archivo se definió inicialmente en dos ámbitos. Por un lado, entidades del gobierno central –el Estado plurinacional– y, por el otro, entidades del gobierno local –el Gobierno Autónomo Municipal de la ciudad de La Paz (GAMLP)–. Para el primer caso, en función de los temas centrales del estudio, se identificaron Ministerios y Viceministerios que pudieran contener información al respecto –particularmente: el Ministerio de Economía, el Ministerio de Gobierno y el Ministerio de Trabajo–. Para el segundo caso, se identificaron Direcciones Técnicas de Transporte y Urbanización. En ambos ámbitos la pesquisa se basó en la búsqueda de cualquier tipo de información vinculada con nuestros temas de estudio: ordenanzas, registros de impuestos y todo tipo de estadísticas oficiales.

2. La precariedad de la información oficial

El trabajo en archivo estuvo determinado por dificultades a lo largo de todo proceso. Sin embargo, hay algunos matices que conviene mencionar. Para el nivel central, es decir entidades del Estado boliviano, nos encontramos con una situación francamente dramática. En la mayor parte de los Ministerios, Viceministerios y Direcciones los archivos están desactualizados y desordenados –y en los pocos que cuentan con Bibliotecas internas, las mismas están usualmente cerradas–. Si el desorden y las ausencias se evidencian para información sobre el presente, las cosas se complican aún más en relación a información sobre el pasado.

Para ilustrar concretamente este proceso, podemos tomar el ejemplo de la información oficial sobre el tema de las drogas. A continuación comparto extractos crudos de mi Cuaderno de campo para mostrar vívidamente el proceso que enfrenté para todos los temas de mi tesis.

Para tener acceso a información institucional sobre las drogas, me contacté con varias instituciones estatales. En el Ministerio de Gobierno pidieron una carta dirigida con precisión al Observatorio de Drogas (OBD). Después de enviar la carta, la entidad respondió con el envío de algunos datos exigüos –algunas estadísticas, actuales pero descontextualizadas, sobre el consumo de drogas– del Consejo Nacional Contra el Tráfico ilícito de Drogas (CONALTID) y el Viceministerio de Defensa y Seguridad. Decidí acercarme directamente al CONALTID donde me dieron acceso a su ‘biblioteca’ (antes había acudido al Viceministerio de Defensa y seguridad donde indicaron que no tenían información ni en datos ni en publicaciones). La ‘biblioteca’ constaba de un pequeño catálogo de libros que cubría el tema de las drogas desde un arco amplio que iba desde William Carter y Carlos Mamani –sus investigaciones sobre la coca– hasta Antonio Escohotado –sus ensayos sobre las drogas–. Era más un espacio donde se habían acopiado libros recibidos por distintas circunstancias –como nos comunicó el encargado–: donaciones de diversa índole y “herencias” de administraciones anteriores; no hay un principio para la obtención y el ordenamiento del material con el que cuentan.

Conversando en la biblioteca con funcionarios del CONALTID, averigüé que poseían más libros pero debido a la falta de espacio en sus oficinas fueron trasladados al archivo de la Cancillería. Solo se quedaron con aquellos que consideraron “más actuales”.

Posteriormente consulté en detalle el catálogo de la biblioteca de la Cancillería, concentrada también en el tema de las drogas –es difícil comprender por qué está destinada en esta entidad estatal–. El carácter del catálogo era muy parecido al de CONALTID: publicaciones dispersas y disímiles sin principios que justifiquen la concentración de materiales tan diversos.

En ninguna de las dos bibliotecas se cuenta con información oficial vinculada a estudios, registros u ordenanzas. Este tipo de información no se encuentra disponible de manera pública. Solamente existen libros, nunca informes, estudios, encuestas.

Se decidió enviar otra carta formal al Observatorio Boliviano de las Drogas (OBD), una nueva entidad estatal encargada del consumo de sustancias, solicitando información concretamente para el periodo 1979 – 1985. La respuesta tardó casi un mes y la respuesta, también por carta, afirmó que en esta institución solo tenían información a

partir del 2000. A su vez, en conversaciones informales con funcionarios, nos informaron que no tienen un archivo debido a que están ‘en proceso de armar una biblioteca pero actualmente se encuentran en traslado’. En esas conversaciones, compartieron algunas impresiones sobre la falta de continuidad de personal y la ausencia de espacios públicos para destinar los libros. En otras palabras, justificaron la ausencia de ese material porque personeros de gobiernos anteriores eran los encargados de esos documentos y ya no sabían dónde estaban. A su vez, manifestaron que los libros estaban encajonados, “en algún depósito del Ministerio” y que no había proyectos cercanos para destinarlos a algún espacio abierto al público.

Mi búsqueda culminó en la Policía Nacional. Varios funcionarios en las distintas entidades que visité, mencionaron que en esta instancia contaban con información oficial sobre consumo, detenciones y confiscaciones vinculadas al tema de las drogas. Después de presentar una carta para ver sus archivos en relación a los años del estudio, se derivó la solicitud a la Fuerza de Lucha contra el crimen (FELCC) quien nos derivó a los archivos de la Academia Nacional de Policías (ANAPOL) donde está el archivo anterior a 1994. En la Academia intentamos preguntar sobre estos documentos en varias visitas. En las primeras tres ocasiones el espacio se encontraba cerrado por distintos motivos –“reordenamiento de la información”, “mejoras de infraestructura” e “inventario” –. En la cuarta visita, la responsable del lugar nos contactó con un oficial que “podía saber respecto de los documentos”. El oficial nos dijo que los documentos se pusieron en un depósito que se inundó, ocasionando que el papel se pudra. Ante la sorpresa de la noticia, dije: “Pero ahí había casos judiciales, antecedentes policiales, cosas importantes”. “Ya no eran importantes porque habían prescrito todos los casos” me respondió el encargado.

Incluso otras “pistas” que intenté seguir tuvieron resultados infructuosos. En la biblioteca del CONALTID había encontrado la revista *Investigación* que contenía estudios sobre drogas. En la biblioteca solo estaban los ejemplares a partir del número 32 –volúmenes que contenían estudios ‘recientes’, es decir: fuera de nuestro espacio temporal–. Ante la consulta sobre los números anteriores, los funcionarios mencionaron que en la Biblioteca de la Facultad de Medicina estaba la colección entera. Allí se encontró solamente la publicación número 1, de 1992. Funcionarios de la Facultad nos

sugirieron acceder a la biblioteca y archivo del Ministerio de Salud. Cuando acudimos allí nos enteramos que la biblioteca está cerrada porque el edificio donde se localiza tiene riesgos de derrumbarse y todas las oficinas se trasladaron de emergencia. La biblioteca todavía no tiene un lugar de relocalización por lo que los libros se encuentran embalados y guardados en un depósito...

He decidido transcribir estas notas coloquiales de mi pesquisa particular, la trastienda del proceso de investigación, para mostrar en términos concretos y visuales las condiciones cotidianas de la preservación, ordenamiento y disponibilidad de la información oficial del Estado boliviano.

Aunque, por ser un tema ilegal y controvertido, se podría pensar que la dificultad fue mayor para acceder a información sobre un tema como el de las drogas, en realidad las dificultades sucedieron en relación a todos los temas y a todas las entidades estatales a las que acudí. Para todos los casos el proceso fue igual de difícil. Varios ejemplos: Encontrar información sobre los estudios de precios de alimentos que desarrolló el Ministerio de Economía de la UDP fue imposible en su destaralada biblioteca; estudios sobre la cantidad de micros circulando por las calles fueron hallazgos excepcionales, nunca sistemáticos, a partir de iniciativas particulares pero raramente estatales; datos sistematizados sobre la cantidad de entradas que vendían los cines comerciales de la ciudad no existen en ningún lugar; no hay información sobre la cantidad de bares registrados formalmente. Para todos los temas-casos, la búsqueda por entidades del nivel estatal estuvo marcada por la precariedad y la ausencia de datos sistematizados disponibles

En el nivel local –la Alcaldía de La Paz–, aunque nuestra búsqueda fue también infructuosa, encontramos una realidad diferente en torno al presente. La información “actual”, desde el año 1999, cuando empezó la gestión de Juan Del Granado, que tuvo continuidad por dos periodos más, a la cabeza de Luis Revilla, está disponible y ordenada.⁶⁶⁹

Aunque se nota un esfuerzo por mantener los datos actualizados y de fácil acceso al público, las características de su archivo en relación a gestiones anteriores siguen siendo casi

⁶⁶⁹ Un ejemplo concreto de su uso puede leerse en el reciente libro de Suárez, Hugo José, *La Paz en el torbellino del Progreso: Transformaciones urbanas en la era del cambio en Bolivia*, México, UNAM, 2018. En este estudio el autor se apoya en un cúmulo de datos existentes para el presente.

tan precarias como a nivel nacional. En sentido estricto, poseen información sistemática desde las gestiones posteriores a la Ley de Participación Popular y Ley de Municipalidades: 1993. Es decir, desde el momento que los municipios alcanzaron autonomía gubernativa y fueron electos por voto popular. Antes de eso prácticamente no hay datos ordenados ni disponibles para investigadores.

Como resultado: datos poco sistemáticos e inestables que limitaron el uso de las fuentes secundarias a un nivel sobre todo contextual –en tanto insumos para modelar el entorno pero no como fuentes directas de interpretación– y obligaron a que esta investigación se concentre en las fuentes primarias, los testimonios de los habitantes de La Paz, como materia prima privilegiada.

3. Las implicaciones para mi tesis

Además del impulso en ese énfasis, la fragmentariedad de los datos recopilados en archivo ha incidido en varios procesos metodológicos y analíticos de este estudio.

En primer lugar, como se ha repetido varias veces, cambió la estrategia metodológica planificada en principio. Ante la precariedad de la información disponible, no solo me concentré en los testimonios de vecinos de la época. Decidí incorporar a los periódicos de La Paz como fuente secundaria ya que a veces las menciones que encontraba en archivo, aunque nunca tenían los documentos, sí consignaban notas de prensa. Por supuesto, este fue un trabajo moroso –aunque sustancial–, que incidió en que el trabajo de campo amplié sus alcances y se extienda en el tiempo.

En segundo lugar, la ausencia de información oficial influyó en los recortes temáticos. Algunos de los temas iniciales fueron descartados por la imposibilidad de obtener información esencial para su reconstrucción. Como mencionamos en la estrategia metodológica, influyó en abandonar diversos temas porque no se contaba con información secundaria suficiente.

En tercer lugar, ha delimitado los alcances del análisis. Acompañando los recortes temáticos, también algunos de los aspectos de los temas elegidos fueron eliminados del análisis: Por ejemplo, tanto para el tema de la comida como el de la noche paceña, se omitió el

tratamiento del tema del consumo en términos concretos.

4. Algunos rasgos estructurales

Este trabajo detallado tal vez puede mostrar algunos rasgos del archivo oficial del Estado boliviano. En primer lugar, como mencionamos en las Conclusiones, al respecto se puede partir de la afirmación de Alison Spedding: “La producción y conservación de documentos oficiales tiene una correlación directa con el grado de centralismo y continuidad del gobierno”.⁶⁷⁰ En un periodo marcado por el la incertidumbre política institucional, con efímeros gobiernos militares y un gobierno democrático que enfrentó una intensa crisis económica y de gobernabilidad, nos enfrentamos a un momento particular cuando el archivo de documentos oficiales es muy precario. Así, nuestro periodo resulta un momento particular de ausencia de fuentes estatales. Si ya en general es difícil tener información sistematizada, un momento tan convulso como el que estudiamos implica aún mayor dificultades.

Además de la tremenda crisis que se vivió en términos políticos y económicos a nivel nacional, la situación también fue altamente incierta a nivel del gobierno local, en un momento donde los Alcaldes todavía eran designados por el gobierno de turno. En medio de una coyuntura tan frágil como la del primer lustro de la década de 1980, los gobiernos municipales se caracterizaron por su inestabilidad institucional y el cambio repentino de autoridades. El resultado es el mismo, la ausencia de información ordenada a nivel local.

En segundo lugar, la crisis estructural que vivió el Estado boliviano durante mi periodo de estudio ejemplifica intensamente un proceso que es mayor. Más acá de la particularidad del primer lustro de la década de 1980, en realidad existe una falencia estructura institucional vinculada a la necesidad e importancia de acopiar, ordenar y conservar información oficial. Aunque para algunos momentos puede haber información disponible, no es un rasgo orgánico en el tiempo.

Al respecto, hay algunos aspectos que saltan a la vista: la ausencia de una política

⁶⁷⁰ Alison Spedding “Quemar el archivo: un ensayo en contra de la Historia” en Temas Sociales 24, La Paz, IDIS UMSA, 2004.

pública general al respecto –yo experimente esto cuando experimenté principios institucionales totalmente distintos en entidades cercanas que deberían tener los mismos lineamientos archivísticos–; a esto se suma la no existencia de una continuidad en términos de los funcionarios encargados, lo que complejiza aún más el proceso –en mis visitas a los distintos archivos varias veces se me explicó que la información no podía ser encontrada porque “el anterior funcionario ya no está en la institución y él es quien sabía bien dónde estaba todo”–. Por último, no existe la concepción de que esos “papeles” pueden ser útiles para múltiples propósitos; en la práctica son una carga, documentos voluminosos que usualmente se destinan a cualquier lugar donde haya espacio disponible –recuerdo varias imágenes: un cuarto destartalado donde archivos judiciales se apilaban encima de una cama sin colchón, revistas desordenadas en cajas debajo de una gotera–.

Más acá de estos rasgos sobre el proceso de acopio de información oficial creo que hay un último corolario sobre las implicaciones para las investigaciones sociales históricas en Bolivia. Aunque varios estudios mencionan la dificultad de trabajar con archivos oficiales sobre el siglo XX en Bolivia –algunos ejemplos recientes son el libro de Carmen Soliz, *Fields of Revolution*,⁶⁷¹ donde la autora emprendió una difícil búsqueda en los archivos del Instituto Nacional de la Reforma Agraria (INRA) o el de Huáscar Rodríguez, *Bandidos y policías. La cuadrilla de Punata: una organización político-criminal en Cochabamba, 1890- 1899*,⁶⁷² donde trabaja con archivos judiciales de pequeñas ciudades del departamento de Cochabamba– logran reconstruir un cuadro más o menos completo en relación a sus temas de investigación. Esto sucede porque acceden a una fuente concreta de datos: un archivo puntual, a veces incluso una caja particular con documentos. El resultado es que, con un trabajo detallado como el que emprendieron los autores arriba mencionados, se puede reconstruir un proceso concreto. El problema es intentar brindar miradas más panorámicas desde un trabajo de archivo. Esa sí, en función de las condiciones de los archivos en términos generales, parece una tarea imposible.

⁶⁷¹ Carmen Soliz, *Fields of Revolution: Agrarian Reform and Rural State Formation in Bolivia, 1935-1964*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2021.

⁶⁷² Huascar Rodríguez, *Bandidos y policías. La cuadrilla de Punata: una organización político-criminal en Cochabamba, 1890- 1899*, Santa Cruz, El País, 2016

Cronología

La siguiente cronología tiene como objetivo brindar un cuadro panorámico de la historia de Bolivia en relación a los sucesos vividos por países del Cono Sur (particularmente, Argentina, Brasil, Chile, Ecuador y Perú) y aspectos de la política exterior de Estados Unidos que influyeron en la región.

La información procede de varias fuentes: libros (la edición de la obra de Franz Tamayo que Mariano Baptista Gumucio preparó para la Editorial Ayacucho, obras de historia general boliviana como las de Herbert Klein y James Dunkerley, y la monumental obra de Tulio Halperin Donghi, *Historia contemporánea de América Latina*); páginas web de divulgación (<https://www.historia.com.bo/>, [Wikipedia.com](https://www.wikipedia.com) y otras del mismo tipo); y revistas (*Perspectiva* y *Enfoques*). La información presentada no se ha citado puntualmente porque corresponde a conocimiento general que está presente en una diversidad de fuentes (entre las que se encuentran las que se consultó para su elaboración).

Bolivia	Cono Sur y Estados Unidos
1951	
El Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) gana las elecciones con el binomio Víctor Paz Estenssoro y Hernán Siles Zuazo. Mamerto Urriolagoitia, presidente saliente, desconoce las elecciones y entrega el poder a una Junta Militar presidida por el general Hugo Ballivián. La prensa continental califica este golpe como el “Mamertazo”.	Argentina: Acercamiento del gobierno peronista argentino con Estados Unidos. Estados Unidos: Macartismo.
1952	
El 9 de abril se inicia la llamada revolución nacional con combates en La Paz y Oruro que se prolongan por tres días. Bajo el liderazgo de Juan Lechín Oquendo, líder de los mineros, el 17 de abril se funda la Central Obrera Boliviana que agrupa a todos los trabajadores del país. El 1ro de octubre se crea la	Argentina: Nuevo triunfo electoral de Juan Domingo Perón en Argentina. Muerte de Eva Perón. Chile: Por primera vez con la incorporación del voto femenino, Carlos Ibañez es elegido presidente. Ecuador: José María Velasco Ibarra gana las elecciones.

Corporación Minera de Bolivia (COMIBOL) y el 31 del mismo mes se suscribe el decreto que nacionaliza las grandes minas del país que pertenecían a Simón Patiño, Moritz Hoschild y Carlos Aramayo.	Reanudación de conflictos fronterizos entre Ecuador y Perú. Estados Unidos: Dwight Eisenhower es elegido presidente.
1953	
El gobierno de Paz Estenssoro suscribe en Ucureña, el día 2 de agosto, el decreto-ley que impone la reforma agraria.	Brasil: Gétulio Vargas crea <i>Petrobrás</i> instituyendo el monopolio estatal de extracción y refinamiento de petróleo. Estados Unidos: Explosión del primer obús atómico.
1954	
El 26 de septiembre, el presidente Paz Estenssoro inaugura la carretera Cochabamba – Santa Cruz cuyas obras se habían iniciado durante el gobierno del mayor Gualberto Villarroel. Es el comienzo del desarrollo de Santa Cruz	Brasil: suicido de Vargas, acosado por la presión internacional contra su orientación nacionalista y por la campaña de prensa. Asume la presidencia el vicepresidente, João Fernandes Campos Café Filho. Paraguay: Alfredo Stroessner llega al poder. Estados Unidos: Arbenz derrocado en Guatemala con apoyo de Estados Unidos. Ilegalización del Partido Comunista
1955	
En la ciudad de Sucre, el gobierno del MNR suscribe el decreto-ley que establece la reforma integral de la educación	Brasil: Juscelino Kubitschek electo presidente. Argentina: continuos incidentes entre la Iglesia y el gobierno en Argentina. Perón derrotado por la Revolución Libertadora, Lonardi presidente, luego sustituido por Aramburu. Perú: Fracasa golpe de Estado.
1956	
Asume el gobierno, por elecciones generales, el Dr. Hernán Siles Zuazo con Ñuflo Chávez Ortiz como vicepresidente. Se pone freno a la inflación mediante un programa de estabilización monetaria.	Argentina: derogación de la Constitución peronista de 1949 y retorno a la de 1853. Ecuador: Camilo Enríquez gobierna apoyado en ayuda económica norteamericana. Perú: Manuel Prado presidente. Autorización del APRA y liberación de Carlos Haya de la Torre. Chile: Formación del FRAP.
1958	

Elecciones parlamentarias el 20 de junio para renovar la mitad de la Cámara de Diputados y un tercio del Senado. El Movimiento Nacionalista Revolucionario (MNR) obtuvo el 85% de los votos, con lo que mantuvo su mayoría en las 2 cámaras del Congreso Nacional.	Argentina: Arturo Frondizi asume la presidencia.
1959	
Suicidio de Óscar Unzaga de la Vega, principal líder de Falange Socialista Boliviana (FSB), principal partido de oposición al MNR. La muerte se produjo en medio de un alzamiento general de FSB orientado a derrocar al gobierno.	Cuba: triunfa la revolución encabezada por Fidel Castro.
1960	
Paz Estenssoro es elegido por segunda vez presidente de Bolivia con Juan Lechín Oquendo como vicepresidente.	Ecuador: José María Velasco Ibarra gana las elecciones y es nombrado presidente.
1961	
Se aprueba una nueva Constitución Política del Estado, que incorpora los nuevos lineamientos del Nacionalismo Revolucionario a las disposiciones legales anteriores.	Brasil: el presidente Janio Quadros renuncia a la presidencia después de unos meses de mandato, Joao Goulart, vicepresidente, es nombrado presidente después de arduas negociaciones que culminaron con la instalación de un régimen parlamentarista. Ecuador: El Congreso sustituye a José María Velasco Ibarra por el vicepresidente Carlos Julio Arosemena Monroy, Estados Unidos: Invasión a Cuba en la Bahía Cochinos por parte de disidentes cubanos entrenados por la CIA.
1962	
Se realizan elecciones parlamentarias.	Estados Unidos: Crisis de los misiles, conflicto diplomático entre Estados Unidos, Unión Soviética y Cuba.
1963	
Bolivia se retira oficialmente de la OEA por un conflicto con Chile en relación al río Lauca.	Brasil: João Goulart recupera la jefatura de gobierno con un referéndum que aprobó la vuelta del presidencialismo. Ecuador: Carlos Julio Arosemena Monroy es derrocado por una Junta Militar presidida por Ramón Castro Jijón. Estados Unidos: el Presidente John F. Kennedy es asesinado, dejando a Lyndon B. Johnson como su sucesor.

1964	
A pesar de que la Constitución lo prohibía, Paz Estenssoro se presenta como candidato a un segundo mandato consecutivo. Los partidos de oposición no se presentan, Paz Estenssoro gana las elecciones y el 6 de agosto jura como presidente, acompañado de René Barrientos Ortuño como vicepresidente. El 4 de noviembre del mismo año es depuesto por un golpe de Estado comandado por Barrientos.	Brasil golpe de Estado militar que depone al presidente Joao Goulart.
1965	
Para evitar fricciones con el General Alfredo Ovando Candia, un antiguo rival que estaba al mando de las Fuerzas Armadas, el presidente René Barrientos instaura la copresidencia, que fue ejercida por ambos hasta su postulación como candidato para las elecciones nacionales del próximo año.	Brasil: todos los partidos políticos son disueltos, inicio de la intensificación de la represión política a los comunistas.
1966	
Ernesto “Che” Guevara llega a Bolivia e inicia las operaciones guerrilleras en Ñancahuazu.	Argentina: golpe de Estado del general Onganía.
1967	
Ernesto “Che” Guevara es herido y hecho prisionero. Poco después es fusilado por soldados del Ejército boliviano.	Brasil: el general Arthur da Costa e Silva es designado presidente.
1968	
El Ministro de Gobierno de Barrientos, Antonio Arguedas Mendieta envía los diarios de Ernesto “Che” Guevara a Cuba,	Brasil: El general Emilio Garrastazu Médici es designado presidente en Brasil. Ecuador: José María Velasco Ibarra gana las elecciones y es designado presidente. Perú: El autodenominado <i>Gobierno Revolucionario de las Fuerzas Armadas</i> se instaló el 3 de octubre de 1968, tras el derrocamiento del presidente Belaúnde, quien fue sacado a la fuerza de Palacio de Gobierno y desterrado a Argentina. Se dividió en dos fases: la primera, encabezada por el general Juan Velasco Alvarado (1968-1975) y la segunda, por el general Francisco Morales Bermúdez (1975-1980).

1969	
El 27 de abril, Barrientos muere al precipitarse a tierra el helicóptero presidencial. Luis Siles Salinas, su vicepresidente, lo sucede en el cargo. Un golpe de Estado encumbra el gobierno militar de Alfredo Ovando Candia. Nacionalización de la GULF.	Argentina: en una manifestación popular conocida como el "Rosariazo" contra el dictador Juan Carlos Onganía, trabajadores y estudiantes repudian el asesinato (en manos de la policía) de un estudiante universitario.
1970	
1970: Gobierno militar de Juan José Torres. Instalación de la Asamblea popular.	Ecuador: José María Velasco Ibarra disuelve el Congreso y se declara dictador.
1971	
Hugo Banzer Suárez asume la presidencia de la República después de un golpe de Estado.	Argentina: los militares entregan el cadáver de Eva Perón que se encontraba escondido, con nombre falso en un cementerio italiano durante quince años.
1972	
El gobierno militar promulga la nueva Ley de Universidades e instaura el Consejo Nacional de Educación Superior (CNES). Inicio de la exportación de gas a la Argentina.	Ecuador: Velasco Ibarra es destituido por un golpe militar y el general Guillermo Rodríguez Lara asume la presidencia.
1973	
Protestas universitarias por la intervención a las Universidades públicas. Reestructuración de la Confederación Universitaria Boliviana.	Argentina: El 20 de junio, Perón vuelve definitivamente a Argentina, y cuando una inmensa multitud se había congregado en Ezeiza para recibirlo, ambos sectores protagonizaron una verdadera batalla campal, que dejó muchos muertos. Chile: El 11 de septiembre Salvador Allende se suicida en el transcurso de un golpe de Estado liderado por Augusto Pinochet, que es nombrado presidente por decreto.
1974	
Masacre de Tolata: ante la protesta de miles de campesinos en Cochabamba por el aumento de los precios de la canasta familiar, militares asesinan decenas de campesinos.	Brasil: El general Ernesto Geisel es designado presidente de Brasil. Inicio de la apertura democrática "lenta, gradual y segura". Argentina: muere Perón.

1975	
<p>Acuerdo de Charaña: los presidentes militares Hugo Banzer Suárez y Augusto Pinochet firman un acuerdo para reestablecer las relaciones diplomáticas y buscar vías para que Bolivia recupere su acceso al mar.</p>	<p>Perú: protesta popular conocida como Limazo. El general Francisco Morales Bermúdez, entonces Presidente del Consejo de Ministros, lidera un golpe de estado y derroca a Velasco, acción conocida como el Tacnazo.</p>
1976	
<p>Protestas contra el régimen militar protagonizadas por estudiantes universitarios. Congreso de Coro donde se reúnen los trabajadores mineros de Bolivia, se declaran en emergencia y plantean demandas para el retorno de la democracia.</p>	<p>Argentina: el 24 de marzo de asumió el mando la Junta Militar, formada por los comandantes de las tres Armas, que designó presidente al general Jorge Rafael Videla, comandante del Ejército. Juan José Torres, expresidente de Bolivia, es asesinado en Buenos Aires. Ecuador: Guillermo Rodríguez Lara es depuesto por un triunvirato militar encabezado por el vicealmirante Alfredo Poveda Burbano.</p>
1977	
<p>La dictadura anuncia que la situación política se “institucionalizará” a partir de 1980. Fuertes protestas a lo largo del país ante el anuncio.</p>	<p>Estados Unidos: Jimmy Carter, es elegido presidente. Perú: paro nacional impulsado por la CGTP, central sindical de tendencia comunista, que reclamaba un aumento general de sueldos y salarios de acuerdo con el alza del costo de vida. Morales Bermúdez convoca a una Asamblea Constituyente.</p>
1978	
<p>Huelga de hambre iniciada por mujeres mineras que se extendió a lo largo del país. Fraude y gobierno militar de Juan Pereda Asbún. Golpe de Estado comandado por David Padilla Arancibia, derroca a Pereda y define el retorno de las elecciones como su principal mandato.</p>	<p>Argentina: marzo de 1981, el general Roberto Marcelo Viola reemplaza a Videla a la cabeza de la Junta Militar. Perú: Instalación de la Asamblea Constituyente, presidida por el líder aprista Víctor Raúl Haya de la Torre. Chile: Estados Unidos, aliado del régimen de Pinochet, se convierte en uno de sus principales detractores, debido principalmente al atentado terrorista contra Orlando Letelier, exiliado en Washington D.C. Jimmy Carter,</p>

	emprende una campaña junto a diversos organismos internacionales exigiendo mayores libertades civiles en Chile, criticando tanto la censura contra la prensa como la represión a la oposición.
1979	
Elecciones generales: Empate técnico entre Hernán Siles Zuazo y Víctor Paz Estenssoro. Ante la imposibilidad de acuerdos, Walter Guevara Arce, presidente del Senado, es nombrado presidente de la república. El 2 de noviembre Alberto Natusch Bush emprende un golpe de Estado y toma el gobierno. Ante la resistencia popular, abandona la iniciativa. Lidia Gueiler Tejada, presidenta de la Cámara de Diputados, es nombrada presidenta.	Brasil: el general Figueiredo es nombrado presidente. El mandatario permite el retorno de políticos exiliados o prohibidos de las actividades políticas durante los años 1960 y 70. Aprueba una amnistía para los militantes de las guerrillas y autoriza que esos amnistados concurren a las elecciones municipales y estatales en 1982. Ecuador: Jaime Roldós gana las elecciones nacionales. Perú: Tras un año de debates se promulgó una nueva Constitución en 1979.
1980	
29 de junio, elecciones nacionales, con triunfo de la UDP con el 38.74% de los votos. 17 de julio, golpe de Estado protagonizado por Luis García Meza, dictadura definida por la represión y los vínculos con el narcotráfico.	Perú: elecciones democráticas de 1980, triunfo del líder de Acción Popular y expresidente Fernando Belaunde Terry, que volvió así nuevamente al poder, retornando la democracia.
1981	
García Meza es obligado a renunciar el 4 de agosto de 1981. El general Celso Torrelio Villa gobierna durante unos cuantos meses, asumiendo como principal tarea restituir la democracia.	Chile: la nueva Constitución Política de la República de Chile entra en vigencia el 11 de marzo de 1981. Ecuador: El presidente Jaime Roldós muere en un accidente aéreo y lo sucede el vicepresidente Osvaldo Hurtado Larrea. Estados Unidos: Durante un período de cinco meses, más de 125,000 cubanos llegan al sur de Florida.
1982	
Hernán Siles Zuazo, representando a la Unidad Democrática Popular (UDP), asume la presidencia con Jaime Paz Zamora como vicepresidente. Se mantiene la representación parlamentaria	Argentina: El 2 de abril, tropas argentinas desembarcan y ocupan las islas Malvinas. Chile: en junio de 1982, el peso fue devaluado y se acabó con la política de cambio fijo. La inflación alcanzó el 20%

de las elecciones de 1979, y no la de 1980, por lo que el presidente no tiene mayoría parlamentaria. La situación económica se caracteriza por	y el PGB caía en un 15%.
1983	
8 de enero, el MIR rompe con la UDP. Conflictos sociales constantes. Inicio de la inflación.	Argentina: el 30 de octubre de 1983 se realizaron las elecciones para elegir a las autoridades democráticas. Raúl Alfonsín, candidato por la Unión Cívica Radical resultó elegido con el 51% de los votos, superando al Partido Justicialista (peronismo) que obtuvo el 40%.
1984	
El presidente es secuestrado por un grupo mercenario compuesto por policías y civiles y liberado horas después. El 25 de octubre, el presidente se declara en huelga de hambre. Días después, por la intensidad de la crisis económica y los conflictos sociales, Siles Zuazo adelanta las elecciones para el próximo año. La inflación se convierte en hiperinflación y alcanza la cifra de 2.177% anual.	Ecuador: León Febres-Cordero gana las elecciones presidenciales.
1985	
Elecciones generales. Gobierno del MNR, Víctor Paz Estenssoro. Decreto 21060. La hiperinflación, en su momento más alto: 11.746%, se controla con una medida de shock neoliberal.	Brasil: en elecciones indirectas Tancredo Neves es elegido para gobernar el país pero no llega a asumir el cargo pues muere por problemas de salud. José Sarney, vicepresidente electo, asume la presidencia. Perú: Alan García Pérez es elegido presidente. Chile: Gracias a la participación del cardenal Juan Francisco Fresno, partidarios del gobierno y parte de la oposición se firma en agosto de 1985, un "Acuerdo Nacional para la Transición a la Plena Democracia".
1986	
Durante agosto, manifestación multitudinaria de mineros, denominada Marcha por la Vida, en la que participaron más de 25,000 trabajadores en rechazo a las medidas económicas del gobierno.	Brasil: Implementación del <i>Plan Cruzado</i> : fijación general de los precios, definición del <i>Cruzado</i> como nueva moneda ante la severa devaluación del <i>Cruzeiro</i> , y reajuste automático de salarios para inflación del 20% del

	<p>nivel de precios.</p> <p>Chile: El 27 de diciembre de 1986, comandos del FPMR intentaron asesinar al general Pinochet en el camino al Cajón del Maipo.</p>
1987	
<p>El gobierno de Víctor Paz Estenssoro emprende una reforma tributaria, estableciendo el impuesto al valor agregado (IVA).</p>	<p>Argentina: En los días de Semana Santa de 1987 un grupo de oficiales se acuarteló en Campo de Mayo y exigió lo que denominaban una solución política.</p> <p>Chile: El gobierno promulga la Ley Orgánica Constitucional de los Partidos Políticos, que permite la creación de partidos políticos.</p> <p>Brasil: <i>Plan Bresser</i>: iniciativa para detener la inflación eliminando subsidios y elevando impuestos.</p>
1988	
<p>Las fuerzas antidroga del estado boliviano, con apoyo de la DEA y CIA, emprenden un operativo violento de erradicación forzosa de coca en Villa Tunari, dejando 12 campesinos muertos y 20 heridos.</p>	<p>Argentina: La situación económica se reagravó en 1988, con una tasa de inflación de 343%, preludio del estallido de un proceso hiperinflacionario a partir.</p> <p>Brasil: La democracia se restablece oficialmente con la promulgación de la Constitución Federal.</p> <p>Chile: los Comandantes en Jefe de las Fuerzas Armadas y el General Director de Carabineros, propusieron como su candidato a Augusto Pinochet. El 5 de septiembre fue permitida la propaganda política tras 15 años de dictadura. Los resultados finales del referéndum sobre la democracia entregaron una victoria a la oposición: el "SÍ" obtuvo el 44,74% y el "NO" el 54,68% de los votos escrutados.</p> <p>Ecuador: Rodrigo Borja Cevallos es nombrado presidente de Ecuador después de ganar las elecciones presidenciales.</p>
1989	
<p>Asume el gobierno, por elecciones generales, Jaime Paz Zamora con Luis Ossio Sanjinés como vicepresidente, en representación del Movimiento de izquierda revolucionaria (MIR).</p>	<p>Argentina: inflación superior al 3000% anual, que hizo aumentar la pobreza hasta alcanzar un récord histórico hasta entonces: 47,3%. En esas condiciones se realizaron las elecciones presidenciales del 14 de mayo de 1989, triunfando el candidato opositor, el peronista Carlos Menem con un 47,4% de los votos,</p>

	<p>contra el 36,7% de la UCR.</p> <p>Brasil: elecciones democráticas para elegir presidente. <i>Plan Verano</i>: creación de una nueva moneda: el <i>Cruzado novo</i>,</p> <p>Chile: elecciones el 14 de diciembre de 1989. Patricio Aylwin, candidato de la Concertación, gana las elecciones con obtuvo el 55,17% de los votos.</p>
1990	
<p>Tras 34 días de caminata, llega a La Paz, la Primera Gran Marcha Indígena por el Territorio y la Dignidad emprendida por pueblos indígenas de tierras bajas.</p>	<p>Brasil: Fernando Collor de Mello es elegido presidente del Brasil en elecciones democráticas después de décadas de dictadura.</p> <p>Chile: Patricio Aylwin recibió el mando de manos de Augusto Pinochet, el 11 de marzo de 1990.</p> <p>Perú: En las elecciones del 8 de abril de 1990 Fujimori quedó en segundo lugar detrás de Vargas Llosa, forzando así a una segunda vuelta electoral. Esta se realizó el 10 de junio de 1990 y su resultado fue el triunfo de Fujimori con un 62 % de los votos, frente al 38 % que obtuvo Vargas Llosa.</p>
1992	
<p>Se inicia el proceso de privatización de empresas estratégicas del Estado. Se emprende el Censo Nacional de Población y Vivienda.</p>	<p>Brasil: Fernando Collor de Mello renuncia a la presidencia por varias denuncias de corrupción. En su reemplazo, asumer el cargo el vicepresidente: Itamar Franco.</p> <p>Ecuador: Sixto Durán Ballén gana las elecciones y es nombrado presidente del país.</p>
1993	
<p>A través de elecciones generales, asume la presidencia Gonzalo Sánchez de Lozada con Víctor Hugo Cárdenas como vicepresidente, en representación del MNR. El 21 de marzo se promulga la Ley de Capitalización, que privatiza los recursos estatales.</p>	<p>Chile: Eduardo Frei Ruiz-Tagle es elegido presidente en elecciones nacionales.</p>

1994	
El 20 de abril se promulga la Ley de Participación Popular, que descentraliza el país otorgando cualidad gubernativa y control de recursos a los municipios a lo largo del país. El 7 de julio se promulga la Ley de Reforma Educativa para la reforma integral de la educación.	Brasil: Fernando Henrique Cardoso es elegido presidente.
1995	
Después de una reforma constitucional, se modifica la Constitución Política del Estado.	Ecuador y Perú: enfrentamiento bélico entre Perú y Ecuador. Perú: Fujimori fue reelegido presidente, derrotando en las elecciones generales a la candidatura del embajador Javier Pérez de Cuéllar, sin necesidad de ir a segunda vuelta.
1996	
Reforma de la Ley Electoral.	Ecuador: Abdalá Bucaram vence en las elecciones y asume la presidencia de la república.
1997	
Hugo Bánzer Suárez es elegido presidente en elecciones democráticas. Instalación del programa “Coca cero”, enfocado en la erradicación de los cultivos de coca, con apoyo de Estados Unidos.	Ecuador: El Congreso destituye al presidente Abdalá Bucaram.
1998	
Crisis económica, primera de gran magnitud en el ciclo neoliberal en Bolivia.	Brasil: Fernando Henrique Cardoso es reelegido presidente en elecciones democráticas. Ecuador: Después de una Asamblea Constituyente, se realizan elecciones en las que triunfa Jamil Mahuad Witt.
1999	
Se reforma el Sistema Nacional de Salud.	Ecuador: por la crisis inflacionaria, se suspenden todas las operaciones financieras para los ciudadanos.
2000	
Movilizaciones masivas en Cochabamba en contra de la privatización del servicio de agua, conocidas como “la guerra del agua”.	Ecuador: el presidente Mahuad adopta la <i>dolarización</i> de la economía. El presidente es derrocado y, después de varias negociaciones con el poder militar, Gustavo Noboa, vicepresidente, asume el

	mandato del gobierno.
2001	
Aquejado por cáncer, Banzer Suárez renuncia y asume la presidencia el vicepresidente Jorge Quiroga.	Ecuador, el presidente Gustavo Noboa y Antonio Vargas (líder del movimiento campesino) firman un acuerdo nacional.
2002	
En representación del MNR, Sánchez de Lozada es elegido presidente, acompañado de Carlos Mesa como vicepresidente.	Ecuador: Lucio Gutiérrez es elegido presidente.
2003	
Ante el intento de implementar un impuesto salarial, en febrero movilizaciones sociales y huelga policial que culmina con enfrentamientos entre policías y militares. En octubre, nuevas movilizaciones por el rechazo a la exportación del gas se convierten en una insurrección popular que finaliza con la renuncia del presidente Gonzalo Sánchez de Lozada. Carlos Mesa asume la presidencia y decreta un referéndum para los hidrocarburos y el inicio de proceso de Asamblea Constituyente.	Brasil: Luis Inácio Lula da Silva es elegido presidente en elecciones democráticas.
2004	
Se emprende el Referéndum de los hidrocarburos en Bolivia, consultando a la población sobre los principios de la política al respecto.	En la ciudad de Cuzco (Perú) se crea la Comunidad Sudamericana de Naciones.
2005	
Presionado por los movimientos sociales, Mesa renuncia a la presidencia. Eduardo Rodríguez Veltze, presidente de la Corte de Justicia, asume la primera magistratura después de las renuncias respectivas de los presidentes de senadores y diputados. El 18 de diciembre se efectuaron las elecciones nacionales con el triunfo de Evo Morales, con Álvaro García como vicepresidente, en representación del MAS, con 53% de los votos.	Perú: intento de golpe de Estado conocido como: «Andahuaylazo». Antauro Humala, hermano del expresidente Ollanta Humala captura la comisaría de Andahuaylas.

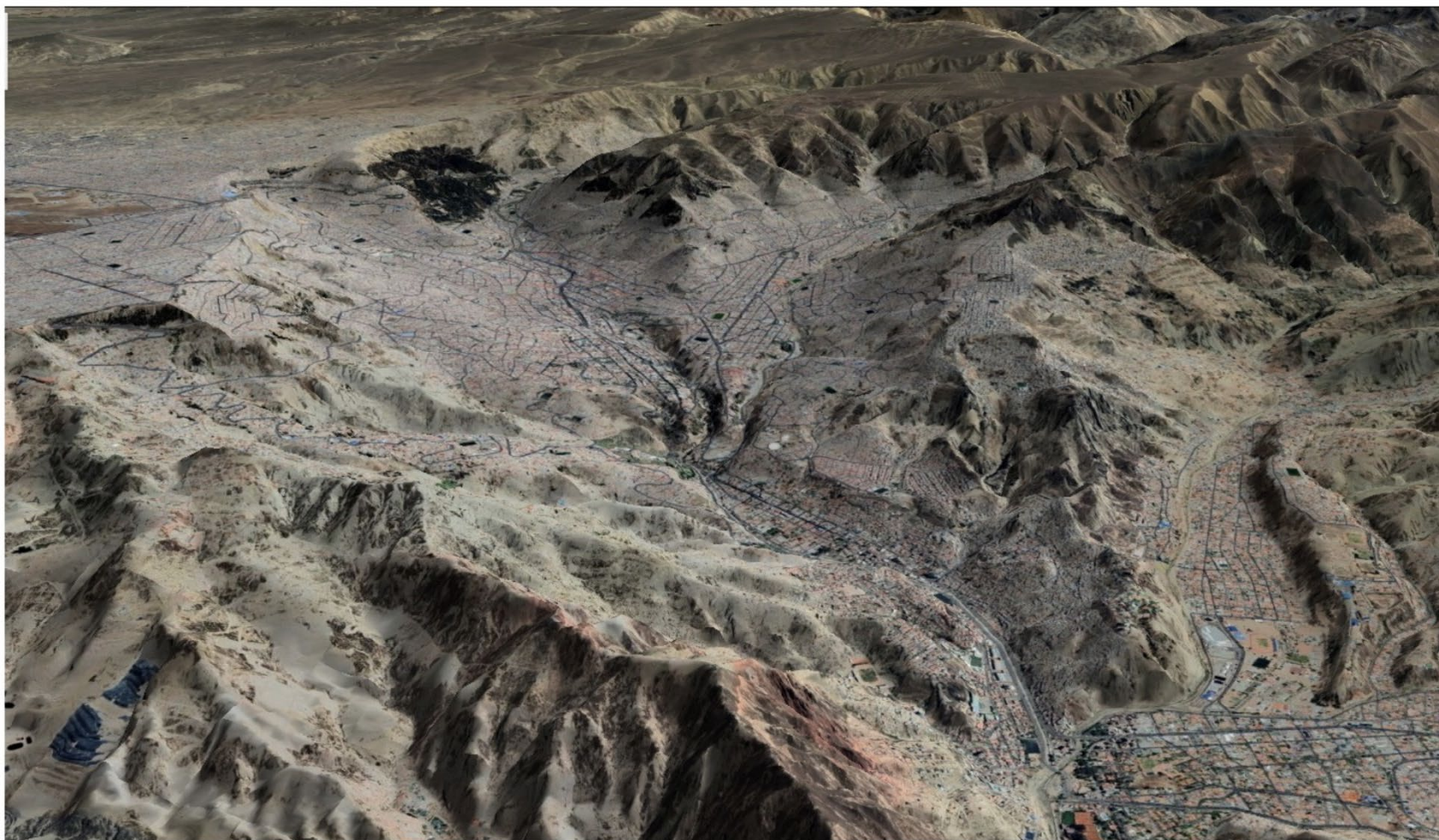
2006

El 22 de enero Evo Morales asume la presidencia de la República.

Brasil: Luis Inácio Lula da Silva es reelegido presidente en elecciones democráticas.
Ecuador: Rafael Correa es nombrado presidente después de ganar las elecciones nacionales.

Mapas

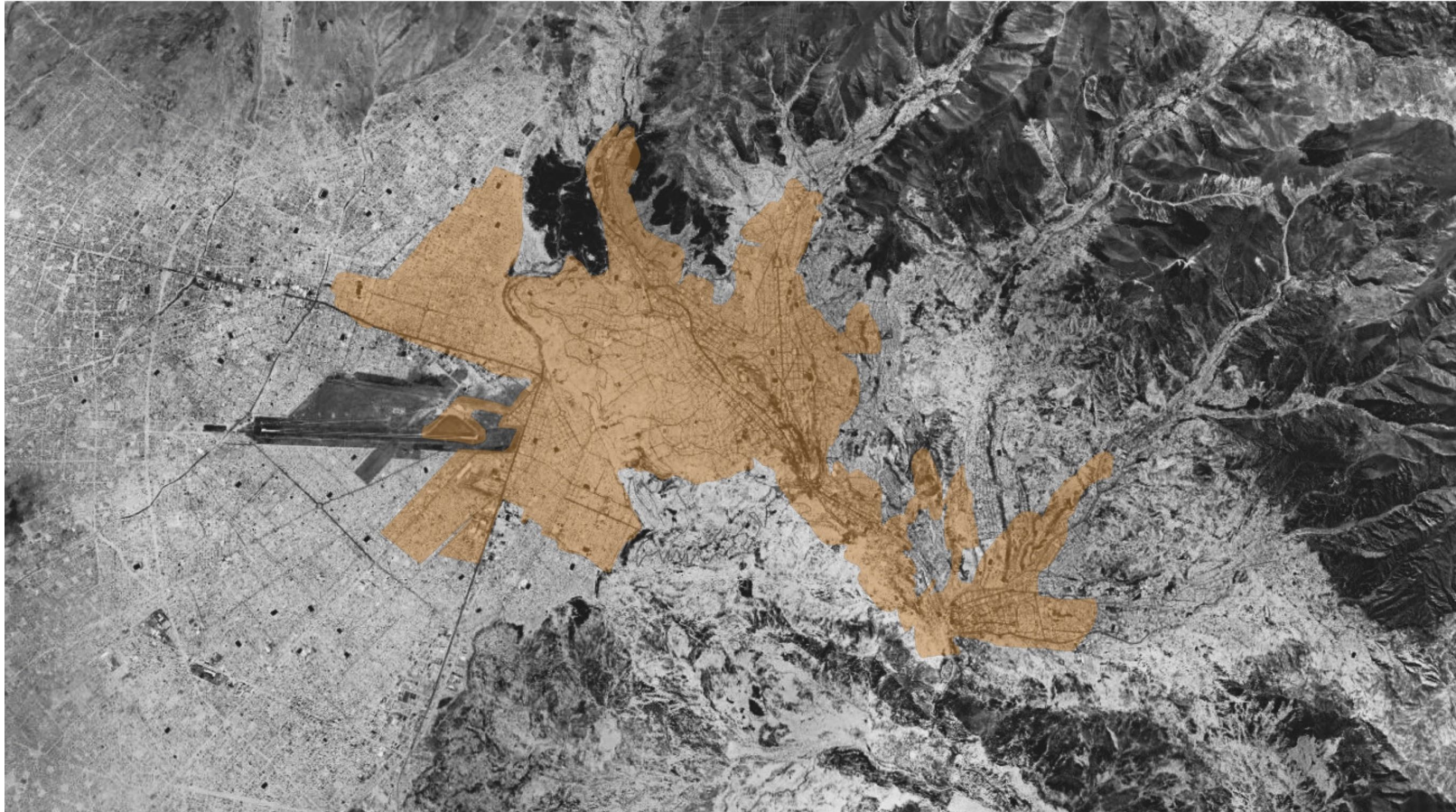
Mapa 1. La Paz hoy, en perspectiva



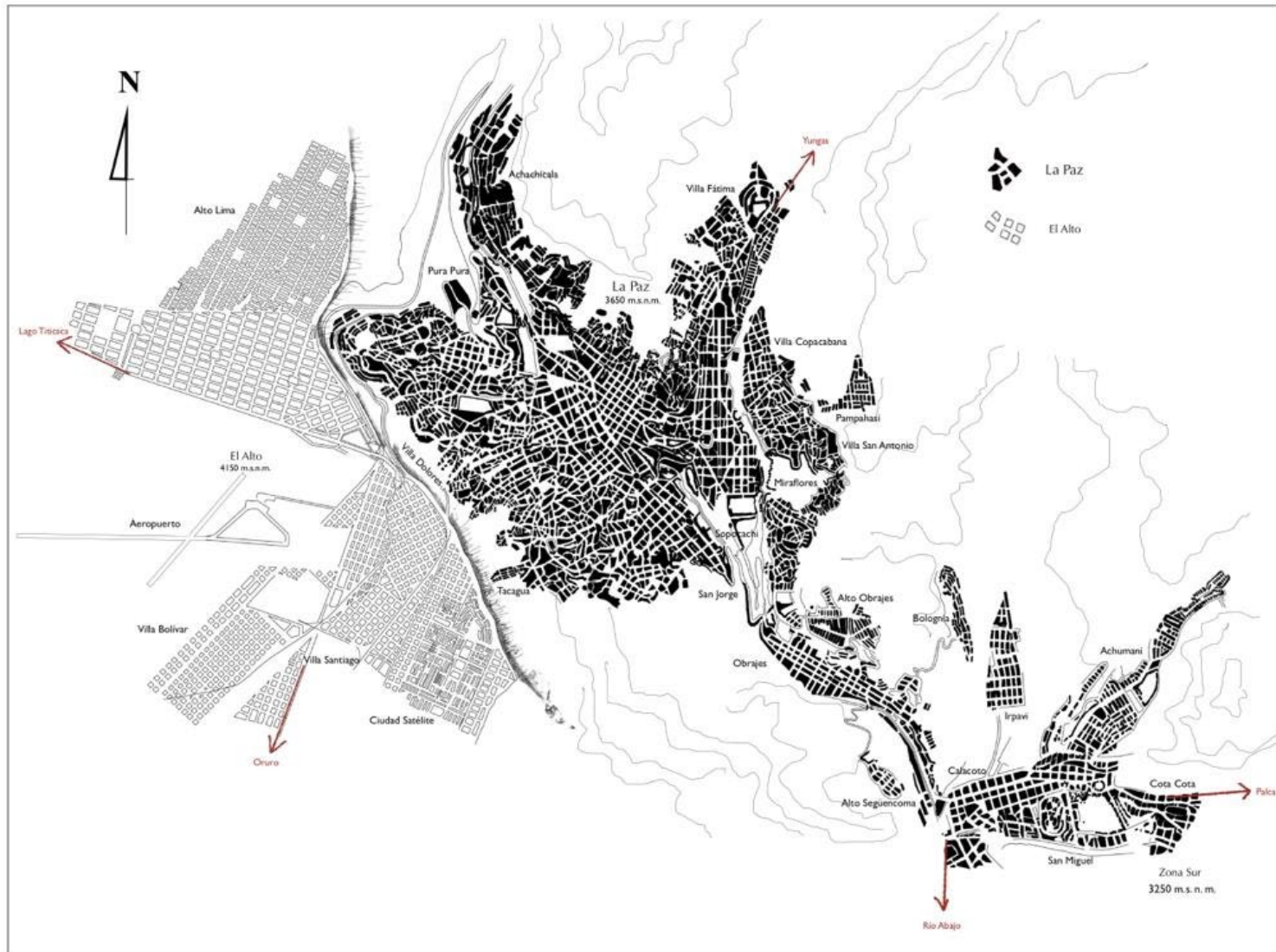
Mapa 2. Comparación de la marcha urbana: 1986 – el presente (2023)

La Paz - Cuadro comparativo

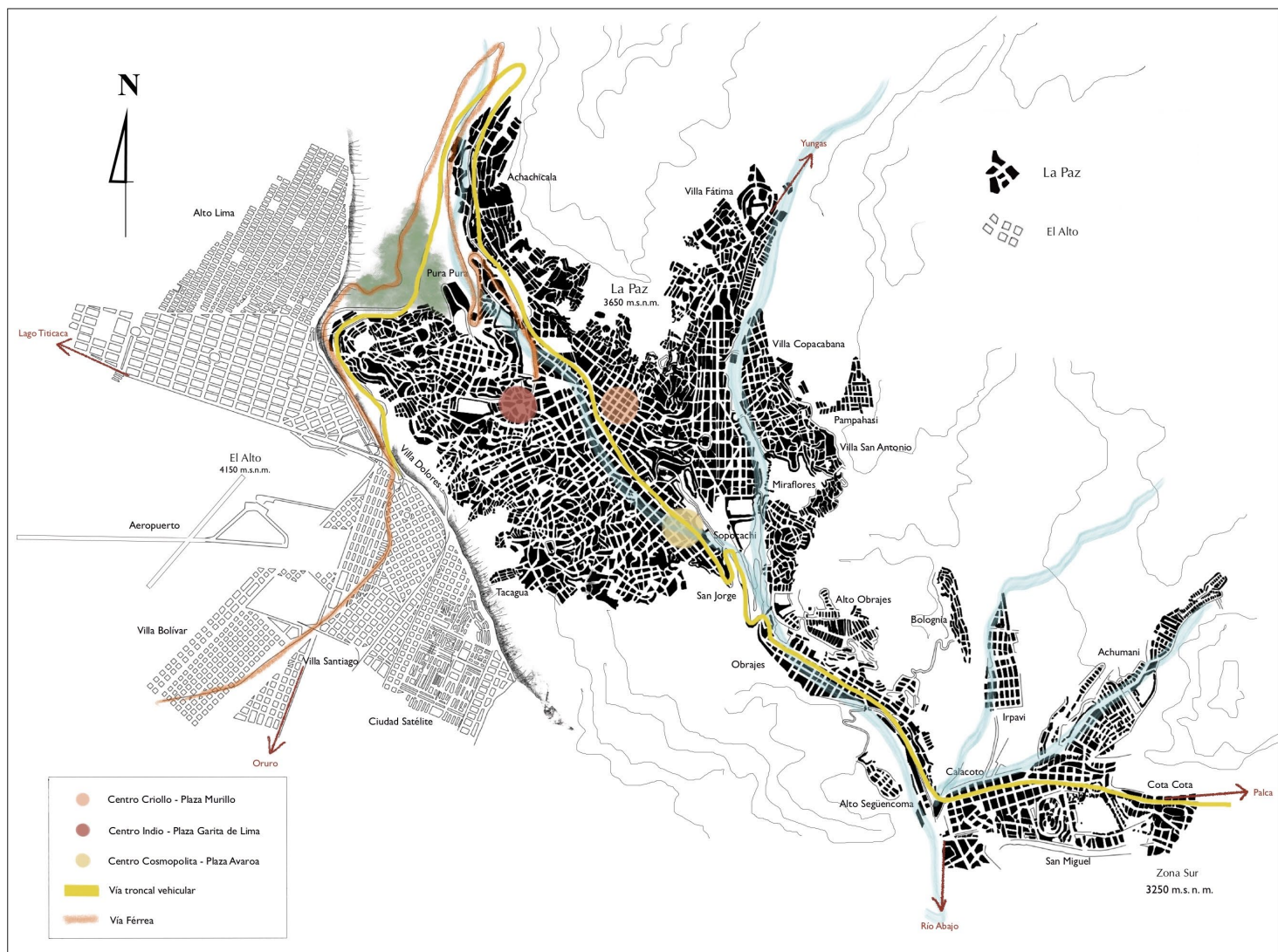
- Mancha urbana 1986
- Imagen satelital actual



Mapa 3. La ciudad de La Paz en 1986



Mapa 4. Los tres *centros* de la ciudad de La Paz en 1986



Mapa 5. Cobertura del servicio de transporte

